

MARC KRAVETZ

IRANO NOX



GRASSET

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

IRANO NOX

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

01/02/2017
520 KRA IRA

MARC KRAVETZ

IRANO NOX

Institut kurde de Paris

BERNARD GRASSET
PARIS

Institut kurde de Paris

**Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.**

© *Éditions Grasset et Fasquelle, 1982.*

**Et c'est ce qui vous fait ces voix désespérées.
Que vous avez le soir quand vous venez vers nous !**
VICTOR HUGO,
les Rayons et les Ombres.

Institut kurde de Paris

Le téléphone a sonné à quatre heures et demie. « Good morning sir. » Pour une fois, peut-être parce que c'était la dernière, le veilleur de nuit de l'Intercontinental ne m'avait pas oublié. Non, j'étais injuste. L'hôtel faisait ce qu'il pouvait. Essayez de gérer un palace de huit cents chambres avec trente clients les bons jours, les règlements islamiques, les Komiteh, les flics dedans, les flics dehors, les salaires qu'on ne peut plus payer et les hôtes, dear guests, qui se croient à Tokyo, Amsterdam ou Los Angeles. Comme si à Téhéran, en ce mois d'août de 1981...

Je ne sais pas pourquoi je me suis mis à penser à l'hôtel avec cette espèce de tendresse un peu molle, la fausse nostalgie que l'on se fabrique au moment de partir, sans doute.

Le téléphone ne m'a pas réveillé. En fait je n'avais guère dormi. Tard dans la nuit, au milieu de mes sacs en désordre, j'avais une ultime fois tenté d'appeler Parviz. Je voulais lui dire que je l'avais cherché depuis trois semaines, que j'étais triste de partir sans l'avoir revu, que ce serait pour la prochaine fois, que je comprenais, porte-toi bien et fais gaffe à toi. « No answer, sir », avait dit le standardiste. « Peut-être avez-vous un mauvais numéro. » Il m'avait fait la même remarque chaque jour. Il fallait bien dire quelque chose. C'était le bon numéro. Le seul. Je savais qu'il ne répondrait pas. Ni lui, ni les autres.

« Soyez à l'aéroport trois heures avant le décollage », avait dit l'agence. Le vol de la Lufthansa pour Francfort quittait Merhabad à neuf heures. Difficile de partir d'Iran sur un coup de tête. Tous les avions étaient pleins trois semaines à l'avance. L'employée d'Air France avait négocié toute une journée pour nous obtenir deux sièges sur Lufthansa. Des journalistes, l'urgence...

« On vous a dit trois heures ? Comptez quatre. » L'ami de l'ambassade qui était venu nous saluer la veille au soir nous avait décrit par le menu les tourments qui nous attendaient. « Neuf contrôles, les fouilles, gare aux papiers et aux devises. En général, tout se passe bien. Evidemment, les impondérables... Le mardi deux avions décollent à la même heure. Un pour Francfort, un pour Dubaï. Ça double les files d'attente. Oui, il est arrivé que des compagnies abandonnent leurs passagers quand les formalités traînaient trop. »

Les reporters, voyageurs professionnels, mettent un point d'honneur à considérer ces détails avec fatalisme. Les procédures d'embarquement ou de débarquement font partie des réflexes acquis, comme les changements de passeports, le fonctionnement du télex, les locations de voitures ou l'écoute du B.B.C. World Service. Nous ignorons l'angoisse des grands départs. Nos soucis sont ailleurs. Avant et après. L'aéroport est un temps mort. Au mieux, le journaliste en retient une ambiance. Surtout quand il arrive et qu'il attend ses bagages. Avec les borborygmes du chauffeur de taxi qui va le conduire à l'hôtel – chaque capitale de l'actualité a son hôtel, même si la ville en compte quatre-vingt-dix – et les quelques observations glanées dans une salle d'arrivée, l'envoyé spécial qui se respecte a déjà la « couleur » de son premier papier.

Trois heures, quatre heures, neuf contrôles ou douze, quelle différence ? A Tel-Aviv-Ben Gourion on compte cinq heures et parfois six. A Bangkok, c'est le petit bonheur, ou le grand malheur. A Kennedy Airport, la grève des aiguilleurs. A Charles-de-Gaulle, celle des bagagistes. A Téhéran...

J'ai eu ma communication pour la France à deux heures du matin. La voix familière et douce. « Oui, si tout va bien, je serai à Paris ce soir. Si quoi ? Je ne sais pas pourquoi j'ai dit si. Si rien. Donc tout ira bien, je serai à Paris ce soir. » C'était une phrase toute faite. Un tic sans importance, comme j'aurais dit, on ne sait jamais. Le taxi nous attend, l'avion nous attend. Ankara, Francfort, Paris. Nous sommes des journalistes en règle, accrédités, tamponnés. Passeport, visa, carte de presse des autorités locales. Rien à déclarer. Affaires personnelles, instrument de travail. Pas même un souvenir. Si tout va bien.

Alain Bizos était prêt dès cinq heures. Il n'avait pas plus dormi que moi. Il était en pleine forme. Il a tout de suite vu que quelque chose n'allait pas. L'histoire du fric ? Pas de quoi finir à la prison d'Evin. Mille francs avaient disparu de ma chambre trois jours après notre arrivée. Je n'avais jamais

laissé d'argent dans le coffre d'un hôtel. Je n'avais jamais été volé non plus. Le pointilleux contrôle des devises à l'entrée et à la sortie compliquait un peu l'affaire. Les autorités étaient particulièrement soucieuses de freiner les trafics. Et comme le taux de change (obligatoire) auprès des banques était à peu près le tiers de celui du marché noir, les vérifications étaient soignées. Mais on ne prend pas de risque pour mille francs. Non, ce n'était pas le fric. Alors quoi ? Alors rien.

« Plus facile d'expliquer qu'on a perdu quelques billets que de justifier qu'un photographe professionnel rentre à la maison sans ses pellicules », disait Alain Bizos. La réglementation iranienne était formelle. Tous les films devaient être développés et examinés en Iran et, le cas échéant, saisis en tout ou partie. Alain n'avait évidemment pas respecté la Loi. Il n'avait pas confiance dans les laboratoires locaux et l'idée qu'on puisse lui gâcher une pellicule lui était à peu près aussi insupportable que le principe même de la censure. Forme et fond. Technique et déontologie. Un vrai professionnel ne fait pas la différence. Alain Bizos en est un. Il s'expliquerait tout à l'heure sur la question si elle lui était posée. Il y avait un temps pour tout. Maintenant il était seul et heureux de partir. Et si vraiment ils en avaient marre de nous, que pouvions-nous leur offrir de mieux ? Nous partions.

Alain avait raison. Tout se passa comme prévu. Trois heures et demie de formalités. Neuf contrôles. Interminable et sans importance. L'avion roulait sur la piste. Attachez vos ceintures. Il virait au-dessus d'Azadi Square et l'arc de triomphe du chah défunt. Téhéran s'éloignait. Déjà nous survolions les sommets ocre et gris de l'Elbourz. Autour de nous les visages s'animaient. Les gens parlaient, bougeaient, riaient, se bouscuaient vers les toilettes. Un vol comme les autres.

« Tu vois, dit Alain, on en est sorti. Ça va mieux ? »

Je regardais les hôtesses qui démontraient sans conviction le fonctionnement des masques à oxygène. Nous étions entrés dans le temps mort du voyage. Le temps de l'attention flottante. Juste des images qui circulent. Une phrase me trottait dans la tête. Quelque chose comme : « Elles ont des cheveux, des jambes de femmes, elles te regardent dans les yeux quand elles te parlent, elles sont ou elles ne sont pas désirables et elles peuvent penser la même chose que toi quand elles te voient ; tu ne sais pas ce qu'elles pensent, probablement même qu'elles ne pensent à rien que tu puisses imaginer, tu ne connais pas leur langue mais tu sais ce qu'elles peuvent pen-

ser ; elles sourient, ce n'est rien d'autre qu'un sourire professionnel mais quand même un sourire complice ; elles ne te regardent pas mais leurs yeux regardent, elles ne te sourient pas mais leur bouche sourit : c'est le commencement de l'humanité. »

« Oui, tu as raison. On en est sorti. Et maintenant il va falloir écrire.

– Ne te plains pas. Pour toi tout est encore possible. Pour moi tout est fini. Je n'inventerai pas d'images. »

De ces banalités que se disent les journalistes. Un reportage chasse l'autre. A quand le suivant ? Oui, en effet, ça allait mieux. Pourquoi fuyez-vous donc, mon fils ? De quoi aviez-vous peur ? Vous vous sentiez donc bien coupable ?

« Je suis bien content qu'on en soit sorti, dit Alain.

– Moi aussi. »

Nous parlions de la même chose. Mais de quoi parlions-nous ? Nous en avons fini avec un reportage d'un peu plus de trois semaines. Nous n'avions risqué ni notre liberté, ni notre vie. Nous avons beaucoup travaillé, moins bien que nous ne le souhaitions, mieux que nous ne l'avions espéré. Un reportage comme un autre. Dans l'honnête moyenne. L'Iran de la troisième révolution. Une douzaine d'interviews, quelques scènes de rues, quelques personnages, des impressions, un bon lot d'informations incontrôlables. Pas d'aventure. Peu d'émotion. A reléguer au magasin du manque à raconter.

« Ça se verra à l'image, soupirait Alain.

– Tu te souviens de la photo que tu n'as pas faite ?

– Le Parc ?

– Oui, ou celle du couple avec la poussière dans l'œil. Ça pourrait faire le commencement d'une histoire. L'effet "Iran-troisième-révolution-islamique" sur reporters tout terrain élevés aux mamelles du nouveau journalisme. Qu'est-ce que tu en penses ?

– Je pense que l'Iran fatigue. »

Par deux fois Alain Bizos avait cru se prendre en défaut. La photo du Parc, c'était à cause de la lumière. Nous avons découvert l'endroit après cinq heures du soir et plus jamais trouvé le temps d'y retourner. La seconde, c'était un manque de chance. Nous nous rendions à je ne sais plus quelle cérémonie quand, sur le chemin, depuis le taxi, Alain avait aperçu à un carrefour un couple, plutôt jeune, se faisant face. La femme regardait dans l'œil de l'homme comme si elle voulait en ôter une écharde. Alain avait pris l'habitude de ne plus charger ses

appareils avant un rendez-vous ou une visite. Cela lui évitait de gâcher des films quand les préposés aux questions de la sécurité – de la personnalité que nous rencontrions, de la mosquée, du meeting, du lieu de prière, etc. – ouvraient les boîtiers, démontaient les objectifs et exigeaient de voir fonctionner tous les mécanismes pour s'assurer que ses Nikon n'étaient pas des bombes piégées. Le temps d'enrouler une pellicule dans son appareil, le couple avait disparu du carrefour. La « photo du Parc », c'était un ovale de ciment où des jeunes gens faisaient du patin à roulettes avec, en premier plan, deux jeunes filles en pantalon crème et veste sombre.

« Sujet intéressant : tu montres une fille en jean ou en pantalon crème, un type qui a mal à l'œil et qui se fait examiner par une femme qui est peut-être la sienne et tu dis : j'ai vu ça en Iran. On te demande quel rapport ça peut bien avoir avec l'Iran et tu réponds : le rapport c'est que nulle part ailleurs je n'aurais eu envie de prendre un tel cliché. »

Ce n'était pas le commencement d'une histoire. Tout juste une anecdote à se raconter le temps d'un vol entre Téhéran et Francfort. Si nous déraillions, à qui la faute ? Comme cette nuit. Ce malaise sans objet. Cette humeur âcre de l'aube. Nous sommes bien contents d'en être sortis. Une banalité convenue de plus ou bien ? Ou bien ?

Cette envie brutale de respirer comme si nous émergions d'une brume fangeuse, cette frénésie enfantine de dire ce qui nous passe par la tête comme des collégiens libérés du pensionnat : voilà ce que nous éprouvions à cette minute. Nous en sommes sortis, nous sommes libres – absurde, nous avons toujours été libres, nous sommes venus librement et nous repartons librement – et pourtant, la liberté, y a-t-il un autre mot pour le dire que la liberté ? Et me voilà qui regarde des jambes de femmes avec l'œil allumé d'un dragueur des boulevards. Comprenne qui pourra.

Nous sortons de l'Iran comme on se réveille d'un cauchemar.

Le mardi 4 août 1981 à neuf heures j'ai quitté Téhéran pour la sixième fois en trente mois. Je n'ai pas tenu une comptabilité exacte mais j'ai dû passer en Iran, entre le 16 janvier 1979 et ce dernier mois d'août, pas loin du tiers de ma vie. Je pense que j'y retournerai bientôt. Non que j'aie besoin de ce pays, d'une ville que j'aurais aimée ou de gens que j'y ai connus,

comme on souffre d'un manque – cela arrive aussi aux reporters et plus souvent qu'on ne croit – mais parce que j'ai envie de savoir la suite, parce que c'est mon métier, l'actualité comme on dit. Partir et revenir d'Iran n'est pas tout à fait une habitude (« ne sois pas snob », dit-elle), mais déjà plus un événement. Le prochain rendez-vous avec l'Iran est déjà pris. Manquent le jour et l'heure.

Qu'on ne s'y méprenne pas. On ne part pas en reportage comme on pointe à l'usine. Assurément, il y a de bons et de mauvais journalistes, des gens honnêtes et des corrompus, des militants et des cyniques, des casse-cou et des trouillards, des bidonneurs et des maniaques de l'âge du capitaine, sans compter toutes les nuances intermédiaires, les changements de catégories et le mélange des genres. Je n'en connais pas, ou peu, qui ne soient des malades monomaniaques. Même s'ils friment avec les distances et les fuseaux horaires, s'ils prennent l'air las et font semblant de rêver d'un emploi de bureau, ils n'imaginent pas leur vie sans cette sollicitation permanente de l'événement qui fait toujours figure de nécessité alors qu'elle n'est réellement nécessaire qu'à eux seuls. En ce sens ils sont des passionnés pervers.

Passion schizophrène : je ne connais pas non plus de journalistes – bis repetita, toutes réserves faites – qui écrivent ou du moins qui travaillent pour « leurs » lecteurs – concédons cette fois que les exceptions sont plus nombreuses. Le courage de dire n'est pas en cause, affaire de tempérament, mais la passion de savoir est une fin en soi. La rage entomologique avec laquelle nous accumulons les faits – just facts –, les dates, les détails biographiques et tous les chiffres possibles et imaginables, depuis l'évolution de la production cotonnière et l'âge des enfants du Premier ministre en passant par le produit national brut, le déficit de la balance des paiements et le taux d'inflation corrigé par la Banque mondiale, jusqu'au nombre de fenêtres des bâtiments de la présidence, cette obsession donc, sinon de l'exactitude du moins de ses critères les plus probants, n'a qu'un rapport très lointain avec la mission d'informer.

Cela pour dire que ma certitude de retourner un jour, bientôt, en Iran n'est ni de l'ordre du manque, ni le résultat d'une obligation contractée devant Dieu, un rédacteur en chef ou ce grand fétiche qu'on appelle le lecteur. Je dirai que c'est un fait de nature, « la nature fragile des journalistes, écrit Jean-François Fogel, qu'épuise et stimule à la fois l'air de leur temps

dont ils ne peuvent se passer. Les hygiénistes parlent de *drogue*. Les enthousiastes de *passion* ». Et les intéressés ne font plus la différence. Je vous accorde que ce n'est pas une excuse.

Quand bien même nous aurions resservi sous une forme acceptable la totalité des menus objets de notre collection de faits, le lecteur ne serait pas plus avancé. A moins d'être lui-même un spécialiste ou un professionnel concerné par le sujet, il ne saura jamais ce que nous savons ou que nous croyons savoir parce que les raisons, les principes ou les circonstances qui gouvernent le choix des informations que nous lui offrons, et permettent à la rigueur de leur donner un sens, ne lui sont pas donnés. Il ne saura jamais non plus ce qu'il veut savoir, pour l'excellente raison que la question qui nous occupe entièrement n'est dans le meilleur des cas, pour lui, qu'un sujet de curiosité épisodique dont les manifestations sont rarement synchrones avec les sauts de puce de l'envoyé spécial qui s'esouffle à suivre les rebondissements de l'actualité.

Résultat, puisque les journaux sont faits pour être lus : un compromis bâtard entre le schématisme simplificateur et le pointillisme abscons. Le reporter poursuit ses chimères et le lecteur ronge ses frustrations. Deux années de « couverture » quasi quotidienne de l'Iran vous apprennent la modestie. Quand l'Iran, tel un ludion, remonte à la surface de l'actualité, vous découvrez – est-ce une surprise ? – que le million de signes typographiques distillés jour après jour par « notre envoyé-spécial-à-Téhéran » devaient être signes d'eau, d'air ou de sable et qu'ils se sont évanouis. Tout est à refaire. Bref, l'Iran, on n'y comprend rien. Et ce on vous accuse. L'ignorance boudeuse du lecteur a le bon droit pour elle. Vous m'avez gavé de faits, d'anecdotes, de références, de noms de partis, de groupes, d'ayatollahs, je ne sais toujours pas ce qui se passe en Iran, ni le pourquoi, ni le comment.

Reste bien sûr le sempiternel, l'insupportable, le pédagogique « commençons par le commencement ». Il a ses mérites. Il était une fois le prophète Mohammad. Il n'avait pas d'héritier mâle pour assurer sa succession. Les ulémas confièrent la direction de la communauté des croyants à des califes élus parmi les compagnons du Prophète. Le quatrième était Ali. Ali n'était pas un compagnon comme les autres. Cousin de Mohammad, il fut, à dix ans, l'un des premiers à témoigner qu'il n'était de Dieu que Dieu. Il reçut en mariage la fille unique de Mohammad et de Khadidja. Or, de ce quatrième calife, nombre de croyants firent le premier imam. Ils considéraient

Ali comme le véritable dépositaire de cette part de la révélation divine qui n'était pas accessible aux humains. Ses fils et ses descendants porteraient le message. Tous sont morts de mort violente. Du moins la tradition l'entend-elle ainsi. Jusqu'au onzième de la lignée. Le douzième, Mohammad, dit aussi Qâèm (le « Résurrecteur »), Mehdi (« Celui qui est guidé »), Sahebeh-Zamân (le « Maître du temps »), disparut à l'âge de sept ans. Il n'est pas mort, dit encore la tradition. Il est seulement l'« Imam caché », « occulté » et réapparaîtra à la fin des temps, pour annoncer à l'humanité le règne de la paix, de la justice et de la vérité. Avec lui, mais avec lui seulement, s'achèvera le message de la révélation et Dieu sera présent aux hommes. Sans lui il ne saurait exister d'autorité légitime. Tout gouvernement n'est que provisoire et la constitution de l'Iran islamique le dit en son « cinquième principe » : la « gestion des croyants » est confiée à « un docteur du dogme juste, vertueux, au courant de l'évolution de l'époque, courageux, efficace et habile, qui est accepté comme guide par la majorité du peuple », mais ce n'est qu'en l'absence de l'Imam du temps « que Dieu approche sa réapparition... ». Tel est le fondement, mystérieux et mystique, de l'Islam chiite duodécimain, le sens et l'essence d'une foi messianique, hantée par la douleur et le deuil et dont la vérité est toujours à venir.

Est-ce bien le commencement ? Ces bribes glanées hâtivement auprès des exégètes ne comblent pas le vide. Au mieux, elles l'embellissent, elles donnent à l'histoire un semblant de sens, par quoi le journaliste ne se présente pas démuni face à son public. Il est toujours meilleur de manipuler les mystères que de plaider l'ignorance.

En vérité, nous ne manquons pas d'explications. Nous en avons même plusieurs. La tyrannie du chah, la répression, l'exploitation étrangère de l'Iran, la déculturation, la coupure entre les élites et les masses, le ferment de révolte du chiïsme iranien, l'ambiguïté des relations entre le clergé et le peuple – obscurantisme et messianisme, réaction et émancipation. On n'oubliera pas les enjeux stratégiques du Golfe, le pétrole, les Russes, les Américains, l'impasse du nationalisme (grandeur et décadence du Dr Mossadegh) et la faillite des idéologies de l'Ouest comme de l'Est. Le malheur est que toutes ces explications sont vraies, qu'on peut (qu'on doit ?) les multiplier, les raffiner, les croiser, les contredire, serrer un peu plus à chaque passage les mailles du filet. Pour attraper quoi en définitive ? La confirmation de bonnes grosses idées qui confinent aux

préjugés, favorables ou défavorables selon les filtres utilisés, à propos du tiers monde, de l'Islam, de l'échange inégal, des droits de l'homme et du désarroi planétaire face à une société en mutation.

Filtre positif : les principes sont excellents, le mouvement est juste, les bavures sont inévitables ; que pèsent les excès juvéniles d'une révolution face à l'immensité de ce qu'elle a déjà accompli : débarrasser l'Iran d'une tyrannie multiséculaire et de la mainmise impérialiste ?

Filtre négatif : les erreurs – les crimes – du chah, que personne ne conteste, ont nourri une revendication d'essence réactionnaire qui commet pis encore et a déjà anéanti les progrès, non moins incontestables, accomplis dans les domaines sociaux et économiques. On a chassé les Américains, certes, mais les Russes approchent. L'Iran accouche de son moyen âge islamique dans la violence et l'horreur. De quelle révolution parle-t-on ?

« Ce n'est pas votre faute mais vous ne pouvez pas comprendre. » Cette phrase-là, le journaliste étranger (disons « occidental ») en Iran l'a tant entendue qu'il ne l'entend même plus. Il s'est résigné aux évidences : il ne parle pas la langue ; il n'est pas musulman ; il n'a ni vingt-cinq siècles de Perse, ni quinze d'Islam dans la tête et dans les veines. Il sait qu'il ne sort pas des geôles de la Savak ni des bidonvilles de Téhéran. Il n'en est pas spécialement fier, il n'a plus le goût d'en avoir honte. Il a l'habitude. Changez les dates et les lieux, la situation reste la même. Il n'est pas Iranien, soit. Il n'était pas Vietnamiens, Algériens, Libanais, Bengali, Kurde ni Tchadien. Éternel problème de l'occidentalo-centrisme ? Non.

En Iran le : « Vous n'êtes pas d'ici, vous ne pouvez pas comprendre » n'est pas de l'ordre de la différence, même incommensurable, mais de l'exclusion. Dans la colère de Dieu contre Taghout, le Diable n'admet pas de concession. Khomeiny ne vous accorde pas la part du feu. Ami ou ennemi, peu importe. L'enfer où vous expédie la révolution islamique est pavé de vos bonnes intentions. Il n'y a pas de place pour les envoyés spéciaux, sinon ceux du Prophète, dans l'âge d'or de l'Islam promis par l'imam à trente-sept millions d'Iraniens. Vous n'êtes plus un individu : vous êtes une incarnation du Mal. Vous pourrissez ce que vous touchez, ce que vous voyez, ce que vous entendez. Vos yeux, votre bouche, votre main sont empoisonnés.

Vous croyez qu'il est difficile de communiquer, vous maudis-

sez vos ignorances, la langue, la culture, l'histoire. Vous perdez votre temps. La communication n'a pas d'objet. Ce n'est pas que les mots manquent pour le dire : on n'a rien à vous dire et rien à apprendre de vous. Vous protestez qu'on vous a donné un visa, une carte de presse, qu'on a donc, par des signes évidents et clairs, reconnu votre légitimité de journaliste. On vous répond que vous êtes libre de venir en Iran. D'écrire ce que bon vous semble. Mais personne ne vous a demandé de venir. Vous n'êtes pas le bienvenu.

Alain Bizos arrivait de Paris, moi de Beyrouth. Nous nous étions retrouvés à Athènes le 11 juillet 1981 pour le vol de nuit d'Iran Air à destination de Téhéran. C'était la première fois que j'allais en Iran sans la perspective des contraintes du « papier » quotidien. Les instructions d'Actuel, le magazine qui avait commandé ce reportage, étaient des plus vagues. Qu'est-ce que le pouvoir islamique ? Comment ça marche ? Qu'est-ce qu'il fait ? Comment peut-il imposer le retour à la stricte obédience coranique à un peuple qui a peu ou prou goûté à la civilisation moderne ? Qu'est-ce que ça cache ? Qu'est-ce que ça ne cache pas ? Racontez et montrez. « On veut comprendre. » Cela tenait de la gageure mais j'étais heureux de faire ce reportage avec Alain Bizos.

Journalistes de l'écrit et photographes font rarement bon ménage. Leurs exigences et leurs intérêts ne sont pas les mêmes. L'un travaille sur le plein, la densité, le signe immédiatement lisible : l'image épuise l'image. Vide, elle ne s'enrichit d'aucun récit. L'autre jongle avec l'espace et le temps. Quatre heures de conversation apparemment insipide lui vaudront peut-être un chapitre, lesté de ce qu'il a glané ailleurs ou de souvenirs qu'il peut mobiliser. Le plus coloré des spectacles ne fera pas forcément un paragraphe. Comme les deux ont tendance à outrer les traits fondamentaux de leur métier, la coexistence devient vite explosive et en tout cas stérile. Avec Alain Bizos, c'est différent. Il ne sait pas d'avance ce qu'il cherche. Il sait que la première impression est rarement la bonne et que les images trop séduisantes sont des pièges à éviter. Il veut d'abord sentir la tension, s'engloutir dans le paysage, se faire oublier. Son regard, avant d'être celui du professionnel — cadre, exposition, angle, vitesse —, est d'abord celui du curieux. Il parle peu ou, plutôt, il ne perd pas

de temps avec les mots. Quand il travaille, son silence n'est pas celui d'un taciturne mais le simple effet de la concentration. Il pense avec ses yeux. Photo ou pas, le regard est juste. Avec lui, j'apprends à penser en images. A voir ce qu'il voit. A ne pas accrocher des mots aux signes mais, comme lui, à regarder d'abord avant de conclure. La technique ne commande pas. Elle suit. Elle met en forme. Mise en phrases ou mise en boîte, c'est du pareil au même.

Ce que je savais de l'Iran – ma petite collection de faits ramassés en deux ans de « couverture » – eût rempli un honorable volume. Les connaissances d'Alain Bizos sur le sujet étaient voisines de zéro. Du coup il ne posait que de bonnes questions. Nous partagions la même ignorance fondamentale mais la mienne, moins immédiatement visible, m'interdisait les vraies surprises. Les vingt-quatre jours passés à Téhéran, Qom ou Ispahan, du 11 juillet au 4 août 1981, ne m'apprenaient pas grand-chose. J'aurais pu rédiger mon article à Paris avec un paquet de journaux et les dépêches de l'agence France-Presse.

Le mois n'était pourtant pas avare d'événements. Journaliste de quotidien, je n'aurais pas eu de peine à dicter un article chaque soir. La « troisième révolution » proclamée par Khomeiny avec la déchéance du président Bani-Sadr exaspérait les frustrations accumulées depuis trente mois. Terrorisme et contre-terrorisme ne semblaient plus obéir qu'à une logique démente dans laquelle fins et moyens étaient inextricablement confondus. Mourir ou tuer devenaient la « cause » elle-même. La dramaturgie de l'Islam chiite n'était plus seulement le jeu tragique par lequel le croyant s'identifie aux héros mythiques de sa foi mais le principe d'une violence immédiate et sanguinaire. En tenir la chronique eût été un exercice périlleux mais finalement rassurant. L'ordre de l'événement se suffit à lui-même. Qu'importe que nous ne comprenions pas. Les faits sont les faits.

20 juin, Bani-Sadr est déchu. 28 juin, l'état-major du Parti de la République islamique est anéanti sous les ruines de son immeuble. 24 juillet, Mohammad Ali Radjaï est élu président de la République islamique. Entre-temps les tribunaux révolutionnaires ont fait fusiller quelques centaines d'opposants. Les attentats se sont multipliés. La guerre continue entre l'Iran et l'Irak. Les affrontements ont repris au Kurdistan (ont-ils jamais cessé ?). La production pétrolière s'établit à 800 000, 1 000 000, 1 200 000 barils par jour...

Ce n'est pas, bien sûr, ce qu'on nous demandait. Quand l'article paraîtrait d'autres événements auraient depuis longtemps recouvert ceux dont nous avons été les témoins. Et nous ne savions évidemment pas que le président Radjaï serait alors un nouveau « martyr », que Bani-Sadr et Massoud Radjavi finiraient par trouver refuge en France, que les fusillades atteindraient un rythme qui laisserait les horreurs commises par le régime Pahlavi loin derrière. On veut comprendre, avait dit le rédacteur en chef. Vous ne pouvez rien comprendre, répétaient à l'infini nos interlocuteurs iraniens. Nous nagions en pleine folie.

La photo qu'Alain Bizos n'a pas prise dans le Parc, ce couple entr'aperçu à un carrefour sont pour le lecteur des anecdotes d'un piètre intérêt. Elles nous ont révélé, à nous, l'étendue des dégâts. Je ne sais pas si, livré à moi-même et à ma schizophrénie professionnelle, j'aurais entendu aussi nettement l'avertissement. Ici, le regard du photographe était décisif. Piégé par sa curiosité sans préjugé, Alain Bizos identifiait le mal qui nous rongeaient. Seul j'aurais dédaigné les signes, si même je les avais vus. Je n'aurais pas compris que j'avais déjà accepté la logique de mon exclusion. J'aurais superposé les images, substitué l'analyse à l'impression, utilisé tous les recours de l'expérience et de l'histoire. Bref, j'aurais manqué l'essentiel, le seul fait véritable, évident, tangible : l'ordinaire de notre vie, de notre monde, de notre culture était devenu extraordinaire dans les rues de Téhéran. Nous trouvions exotique ce que les militants de l'islamisation totale dénonçaient comme scandaleux et corrupteur et c'était une manière de leur donner raison.

Ainsi est née l'idée non pas de ce livre mais de ce qui allait le devenir. Peut-être ne pouvions-nous pas comprendre, au moins devions-nous comprendre ça. Arrêter de demander : « Comment peut-on être Persan ? » pour nous interroger nous-mêmes. Comprendre d'où et par qui nous étions exclus. Questionner non plus l'Iran mais nos images de l'Iran, notre manière de voir et de nous déplacer en Iran. Ne plus avoir peur de notre naïveté, de nos a-priori, de nos angoisses. Ne pas les revendiquer comme des bannières ni les brandir comme des armures mais ne pas non plus chercher à les cacher.

Comme l'avait écrit un jour Jean-Claude Guillebaud pour ponctuer son Voyage vers l'Asie, « peut-être bien après tout qu'à trop redouter de ne pas comprendre nous finissons par oublier de voir ; qu'à force de cacher nos émois naïfs sous un langage de rats morts, par prudence ou par fatigue de l'âme,

nous ratons de plus en plus l'essentiel ». Quitte à découvrir que l'essentiel était notre absence dans le paysage où nous étions pourtant tellement voyants. Alors, tant pis. Je ne brandirai pas mon flambeau dans la nuit de l'Iran. Je ne proposerai ni des clés ni la lumière. Je ne dirai plus : « Voilà la Vérité, faites-en ce que vous pouvez. » Je raconterai un voyage.

Ce ne sera pas non plus un récit de voyage. Pas l'histoire d'une aventure ni l'aventure d'une histoire. Non, un voyage dans l'espace et le temps de mes propres reportages. On me taxera d'impudeur et d'outrecuidance, les bonnes âmes diront que j'ai enfin jeté le masque, cédé à la mode, à l'occidentalo-centrisme, à l'impérialo-centrisme, au nombrilo-centrisme et à tous les péchés capitaux du journaliste-voyeur. Tant pis pour les bonnes âmes.

Je dirai ce que j'ai vu, ce que j'ai su ou pu vérifier, ce que j'ai appris mais aussi tout le reste : ce que je n'ai pas su voir, ce que j'ai cru comprendre, ce qui m'est passé par la tête, même si on doit en conclure que la tête était décidément malade. Ce sera une sorte de roman-vérité. Le héros en sera un pays en proie à l'un des ouragans les plus dévastateurs de l'histoire. Ni positif, ni négatif.

Vérité ne signifie ici que le contraire de fiction. Ce sera la vérité du narrateur qui, s'il ne sait pas grand-chose et s'il n'a rien compris, sait au moins qu'il n'est pas le messager du Vrai mais que l'histoire qu'il ne sait pas déchiffrer est encore la sienne. Qui sait aussi qu'il ne peut pas s'en absenter. Et qui l'avoue.

L'avion de la Lufthansa venait de se poser à Francfort. Nous avions deux heures à tuer avant de prendre la correspondance pour Paris. Autour de nous tout était clean, prospère, moderne, électronique. Nos compagnons de voyage iraniens erraient au milieu des duty-free shops. Deux femmes en tchador circulaient parmi les voyageurs en transit et personne ne se retournait sur elles. A six heures de Téhéran, nous avions atterri chez nous. Quelque part vers la fin du XX^e siècle. Et je me demandais ce que j'aurais pu écrire si j'étais arrivé dans la même ville cinquante ans plus tôt. Probablement que les fonctionnaires de la Propagandastaffel y expliquaient alors aux reporters : « C'est dommage pour vous mais vous ne pouvez rien comprendre. » Et c'était vrai. Comment pouvait-on être Allemand ?

Institut kurde de Paris

I

L'IRAN DE MA MÉMOIRE était celui des turbulences estudiantines de la fin des années 60, des manifs à l'ambassade, près du Trocadéro, traditionnellement dispersées à coups de matraques et de lacrymos. Je me souvenais que le 68 ouest-berlinois annonciateur du Mai français avait commencé par la mort d'un étudiant dans une manifestation organisée contre une visite du chah en Allemagne fédérale. L'Iran c'étaient les détenus émasculés ou énucléés vivants, grillés vifs sur des plaques chauffées à blanc, c'étaient les fusillades sommaires et les assassinats, c'était la Savak, l'horreur.

A l'aube du 17 janvier 1979, les haut-parleurs du Boeing d'Air France diffusaient la sixième symphonie de Mahler quand l'avion s'est posé à Téhéran. C'était mon premier voyage en Iran. J'arrivais une douzaine d'heures après que le chah eut quitté son pays pour un exil définitif.

L'Iran c'était aussi une gigantesque mare à pétrole, le « gendarme du Golfe », un régime sauvage et barbare courtisé par le monde entier pour son naphte, ses pétrodollars en mal d'investissements et son marché d'avenir où se bousculaient tous les États sans considération d'idéologie, Anglais et Américains, Allemands et Japonais, Russes et Chinois, Français et Italiens, Grecs et Suédois, Israéliens et Sud-Africains.

Paradis des prébendes et de la corruption, luxe délirant sur fond de misère et d'analphabétisme, Persépolis et Chiraz où le gratin mondial de la jet-set politico-culturelle venait célébrer les mérites de Farah Diba, tandis que l'armée nettoyait à la mitrailleuse les villages en révolte.

Le 17 janvier je découvrais l'Iran de la grève générale et de la révolution. J'écrivis mon premier article le lendemain.

J'avais suivi une manifestation monstre, indénombrable, la plus grande, me disait-on, depuis le début, presque un an déjà, de ces marches qui se succédaient au rythme des quarante jours du deuil chiite. Les manifestants criaient : « Mort au chah » et de plus en plus : « Mort à Bakhtiar », le dernier Premier ministre de l'ancien régime qui, fort de son passé d'opposant et de ses multiples séjours en prison, avait cru qu'il pourrait être le Premier du nouveau et le maître d'œuvre du changement.

Ce jour-là l'armée n'avait pas tiré. Dix jours plus tard, elle prenait une sanglante revanche devant l'université : une trentaine de morts abattus au hasard des tireurs cachés sur les toits.

Des manifestants aux mains nues face aux mitrailleuses... Non, ce n'était pas un cliché de la propagande révolutionnaire. La foule, soudain dispersée par les rafales, refluit en panique dans les rues adjacentes pour revenir presque aussi vite. Des milliers de mains se précipitaient sur les morts et les blessés et plongeaient dans le sang avant de s'élever vers le ciel tandis qu'une voix unanime, monstrueuse, clamait : « Mort au chah ! Vive Khomeiny ! Dieu est le plus grand ! »

Allah Akbar ! Comment oublier ce cri modulé à l'infini depuis les toits et les terrasses de Téhéran, du nord au sud, jeté en défi au couvre-feu et à la loi martiale sur un simple mot d'ordre venu des mosquées ?

Je me souviens d'un soir glacé de janvier où je m'étais attardé chez des amis, militants de la gauche marxiste, au-delà des vingt et une heures fatidiques après quoi toute circulation était interdite.

A dix heures nous étions montés ensemble sur la terrasse. Le cri sacré avait commencé au loin, nous l'entendions à peine, puis un autre avait répondu, puis un autre et encore un autre. Bientôt la nuit ne fut plus qu'une immense chambre d'écho. Agrippés à la rambarde, mes amis criaient à leur tour, à pleine gorge, les yeux au ciel.

« Écoute, m'avait dit Yasmine, l'architecte, écoute bien, petit Français, c'est la musique de notre révolution. Elle est belle comme le chant des loups. »

Nous avons parlé toute la nuit. Ce fut ma première leçon de révolution iranienne.

« Si tu t'étonnes d'entendre des marxistes crier : *Allah Akbar* !, c'est que tu n'as rien compris. Ce n'est pas un slogan religieux, c'est le cri d'un peuple. Nous aurions pu ânonner des mots d'ordre marxistes pendant un siècle, multiplier les journaux et les tracts clandestins, affiner nos analyses ou, comme les plus courageux d'entre nous, aller flinguer quelques *savaki*, ou poser un pain de plastic devant je ne sais quel bureau impérial : le chah serait encore là et il y serait pour longtemps.

« Depuis dix ans des centaines de militants des *Fedayin du peuple* ou des *Modjahedin du peuple* se sont fait arrêter, torturer, mutiler, fusiller, quand ils n'ont pas été simplement massacrés au coin d'une rue. Le peuple n'a pas bougé. Ce n'était pas de l'indifférence mais de la peur. Il faut avoir vécu toutes ces années en Iran pour savoir à quel point la peur peut corrompre un peuple, transformer un pauvre bougre en mouchard de la Savak, un militant en loque humaine et ton voisin en ennemi.

« La plus belle victoire de la révolution ce n'est pas le départ du chah, ni celui de Bakhtiar qui ne va pas tarder : ce sont ces millions de gens à Machhad comme à Qazvin, à Ispahan comme à Tabriz ou à Téhéran, qui descendent dans la rue au mépris de l'armée ou de la police. Ce sont ceux qui crient : *Allah Akbar*, comme ce soir, sans se demander si une patrouille ne va pas entrer chez eux et tirer dans le tas. Ce peuple n'a plus peur, comprends-tu ? Voilà la vraie victoire. Et c'est à Khomeiny que nous la devons.

« C'est lui qui depuis quinze ans incarne pour le peuple la résistance au tyran. Personne ne connaissait ce nom en Europe. Ici, il circulait dans toutes les mosquées. Ses cassettes enregistrées à Nadjaf en Irak, et rapportées par des messagers clandestins, étaient écoutées partout. Les prières du vendredi étaient des meetings politiques alors que tous les meetings étaient interdits. L'Islam iranien était devenu au fil des siècles une religion de soumission et d'attente. Il fallait se soumettre à l'ordre établi en attendant le Messie, le retour sur terre du douzième Imam.

« Rares sont les grands dignitaires religieux comme l'ayatollah Taleghani qui n'ont pas composé avec l'ancien régime, même si aujourd'hui ils se rangent tous derrière Khomeiny. La vieille tradition chiite du *ketman*, la restriction mentale, instituée dans les temps anciens pour protéger les musulmans chiites des persécutions du califat, a toujours été un excellent

prétexte pour accepter la loi du plus fort tout en jurant aux intimes qu'on n'en pense pas moins.

« Khomeiny a démolitout ça. Il a banni le *ketman* et redonné à l'Islam chiite sa force originelle de refus de la tyrannie et de la dépendance à l'égard de l'étranger. C'est lui qui a réveillé le peuple iranien. Nous rêvions d'une révolution populaire, démocratique et anti-impérialiste : Khomeiny est en train de la faire et de la gagner. Mieux encore, sans parti, sans avant-garde organisée, sans autre idéologie que le message de l'Islam, il entraîne et unit un peuple entier. Ni Lénine, ni Mao, ni Castro n'ont réussi cela. »

Ma deuxième leçon, je l'ai prise avec Ali, un ancien élève de l'école des Mines devenu ingénieur à la Compagnie nationale des pétroles iraniens. Ali était musulman sans être pratiquant. Quand il me rendait visite à l'hôtel il ne dédaignait pas, selon les heures, un scotch ou un bloody-mary. Comme la plupart des cadres de la N.I.O.C., il était farouchement nationaliste et surtout violemment anti-américain. Longtemps, il avait attendu une responsabilité conforme à ses diplômes et à ses qualifications. A chaque promotion, un Américain lui passait devant, sinon en titre du moins avec le pouvoir effectif. « En apparence, depuis Mossadegh, le pétrole est iranien. Mais voilà bien longtemps que le chah a bradé l'héritage de Mossadegh. Toutes les décisions importantes sont prises par les compagnies américaines. Ce sont elles qui décident de la plupart des forages et du volume d'extraction. L'Iran c'est la pièce maîtresse des États-Unis contre les Arabes. Tous les techniciens iraniens savent que les six millions de barils de brut que nous exportons mettent en péril l'avenir de l'exploitation pétrolière en Iran. Mais tel est l'intérêt des Américains. Et en plus ils nous traitent de bougnouls. »

Ali n'avait jamais fait de politique. Sympathisant, sans plus, du Front national, le parti de la nationalisation du pétrole, il trouvait Bakhtiar « pas si mal que ça » et souhaitait un accord rapide entre le Premier ministre démocrate et laïque et Khomeiny, le chef religieux révolutionnaire, pour instituer la république, mettre fin au désordre et inaugurer grâce à l'argent du pétrole une ère de progrès social et de prospérité en Iran. « Quand tu penses que nous sommes l'un des pays les plus riches du monde, imagine tout ce que nous allons pouvoir faire

avec tout l'argent dilapidé par la corruption et les folies militaires du chah. Nous allons inonder ce pays d'écoles, d'hôpitaux, de routes, créer des usines, moderniser notre agriculture. Non seulement nous avons l'argent mais les cadres, des milliers de cadres aujourd'hui brimés et contraints à l'exil et qui n'attendent qu'un signe pour rentrer au pays. »

Ali avait pris l'habitude de venir chaque soir à l'hôtel. Il me rendait un signalé service en me traduisant le journal parlé et les informations de la B.B.C. en persan. Après, nous discussions devant un verre. Un soir il refusa son scotch traditionnel et commanda un Coca-Cola. Je ne lui avais pas posé de question mais il me répondit quand même. « Tu sais aujourd'hui je suis allé à la mosquée. Je n'y étais plus retourné depuis l'âge de dix ans. Je ne peux pas te dire à quel point j'étais ému. » Et il se mit à me raconter avec une joie enfantine l'harmonie des formes et des lumières, la douceur des tapis, le bleu reposant du revêtement de faïence.

« Autour de moi des gens se recueillaient ou priaient, presque tous étaient habillés de vêtements pauvres ou d'habits de paysans. J'avais honte d'être au milieu d'eux avec mon costume chic et ma cravate mais personne ne faisait attention à moi, je crois même que ceux qui me regardaient le faisaient avec sympathie. J'ai eu très envie de prier et je n'ai pas osé.

– Tu crois en Dieu ?

– Je ne peux pas te répondre, c'est une question que je ne me suis jamais posée. Mon père était musulman. Je suis né musulman. Pour moi c'était comme naître brun ou avoir les yeux verts. Ce n'est pas Dieu qui me préoccupe. C'est moi. Quand je vois tout ce qui se passe dans mon pays, ces foules qui défient la mort à l'appel de Khomeiny, quand je retrouve ces gens à la mosquée, si confiants, si paisibles, je me demande qui je suis, à quoi je sers, d'où je suis. Je parle français comme toi, mes diplômes sont français, je m'habille comme s'habille un cadre en France, j'écoute la musique de Berlioz ou de Mahler, je lis vos livres et je me précipite sur vos journaux dès qu'ils arrivent. Mais je ne suis pas Français. Pour vous, pour la plupart des Français, je ne suis qu'un sous-développé que vous avez bien éduqué. Un jour, à l'école, un prof a cru me faire un compliment en disant que, contrairement à la plupart des élèves arabes qu'il avait connus, j'avais de grandes facultés d'abstraction. Je n'oublierai jamais sa tête quand je lui ai dit que les Iraniens n'étaient pas des Arabes mais des Aryens. "Excusez-moi, bredouillait-il, je croyais que vous étiez musulman..." Je

ne lui en ai pas voulu, pour les Européens tous les nègres se ressemblent.

« Pour vous j'étais un Arabe, et pour les gens d'ici un *faranghi*, un occidentalisé, quelqu'un qui porte le chapeau et la cravate. Ce n'est pas un étranger, c'est pire : un singe de l'étranger. Chez moi on m'a appris à mépriser les mollàs, on les désignait toujours par leur nom péjoratif d'*akhound*. Mon père, mon oncle, leurs amis n'arrêtaient pas de raconter des histoires salaces à leur sujet. Ils étaient toujours bêtes et crasseux et se servaient de la religion pour satisfaire leurs appétits. Mon père était pourtant un *bazari* modeste, bon musulman à sa manière – il se rendait à la mosquée chaque vendredi et nous faisait observer le jeûne pendant le ramadan – mais il a voulu que je fasse mes études dans une école française et il a dépensé presque toutes ses économies pour que je les poursuive à Paris.

« Lui aussi croyait que l'avenir c'était l'Europe. Question d'âge : dix ans plus tard il aurait probablement choisi l'Amérique.

« Je vais avoir quarante ans, je gagne bien, chez moi j'ai tous les objets et les gadgets de la civilisation moderne. Tu vas me trouver ridicule si je te dis que j'ai l'impression d'avoir raté ma vie, de n'être qu'un de vos sous-produits, un robot sans âme qui a perdu son pays et son peuple.

« Tu vois, aujourd'hui à la mosquée, j'ai compris quelque chose d'essentiel et qui m'a bouleversé. La révolution j'étais pour, j'étais pour la démocratie, le changement, le progrès, la justice, mais c'était une démarche intellectuelle. Au fond de moi je me disais : rien ne va changer pour ce qui te concerne, au contraire tu as tout à gagner. La révolution, l'Iran auront plus que jamais besoin du pétrole et de gens comme toi. Mais tout à l'heure, au milieu de cette foule modeste, j'ai découvert que ce n'était pas eux qui avaient besoin de moi mais moi qui avais besoin d'eux. C'est comme si je retrouvais des souvenirs profondément enfouis, comme si on me donnait une seconde chance. »

Nos rencontres s'espacèrent. Ali fréquentait la mosquée tous les soirs. Des intellectuels musulmans, des disciples de Khomeiny ou d'Ali Chariati y donnaient des conférences. Il les suivait avec une passion croissante et consacrait le reste de

son temps à aider un comité du sud de Téhéran qui s'occupait du ravitaillement.

Je le revis une dernière fois peu avant de quitter l'Iran. Tout n'allait plus pour le mieux, quelques nuages assombrissaient les cieux idylliques de la jeune révolution qu'il venait d'épouser. L'enthousiasme d'Ali n'avait pourtant pas faibli.

« La démocratie commence à peine en Iran après vingt-cinq siècles de dictature. Le peuple doit faire son apprentissage, il y a des excès et des erreurs mais la voie est bien tracée. Chacun à sa manière vient de retrouver son pays, il nous faut le temps de faire connaissance.

– Et pour toi, ça se passe bien ?

– J'ai repris mon travail depuis seulement deux semaines. Avec le comité ce n'est pas facile. Les mollâs qui viennent dans nos bureaux ne comprennent pas toujours nos façons d'agir et nous-mêmes nous ne pouvons nous débarrasser d'un coup de nos manières de penser et de travailler "à l'occidentale". Bon, c'est parfois un peu dur, mais je n'ai jamais été aussi heureux. »

Je n'avais pas de raisons de ne pas le croire.

J'avais vécu ainsi, entre le départ du chah et l'insurrection de Téhéran, près d'un mois au rythme de la fièvre et de la ferveur iraniennes. Le 1^{er} février l'imam revint sur sa terre natale, accueilli par des millions d'Iraniens en folie venus de tout le pays. Dix jours plus tard, la capitale explosait. Des centaines de milliers de fusils (trois cent mille selon les estimations officielles) qui avaient changé de main en une nuit allaient achever le régime moribond dont les casernes tombaient les unes après les autres du sud au nord, jusqu'à celle de la garde impériale sur les hauteurs de Niavarân que l'on disait imprenable et dont les occupants se rendirent pratiquement sans combattre.

Puis les signes inquiétants se multiplièrent. A l'université, vaste forum où toutes les obédiences révolutionnaires, marxistes, maoïstes, léninistes, islamo-marxistes, anarchistes, anarcho-islamiques, se disputaient le chaland, les affrontements devenaient quotidiens. Des groupes aux mines patibulaires venus du sud de la ville venaient casser les stands politiques, brûlant la littérature qui s'y trouvait et bastonnant les spectateurs alentour.

« Ce sont les *hezbollahi*, m'expliqua-t-on, ça veut dire "partisans de Dieu". Le chah et la Savak se servaient déjà d'eux contre les intellectuels ou les étudiants. On les appelait les "matraqueurs". Ils sont recrutés dans le lumpenproletariat, parmi les chômeurs et les drogués du sud. Aujourd'hui, ils sont manipulés par des mollàs ultra-réactionnaires et d'anciens savaki. Avec quelques pièces ou une dose d'héroïne on les envoie ici pour provoquer le désordre. »

Les exécutions se faisaient chaque jour plus nombreuses, au terme de procès à peine sommaires. Aux généraux et dignitaires de l'ancien régime s'ajoutèrent bientôt des coupables moins évidents, des fonctionnaires dont le seul tort était de ne pas avoir quitté le pays à temps, des journalistes dont la plume avait été un peu trop serve et des dizaines de suspects dénoncés comme savaki par leurs voisins. Bientôt ce seront les prostituées ou les homosexuels.

La liberté et le pluralisme promis à la radio-télévision disparurent dès les premiers jours du règne de Sadegh Ghotbzadeh qui, tout juste débarqué de Paris, dénonça l'intelligentsia « parasite » et les « révolutionnaires de salon » avant de prononcer l'islamisation totale du petit écran. « Au nom de Dieu » des femmes sans tchador ni foulards furent rossées et certaines poignardées dans la rue. Khomeiny dut intervenir publiquement pour arrêter ces exactions mais dès la fin du mois de février les lampions révolutionnaires étaient éteints.

Les « comités » envahissaient les rues, fermant les lieux publics, boîtes de nuit et restaurants, perquisitionnant à tout-va chez d'éventuels suspects pour saisir bouteilles d'alcool, disques de musique « obscène » ou revues « pornographiques ». Un matin ils débarquèrent en grande pompe au Park Hotel, empilèrent toutes les bouteilles du bar sur les chariots à bagages et, au milieu d'une haie de miliciens armés, allèrent les vider solennellement dans les toilettes.

Dans la rue, l'étranger devenait suspect, les visages se fermaient sur son passage. Sauf le Français. Le mot Neauphle-le-Château ouvrait encore presque toutes les portes.

J'avais quitté un Iran triste et tendu à la fin de l'hiver 1979. J'y revins cinq mois plus tard, en plein été. Une ultime manifestation de la gauche et des libéraux pour protester contre la

fermeture des derniers journaux indépendants avait eu raison de la patience des autorités islamiques.

Le Front national démocratique, fondé par l'avocat Matine-Daftari, petit-fils de Mossadegh, était désormais interdit et avec lui le Parti démocratique du Kurdistan iranien accusé de sécessionnisme. Peu après l'armée et les Pasdaran donnaient l'assaut au Kurdistan.

La plupart de mes amis étaient introuvables, les rares que je pus rencontrer étaient atterrés. Les plus militants ne voulaient pas désespérer malgré tout. Ils m'expliquaient que le clergé chiite avait toujours été divisé entre réactionnaires et progressistes, que la partie n'était pas jouée, que Khomeiny devait tenir compte du rapport des forces mais qu'on ne pouvait pas mettre en doute son anti-impérialisme ni son radicalisme révolutionnaire. La démocratie ? Mon interlocuteur préférait écarter la question.

Je suivis, début septembre, les obsèques de l'ayatollah Taleghani. Une foule immense pleurait. Mahmoud Taleghani, de dix ans plus jeune que Khomeiny, *imam djomeh* de Téhéran, était l'idole de la jeunesse intellectuelle. Ses onze années de prison aux côtés d'opposants de tous bords lui avaient donné une ouverture d'esprit peu répandue dans le haut clergé chiite et il était tenu pour le contrepoids « libéral », « moderne », de Khomeiny. Qui après lui s'opposerait désormais aux exigences chaque jour croissantes de la « mollarchie » ? Certainement pas en tout cas le gouvernement de plus en plus faible et divisé de Mehdi Bazargan qui ne gouvernait pas plus la guerre contre les Kurdes que la justice révolutionnaire diligentée par Khal-khali et qui devait sans cesse se soumettre aux diktats humiliants des Komiteh.

En revenant du Kurdistan je rendis visite à Bani-Sadr dans les locaux de *Révolution islamique*, le quotidien qu'il venait de créer. Le futur président n'avait pas de mots assez durs pour condamner les « provocations de la soi-disant gauche » et l'« irresponsabilité criminelle » des Kurdes qui allaient faire le lit du « fascisme » en Iran. Le fascisme ? Lui-même ne prononça pas de nom mais ses proches dénonçaient ouvertement les « Phalanges » de Mostafa Chamran, alors ministre de la Défense, et le « complot » fomenté par Ghotbzadeh pour annihiler Bani-Sadr. Ils pronostiquaient l'irrésistible marche vers le pouvoir absolu de l'ayatollah Behecti, l'homme le plus influent du « Conseil de la révolution » qui deviendrait bientôt secrétaire général du Parti de la République islamique.

Seul Khomeiny, disaient-ils, pouvait sauver la révolution. Mais il était mal entouré. L'influence des « fascistes » et des « monopolistes religieux » grandissait chaque jour. Les Kurdes et les gauchistes étaient les instruments plus ou moins « inconscients » de cette conspiration où les journalistes étrangers avaient également leur part.

Ahmad Salamatian, qui avait quitté le Front national pour devenir l'un des plus proches conseillers de Bani-Sadr, m'apostropha vertement à ce sujet : « Toi et tes collègues vous n'écrivez plus que des contre-vérités sur la révolution iranienne. Vous montez en épingle quelques faits négatifs, vous défendez tous les ennemis de la révolution, aujourd'hui les Kurdes comme hier les savaki auxquels vous nous reprochiez de ne pas faire de procès dans les règles. Dès que la révolution ne correspond plus à vos petits schémas vous partez en croisade sans même vous demander si vous n'êtes pas en train de faire le jeu de nos pires ennemis. »

J'essayai de lui rappeler nos conversations de Paris, je le défiai de me citer une contre-vérité que j'aurais pu écrire, je lui racontai ce que j'avais vu au Kurdistan, je lui demandai qui de nous deux avait changé, je lui parlai des droits de l'homme, de Khalkhali. Y avait-il une vérité bonne contre la Savak et mauvaise aujourd'hui ? Je me voulais pathétique, j'étais grandiloquent, probablement ridicule mais surtout très triste.

Salamatian était un type courageux, sincère, il se débattait dans une situation impossible, il jouait sa vie, et moi, petit journaliste français, j'allais l'emmerder et lui faire la morale, c'était sa révolution, pas la mienne. Il ne me l'envoyait pas dire. Comment lui donner tort ! Ma colère l'avait calmé. Il me répondit gentiment, mais de loin, comme on signe une lettre de rupture.

« Je veux bien croire que tu es honnête, mais ça ne suffit pas, tu ne vois les choses qu'en journaliste, tu crois saisir la vérité mais tu t'arrêtes aux apparences sans jamais aller au fond des choses. L'essence de notre révolution t'échappe. Tu m'as parlé de Khalkhali. Que sais-tu de Khalkhali ? Il vous sert bien Khalkhali, s'il n'avait pas existé vous auriez dû en inventer un. Khalkhali est un mot magique, on dit Khalkhali et pffuit, toute la barbarie de l'Islam se révèle. Quel bonheur pour les Occidentaux ! Faire passer leur racisme pour la défense des droits de l'homme. Maintenant, si tu veux savoir qui est Khalkhali, arrête de juger du point de vue des cénacles parisiens, écoute un peu le peuple d'Iran. Lui il a compris qui est Khalkhali et

comment il agit. Pour notre peuple, Khalkhali c'est la colère de Dieu. »

Cette fois je ne m'absentais d'Iran que deux mois. J'y revins en novembre après la prise des otages américains.

L'ex-avenue Takhte-Djamchid, rebaptisée Taleghani du nom de l'ayatollah de Téhéran disparu, drainait chaque jour d'interminables pèlerinages qui allaient battre les portes cadenassées du « nid d'espions ». Derrière les grilles, les mystérieux « étudiants islamiques fidèles à la ligne de l'Islam » gardaient soixante, quatre-vingts, nul ne semblait pouvoir donner un chiffre exact, fonctionnaires et diplomates américains.

Sanctuaire consacré, rendez-vous obligé de tout ce que Téhéran comptait de comités, de milices, de groupes, organisations et groupuscules, l'ambassade des États-Unis était devenue en quelques semaines un haut lieu patriotique en même temps qu'un immense bazar révolutionnaire et profane.

Après les durs affrontements de l'été, marxistes et islamiques faisaient à nouveau bon ménage. L'avenue Taleghani n'était pas loin de ressembler au boulevard Saint-Michel de Mai 68. Des Fedayin marxistes-léninistes aux rassemblements ultra-intégristes, en passant par les Modjahedin islamo-gauchistes, les communistes moscoutaires du Toudeh, les *Fadaïan-e-Eslam* de Khalkhali et les bandes d'hezbollahi serrées autour de mollàs vitupérant, tout le monde semblait communier dans la « ligne de l'imam », résumée en un slogan vengeur : « *Marg bar Amrica* », mort à l'Amérique.

Autour des multiples étals proposant toutes les gammes de la littérature militante, les petits marchands de betteraves bouillies et de fèves cuites dans leur jus avaient installé leurs chaudrons. Le long du mur de l'ambassade tapissé de calicots révolutionnaires où les étudiants avaient affiché les centaines de photos des « martyrs » de la Savak, le petit commerce avait dressé des échoppes de vêtements fabriqués en Corée du Sud.

Comme mes quatre cents confrères venus du monde entier, j'effectuais mon tour quotidien à l'ambassade en quête d'improbables nouvelles. Les « étudiants » qui occupaient le « nid d'espions » avaient délégué quelques militants pour s'occuper des journalistes. L'un d'eux m'avait pris en amitié.

Il s'appelait Abbas et s'était fait une réputation dans le monde médiatique international en apostrophant dans un

excellent anglais un certain George Hansen, sénateur américain de l'Idaho qui, premier d'une longue série, avait fait à ses frais le voyage Washington-Téhéran pour résoudre la question des otages.

« Je lui ai demandé pourquoi il était venu, me raconta Abbas. Et tu sais ce qu'il m'a répondu ? C'est incroyable ! Il m'a dit : "Parce que je suis très inquiet, comme tout le peuple américain, du sort réservé aux otages." Il m'a dit ça. Je te jure. Devant toutes les télévisions du monde braquées sur nous. Non, mais tu t'imagines, ce M. Hansen qui ne connaît rien à l'Iran, on lui demande ce qui l'intéresse ici et il répond : "Les otages." Ce qu'ont fait les Américains en Iran pendant vingt-cinq ans n'intéresse pas M. Hansen. Des milliers de gens sont morts pour la révolution, mais M. Hansen ne veut pas savoir pourquoi. M. Hansen se soucie de cinquante Américains mais pas un mot pour les souffrances endurées par tout un peuple. Voilà ce que tu dois dire dans ton journal. Qu'est-ce que tu penses de ça ? »

J'évitai de penser à haute voix et je restai dans la vague. Abbas m'intriguait. Ni par son allure, ni par ses vêtements, encore moins par ses études et sa culture, il n'appartenait au monde des *mostazafin*, les déshérités, cette masse de chômeurs montés des quartiers pauvres qui faisaient le gros des manifestations quotidiennes devant l'ambassade ; mais il y naviguait avec une aisance parfaite. Tellement bien même qu'il était allé habiter dans une mesure du sud de Téhéran.

J'avais essayé de savoir pourquoi, je lui avais demandé si sa famille était du quartier, il m'avait répondu avec un sourire énigmatique : « C'est là que je me sens bien. » Je pensais qu'il s'agissait d'une sorte de mission militante, une version iranienne de l'« établissement » cher aux maoïstes français, mais Abbas ne semblait pas avoir de telles préoccupations.

Sorti du périmètre de l'ambassade, il changeait du tout au tout. Oubliées les imprécations, la fièvre prosélyte, la leçon d'Islam anti-impérialiste pour journaliste français : Abbas devenait un jeune homme imprévisible et drôle. Nous n'avions jamais rendez-vous, mais il me guettait tous les soirs au même carrefour et avançait à ma rencontre en ayant l'air de regarder ailleurs. Il me croisait sans rien dire et revenait aussitôt sur ses pas, me hélait d'un sonore : « Marc ! Hé, le Français ! », comme s'il était sincèrement surpris et ravi de m'avoir retrouvé au milieu de cette foule.

Une fois pourtant il vint me chercher à l'hôtel. C'était le jour

de l'*Achoura*, la plus grande manifestation du deuil chiïte qui commémore le massacre à Karbala, pendant le mois de mohar-ram de l'an 680, de l'imam Hossein et de ses partisans.

Sur les plates-formes croulantes d'énormes camions, des grappes noires nous doublaient. Au fur et à mesure que nous approchions de l'ambassade des cortèges nous accompagnaient, de plus en plus nombreux, de femmes enveloppées dans les tchadors ou d'hommes en chemise et pantalon noirs se flagellant le dos avec des fouets à manche court terminés par des chaînettes de laiton.

Sur l'avenue Taleghani, une foule compacte bouchait les deux horizons, masse noire surmontée de drapeaux noirs d'où émergeaient çà et là quelques portraits de l'ayatollah Khomeiny ou de l'imam Ali, le cousin du Prophète Mohammad et le fondateur de l'Islam chiïte.

Abbas plongea dans le cortège. Je marchais à côté de lui. Il se mit à crier avec les autres. Cela ressemblait encore à une manifestation comme j'en avais vu des dizaines. Soudain les cris se firent plus stridents. « Moharram, moharram ! », hurlait la foule. « Hossein, Hossein ! »

Des hommes commencèrent à pleurer autour de moi à longs sanglots rauques. « Hossein, Hossein ! » Ils se frappaient la poitrine en cadence. La foule n'était plus qu'une énorme douleur, le chœur tragique d'un drame qui mêlait les siècles. Jimmy Carter se confondait avec le calife Yazid, le traître, celui qui fit mourir Hossein de mort ignominieuse, et toute la foule se rassemblait autour de Hossein pour le sauver de cette mort certaine, elle offrait ses poitrines et ses poings, invoquait le Dieu unique pour qu'il vienne au secours de son meilleur fils, l'Amérique tout entière envahissait Karbala, pour anéantir les témoins de la vraie foi. « Hossein, Hossein ! Mort à l'Amérique. »

J'aperçus Abbas à quelques mètres de moi. Lui ne me voyait plus. Les yeux levés vers le ciel, deux filets gris de larmes et de poussière sur les joues, il se frappait la poitrine. Plus rien à cette minute ne permettait de le distinguer de ses compagnons. Il était avec eux martyr à Karbala, torturé par la Savak, assassiné dans la Kaaba de La Mecque, pleurant les innombrables morts d'un peuple bafoué, spolié, jeté depuis quatorze siècles dans un monde hostile dont seul le douzième Imam pourra le délivrer au jour de la Résurrection.

A l'approche de l'ambassade un seul cri submergea tout, un raz de marée rugissant, démesuré : « Mort à l'Amérique ! »

« Mort à l'Amérique ! », hurlait Abbas, extatique, les deux bras jetés vers la muraille derrière laquelle une cinquantaine de femmes et d'hommes entendaient ce cri de mort répercuté par des dizaines de haut-parleurs, à eux seuls destiné. Je décidai de décrocher.

Des manifestants refluaient dans le même sens. On eût cherché en vain sur leurs visages les traces de l'hystérie précédente. « Marc ! Hé, le Français. » Abbas trotta derrière moi. « Je t'avais perdu, s'excusa-t-il. Ça fait bien longtemps que je n'avais vu tant de monde. » Ce fut la seule allusion qu'il fit au défilé.

A ce moment je n'avais plus aucune envie de le voir. Je n'avais pas le courage de lui dire ce que je pensais. Que je ne croyais pas aux vertus de la foule. Que les manipulations de masse étaient une vieille histoire qui n'avait rien d'islamique et que le péplum de Téhéran ressemblait à du déjà-vu. Je boudais en silence. J'avais mal aux pieds et la tête vide. Autour de nous les manifestants étaient devenus de paisibles promeneurs du dimanche.

Le supermarket de l'avenue Taleghani avait ouvert ses portes. Une douzaine de clients y poussaient des caddies chargés de boîtes d'ananas et de maïs, des cartons de lessive et des bombes à raser *made in America*. Le kiosque voisin affichait le *Times* de Londres et l'édition parisienne de l'*International Herald Tribune*.

Quelques mètres plus loin, au coin de l'avenue Hafez, le plus grand drugstore de Téhéran accueillait une clientèle élégante qui croisait sur le pas de la porte les hommes hirsutes et les femmes en tchador revenant de l'ambassade, sans la moindre hostilité de part et d'autre. Sur un parking trois miliciens faisaient leur prière. Abbas souriait.

« Sais-tu quelle est la différence entre le régime du chah et celui de Khomeiny ? »

Je grommelai que non mais qu'il n'allait pas tarder à me l'apprendre.

« Eh bien voilà : avant les gens sortaient pour boire et rentraient chez eux pour prier, maintenant c'est pareil sauf que c'est le contraire. C'est une blague, mais elle est drôle, non ? »

- Abbas, qu'est-ce que tu penses vraiment ?
- Vraiment de quoi ?
- De tout ça.
- Je pense que l'Amérique n'a que ce qu'elle mérite. Que le

droit international n'est qu'une hypocrisie de merde et que je n'ai rien à foutre de leurs putains d'otages.

– Ce sont des mots. Je voudrais savoir ce que pense un type comme toi qui a vécu en Amérique. Tu sais que l'Amérique ce n'est pas le diable. Tu ne peux pas penser ça. Je t'ai vu dans le défilé. Tu faisais comme tous les autres. Pourtant tu n'es pas l'un d'eux. Ou peut-être que si, après tout. Je me demande si tout le monde ne fait pas semblant. Comme toi. A deux cents mètres d'ici, on porte le deuil de Hossein et dans cette rue on se balade comme si rien ne s'était passé depuis dix ans.

– Ça, c'est l'Iran. Nous avons différents visages, mais personne ne fait semblant comme tu dis. Si tu veux vraiment savoir, je pense que tu n'as encore rien compris à ce qui se passe en Iran. »

Nous étions arrivés à l'hôtel. J'étais passablement déprimé.

« Crois-tu que Carter va extradier le chah ? me demanda brusquement Abbas.

– Non, je ne crois pas. Pourquoi me poses-tu la question ?

– Parce que je pensais comme toi. Mais je voulais avoir ton avis. » Abbas prit le temps de la réflexion avant d'ajouter : « Mais, s'ils ne rendent pas le chah, que vont devenir les otages ?

– Je n'en sais pas plus que toi. Peut-être seront-ils jugés. Peut-être qu'un arrangement interviendra.

– Je ne crois pas que les étudiants pourraient les tuer, dit Abbas.

– Moi non plus.

– Alors quoi ?

– Alors rien. Tu as raison, je crois que je n'ai pas compris grand-chose.

– Un jour je t'emmènerai dans le sud », promit Abbas.

Il tint sa promesse. Ce n'était pas ma première incursion au-delà de l'invisible frontière qui sépare Téhéran de ses bas-fonds. Je l'avais franchie une première fois au mois de janvier quand les foules en colère avaient mis le feu au quartier des bordels. J'y étais revenu une semaine après. Le commerce avait repris dans les ruines calcinées traversées par des ruelles boueuses. Un « comité » local m'avait fermement reconduit à mon taxi.

« Tu vas voir, dit Abbas, tu vas commencer à comprendre. »

Il m'entraînait dans une ruelle populeuse. Des gosses jouaient au foot pieds nus sur la chaussée sous le regard indifférent d'hommes au visage émacié et terreux comme des cadavres.

« La faim ? hasardai-je.

– Non, l'héroïne. Attends. »

Sur notre droite s'ouvrait une sorte d'impasse. Une centaine d'hommes se tenant accroupis sur leurs talons, comme pour la prière, la tête couverte d'un voile blanc. Je n'osais pas m'approcher.

« Viens, avec moi tu ne crains rien. »

Sous le voile les hommes aspiraient par un rouleau de carton les exhalaisons brunes dégagées de la poudre qu'ils chauffaient avec une bougie ou un tortillon de papier, sur un papier argenté.

« C'est ainsi qu'on consomme l'héroïne en Iran, commenta Abbas. Elle est grise, très pure, à soixante-dix pour cent, et mal raffinée. Le malheureux qui se l'injecterait dans les veines n'y survivrait pas. Alors on la respire, sous un voile, pour ne rien perdre. Regarde »

Il me montrait un homme sans âge qui avait levé les yeux vers nous.

« Tu vois la pièce de monnaie devant ses dents. Sans elle il n'aurait plus qu'un trou au milieu de la bouche.

– Quel âge a-t-il ?

– Combien lui donnes-tu ?

– Soixante, peut-être plus.

– Tu veux que je lui demande ?

– Non. »

Abbas se pencha vers l'homme. L'autre bougonna.

« Il m'a demandé si j'avais de la drogue et il m'a dit d'aller me faire foutre. Je suis sûr qu'il a à peine plus de trente ans. »

Trois ruelles plus loin Abbas s'arrêta devant une soupente sombre qu'éclairait mal une lampe à pétrole. De plus près on apercevait une famille travaillant sur des machines à coudre.

« Tu sais ce qu'ils font ?

– Ils cousent, de toute évidence.

– Ils fabriquent des blue-jeans. Le bazar les leur achètera à des prix de misère et les revendra dix fois plus cher sous des marques américaines. Tu comprends mieux maintenant ?

– Je comprends que le sud est pauvre et le nord riche. Que la drogue coupe la faim et détruit les hommes. C'est tragique mais cela n'explique rien de plus.

— Ce n'est pas ça que je veux dire. Les gens que tu vois ici sont les mêmes qui manifestent devant l'ambassade. La révolution, ce sont eux. Les cortèges qui n'en finissent pas, ce sont eux. Quand on leur parle des otages, ils ne pensent pas à de grandes théories internationales. Ils sentent enfin qu'ils peuvent se venger.

— Se venger de quoi ?

— Du rêve américain. Pas du rêve *des* Américains en Iran. De leur rêve à eux. Tu sais à quoi rêve un type dans un bidonville ? Tu as vu comment ils s'habillent ? Comment ils conduisent les voitures et quelles voitures on achète ici quand on n'a pas de quoi payer le loyer ? Tu entends la musique qui gueule dans les boutiques ? Je suis sûr qu'on vend plus de transistors ici qu'à Paris. Tu sais pourquoi ? Tu sais que presque tout le monde a la télé et tu sais ce que la télé montrait à longueur de soirée ? Des films américains, des feuilletons américains, des flics américains, des voyous américains, des types qui gagnent, partout, toujours, à la force du poing ou du revolver. Voilà ce dont on rêve ici. Les gens sont peut-être bornés, analphabètes et ils ne connaissent rien du monde, mais ils savent au moins une chose, c'est qu'on les a bernés. Qu'ils sont des paumés pour toujours, que l'Amérique s'est foutue de leur gueule. Là-bas, tout est plus beau, plus fort, tout marche, tout réussit. Ici, tout pourrit, tout crève. Et voilà que les plus paumés d'entre les paumés tiennent l'Amérique à leur merci. Tu as vu le slogan sur l'ambassade : "L'Amérique ne peut rien contre nous." Ils le pensent tous. Et Khomeiny pense avec eux. Khomeiny a chassé le chah et mis Carter à genoux. Voilà pourquoi ils le suivent.

— C'est donc cela selon toi la révolution islamique ?

— Non. Mais sans ça il n'y aurait pas de révolution. L'Islam c'est l'enveloppe et le principe. Pendant des années la religion était le recours des pauvres. Ils avaient fini par admettre qu'ils devaient vivre dans la merde en attendant le douzième Imam.

— Et Khomeiny est arrivé.

— Exact. Khomeiny leur a dit que Dieu n'avait pas demandé de se résigner mais de se battre. Il a dit qu'avant le paradis il y avait la justice et que trente-sept millions de musulmans avaient les moyens d'imposer la justice. Que ceux qui ne le suivraient pas dans cette voie ne valaient pas mieux que les habitants de Koufa, ceux qui ont trahi l'imam Hossein. C'était ça le cortège de tout à l'heure.

— Admettons. Où ça nous mène ?

— Tu as une meilleure idée ? Personne ne sait ce que va

devenir l'Iran. Khomeiny a montré que l'Islam pouvait abattre un régime et défier la première puissance du monde. Il a gagné deux fois. La troisième bataille sera plus dure. Il faudra prouver que l'Islam est capable de rebâtir une société et pas seulement de casser le rêve américain. S'il réussit, il aura accompli l'un des trucs les plus formidables de tous les siècles.

– Abbas, Khomeiny n'est pas seul. Il y a des hommes autour, des partis, des bagarres pour le pouvoir. Tes paumés du sud crois-tu qu'ils ont vraiment leur mot à dire ?

– Ça, journaliste, c'est de la politique. C'est ton affaire. Tu en sais bien plus que moi sur le sujet. Et le sujet ne m'intéresse pas.

– Qu'est-ce qui t'intéresse ?

– Ça. » Il désigna les baraques qui nous entouraient. « C'est vivre là. Te trompe pas : je t'ai dit la vérité à propos de la politique. Je ne suis pas venu aider les pauvres. Et si tu veux tout savoir, je ne suis même pas musulman. Si j'étais resté chez moi, à Chemiran, tu sais ce que c'est Chemiran ?

– Les beaux quartiers.

– Oui. Ou si j'étais retourné à l'université, aujourd'hui je serais Fedayin ou Modjahedin, ou n'importe quoi. Je gueulerais contre les mollàs, contre leur bêtise, contre leurs règles stupides. Ou bien je fabriquerais des théories à la mords-moi-le-nœud sur l'Islam et la révolution. Ici je me fous de tout ça. Si j'ai envie de boire un coup je sais où trouver de l'alcool, si je veux fumer une pipe, j'achète de l'opium au coin de la rue. Je ne sais pas ce qui va se passer. Mais j'ai envie que ça se passe ici. Je veux que Khomeiny réussisse.

– Si ça rate ?

– Malheur à nous. Nous aurons et les mollàs et les Américains. Ou les Russes. Ce sera mille fois pire qu'avant. Mais t'inquiète pas, ce n'est pas fini.

– Autrement dit, une tempête de merde se prépare.

– Très juste. Tu commences à piger. Tu vas écrire ça dans ton journal ?

– Ce n'est pas de moi mais de Norman Mailer, un Américain.

– Ouais, je connais. Ils sont formidables les Américains. Ils savent toujours tout et ils ne comprennent jamais rien. »

Je venais de prendre ma troisième leçon de révolution. Je

n'eus même pas la peine de remercier Abbas. Je partis le lendemain pour le Kurdistan en guerre. Et puis il y eut les émeutes de Tabriz. Je replongeai dans la frénésie médiatique. L'Iran n'était plus que le décor d'une tragédie qui se jouait entre Paris et ma chambre d'hôtel. La révolution islamique lassait le monde.

J'avais connu ça trois ans plus tôt à Beyrouth. Les feuillets arrachés aux pannes de télex dans une ville livrée à sa folie meurtrière et qui tombaient à Paris dans des bureaux incroyables et sourds. Un an de guerre civile n'est plus un événement que pour ceux qui la font et la subissent. Le Kurdistan, Tabriz, les otages, il n'y a pas que ça dans la vie, me disait-on de Paris, gentiment, comme on parle à un malade.

Quand je revins à Téhéran, à la veille de Noël, j'annonçai que j'arrêtais d'écrire pendant quelques jours pour une grande enquête dans le sud de la ville. Serge July trouva l'idée excellente. Probablement meilleure encore était la nouvelle qu'il échapperait au moins quelque temps à mes incasables six feuillets quotidiens.

Les abords de l'ambassade étaient presque déserts. Le froid avait chassé les marchands, le temps avait lassé les marcheurs. Abbas avait disparu.

Je me mis à arpenter le sud. Je pris tous les autobus possibles, de quartiers en quartiers, profitant de l'impériale pour me mettre les paysages en tête. Et je marchai. Interminablement. Trois jours durant j'allais parcourir des ruelles de plus en plus sordides, descendant chaque fois d'un degré dans la misère, du pâté d'immeubles délabrés aux bicoques en bois ouvertes à tout vent, des allées de cubes de briques aux bidonvilles, pour finir au milieu de la décharge publique dans un campement infra-humain coincé entre des usines désaffectées et une voie de chemin de fer.

Des gosses dormaient avec les chèvres, boursoufflés par les fièvres et la faim. Les habitants me regardaient comme un martien ou un fantôme. Faute de pouvoir parler, j'essayais mon misérable sabir : « Français, *French*, *faransavi*, *khabarnegar* (journaliste) *faransavi*, Neauphle-le-Château... » Sans résultat. Sauf parfois l'écho d'un sourire. Ils étaient loin les doux rêves de mon ami Ali, plus lointains encore les exaltations romanesques de Yasmine. Abbas avait vu juste. C'est ici qu'il fallait comprendre.

Mais comprendre quoi ? Comment l'Islam avait fait sauter le couvercle de cette poubelle et l'avait transformée en une

énorme machine à fabriquer des anticorps ? Mais quel rapport avec l'Islam, avec les proclamations vertueuses des dignes vieillards de Qom ou de Machhad, les deux villes saintes ?

Ce que j'apercevais à travers ce morceau d'Iran insupportable et pestilentiel ne ressemblait guère à l'aube de l'âge d'or du Prophète Mohammad. L'autre Iran ? La vérité de l'Iran ? Ou bien le nôtre. L'autre face de l'Occident. La face cachée, honteuse, la zone, rejetée à six mille kilomètres de la métropole. Je pensai à haute voix : ici l'Amérique a vraiment gagné en Iran. Mais c'est la seule victoire qu'elle ne pourra jamais revendiquer.

J'avais rempli un carnet de notes. Je ne publierai jamais l'article. J'en écrivis plusieurs versions qui hésitaient entre du sous-Zola et de la parodie de Frantz Fanon. La phrase clé me manquait. Quoi prédire d'autre qu'une tempête de merde ? Khomeiny n'avait pas encore lancé la troisième révolution. Je gardai les papiers dans un tiroir. Avec une pensée rancunière pour Norman Mailer.

II

EN CE MOIS DE JUILLET 1981, LE JOURNALISTE ÉTRANGER à Téhéran n'était pas seulement une race en voie de disparition mais une espèce nuisible dont on voulait se débarrasser. Il ne m'a pas fallu vingt-quatre heures pour comprendre que notre reportage se présentait mal. Le bureau chargé de la presse étrangère au ministère de l'« Orientation islamique », que nous appelions entre journalistes la « Guidance », sa dénomination anglaise plus jolie à l'oreille, nous avait délivré nos cartes de presse avec une célérité inhabituelle. Mais son responsable nous avait également prévenus : il ne pouvait rien pour nous. Ni contacts, ni rendez-vous. Cette fin de non-recevoir n'était pas un refus comme j'en avais connu auparavant.

Un peu d'expérience iranienne permettait de repérer ces nuances apparemment subtiles et j'en étais à ma quinzième carte de « journaliste au nom d'Allah ». J'avais connu la « Guidance » plus agressive mais aussi plus à l'aise. Il n'entraît cette fois dans l'attitude de nos interlocuteurs ni hostilité, ni mépris. Seulement de la peur. Notre présence n'était pas indésirable. Elle était menaçante. De quoi avaient-ils peur ? Qui les menaçait ? Questions sans réponses.

Un confrère italien qui s'apprêtait à quitter l'Iran m'avait confié son découragement. Arrivé quelques jours avant l'attentat à la bombe contre le siège du Parti de la République islamique, le 28 juin 1981, qui avait fait soixante-quatorze victimes, dont l'ayatollah Behechti, le secrétaire général du parti, il avait vu depuis toutes les portes se fermer. Les responsables refusaient de le recevoir et les rares contacts qu'il avait réussi à maintenir avec l'opposition s'étaient évanouis.

« Ce n'est plus possible de travailler. De plus ils nous surveil-

lent constamment, il faudra que tu te méfies de tout. Fais très attention au téléphone. D'ailleurs le "9" ne marche plus. » Le 9 c'était un numéro sur le cadran qui permettait d'appeler dans la zone de Téhéran directement depuis la chambre sans passer par le standard. On ne pouvait donc plus téléphoner désormais sans attirer l'attention.

Le journaliste italien m'adjura également de ne pas parler dans les chambres, d'éviter d'utiliser les taxis de l'hôtel pour des rendez-vous « compromettants » et de ne recevoir personne. A l'en croire l'Intercontinental était truffé de mouchards travaillant pour la Savama (la nouvelle police politique qui avait remplacé l'ancienne Savak), ou les Komiteh.

Une violente campagne – une de plus – avait été lancée contre les journalistes étrangers. La semaine précédente Éric Rouleau, du *Monde*, et David Hirst, du *Guardian*, avaient dû quitter précipitamment l'Iran. J'avais lu l'histoire de David Hirst dans l'*International Herald Tribune* la veille à Athènes. Deux jours après son arrivée à Téhéran il avait été présenté comme « un célèbre espion » à la une de *République islamique*, le quotidien du P.R.I. Malgré son visa et sa carte de presse iranienne en règle, sa situation était rapidement devenue intenable.

L'accusation d'espionnage portée contre lui était évidemment absurde. De l'avis unanime David Hirst était l'un des meilleurs journalistes étrangers à avoir « couvert » l'Iran durant toute la révolution et les Iraniens le reconnaissaient comme tel. Mais on peut comprendre que les responsables du régime n'aient pas supporté ce témoin sans complaisance.

Le cas d'Éric Rouleau était moins évident. L'envoyé spécial du *Monde* avait été un confident écouté de Bani-Sadr. Cette intimité lui avait permis d'offrir à son journal une information puisée à la source. Mais Rouleau n'avait pas suivi le président dans sa chute. Il avait su à temps prendre habilement les distances nécessaires et ses derniers articles, quoique avec prudence et réserve, montraient que sa sympathie pour le pouvoir islamique n'était pas liée à une personne.

Incontestablement le prestige de ce journaliste français gênait les autorités au moment où la politique de la France faisait l'objet d'éditoriaux vengeurs quasi quotidiens dans la presse islamique (campagne qui avait commencé bien avant l'arrivée à Paris de Bani-Sadr et de Radjavi au début du mois d'août de cette année). On pouvait penser également que Rouleau avait été la cible de la fraction la plus anticommuniste du

P.R.I. qui jugeait les articles du *Monde* trop proches des analyses du parti Toudeh. Quoi qu'il en soit, entre ces expulsions de fait et l'accueil frileux qui nous était réservé, le régime montrait qu'il entendait se passer de la presse étrangère.

Le seul service qu'acceptait de nous rendre la « Guidance » était de nous fournir un interprète. Jamais au cours de mes précédents reportages je n'avais eu recours à des traducteurs officiels. Le fonctionnaire m'assura que c'était maintenant d'autant plus indispensable que, pour des raisons de sécurité évidentes, tout Iranien susceptible de nous accompagner devait être muni d'une carte officielle.

Le premier interprète contacté depuis le ministère de l'Information parlait couramment le français. Architecte au chômage il semblait particulièrement heureux de ce travail qu'on lui proposait. Nous prîmes rendez-vous à l'hôtel. Il n'y vint jamais. Plus tard dans la journée il déposa une lettre dans mon casier. Avec beaucoup de regrets il se décommandait, invoquant une « situation personnelle difficile ». Le deuxième était une jeune femme anglophone et agitée. Nous la jugeâmes peu efficace et vaguement suspecte.

Le troisième candidat se présenta lui-même. Il avait déjà sa carte et d'impressionnants états de service. Il me cita le nom d'éminents confrères qu'il avait assistés durant les derniers mois. Il fréquentait avec la même aisance les cercles du pouvoir, les ambassades étrangères et assurait pouvoir contacter l'opposition clandestine. Il était prêt à travailler sur l'heure et demandait cent dollars par jour payables en devises. Le prix ne se discutait pas. Je le trouvai excessif. Il ne s'affligea pas de mon refus.

Je le revis souvent dans le hall de l'Intercontinental. Il me demandait des nouvelles de mon travail, qui j'avais vu, ce que je pensais de la situation du jour. Un employé de la Guidance qui était près de démissionner me fit savoir plus tard que le jeune homme renseignait la Savama.

On aurait écrit en lettres noires sur le portail de l'hôtel : « Messieurs les journalistes étrangers, rentrez chez vous », le message n'aurait pas été plus clair. En quelques heures l'espionnite nous avait gagnés. Nous regardions les garçons d'étage avec suspicion. La valse des interprètes nous avait laissés dans un désarroi complet. La peur était partout. J'essayai de joindre quelques amis depuis le téléphone de l'hôtel. Ici la sonnerie résonnait interminablement dans le vide. Ailleurs on me répondait que mon correspondant était absent et qu'on ne

pouvait me dire quand il reviendrait. Un journaliste que j'avais connu dans les premières semaines de la révolution et qui avait plutôt mieux résisté que les autres à l'érosion de la liberté de la presse avait déménagé sans laisser d'adresse. La sœur de l'un de mes plus anciens contacts téhéranais m'assura avec une voix anxieuse qu'elle n'avait pas de nouvelles de son frère et, devant mon insistance, me supplia de ne pas rappeler. Je voulus lui laisser mon numéro de chambre au cas où... Elle avait déjà raccroché. Restait Parviz. Un ami sûr. Le dernier recours. Mais chez Parviz, personne. Dans toutes les situations même les pires, Parviz était là. Je n'avais jamais commencé un reportage en Iran sans le voir.

Ce rendez-vous avec Parviz, le premier soir de mon arrivée à Téhéran, était devenu une convention tacite entre nous. Nous l'avions baptisé « résumé des épisodes précédents ». Parviz me brossait un vaste tableau de la situation politique et remettait à jour mon *who's who* iranien. C'était plus un baromètre qu'un informateur, mais il était également un intermédiaire efficace.

Son père avait été l'un des conseillers du Dr Mossadegh. Après sa mort, dans un accident de voiture, Parviz avait été élevé par son oncle, haut fonctionnaire à la N.I.O.C., la Compagnie nationale du pétrole iranien, baignant ainsi durant toute son enfance et son adolescence dans les milieux nationalistes. Sa mère appartenait à une famille de religieux de Machhad, la deuxième ville sainte de l'Iran, et Parviz comptait parmi ses oncles maternels un ayatollah connu.

Nous avons fait connaissance chez Dariouch un soir de février 1979. Dariouch V. qui avait eu Parviz pour élève à l'université était l'un de mes plus anciens amis iraniens. C'était un philosophe et un sociologue dont la réputation internationale était solidement établie. Opposant libéral sous le chah, il avait toujours gardé des liens avec le régime impérial. Cela lui avait permis de sauver plusieurs de ses étudiants dont certains allaient devenir des dignitaires en vue de la République islamique.

Je l'avais connu alors qu'il enseignait dans une faculté parisienne. Il était rentré quelques mois avant la révolution. Très respecté par le nouveau régime, Dariouch avait décidé de se consacrer à la rédaction d'un livre sur les origines historiques, culturelles et religieuses de la révolution iranienne. Malgré quelques ennuis mineurs avec les autorités, il ne voyait le concernant aucun motif d'inquiétude et il n'avait jamais songé à quitter l'Iran.

Les circonstances de son arrestation en juin 1981 ne sont pas claires. On lui aurait reproché ses liens avec Bani-Sadr. La vérité était que l'ancien président de la République, comme d'autres jeunes gens de la même génération, avait connu Dariouch à l'université. Grâce à lui, Bani-Sadr, recherché par la Savak en 1963, avait pu se cacher plusieurs semaines avant d'obtenir un passeport et une bourse d'études à Paris. D'autres, dont un responsable important du Parti de la République islamique, avaient bénéficié de la générosité de Dariouch V. En juillet 1981 mon ami était détenu à la prison d'Evin. En août on m'assurait qu'il était encore vivant. Depuis, je ne sais plus rien.

Dans les premières semaines de la révolution, Dariouch m'invitait fréquemment chez lui – ainsi que plusieurs de mes confrères – pour nous présenter des amis ou des relations d'opinions diverses qu'il jugeait susceptibles de nous aider à comprendre ce qui se passait. Parviz était alors le prototype du parfait gauchiste iranien. Il affirmait que la révolution iranienne était à la fois la synthèse et le dépassement de toutes les révolutions du siècle et que, loin de s'exclure, le marxisme et l'Islam se fécondaient l'un l'autre pour enfanter l'un des plus grands bouleversements que l'histoire ait connus. Le marxisme de Parviz, comme celui des Fedayin du peuple dont il se disait proche, était passablement scolastique. Lénine et plus encore Staline en étaient les hérauts. Ce qui ne l'empêchait évidemment pas de vilipender le parti Toudeh – le très mousquetaire P.C. iranien – tenu pour un « ramassis de savaki et de traîtres à la cause ».

L'attitude de l'Union soviétique et, dans les dernières années, de la Chine maoïste à l'égard du chah avait mis l'Internationalisme prolétarien de ces jeunes gens à rude épreuve. Parviz ne s'en tirait pas trop mal en disant que le marxisme et l'Islam avaient le même problème à résoudre.

La Russie et la Chine se disaient communistes comme l'Arabie Saoudite se proclamait islamique. Étiquettes démonétisées donc, et qui ne retrouveraient leur vrai sens révolutionnaire que par un retour aux sources du message authentique à l'exemple de l'ayatollah Khomeiny. Du reste le temps n'était plus aux discours et aux débats d'idées, la mobilisation populaire avait atteint son point culminant, l'heure de la révolution allait sonner, le pouvoir était au bout du fusil.

Quand je revis Parviz une semaine plus tard, en pleine insurrection, il exultait : « Tu vois, tu vois, je ne t'avais pas menti,

nous l'avons notre grand soir. » En prenant les armes, m'expliqua-t-il, le peuple de Téhéran était devenu le sujet conscient de sa révolution.

Désormais il allait peser d'un poids décisif dans le rapport des forces avec les mollâs réactionnaires qui, à l'ombre de Khomeiny, espéraient faire main basse sur le pouvoir vacant comme avec les bourgeois libéraux qui, jusqu'au bout, avaient tenté de résoudre la crise à leur profit par un compromis entre le Premier ministre, Chapour Bakhtiar, et les dirigeants religieux.

Je lui objectai que, toute la journée, Ebrahim Yazdi, l'homme « fort », celui qui dirigeait alors les « comités Khomeiny », avait au nom de l'imam appelé la population à déposer les armes et que l'imam lui-même avait répété à plusieurs reprises qu'il n'avait pas donné l'ordre de l'insurrection.

« Tu ne comprends pas comment marche la révolution iranienne. Ici personne ne donne d'ordres. C'est le peuple qui décide et qui montre la voie. Khomeiny n'est pas un dirigeant au sens bolchevique. Il indique le but à atteindre et il écoute ce que veut le peuple pour trouver le chemin. La symbiose de Khomeiny et du peuple, voilà le secret de notre révolution. Quant à Yazdi, crois-moi, il n'en a pas pour longtemps. Nous savons tous que c'est un agent américain. »

L'étiquette d'agent américain ne coûtait pas cher et les gauchistes iraniens la distribuaient à profusion. Elle était à peu près aussi infamante que celle de « libéraux-bourgeois » que Parviz et ses camarades décernaient en priorité à Karim Sandjabi et Mehdi Bazargan, les dirigeants respectifs du Front national et du Mouvement de libération de l'Iran. Bazargan avait été nommé par Khomeiny, le 12 février 1979, Premier ministre du gouvernement révolutionnaire provisoire.

Étudiants et intellectuels iraniens n'avaient rien à envier à leurs confrères européens de la fin des années 60 quand ils dressaient un implacable réquisitoire contre les « libertés formelles » et le parlementarisme « bourgeois ». Certains n'hésitaient pas à jurer que la dictature abattue valait mieux « à la limite » que la démocratie prônée par MM. Bakhtiar, Sandjabi, Bazargan et consorts, car celle-ci, débarrassant l'Iran des archaïsmes sociaux et culturels produits par des décennies de despotisme, ne pourrait que favoriser l'expansion du capitalisme moderne et les intérêts de l'impérialisme.

Poussé à bout, Parviz concédait toutefois qu'une liberté même formelle était préférable à l'absence de toute liberté,

surtout quand la réalité et la théorie faisaient mauvais ménage. Il me servait souvent d'interprète lors des innombrables manifestations qui se déroulaient chaque jour autour et dans l'enceinte de l'université de Téhéran, et il y constatait avec moi que la liberté fraîchement conquise était une denrée éminemment périssable.

La mosquée de l'université, installée en plein centre du campus, était le siège d'un comité rigoureusement islamique qui ne cachait pas sa volonté d'en finir au plus vite avec les treize, quinze, ou vingt groupuscules laïques, anarchistes, marxistes et libéraux qui campaient alentour. De jeunes mollâs armés de mégaphones et suivis par une centaine de leurs partisans se promenaient dans les allées de l'université et provoquaient de place en place des meetings improvisés pour dénoncer la propagande impie qui s'étalait sous leurs yeux.

Émergeant du brouillard des querelles idéologiques, le rôle et la tenue des femmes dans la nouvelle société étaient devenus au fil des jours le principal sujet d'affrontement. La fiancée de Parviz, Shirine, travaillait à la constitution d'un « Mouvement pour le réveil des femmes iraniennes ». Les groupes de gauche voyaient cette initiative d'un mauvais œil. L'idée n'était pas, disaient-ils, mauvaise en soi, mais tactiquement déplorable et en tout cas prématurée. A l'université les jeunes militantes gauchistes ne se déplaçaient que couvertes du *hedjab*, version moderne du tchador, un foulard ample noué sur le menton qui cachait les cheveux, la quasi-totalité du front et les épaules, complété par une blouse boutonnée haut, tombant sous les genoux. La couleur du foulard désignait l'appartenance, Fedayin bleu, Modjahedin marron clair, etc.

Cette mesure n'apaisait pas le courroux clérical. Mais la plupart des étudiantes qui participaient aux activités multiples de cette université en ébullition n'étaient guère plus satisfaites. Elles supportaient avec de moins en moins de patience les démonstrations des responsables marxistes qui, au nom de l'unité contre l'ennemi prioritaire — l'impérialisme et la réaction —, les exhortaient à respecter les normes de la tenue islamique. La propagande islamique assurait que la révolution non seulement ne porterait pas atteinte aux droits des femmes mais les enrichirait conformément aux enseignements de l'Islam.

Les immenses cortèges religieux de l'automne et de l'hiver avaient été marqués par la présence de plus en plus nombreuse, de plus en plus massive, de femmes. Le tchador, ce

long voile noir dont les femmes iraniennes s'enveloppent des pieds à la tête et qu'elles retiennent entre leurs dents, y était revendiqué comme un drapeau. Signe d'identité face à l'occidentalisation des mœurs et des vêtements de la cour impériale et de la « nouvelle classe » technocratique, il était aussi l'habit de la pauvreté brandi contre le luxe arrogant des nantis. Et, tchador ou pas, des centaines de milliers de femmes, venues des quartiers populaires, participaient pour la première fois en nombre à la vie publique. Le fait était nouveau en Iran.

Shirine et ses amies en tenaient compte. La question du tchador ou du hedjab méritait d'être nuancée. Leur inquiétude avait d'autres motifs : les femmes molestées dans les rues par des musulmans ou la proscription des présences féminines à la télévision édictée par Sadegh Ghotbzadeh, son nouveau directeur. Les proclamations de bonnes intentions islamiques avaient bien peu à voir avec la réalité et moins encore avec ce que je voyais.

Il m'a fallu du temps pour comprendre d'où me venait ce malaise quand je marchais dans les rues de Téhéran. L'Islam chiite et la laideur urbaine ne suffisaient pas à expliquer cette morne tristesse qui imprégnait la ville et les gens. J'écrivis un jour : « Téhéran est un monde sans femmes. » La formule était hâtive et inexacte.

En termes statistiques les deux sexes étaient à peu près également représentés sur les trottoirs. Un monde d'hommes peut-être, mais d'hommes malades, frustrés, mal dans leur peau et comme hantés par ces fantômes aux formes noires qu'ils croisaient sans jamais les rencontrer. Les femmes étaient là, mais elles n'avaient ni corps, ni parole, ni regard. Ce n'était pas un monde sans femmes mais un monde sans féminité, un monde univoque, sans séduction, sans tendresse, d'où le désir était banni, un monde gouverné par la honte et la peur, où l'on n'osait ni se regarder, ni se toucher.

J'avais quitté en mars un Parviz dans l'expectative. La déception ne lui semblait pas un sentiment avouable. Cinq mois plus tard, contraint à une semi-clandestinité, il avait ouvertement déchanté. La guerre venait d'éclater au Kurdistan iranien. A la mi-août 1979, le régime avait interdit plusieurs organisations de gauche et confisqué les journaux indépendants. Il y avait désormais les « khomeinistes » et les autres. Les autres étaient tous ceux qui, intellectuels laïques ou même musulmans progressistes comme les Modjahedin du peuple, dénonçaient les visées « monopolistes » du Parti de la République islamique et

des mollàs. Dans *Révolution islamique*, son quotidien nouvellement créé, Bani-Sadr prenait la défense du clergé « progressiste » réuni au sein du P.R.I. contre les « intellectuels engagés » qualifiés de « déviationnistes ». Parviz ne voyait plus guère d'issue.

Nous nous étions vus brièvement au mois d'août, quelques jours après la manifestation de la gauche téhéranaise contre la fermeture des derniers journaux indépendants. Parviz avait réussi à me faire rencontrer Matine-Daftari, traqué de planque en planque après l'interdiction du Front national démocratique qu'il avait fondé. Le petit-fils du Dr Mossadegh m'accorda une longue interview.

Bien qu'il en fût la plus récente et l'une des plus éminentes victimes, Matine-Daftari passait rapidement sur le problème de la répression politique. Pour lui l'avenir restait entrouvert. Le pire était à l'œuvre mais rien de définitif n'était joué. Il ne considérait pas le conflit actuel avec la « mollarchie » — dans les rues les hezbollahi criaient : « Mort à Matine-Daftari » — comme une guerre ouverte et définitive entre l'Islam et les démocrates laïques. Plus réaliste que convaincu il voulait encore « donner une chance » à Khomeiny en espérant que le clan « modéré » de l'entourage de l'imam — il pensait en particulier à Bani-Sadr — finirait par l'emporter.

La guerre menée contre les Kurdes lui semblait dans ce contexte d'autant plus inquiétante qu'il y voyait l'œuvre de l'« extrême droite » du régime dont le ministre de la Défense, Mostafa Chamran, et Abou-Charif, le chef des Gardiens de la révolution qu'on appelait les « Libanais de l'imam », tous deux ayant été au Sud-Liban, pendant la guerre civile, les principaux animateurs politiques et militaires des musulmans chiites libanais.

Matine-Daftari ne ménageait pas ses critiques à l'extrême gauche iranienne à laquelle il reprochait son mélange d'infantilisme politique et de sectarisme doctrinaire et n'épargnait pas non plus ses amis, donc lui-même, de la gauche laïque qui n'avaient su ni voir à temps l'ampleur et la profondeur du mouvement religieux ni s'assurer le concours populaire qui aurait pu contrebalancer l'influence des mollàs.

En me quittant, Matine-Daftari me retint un instant au seuil de l'appartement qui avait hébergé notre entretien. « Vous m'avez demandé tout à l'heure si j'étais optimiste ou pessimiste et j'ai mal répondu à votre question. En politique elle n'a pas de sens. Si on se lance dans l'action c'est qu'on espère

aboutir. Mais je crains bien que nous ayons perdu la partie pour longtemps. Contre le chah tout le monde voulait la liberté et la démocratie. Mais qui la veut encore vraiment ? Qui est prêt à en payer le prix ? Marxistes ou islamiques les apprentis dictateurs sont partout. Il faut croire qu'il est plus facile de mourir pour la liberté que de vivre avec elle. N'écrivez pas cela, on me taxerait de défaitisme et, comme vous dites en France, le combat continue. »

Je n'ai rien écrit du tout. Au moment où je m'apprêtais à transmettre l'entretien à Paris avec les précautions d'usage compte tenu de la situation du dirigeant clandestin, Parviz me téléphona, affolé. « Je t'ai cherché partout. J'espère que tu n'as encore rien envoyé. Matine-Daftari m'a fait savoir qu'il ne voulait rien publier pour le moment. Il n'a pas eu le temps de m'expliquer pourquoi. Je t'en prie, ne fais rien. Ce doit être pour une raison grave. » Je ne sus jamais laquelle.

Parviz n'hésitait plus, lui, à se dire pessimiste. Quand je le revis en novembre, après l'occupation de l'ambassade américaine, il avait rompu avec la plupart de ses camarades. L'enthousiasme des gauchistes marxistes ou islamiques à saluer dans la prise d'otages la preuve du « caractère anti-impérialiste » de la révolution avait eu raison de ses dernières illusions. Il n'en aidait pas moins Shirine et ses amies à organiser la manifestation des organisations de femmes laïques contre le projet de constitution qui devait être soumis au référendum populaire au début du mois de décembre 1979.

Le meeting se tint un dimanche après-midi dans le grand amphithéâtre de l'École polytechnique, une place forte de la gauche. Plus d'un millier de femmes et presque autant de jeunes gens y assistaient. Dès le début de la réunion la salle fut plongée dans l'obscurité. Des miliciens islamiques s'étaient emparés du dispatching qui commandait l'électricité des bâtiments. C'est à la lueur des bougies que les femmes se relayèrent à la tribune pour appeler leurs sœurs et « tous les démocrates d'Iran » à rejeter une constitution qui, tout en proclamant l'égalité des hommes et des femmes, faisait de ces dernières des citoyennes mineures et soumises.

« Que veut dire l'égalité devant la loi, demandait une oratrice, quand la loi est islamique et que l'Islam autorise la polygamie, le mariage temporaire et la répudiation, qu'il permet de marier une fille de treize ans, donne aux hommes tous les droits sur les enfants et nous interdit de nombreuses fonctions politiques ? »

A la fin du meeting une escorte hargneuse de militants islamiques accompagna les militants vers la sortie. L'obscurité ne m'avait pas permis d'observer l'assistance. La majorité des garçons arboraient des tenues militaro-militantes mais les filles, plutôt jeunes ou très jeunes, étaient pour la plupart coquettement vêtues, élégantes et colorées. Celles qui n'avaient pas les cheveux au vent, malgré le froid, portaient des bonnets tricotés, des toques de fourrure ou des foulards qui n'avaient rien d'islamique.

Sur le trottoir d'en face une cinquantaine de femmes les attendaient, toutes dissimulées sous le tchador noir. Au passage des « impudiques », elles psalmodiaient des slogans à la gloire de l'imam Hossein. Des hommes avec des mégaphones les encourageaient de la voix et du geste depuis la plate-forme d'une camionnette.

Les contestataires sortaient en silence en évitant de les regarder. La scène n'eût pas déparé un chapitre de *l'Invention de Morel*. Comme dans la fiction imaginée par Bioy-Casars, deux mondes se traversaient sans pouvoir communiquer. Nord, sud, laïques, islamiques, riches, pauvres : tout, bien sûr, les opposait. Mais entre les deux groupes il y avait bien plus qu'une opposition. Plus qu'un refus réciproque. Une exclusion absolue, une négation vertigineuse de l'Autre.

« La lutte des classes, peut-être », grommelait Parviz.

Une semaine plus tard la première constitution de l'Iran islamique était adoptée à la quasi-unanimité du suffrage populaire. Le jour du référendum, Parviz avait offert de me conduire pour une tournée des bureaux de vote. Les électeurs avaient à choisir entre un bulletin vert, pour le oui, ou un rouge, pour le non. De mosquée en mosquée les scrutateurs tenaient à nous montrer les poubelles débordant de bulletins rouges.

On votait massivement dans le sud, beaucoup moins dans le nord. Constat sans surprise : les consignes de boycott lancées par toutes les organisations laïques ou de gauche n'avaient pas franchi la frontière. Les abstentions étaient nettement plus importantes dans les provinces iraniennes non chiites ou dans l'Azerbaïdjan qui cherchait derrière l'ayatollah Chariatmadari, son chef religieux, un rempart contre la « mollarchie » théocratique de Khomeiny. L'actualité m'occupait hors de Téhéran. Je ne revis plus Parviz avant le mois de février de l'année suivante.

Parviz m'avait invité le soir de son trentième anniversaire. Le précédent, il l'avait fêté dans une ville insurgée. Un an avait passé. Parviz était triste et bronzé. Tous les jeudis, le premier jour du week-end islamique, il allait skier à Dizin, le Megève de Téhéran, à une heure de route de la capitale. Le reste de la semaine il s'occupait vaguement d'une affaire familiale et consacrait l'essentiel de ses journées à lire et à écouter de la musique. Shirine vivait à Londres depuis trois mois et il n'arrivait pas à se résoudre à la rejoindre.

J'avais connu Parviz tour à tour heureux, triomphant, inquiet. En février il n'était plus que désespéré. Pour ses trente ans, il avait réuni chez un de ses amis, un peintre autrefois communiste interdit d'exposition sous le chah et de nouveau aujourd'hui, une dizaine de personnes qui semblaient aussi tristes que lui. Un passionné remettait inlassablement le même disque des Doors.

« This is the end, the end my friend », me répétait le peintre après Jim Morrison.

C'était l'heure de l'opium. Officiellement interdite sous l'ancien comme sous le nouveau régime, la culture du pavot demeurait l'une des premières ressources de l'Iran après le pétrole. Dans l'anarchie générale les cultivateurs avaient réalisé à la fin de l'été précédent une production estimée à cinq fois leur moyenne annuelle. L'héroïne, grossièrement raffinée mais de très haute teneur, circulait en quantité dans les bas quartiers de Téhéran à quelques rials la dose, trente francs le gramme environ. La classe moyenne lui préférait l'opium vendu au détail à mille huit cents rials (cent vingt francs) le *loul*, un bâtonnet de dix-huit grammes et d'une vingtaine de centimètres de long.

« L'opium est la nouvelle religion des intellectuels », ironisa Parviz.

La pipe soigneusement préparée et entretenue par notre hôte circulait entre les convives. Les rêveries solitaires avaient dissipé la tristesse. Voilà près de quatre mois que je n'avais quitté l'Iran que pour une brève semaine à Beyrouth.

« Je me demande ce que tu peux encore trouver à écrire sur ce pays », me dit Parviz.

Je me le demandais aussi.

C'est un Parviz détendu que je retrouvai à l'automne suivant.

L'invasion du sud de l'Iran par l'armée irakienne le 22 septembre 1980 à l'aube avait subitement allégé l'atmosphère. Téhéran vivait à l'heure de l'union nationale. Colonels et mollàs se côtoyaient en bonne harmonie dans les bureaux de l'état-major. Bani-Sadr semblait avoir retrouvé tous ses pouvoirs de président de la République et personne ne contestait la fonction de commandant en chef de l'armée qu'il assumait avec ostentation par de longs séjours sur le front. Des officiers de l'armée emprisonnés avaient été relâchés. D'autres, en exil, avaient demandé et obtenu de rentrer au pays pour participer à la guerre.

Le black-out imposé aux Téhéranais plongeait chaque soir la capitale dans une obscurité totale. Les restrictions de carburant dues à la fermeture temporaire des principales raffineries du pays avaient raréfié la circulation. Pendant quelques jours la ville ressembla à celle que j'avais connue aux heures héroïques de la révolution. L'illusion fut de courte durée. La guerre se prolongeait.

L'Iran avait remporté une sorte de victoire en ne s'effondrant pas dès le début des hostilités, contrairement aux espérances irakiennes et aux prévisions de la plupart des chancelleries. Mais il ne put concrétiser ce succès en repoussant l'envahisseur et ne sut pas davantage négocier un compromis favorable. « L'union nationale » ne survécut pas à cet enlèvement.

Parviz ne partageait pas l'optimisme général. « Si tu crois que l'armée reconstituée, plus Bani-Sadr à sa tête, plus le sentiment nationaliste revigoré par la guerre contre l'Irak peuvent ébranler sérieusement la mollarchie, tu te mets le doigt dans l'œil. » Je le croyais en effet. « Ne parions pas, dit Parviz, puisque comme tu sais je me suis toujours trompé, mais je suis prêt à jouer ma "cocotte-minute" contre ta machine à écrire sur la disparition de Bani-Sadr d'ici le printemps prochain. »

L'enjeu était de prix. Les « cocottes-minute » se faisaient rares à Téhéran où on se les arrachait pour distiller tout ce qui était transformable en alcool. La prohibition avait engendré un négoce aussi fructueux que clandestin, géré parfois par les Komiteh eux-mêmes, qui revendaient le soir les flacons saisis le jour dans les foyers *taghouti* (mot usuel du vocabulaire révolutionnaire iranien qui signifie « démoniaque » mais que l'on peut traduire sans trahir par « ci-devant »). En quelques mois le marché de l'alcool avait atteint des prix inabordables. La bouteille de whisky ordinaire frisait les soixante-dix dollars. La

vodka était moins chère mais souvent d'origine douteuse. Parviz avait choisi comme beaucoup d'autres l'autoproduction.

Entre amis ils se livraient à de véritables concours-dégustation. Certains assuraient avoir retrouvé la formule du calvados authentique, d'autres se spécialisaient dans les vodkas ; Parviz avait mis au point un alcool de grenades de bonne qualité. « Comme quoi, ironisait-il, il ne faut jamais désespérer. Grâce à la révolution j'ai fini par trouver à quoi pouvait servir mon diplôme d'ingénieur chimiste. »

Je l'invitai à dîner le soir de mon départ. Il me confia qu'il avait eu sérieusement cette fois l'intention de quitter l'Iran, mais l'arrestation de son oncle Dariouch l'en avait dissuadé. Je lui proposai de l'emmener. Nous avions loué à quatre journalistes un autocar entier pour rejoindre la frontière turque. L'aéroport était fermé et les voitures individuelles, y compris les taxis, pouvaient difficilement se ravitailler en essence. Les autocars, eux, avaient priorité. Nous avions donc de la place à revendre.

Parviz sourit tristement. « Admettons que ce soit possible, je ne suis plus sûr d'en avoir envie. Et puis si je pars, qui te racontera la suite ?

– La suite, tu me l'as déjà racontée. Si tu as raison, tu n'as plus rien à faire ici.

– “Le pire n'est jamais sûr”, a dit l'un de vos philosophes. Je n'ai même pas voulu parier. Si tu avais vécu à Paris en 1792, aurais-tu choisi l'exil ?

– Tu sais aussi ce qui a suivi en 1792 ?

– Oui, citoyen. La Terreur. Nous avons déjà notre Fouquier-Tinville avec Khalkhali. Pour Robespierre et Saint-Just, je suis plus hésitant.

– Tu crois donc toujours au sens de l'histoire et à la révolution en marche ?

– Vous les Français, vous aimez trop la théorie. En Iran nous changeons d'avis tous les jours ; nous savons même défendre plusieurs opinions à la fois. Tu aurais pu apprendre ça depuis que tu nous fréquentes. »

Qu'est devenu Parviz ? En prison ? Mort ? Impossible. Je le saurais. Quelqu'un me l'aurait dit. Absurde. Comment le saurais-je et qui aurait pu me prévenir quand tous mes appels

téléphoniques avaient l'air d'aboutir dans des appartements peuplés de fantômes ?

La Terreur.

Et pourtant Téhéran n'a décidément pas changé. L'avenue ex-Pahlavi, ex-Mossadegh que les Iraniens s'obstinent à considérer comme les « Champs-Élysées » de Téhéran, la plus longue de la ville en tout cas, est restée un paradis du commerce profane.

Ici on n'a pas plus entendu les appels quotidiens à la « purification » des rues qu'on ne semble craindre les menaces contre les « femmes qui s'exhibent en tenue immodeste ». Les interdits religieux répétés contre la lingerie fine, la musique occidentale, les parfums français et les cigarettes américaines n'ont pas intimidé le petit commerce qui propose à profusion marchandises de contrebande et contrefaçons grossières de marques occidentales.

Sur près d'un kilomètre de trottoirs les minicassettes pirates de musique disco fleurissent entre les étalages de dessous féminins en fausse dentelle ou de tee-shirts pour hommes *made in Korea* proclamant en lettres phosphorescentes : « *Female wanted.* » Femmes en tchador et jeunes filles en jean flânent ensemble dans cette parodie de Prisunic qui longe un égout à ciel ouvert.

« Téhéran se "tiers-mondise", c'est ça le changement », m'avait dit un ami sociologue. C'est vrai. Ce marché ressemble à ceux d'un faubourg du Caire ou de Casablanca, avec ses pauvres images d'une culture cosmopolite et dégradée, des posters géants de Charles Bronson et d'Alain Delon qui trônent au milieu des chromos pour salle à manger et la débâche d'ustensiles en matière plastique aux couleurs criardes.

Le jeûne du mois de ramadan a chassé des rues les petits marchands de nourriture, épargnant au promeneur l'odeur écœurante de la betterave bouillie. Mais ce n'est qu'un exil provisoire. Dès la fin de l'après-midi ils rappliquent en nombre et commencent à préparer les étalages de jus de fruits, de brochettes et d'épis de maïs, guettant la tombée de la nuit pour rattraper en quelques heures le manque à gagner du jour.

De mois en mois le Téhéran des pauvres a gagné du terrain mais il suffit de remonter l'avenue vers le nord pour voir que l'autre moitié de la capitale a encore de beaux restes. Sur les hauteurs de « Pahlavi », restaurants de luxe et pizzerias se succèdent. Si l'on ne peut évidemment y déjeuner pendant le ramadan, il est prudent d'y réserver sa table pour le dîner. Ici

les magasins vivent encore à l'heure de Milan, Londres ou Paris.

Version iranienne et réduite de notre Forum des Halles, le « Bazar Safaviyeh » dans son décor de faïence bleue aux lumières tamisées concentre dans ses galeries ouvertes une vingtaine de boutiques chic, tout ce que l'Islam condamne et vitupère. Au milieu des jeunes filles maquillées qui se promènent en jean et chemisier ou en robe estivale, l'apparition d'un tchador est carrément exotique. Un calicot sur la façade demande aux femmes de se conformer aux normes du comportement islamique. Il est signé « Komiteh du bazar ». Nul n'a l'air de s'en soucier et hormis cette signature, le « Komiteh » ne se manifeste pas. Les allées du Bazar semblent plutôt obéir aux itinéraires de la carte du Tendre et le jeu subtil des regards qui se croisent, se cherchent et parfois se trouvent n'y est pas exclusivement hétérosexuel.

La conversation qui s'est nouée dans la semi-pénombre peut se poursuivre au grand jour de l'autre côté de l'avenue, sur les pelouses du Park Mellat qui s'appelait autrefois Chahinchah (« roi des rois » — l'un des titres de Sa Majesté impériale). Il s'étend en contrebas des bâtiments de la radio-télévision devenue « Voix et images de la Révolution islamique ». Étrange rapprochement qui a toutes les allures d'une provocation.

A l'ombre des antennes de l'Islam austère et vertueux, on peut à son gré faire un tour de pédalo sur le lac artificiel, patiner à roulettes en s'enivrant de la musique d'un walkman, dévaler les allées en skate-board ou simplement marivauder sur un banc à l'ombre des statues d'inspiration grecque qui dévoilent aux passants leurs appâts de pierre. Nous ne rêvons pas. Nous sommes bien dans l'Iran de la troisième révolution par un beau jour du mois de juillet 1981. J'ai lu ce matin dans *Keyhan International* et *Tehran Times*, les deux quotidiens de langue anglaise qui paraissent encore à Téhéran, que la vague d'attentats avait fait six morts la veille dans la capitale et que le tribunal révolutionnaire avait envoyé une dizaine de contre-révolutionnaires, agents sionistes et autres ennemis de Dieu au poteau d'exécution.

Terreur à Téhéran ? Ici la vie suit son cours, au rythme de la foule oisive et nonchalante.

« Excusez-moi, mais vous ne devriez pas fumer. »

L'homme m'a chuchoté l'avertissement en excellent français. Il a raison. On ne fume pas en public pendant le ramadan. Même dans le Park Mellat. J'éteins ma cigarette.

« Je suis désolé d'avoir dû vous le dire. Mais je ne voudrais pas qu'il vous arrive des ennuis. J'ai tout de suite vu que vous étiez Français.

– J'étais stupide d'allumer une cigarette. C'est à cause du parc. Ça ressemble si peu à l'Iran que je n'y ai plus pensé.

– Le ramadan est un mois terrible. Ici on ne s'en aperçoit pas tout de suite mais les musulmans sont particulièrement intolérants pendant le jeûne. Tout peut arriver.

– Vous n'êtes pas musulman ?

– Je suis juif. »

Mon interlocuteur venait d'Ispahan. Il m'expliqua qu'après avoir vécu longtemps à Paris, il avait trouvé il y a une dizaine d'années une bonne place au ministère iranien du Tourisme. Il était devenu guide pour touristes cultivés. « Sans me vanter, je peux dire que j'étais le meilleur des guides. Je connaissais parfaitement l'histoire et l'architecture de la ville. On me téléphonait de France, d'Italie ou des États-Unis pour préparer les visites d'Ispahan. » La révolution l'avait réduit au chômage.

« Je ne suis pas malheureux. L'oncle de ma femme avait un commerce de meubles à Téhéran. Je travaille avec lui.

– Ça ne doit pas être facile d'être juif dans ce pays aujourd'hui.

– Ce n'est pas facile d'être Iranien quand on n'est pas musulman fanatique. Les juifs n'ont pas eu trop d'ennuis. Ils ont fusillé quelques commerçants et banquiers juifs mais officiellement l'Islam nous protège.

– Vous n'avez jamais eu envie de quitter le pays ?

– J'y ai pensé. Beaucoup de mes amis sont partis, même avant la révolution, quand nous avons senti que le chah ne résisterait pas aux religieux. J'ai des parents aux États-Unis, en France et en Israël. Bien sûr je pourrais les rejoindre, mais je n'arrive pas à me faire à l'idée de quitter l'Iran.

– Si vous le vouliez, les autorités vous laisseraient partir ?

– Je ne sais pas. Probablement que oui, si je n'emporte rien avec moi.

– Vous avez des amis musulmans ?

– Quelle question ! Bien sûr. Vous savez, avant la révolution de M. Khomeiny, la religion n'avait pas une telle importance. Il y a toujours eu en Iran des mollàs fanatiques et une masse ignorante pour les suivre, mais à Ispahan les gens éduqués ne faisaient guère attention aux questions religieuses.

– Que disent vos amis quand vous les revoyez ?

– Je ne les vois plus beaucoup. Ils ont peur. Je les com-

prends. Je sais bien ce qu'ils pensent. Au fond d'eux-mêmes ils condamnent ces exécutions, ce fanatisme, cette intolérance, qui n'ont rien à voir avec l'Islam qu'ils ont appris. Mais que peuvent-ils faire ? M. Khomeiny et ses hezbollahi sont les plus forts.

– Pas ici en tout cas.

– Ne croyez pas ça. Ils sont partout. S'ils veulent fermer ce parc, ils le peuvent en moins d'une heure. Vous ne pouvez pas savoir si quelqu'un n'est pas en train de nous épier en ce moment même. Parler dans la rue, surtout avec un étranger, est devenu dangereux. Faites très attention. Je vous souhaite bonne chance. »

L'homme s'éloigne. Le soir tombe sur ce vendredi, dimanche de l'Islam. Un crépuscule tiède et paisible. Je passe en quittant le parc devant l'ex-meilleur guide d'Ispahan. *Shabbat shalom*. Alain Bizos n'est pas heureux. Nous sommes venus trop tard pour qu'il puisse travailler. « Tu imagines quelles photos... » J'imagine. Mais quoi au fait ? Des filles en jean, des adolescents sur des patins à roulettes ? Un juif francophone en costume de ville ? Des images pas même normales. Banales. Partout ailleurs. Sauf en Iran. « Voilà que nous raisonnons comme des hezbollahi, constate Alain. L'Islam nous gagne... »

Sur le trottoir les marchands de maïs grillé et de Coca-Cola s'agitent. Un vendeur de cigarettes nous interpelle en mauvais anglais.

« *Haschich, you want haschich ?* » Il nous écrit le prix sur un morceau de carton : « 100 grammes = 2 000 *tomans* » (1 400 F). Alain fait non de la tête.

« *Opium, very good opium ?*

– Héroïne, tu as de l'héroïne ? »

Le dealer nous regarde un instant en silence. Sommes-nous sérieux ? Il se tourne vers Alain, puis vers moi : « *Heroine ? You want heroine ?* » Il ne rigole plus. Il porte le tranchant de la main à hauteur de sa gorge. « *Heroine, you know ?* » Oui, nous savons. Les trafiquants d'héroïne risquent leur vie. Même les petits. Même si le juge Khalkhali n'est plus à la tête de la lutte antidrogue.

Je sais aussi que dans le sud de la ville, malgré les rafles, les exécutions, les pendaisons publiques, le commerce a repris de plus belle. Que des mollâs influents et des bazari prospères y ont une part active. Mais ici, dans ce no man's land de la révolution, comment ça se passe ? Tout semble permis, mais jusqu'où ?

Le marchand vient du sud, cela ne fait pas de doute. On m'a raconté que les Komiteh ou les hezbollahi utilisent souvent des jeunes gens comme lui pour surveiller les milieux suspects. En est-il ou bien au contraire a-t-il peur de nous ? Le jeu n'est pas fini. Nous faisons mine de partir. Le vendeur nous rattrape aussitôt.

« *Heroine, O.K., to-morrow.* » Demain à la même heure, ici même. Il nous en coûtera deux cent vingt dollars pour cinq grammes.

Nous n'avons pas joué jusqu'au bout. Le journalisme a aussi ses frontières. Au-delà de cette limite les cartes de presse ne sont plus valables.

« Nous n'avons pas choisi le bon métier, commente Alain. Deux cent vingt dollars les cinq grammes au prix touristique pour une marchandise au moins deux fois supérieure à celle qui est vendue en Europe représentent mille dollars à Paris. Imagine le marché de gros.

— Je ne suis pas sûr que ce raisonnement te vaudrait les circonstances atténuantes au tribunal de la prison d'Evin. »

Nous avons malgré tout gardé un souvenir de la promenade : *Tintin au Congo* et *le Sceptre d'Ottokar* en éditions pirates avec phylactères en persan. Nous les avons achetés en solde à un libraire qui vendait à même le sol une production hétéroclite allant d'une biographie de Staline à un ouvrage de Khomeiny en passant par des livres de cuisine, un manuel d'éducation sexuelle, des traductions de Sartre, Daphné Du Maurier et Françoise Sagan. La censure islamique n'était pas arrivée jusque-là.

Nous rentrons à l'hôtel à la nuit tombée. Sur l'avenue nous croisons un cortège bruyant d'hezbollahi sur leurs petites motos. Ils sont toujours deux et parfois trois sur la selle. Une Mercedes noire les précède. La révolution passe devant notre porte, comme pour nous rappeler que ce que nous venons de voir est un monde tout juste en sursis.

Quelques jours après notre retour à Paris j'apprendrai que le Park Mellat, foyer de corruption et centre d'activités contraires à l'Islam, a été fermé. Le guide juif d'Ispahan ne s'était pas trompé.

Institut kurde de Paris

III

SADEGH KHALKHALI S'ENNUIE. Il ne le dit pas mais ça saute aux yeux. Celui qui inaugura dès la première nuit du nouveau régime les tribunaux révolutionnaires, l'exécuteur des chefs de la Savak et d'Amir Abbas Hoveyda, l'homme qui fit régner la terreur noire dans le Kurdistan insurgé, le chef de la lutte antidrogue qui envoya au poteau, en neuf mois, près de trois cents drogués, dealers et trafiquants d'opium et d'héroïne, le juge Khalkhali, mondialement célèbre, n'est plus que le député de Qom au Madjlès, un parlementaire parmi les autres. Mais pas tout à fait comme les autres. Le cheikh Khalkhali habite les hauteurs de Chemiran, l'ex-quartier ultra-chic du nord de Téhéran. C'était autrefois le quartier des hauts dignitaires impériaux et des protégés de Sa Majesté. La sécurité de Chemiran est aujourd'hui moins spectaculaire mais tout aussi efficace que par le passé. Ici ne circulent que les véhicules autorisés qui doivent s'arrêter aux nombreux barrages des Gardiens de la révolution. L'un des proches voisins de Khalkhali n'est autre que l'imam Khomeiny lui-même.

Le juge s'est installé dans une luxueuse villa de la rue Ayer qu'il a fait débarrasser de ses oripeaux taghouti abandonnés par l'ancien propriétaire. Au milieu de la pelouse envahie par les mauvaises herbes, la piscine de faïence verte n'est plus qu'un bassin nauséabond où stagne une eau verdâtre. Dans l'allée principale une vieille guimbarde américaine traîne à côté de la Range Rover neuve dans laquelle Khalkhali se rend aux séances du Parlement avec ses gardes du corps, une dizaine de jeunes gens armés en permanence qui veillent à l'extérieur et à l'intérieur de la villa.

Ce sont eux qui nous fouillent soigneusement, d'abord dans

la rue puis dans le jardin. Pendant la deuxième fouille, mon magnétophone est l'objet d'une attention particulière. Les Gardiens n'ont pas oublié que quinze jours plus tôt l'hodjatolislam Khamenei, *imam djomeh* (chef de la prière du vendredi) de Téhéran, a été grièvement blessé par l'explosion d'un magnétophone piégé abandonné sur son bureau.

La pièce où Khalkhali nous reçoit se prolonge en terrasse sur le jardin. Ce devait être autrefois le salon de la villa. Elle est coupée en deux dans sa longueur par un rideau tendu sur une corde. La moitié où nous nous trouvons est absolument nue. Pas un meuble. Dans un léger renforcement du mur un drap bleu tiré à mi-hauteur et deux coussins sans housse posés sur un vieux tapis désignent la place du cheikh. Les murs gris à la peinture écaillée, la moquette verte râpée et poussiéreuse donnent au dénuement de l'ensemble un caractère presque ostentatoire.

Le visiteur doit comprendre que l'homme qui habite ici n'est pas un profiteur mais un révolutionnaire qui vit selon les règles de l'Islam et qui a choisi cette résidence pour des raisons de sécurité. Ce sera aujourd'hui notre deuxième entrevue. Il n'a pas fallu vingt-quatre heures pour l'obtenir, ce qui tient du miracle. En l'occurrence l'artisan du miracle était un jeune homme singulier que j'avais rencontré la veille dans un bureau du Madjlès.

Nous errions depuis deux heures dans les couloirs de l'ancien Sénat impérial devenu le siège du Parlement islamique. Impossible d'y rencontrer qui que ce soit. Depuis les tribunes du public, Alain Bizos avait pu faire quelques photos des députés en séance, mais les Gardiens de la révolution nous avaient interdit de descendre d'un étage pour les rencontrer.

Les prévisions les plus pessimistes se vérifiaient. Entre la peur des uns, le mépris des autres et l'indifférence de la majorité, toutes mes tentatives d'établir des contacts s'étaient soldées par autant de fiascos. Désespérant du téléphone, je m'étais dit qu'en sollicitant directement les rendez-vous auprès des intéressés il leur serait plus difficile de refuser de me recevoir. La plupart des personnalités que je souhaitais rencontrer siégeant au Madjlès, c'était évidemment le lieu idéal et en tout cas le seul possible pour tenter l'expérience. Si nous échouions là aussi, ce reportage allait tourner au désastre.

J'essayais de l'expliquer aux employés désœuvrés d'un bureau où nous avaient conduits les Pasdaran qui commençaient à trouver nos allées et venues passablement suspectes.

En pure perte car nul dans cette pièce ne parlait une autre langue que le persan. En vérité il n'était pas très difficile de deviner le point de vue des fonctionnaires à notre sujet. Nous n'avions rien à faire ici sinon à chercher la sortie. Mais comme décidément je n'avais pas l'air de comprendre, ils envoyèrent quérir un interprète.

C'est ainsi que nous fîmes la connaissance d'Ebrahim.

Au premier coup d'œil je le jugeai mal. Le personnage avait l'allure gauche et empruntée des nouveaux militants sectaires et bornés auxquels nous ne cessions de nous heurter. Je me dis que nous allions encore avoir affaire à l'un de ces jeunes technocrates accrochés aux basques de mollâs et qui compensaient, par l'outrance verbale et le zèle *maktabi*, le péché originel de n'être pas d'authentiques *mostazafin*.

Je me trompais gravement. Ebrahim était seulement timide. Il avait vingt-trois ans et paraissait davantage. Il n'était rentré en Iran que depuis quelques mois, après avoir vécu plus de dix ans au Canada où il avait fait des études d'électronique tout en voyageant beaucoup. Il était employé à la maintenance des équipements électroniques sophistiqués du Madjlès. Curieux de tout, intelligent et débrouillard, parlant un anglais parfait avec un fort accent américain, il devait très vite se révéler un auxiliaire aussi précieux et efficace que discret et gentil.

Je lui exposai l'objet de notre reportage et l'impasse où nous nous trouvions. L'idée d'une enquête sur le fonctionnement du pouvoir islamique le séduisit aussitôt. Il avait du mal à comprendre comment d'autres ne partageaient pas ce point de vue et il décida que c'était certainement à cause de la langue. Évidemment, il eût mieux valu que je parle persan mais qu'à cela ne tienne, il était là pour ça et tout allait s'arranger. Il me demanda de lui faire une liste des gens que je voulais rencontrer en priorité. Je jetai dix noms sur le papier. Ebrahim n'y trouva rien à redire. Le premier nom le remplit d'aise.

« Voilà longtemps que je voulais connaître M. Khalkhali. Je vais le contacter tout de suite. »

Je lui demandai d'obtenir d'autres rendez-vous en même temps, car je ne croyais guère à une réponse immédiate du célèbre juge.

« Je ferai de mon mieux », assura Ebrahim. Puis il ajouta d'une voix modeste : « J'espère que je pourrai vous aider efficacement, c'est un travail nouveau pour moi et c'est la première fois que je rencontre des journalistes. »

Le soir même il me téléphonait à l'hôtel : « M. Khalkhali nous attend demain à dix heures. »

Sadegh Khalkhali sourit rarement, sinon pour manifester un contentement de soi dont il n'est pas avare. Il a attendu que nous soyons dans la pièce pour faire son entrée. Théâtralement il écarte le rideau et vient sur nous à pas comptés, plus raide que solennel. Le menton légèrement levé, que souligne la barbe en pointe, donne à sa silhouette de père Ubu une touche vaguement martiale.

Le juge nous reçoit en habits d'intérieur, un pyjama à manches courtes dont la tunique maculée de taches tombe mollement sur un pantalon bouffant serré à mi-mollet.

Après les salutations d'usage, Ebrahim explique longuement, et avec une conviction qui ne cesse de me surprendre, l'objet de notre visite. Khalkhali lui-même a l'air convaincu.

« Il est rare que des journalistes étrangers s'intéressent à ces sujets. Le problème du pouvoir islamique est fondamental, mais très vaste, je ne pourrai vous fournir que quelques rudiments fondés sur ma propre expérience d'étudiant, de professeur et de juge. »

En le remerciant de ses bonnes dispositions, je lui fais traduire que je suis heureux de le rencontrer pour une seconde fois. Khalkhali hoche la tête et plisse ses petits yeux. Assurément il a oublié.

« J'étais à Qom. Vous m'aviez reçu avec un journaliste américain du *Washington Post*.

– J'ai tellement de travail que je ne peux me souvenir de tous mes rendez-vous. »

Moi, j'avais eu quelque peine à l'oublier. Il nous avait fallu une semaine, avec Jonathan Randall, pour obtenir cet entretien. Khalkhali n'était pas chez lui à l'heure dite et ses gardes nous avaient parqués le long d'un mur sous un vent glacial. C'était en décembre 1979, quelques semaines après la prise d'otages et la présence d'un Américain allumait des lueurs assassines dans les regards islamiques. Le juge était finalement arrivé, avec plus d'une heure de retard, entouré d'une escouade de ses Fadaïan-e-Eslam.

Sans nous accorder un regard, il nous fit dire qu'il ignorait que nous avions rendez-vous mais que, puisque nous étions là, il accepterait de nous recevoir brièvement. L'attente avait rendu John nerveux et la grossièreté de l'accueil n'arrangeait pas son humeur.

Nous avons préparé cinq questions avec l'interprète que nous avons trouvé à Téhéran. Le passé et la formation de Khalkhali. Comment était-il devenu juge révolutionnaire. Combien de procès, combien d'exécutions. Les tribunaux révolutionnaires du Kurdistan. L'affaire des otages. En les écrivant nous avons ajouté quelques détails à l'intention de l'interprète pour que, chemin faisant, il puisse obliger le juge à des réponses plus précises et plus directes. Notre homme mourait de peur. « Je crois que M. Khalkhali a déjà répondu à ce sujet... Cette question n'est pas très opportune. »

Enfin on nous fit entrer dans la maison. Khalkhali bavardait à voix basse avec l'un de ses collaborateurs. Il ne nous salua pas. La pièce où nous nous trouvions était étroite et sombre, recouverte d'un tapis crasseux qui sentait les pieds. Khalkhali était assis en tailleur dans un coin, un téléphone posé à côté de lui. On nous installa devant lui tandis qu'une dizaine de personnes faisaient cercle derrière nous et bientôt quinze, puis vingt, de plus en plus serrées. L'interprète lut nos questions en persan. Khalkhali écoutait la tête penchée avec un sourire qui dessinait des plis cruels aux coins de sa bouche mince.

Il expédia en quelques minutes son enfance paysanne et ses études islamiques — « J'étais un élève très intelligent, très intelligent mais aussi très méchant » —, s'attarda un peu plus sur sa rencontre avec Khomeiny qui allait devenir son maître spirituel, insista sur ses activités au service de la révolution islamique qui lui avaient valu deux années de prison et plusieurs mesures d'assignation à résidence dans des villages perdus d'Iran.

Nous avons précisé à l'interprète de demander s'il était vrai que Khalkhali avait fait un ou plusieurs séjours dans un hôpital psychiatrique pendant ses études (un médecin de Téhéran nous l'avait affirmé en nous donnant le nom de l'hôpital), et d'où lui venait ce surnom, répandu, de « Gorbe-Kosh », tueur de chats. L'interprète nous expliqua plus tard qu'il avait oublié la question.

Khalkhali se vanta ensuite de ses activités de juge révolutionnaire. Il nous annonça l'assassinat prochain du chah (il n'était pas encore mort), de sa famille et de Chapour Bakhtiar.

Ce serait l'œuvre des commandos formés au sein des Fadaïan-e-Eslam, cette vieille organisation secrète et fanatique, version chiite des Frères musulmans d'Égypte ou de Syrie dont Khalkhali passait pour être le chef.

Jusque-là le ton était rude mais sans excès. En abordant le chapitre kurde, Khalkhali changea d'attitude. Cessant de nous parler *via* l'interprète, il s'adressait directement au public entassé derrière nous. Ce n'étaient plus des réponses mais un véritable meeting. Nous demandions au traducteur de relancer nos questions. Le malheureux n'en pouvait plus. Il bredouillait entre ses dents qu'il n'arrivait pas à suivre, tout en jetant vers Khalkhali des regards terrorisés.

Plus peut-être que le jugement et l'exécution d'Hoveyda, les fusillades du Kurdistan avaient assuré la sinistre célébrité de Sadegh Khalkhali. C'était au Kurdistan que Khalkhali avait établi une sorte de record : trente minutes pour treize procès, treize condamnations à mort et treize exécutions. On se souvient peut-être des photos prises à cette occasion. Elles furent diffusées dans les plus grands journaux du monde entier.

Avant, pendant, après. Rien ne nous était épargné. Le photographe avait pris son temps. Resté anonyme, il avait vendu le film à l'agence Associated Press qui obtint pour ces photos un prix Pulitzer. L'une d'elles montrait un condamné aux jambes plâtrées qu'il avait fallu conduire au supplice sur un brancard.

Faute de trouver d'authentiques rebelles kurdes qui, pour la plupart, avaient pris le maquis, Khalkhali fusillait au petit bonheur. Contre-révolutionnaires, homosexuels, « corrompus sur terre », « ennemis de Dieu » : les chefs d'accusation variaient peu. L'important était de faire des exemples et, conformément à l'ordre de Khomeiny qui avait nommé Khalkhali « juge islamique itinérant » pour le Kurdistan le 19 août 1979, il fallait montrer aux Kurdes de quelle manière la révolution islamique entendait traiter ceux qui ne se soumettaient pas à sa loi.

Parmi les nombreuses victimes – près de deux cents en moins de quinze jours – du tribunal de Khalkhali, l'une d'elles provoqua un émoi particulier à Téhéran.

Le Dr Rachvande Sardari était un chirurgien connu dans la capitale. Il s'était rendu au Kurdistan pendant l'été 1979. Il opérait à l'hôpital de Paveh quand, le 23 août, les Gardiens de la révolution occupèrent la ville. Des témoins me racontèrent plus tard qu'il avait voulu empêcher les Pasdaran d'achever les combattants kurdes blessés qui n'avaient pu être évacués à

temps. Le Dr Sardari fut aussitôt arrêté et conduit devant Khalkhali. Une heure plus tard il était fusillé.

La nouvelle ne fut connue à Téhéran que le surlendemain. J'étais revenu en Iran la veille. Un ami me téléphona pour me raconter l'histoire. Il ajouta que les collègues de Rachvande Sardari avaient aussitôt déclenché une grève dans l'hôpital où régnait une ambiance d'émeute. Je m'y rendis dès l'aube, le jour suivant. L'hôpital était calme. On ne semblait pas bien comprendre mes questions. Je demandai le service du Dr Sardari. Une femme me répondit qu'il était absent et qu'elle ne pouvait pas me dire quand il reviendrait. Je rappelai mon ami pour lui rapporter ce que j'avais vu ou plutôt ce que je n'avais pas vu. « Je sais, me dit-il. Dès que les médecins se sont rassemblés, ils ont été assaillis par les infirmiers, les garçons de salle, enfin, tu vois, le petit personnel de l'hôpital. Le "comité" est arrivé sur leurs talons avec quelques Gardiens de la révolution. Les injures ont commencé, des médecins ont été accusés d'avoir collaboré avec la Savak, quelques-uns ont même pris des coups. Ils ont eu peur. Il faut les comprendre. »

Khalkhali hurlait.

« Ils étaient tous cent fois coupables ! Ce soi-disant médecin dont vous parlez égorgeait de sa main les Pasdaran blessés que nous avions amenés à l'hôpital ! »

Des Kurdes, il passa aux otages. « S'il le faut je suis prêt à les juger, mais le vrai procès que j'aimerais présider, c'est celui de tous les présidents américains, de Roosevelt à Carter ! »

John insista pour avoir le chiffre exact des exécutions auxquelles le juge avait fait procéder personnellement. Khalkhali éclata d'un gros rire de gorge.

Ce n'était pas un vrai rire. C'était un rire de mauvais acteur. Un rire pour dire : regardez ces minables, ces journalistes étrangers aussi stupides que leur question, voyez ce qui les occupe, comment ils passent leur temps en nous faisant perdre le nôtre. Le rire du juge désignant les condamnés à la foule.

« Des centaines, vous pouvez écrire des centaines ! »

Notre interprète était frappé de mutisme. Il n'osait plus traduire ni les questions ni les réponses. L'entretien s'arrêta net. Khalkhali nous chassa d'un geste de la main, avec un sourire triomphant pour le cercle fasciné de ses partisans. Nous sortîmes, escortés par des regards pleins de haine et de mépris.

Aujourd'hui, dans le calme estival de Chemiran, Khalkhali est détendu, presque affable. Il parle d'une voix morne et sourde. Du jardin montent des chants d'oiseaux. Le cheikh s'est lancé dans un interminable récit de ses études à Qom. Il n'a pas laissé Ebrahim l'interrompre depuis vingt minutes. La chaleur aidant, une lourde somnolence commence à nous gagner. J'entends que le futur juge de la révolution a étudié avec les meilleurs maîtres qui l'ont initié aux six branches de la science islamique, la littérature, la morale et la logique pour commencer, la philosophie ordinaire, la philosophie supérieure et la métaphysique ensuite, mais que c'est avec Khomeiny dont il a suivi l'enseignement pendant douze ans qu'il a atteint la septième branche, sommet et couronnement, dit-il, du savoir islamique qui comprend l'étude de la loi, du gouvernement et de la justice.

« Tout est dit dans le Coran, poursuit Khalkhali, c'est à partir de lui et en étudiant les actes du Prophète Mohammad et de l'imam Ali que nous pouvons retrouver l'Islam vrai, l'essence même de la Loi. Mohammad a créé le premier gouvernement islamique au monde et ce modèle a une valeur éternelle. »

Est-il sûr que les sept cents millions de musulmans aspirent à revenir au premier siècle de l'Islam ?

« Tous veulent vivre sous la loi du Prophète ! Même ceux de Russie, de Sibérie ou de Chine. L'Iran est un phare pour tous les peuples musulmans parce que la révolution islamique a commencé en Iran. Tous veulent nous suivre. Il ne faut pas confondre les peuples des pays islamiques avec les rois et les présidents qui les gouvernent. Ceux-là sont des démons aux ordres de l'Est ou de l'Ouest. Ce sont les grandes puissances qui complotent contre l'Islam, qui tentent de corrompre les peuples en imposant leur mode de vie, leur culture, leur musique, leurs vêtements, leurs films pornographiques. Quand les peuples leur résistent, elles n'hésitent pas à les massacrer, comme au Vietnam, au Salvador et en Afghanistan. Elles savent que l'Islam est leur pire ennemi parce que l'Islam n'accepte pas le pillage des pauvres par les riches, qu'il rejette toutes les tyrannies, qu'il refuse le mensonge, la corruption et l'immoralité. »

Je demande à Khalkhali si ce qui se passe en Iran aujourd'hui est conforme au modèle du Prophète.

« Nous avons lutté pendant seize ans pour un véritable gouvernement islamique. Nous approchons du but mais nous n'y sommes pas encore complètement parvenus.

– Pensez-vous que le président Bani-Sadr était un obstacle ?

– En tant que personne M. Bani-Sadr est certainement un bon musulman mais en tant que président de la République ses conceptions étaient totalement étrangères à celles du véritable gouvernement islamique et de la constitution qu'il avait juré de respecter. Dans ces conditions, il était normal que l'imam le démette de ses fonctions.

– Pourtant, avant l'élection de Bani-Sadr, vous étiez vous-même candidat et vous vous êtes désisté en sa faveur.

– Bien sûr que j'étais pour Bani-Sadr. Tout le monde était pour Bani-Sadr. Même l'imam avait confiance en Bani-Sadr. Nous ne pouvions pas prévoir que Bani-Sadr nous tromperait et qu'il tournerait le dos aux principes sacrés de l'Islam et à la ligne de l'imam.

– Quatre mois après son élection, Bani-Sadr vous a nommé chef de la lutte antidrogue. Il n'avait donc pas encore trahi à ce moment-là ?

– La drogue est un problème abominable en Iran. Pour s'y attaquer il fallait un homme énergique et déterminé. C'est pourquoi Bani-Sadr m'a choisi. Mais tout en me nommant, il m'a interdit de juger les trafiquants. J'ai démissionné et c'est l'imam qui est intervenu en personne pour me nommer juge islamique dans les affaires de drogue.

– Pourquoi dans ces conditions avez-vous de nouveau démissionné et cette fois pour de bon, le 7 décembre 1980 ?

– J'ai été victime d'une cabale, d'un véritable complot. Bani-Sadr m'a accusé dans son journal d'avoir touché des pots-de-vin et de torturer les prisonniers à la prison de Qasr. Je n'ai jamais détourné un centime ni torturé ou fait torturer personne.

– Si vous dites vrai, pourquoi démissionner ?

– Parce que, à travers moi, Bani-Sadr voulait discréditer la justice, s'attaquer au président de la Cour suprême, l'ayatollah Behehti, et finalement à l'imam lui-même.

– Quel est le bilan de votre lutte contre la drogue ?

– J'ai fait ce qu'on peut faire de mieux au monde : j'ai arrêté des trafiquants et je les ai tués. En six mois j'avais presque totalement démantelé le trafic de drogue en Iran. Nos résultats étaient tellement extraordinaires qu'on est venu du monde entier pour me consulter. Récemment encore le gouvernement autrichien m'a invité pour réorganiser la lutte anti-drogue.

- Vous avez accepté l'invitation ?
- Pour le moment mon devoir est ici. Plus tard peut-être. J'aimerais aussi aller voir comment ça se passe en France. J'espère que les Français pourront garantir ma sécurité.
- En France vous n'avez pas très bonne réputation. On pense que vous êtes un juge sanguinaire, un fusilleur sans pitié.
- Mes ennemis disent cela. Ce sont aussi les ennemis de l'Islam et de la révolution. J'ai toujours agi conformément à la loi de Dieu et aux enseignements de l'Islam. Personnellement, je ne suis pas un violent du tout, je suis même un ennemi de la violence.
- Lors de notre premier entretien vous m'aviez dit : "Pour chaque condamné à mort que j'ai fait exécuter, Dieu m'accordera ma part de paradis."
- Oui, je le crois.
- Vous avez la réputation de juger très vite. Êtes-vous sûr de n'avoir jamais commis d'erreur judiciaire ?
- Jamais. Je ne juge ni vite ni lentement. Je juge conformément à la loi. Ce que vous dites prouve simplement que vous n'avez rien compris à la justice islamique.
- Combien d'exécutions avez-vous ordonnées ?
- Je ne sais pas. Entre trois cents et cinq cents.
- Il n'y a pas que M. Bani-Sadr pour parler des tortures en Iran. Il y a aussi de nombreux témoignages.
- Je vous le répète : il n'y a pas de tortures dans les prisons iraniennes. Les témoignages auxquels vous faites allusion confondent tortures et "châtiments islamiques". Il y a en revanche un complot international contre la révolution iranienne. L'Occident se moque bien des droits de l'homme quand il s'agit du Salvador, de l'Afghanistan ou de l'Irlande du Nord. Mais quand en Iran des terroristes assassinent à la bombe, au revolver ou au couteau, que des jeunes gens ou des jeunes filles sont tués en pleine rue seulement parce qu'ils sont musulmans, alors l'Occident se réveille. Pour plaindre les victimes ? Non, pour défendre les assassins. La justice islamique n'a pas de pitié pour les assassins. Les grandes puissances ne se consolent pas d'avoir définitivement perdu l'Iran. Voilà la vérité. Voilà pourquoi, quand nous châtions nos ennemis, vous vous mettez à pousser des cris d'alligators ! Comment osez-vous parler de justice ?
- Je ne vous parle pas de justice. Je veux seulement comprendre comment fonctionne la vôtre.

— Conformément à la loi du Prophète. Les ennemis de la révolution islamique sont comme des mauvaises herbes ou des insectes nuisibles. Quand nous les attrapons, nous les détruisons.

— Seriez-vous prêt à juger Bani-Sadr comme vous avez jugé Hoveyda ?

— Si l'Islam me le demande, certainement. »

Khalkhali ne jugera pas Bani-Sadr. L'eût-il fait si d'aventure le président déchu avait raté son avion militaire pour Paris ? A coup sûr l'ancien juge révolutionnaire se démenait beaucoup pour faire oublier qu'il avait été son protégé (ou son protecteur ?) et en tout cas son allié.

Il y avait, il y a toujours un « mystère Khalkhali ». Qu'on le craigne ou qu'on le haïsse n'étonnera personne, surtout pas lui-même qui à Qom et à Téhéran vit constamment sous la protection de ses milices. Mais nombre de dignitaires religieux ne cachent pas le mépris dans lequel ils le tiennent. « Chaque procès de Khalkhali lui vaudrait la mort si nous appliquions au juge les lois islamiques dont il se réclame », m'avait dit l'un d'eux, en privé, à Machhad.

Sa connaissance religieuse passe pour médiocre. La presse occidentale l'avait longtemps baptisé « ayatollah » probablement parce qu'un clerc de cinquante-quatre ans qui a fait de longues études théologiques et jouit d'une telle influence ne peut qu'appartenir aux sommets de la hiérarchie chiïte. Mais Khalkhali n'est pas ayatollah. Si ses partisans l'appellent respectueusement « cheikh », les Iraniens lui donnent seulement le titre de *hodjatoleslam* (« Preuve de l'Islam ») qui confère malgré tout à son détenteur le droit de juger selon la jurisprudence islamique et celui d'enseigner. Tous les juges islamiques sont par définition *hodjatoleslam* ; mais tous n'ont pas, loin de là, le sombre pouvoir de Sadegh Khalkhali.

L'homme n'était guère connu dans les cercles islamiques avant le 12 février 1979. Il appartenait à ce cercle de mollàs dévoués corps et âme à Khomeiny depuis de longues années mais il ne semblait pas jouer un rôle particulier. Il devint célèbre en une nuit. La première du nouveau régime.

Au cours de l'insurrection, les Komiteh avaient fait de nombreux prisonniers parmi les hiérarques de l'ancien appareil militaire, dont plusieurs généraux qui avaient été conduits à

l'école Alavi où Khomeiny avait installé son état-major. Khomeiny voulait les juger séance tenante. Le procureur général qu'il venait de nommer, un ancien haut magistrat révoqué par le chah, insistait pour que le premier procès de l'Iran nouveau soit exemplaire dans sa préparation, son déroulement et sa tenue, qu'il soit l'illustration en acte des principes au nom desquels le peuple s'était soulevé contre le despotisme.

Khomeiny se mit en colère. Tout cela était du temps perdu, de la procédure occidentale qui n'avait rien à voir avec l'Islam. Un mollâ intervint alors pour dire que la justice révolutionnaire serait islamique ou ne serait pas et que la question n'était pas de juger les généraux mais de prononcer leur culpabilité selon l'Islam. C'était Sadegh Khalkhali.

Chargé de la besogne par l'imam, il l'exécuta promptement. Jugés en fin de soirée, quatre généraux, dont Nassiri, chef de la Savak, étaient fusillés dans la nuit sur un toit de l'école. Le lendemain toute la presse iranienne consacrait sa première page aux photos géantes des suppliciés. Khalkhali venait d'entrer dans l'histoire.

C'est dans les mêmes conditions que, le 7 avril, Khalkhali jugera et exécutera Amir Abbas Hoveyda, un ancien Premier ministre du chah, malgré la promesse extorquée à l'imam par Bazargan qui avait mis sa démission dans la balance.

La sauvagerie des procès, la légèreté avec laquelle ils étaient conduits avaient déclenché au sein même du régime de nombreuses protestations. Khalkhali y répondait par l'indifférence et le cynisme. On lui reprocha un jour d'avoir fait fusiller dans une ville au sud du pays, comme chef de la Savak, un malheureux qui n'en était que l'homonyme. « Qu'importe, déclara Khalkhali, s'il était vraiment innocent, il ira tout droit au paradis. »

Après la boucherie commise par ses tribunaux au Kurdistan, Khalkhali dut cependant s'effacer un moment de la scène publique. L'ayatollah Khomeiny avait lancé le 19 novembre 1979 un appel pathétique à la réconciliation avec « nos frères kurdes » en reconnaissant les torts immenses du gouvernement de Téhéran. Khalkhali devait payer d'une retraite provisoire ce changement de tactique qui ne durerait guère plus.

Il n'allait pas tarder à réapparaître. D'abord chargé par le président Bani-Sadr, nouvellement élu, de réprimer une sédition de Turkmènes dans le nord-est de l'Iran, il devenait bientôt le chef de la lutte antidrogue. Au mois de septembre il interrompit un moment ses activités pour prêter main-forte à

la mobilisation populaire dans la guerre contre l'Irak. Troquant l'aba du mollâ contre l'uniforme kaki, il alla présider quelques jours des tribunaux révolutionnaires à Ahwaz et Abadan et fit fusiller quelques Arabes suspects de fournir des renseignements à l'ennemi, ainsi que plusieurs militants des Fedayin et des Modjahedin du peuple qui s'étaient joints au défenseur du port pétrolier de Khoramchahr.

Rien ne semblait pouvoir l'inquiéter, quand le quotidien *Révolution islamique*, fondé par le président Bani-Sadr, l'accusa d'avoir reçu un pot-de-vin de trois millions de tomans (2,10 millions de francs) pour commuer en détention perpétuelle la condamnation à mort de deux importants bazari d'Ispahan accusés d'être parmi les « gros bonnets » du trafic d'héroïne iranien.

Quelques jours auparavant c'est Bani-Sadr qui avait dénoncé à Téhéran les détentions arbitraires et la torture systématique des détenus de la prison de Qasr. Ses accusations avaient été reprises par Seyed Hossein Khomeiny, le petit-fils de l'imam, dans une interview publiée par le principal quotidien du soir à Téhéran.

Khalkhali se défendait avec vigueur. Au début du mois de décembre il se rendit à Ispahan et y prononça un violent discours contre les « traîtres » qui voulaient l'abattre. Il demandait en particulier la tête d'Ahmad Salamatian, député de la ville mais surtout l'un des conseillers les plus proches de Bani-Sadr. Le même Salamatian qui m'avait reproché un jour de ne pas comprendre que Khalkhali était, pour le peuple iranien, « la colère de Dieu ».

Le chef de la lutte antidrogue démissionna pourtant, à la surprise générale. Il l'annonça le 7 décembre 1980, ajoutant : « J'espère que devant l'imam et le peuple musulman on reconnaîtra les traîtres des serviteurs du peuple et que l'on ne m'accusera pas d'être un bourreau. » Mais cette fois, nul ne lui demanda de reprendre sa démission. Cette défaite face à Bani-Sadr était d'autant plus inexplicable que le président ne cessait déjà de perdre du terrain face à ses ennemis du Parti de la République islamique.

D'étranges rumeurs ont couru à Téhéran, pas toutes au désavantage du juge. On dit ainsi que dans sa lutte antidrogue il a peut-être frappé trop haut. Que les deux bazari d'Ispahan disposaient d'alliés éminents. Les mêmes soulignent que la démission de Khalkhali est intervenue le lendemain de l'arrestation près de la frontière pakistanaise de l'un des plus importants

trafiquants du Proche-Orient, dont on n'a plus entendu parler depuis et pas en tout cas dans les rubriques des exécutions.

Sadegh Khalkhali a-t-il cette fois franchi une frontière dangereuse ? Si dangereuse que l'imam lui-même n'a pu intervenir ? Ce n'est au mieux qu'une hypothèse parmi d'autres. L'homme qui nous reçoit aujourd'hui est serein. Il vit à quelques dizaines de mètres de Khomeiny et c'est plus qu'un symbole. D'où lui viennent cette intimité et cette protection qui ne lui ont jamais manqué ? Là est le mystère.

Comme reste mystérieux le rôle des Fadaïan-e-Eslam, que Khalkhali dirige toujours. Les adversaires religieux de Khomeiny murmurent que les liens de ce dernier avec l'organisation terroriste intégriste née à la fin de la Seconde Guerre mondiale sont anciens et profonds. Ils assurent que le livre de Khomeiny, *Pour un gouvernement islamique*, qui a servi de base à la nouvelle constitution de l'Iran, présente d'étranges parentés avec le programme de la vieille organisation secrète.

Est-ce ce que le juge a voulu rappeler tout à l'heure quand il disait qu'après seize ans de lutte pour un véritable gouvernement islamique le but n'était pas encore atteint ?

A toutes ces questions, Khalkhali ne répond que par des sourires énigmatiques. Que peut comprendre un journaliste étranger aux arcanes de l'Islam ? Qu'on ne s'inquiète pas pour lui. Tant que son maître vénéré est vivant, il sait ce qu'il a à faire. En marge ? Exclu ? Allons donc.

Récemment encore, nous explique-t-il, il est allé représenter l'Iran révolutionnaire en U.R.S.S., et il est fier de préciser qu'il a été accueilli avec « les plus grands égards » par les autorités soviétiques.

L'entretien est terminé. Khalkhali consent à se laisser photographeur mais pas dans cette tenue. Il disparaît un instant, le temps de couvrir d'un turban blanc la petite calotte qu'il portait sur la tête et de s'envelopper dans sa cape religieuse de cotonnade grise qui descend jusqu'aux pieds. Durant ce bref entracte notre ami Ebrahim s'inquiète de la qualité de son travail. Je le remercie et le félicite. Mais ce n'est pas la récompense qu'il attend. Tremblant d'émotion il demande à être photographié avec le cheikh Khalkhali. Et en le quittant, il l'embrasse.

IV

LA TROISIÈME RÉVOLUTION A COMMENCÉ AVEC L'ÉTÉ. Très exactement le 20 juin 1981. Depuis huit jours le premier président de la République islamique d'Iran se cachait « quelque part » dans la capitale tandis que le Parlement discutait de sa destitution. Le 20 juin quelques centaines de milliers – les chiffres varient selon les sources – de ses partisans s'étaient rassemblés dans la rue à l'appel des Modjahedin du peuple, l'ancien mouvement de guérilla islamique de gauche qui avait échoué dans toutes ses tentatives de rapprochement avec Khomeiny et se trouvait à nouveau rejeté dans l'opposition clandestine.

Dès le début de la manifestation les contestataires furent encerclés par les hezbollahi débarqués du sud de la ville par camions entiers. Les Gardiens de la révolution, censés séparer les deux groupes et éviter l'effusion de sang, étaient mobilisés en nombre. Il n'y eut pas de round d'observation. A la matraque et au poignard d'abord, au revolver et au fusil automatique ensuite, les contre-manifestants donnèrent l'assaut contre les partisans de Bani-Sadr. Du côté des Modjahedin on sortit également les armes. Les affrontements tournèrent vite à l'émeute. Tout l'après-midi de ce samedi ensoleillé les rues du centre de Téhéran étaient transformées en champ de bataille. Les groupes de hezbollahi achevaient à coups de gourdin des manifestants. Le soir venu on comptait près de quatre-vingts morts dans les deux camps.

La bataille était terminée. Pasdaran et Komiteh commencèrent la grande rafle. Des centaines de jeunes gens et de jeunes filles étaient arrêtés. Des témoins dignes de foi assurent que pendant plusieurs jours mille six cents prisonniers furent entreposés à l'ouest de la ville, dans le bassin asséché de la

piscine olympique du stade Aryamehr. La Croix-Rouge internationale qui s'était vu refuser de visiter les installations sportives n'a jamais pu confirmer le chiffre ni le fait. Reste que les prisons de Téhéran débordaient. Celle d'Evin en particulier où le tribunal révolutionnaire siégeait sans désespérer. En trois jours une cinquantaine d'opposants étaient passés par les armes au terme de procès expéditifs dont certains n'avaient duré que quelques minutes. La Terreur avait commencé.

Le Fouquier-Tinville de la troisième révolution n'était plus Sadegh Khalkhali mais un monstre bicéphale : le procureur Ladjavardi et le juge Ghilani dont les noms peu connus alors devaient brusquement bénéficier d'une sinistre célébrité. Le premier était un laïc, le second un ayatollah. Ils tinrent le 21 juin une conférence de presse.

Un journaliste demanda au procureur Ladjavardi si les inculpés bénéficiaient de la présence d'un avocat.

« Je ne connais pas un seul avocat qui accepterait de défendre des criminels, hommes ou femmes, qui ont été arrêtés en flagrant délit d'assassinat, des poignards dégoulinant de sang à la main. »

Était-il vrai que des adolescentes avaient été condamnées à mort et fusillées ?

« Nous n'allons pas nous apitoyer sur le sort de fillettes de treize ou quatorze ans, ou même de neuf ans, qui manient le couteau. »

Neuf ans c'est, selon la loi islamique, l'âge féminin de la maturité. Dès lors une fille est bonne à marier.

Éric Rouleau qui assistait à cette conférence de presse rapporte dans *le Monde* cet aphorisme du juge Ghilani : « Le Coran autorise les croyants à achever les renégats de l'Islam s'ils sont blessés au cours d'affrontements armés. »

Le même jour le Parlement islamique votait à la quasi-unanimité la déchéance de Bani-Sadr. Deux députés seulement osèrent s'élever publiquement contre : l'ex-ministre du Pétrole, Moïnfar, et un religieux du nom de Kermani.

Ce dernier avait accepté de me recevoir dans un bureau du Madjlès. Il avait un beau visage, intelligent et tourmenté. Dès le début de notre entrevue il me pria de ne lui poser aucune question ayant trait à l'actualité récente. Il n'avait consenti à cette entrevue, m'expliqua-t-il, que parce qu'il pensait être de son devoir religieux d'éclairer un journaliste étranger.

L'Occident était plein de préjugés à propos de l'Islam. C'est probablement pourquoi nous avons tant de peine à compren-

dre l'essence même de la révolution iranienne. Kermani ne m'apprenait rien de nouveau. J'avais subi un nombre incalculable de fois cette énumération des principes directeurs de la philosophie islamique. L'homme m'intéressait davantage. J'étais sensible à la douceur triste de son regard. Pendant tout notre entretien il garda sur ses genoux son jeune fils de six ans. Le garçonnet avait les yeux marron et les cheveux noirs bouclés de son père. Tous deux apportaient un signe d'humanité peu courant dans les bureaux austères du Madjlès.

Afin de me montrer qu'il n'entendait pas laisser déraiper la conversation, Kermani m'exposa les rapports de l'Islam et de la science. Non seulement, affirmait-il, ils ne sont pas ennemis, non seulement l'Islam devait être compris et enseigné avec la rigueur d'une science exacte, mais plus encore la vraie foi islamique encourageait et portait dans son développement l'esprit de la recherche scientifique. C'était même la condition de son triomphe face aux « super-puissances ». La bataille que livrait l'Islam d'aujourd'hui contre les deux géants de l'Est et de l'Ouest n'était que le prolongement de celle des origines contre Rome et la Perse. Et comme hier, il s'agissait d'un combat libérateur du Bien contre le Mal. Un combat contre la tyrannie et l'exploitation mais non contre les peuples et les civilisations.

« Notre objectif est de libérer l'Iran des valeurs importées de l'Est et de l'Ouest et des systèmes politiques qu'elles ont engendrés ; mais cela n'a rien à voir avec le refus du progrès technologique, bien au contraire. L'Iran islamique a besoin des technologies modernes et de la science et le principe de notre révolution est tout le contraire du fanatisme et de la xénophobie dont on l'accuse sur la foi d'informations tronquées ou falsifiées. » C'était aussi une façon de souligner que la conduite du pouvoir n'était pas celle que commandait le « principe ».

Sous la généralité du propos perceait le message. Mais l'hodjatoleslam Kermani entendait m'en laisser tirer seul la conclusion. Chaque fois que je risquais une question touchant la confrontation de la théorie et de son application dans le cours réel de la révolution, il me rappelait que nous étions convenus de ne pas aborder ces problèmes « sensibles ». A la fin de l'entretien il répéta que la victoire de l'Islam contre le despotisme impérial n'était pas un accident de l'histoire mais la preuve des vertus de l'Islam authentique, arme absolue contre toutes les tyrannies.

Cela, insistait-il, je ne devais jamais l'oublier : « Dieu a créé les hommes libres pour qu'ils le restent. »

« J'espère que vous avez bien compris ce que j'ai essayé de vous dire », conclut-il en se levant. Quand je lui serrai la main je ressentis un tremblement perceptible. L'homme semblait à l'extrême limite de sa résistance nerveuse.

Je ne sais pas si j'avais bien compris. Mais il n'était pas difficile de comprendre que l'avenir des hommes libres s'annonçait dur.

Le 21 juin les hezbollahi avaient envahi les abords du Madjlès et les avenues environnantes. Le Parlement votait la destitution du président, eux réclamaient plus nettement « la mort pour Bani-Sadr », dépassant l'Imam lui-même qui, le lendemain, sanctionnait, avec l'autorité constitutionnelle du *faghi*, la décision des députés, tout en laissant à son ancien fils spirituel la voie ouverte au repentir.

Ce jour-là, dix-huit mois de guerre secrète et publique, d'affrontements dans la rue et de manœuvres de couloirs, de disputes idéologiques et de coups bas sordides entre Abolhassan Bani-Sadr et le Parti de la République islamique, s'achevèrent par la victoire absolue du second. Victoire de la « ligne de l'imam » certes, mais aussi et d'abord victoire personnelle, éclatante, de l'ayatollah Mohammad Behechti, président de la Cour suprême, chef du parti et père de la constitution islamique, celui que les Iraniens cultivés et francophiles avaient surnommé le « Richelieu » de la révolution. L'ayatollah Behechti avait été longtemps à Hambourg le chef spirituel de la communauté iranienne chiite en Allemagne fédérale. Ce doctrinaire était un stratège et un politicien qui, par bien des aspects en effet, pouvait être comparé au Premier ministre de Louis XIII.

Après la chute de Bani-Sadr, Behechti en avait fini avec la « bande des trois » et du même coup avec la camarilla de laïcs qui, à la différence des politiciens libéraux ou gauchisants, avaient choisi depuis longtemps le camp khomeiniste et de ce fait menaçaient du dedans l'hégémonie du pouvoir religieux. Les « trois » étaient, dans l'ordre d'apparition et de disparition de la scène publique : Ebrahim Yazdi, Sadegh Ghotbzadeh et Abolhassan Bani-Sadr.

Ils avaient en commun une fidélité de quinze ans à l'égard de Khomeiny, d'immenses ambitions personnelles non dissimulées et une solide haine les uns pour les autres. Les trois personnages avaient connu la célébrité médiatique à Neau-

phle-le-Château. Ils étaient les intercesseurs obligés pour qui-conque voulait approcher cet étrange vieillard méditant sous un pommier, qui lançait des millions d'Iraniens dans la rue contre la cinquième armée du monde.

Ebrahim Yazdi – le Dr Yazdi – prit le départ en tête dès le mois de février 1979. Après dix-huit ans passés à Houston, Texas, une bonne moisson de diplômes scientifiques et doté de la citoyenneté américaine, le Dr Yazdi, revenu avec l'imam dans le Boeing 747 d'Air France, s'assura aussitôt le contrôle des « comités Khomeiny » à Téhéran. Il recevait chaque jour les journalistes dans une salle de classe de l'école Alavi pour un briefing sec et hautain. On ne le rencontrait plus guère qu'en battle-dress et sa barbe taillée au carré de professeur américain, désormais plus négligée, lui donnait l'aspect du chef de guérilla qu'il affectait d'être.

Au lendemain de l'insurrection téhéranaise qu'il avait essayé par tous les moyens de canaliser faute de pouvoir l'empêcher, le Dr Yazdi se retrouve porte-parole et vice-Premier ministre du gouvernement provisoire de Mehdi Bazargan avant de remplacer le vieux Dr Sandjabi, à peine promu que déjà démissionnaire, au ministère des Affaires étrangères. Il n'échappait alors à personne que Yazdi n'était au gouvernement que pour en contrôler les activités au nom du Komiteh Khomeiny et du Conseil de la révolution, instance suprême du pouvoir dont la composition était encore tenue secrète.

Il était non moins clair qu'Ebrahim Yazdi poursuivait une ambition à la hauteur de l'idée qu'il se faisait de lui-même. On le voyait partout courant d'un meeting à l'autre, accueilli par des foules enthousiastes qui criaient à son passage : « *Doroud bar Khomeiny. Salam bar Yazdi* » (Béni soit Khomeiny. Salut ô Yazdi). L'enthousiasme devint délire quand Yazdi accueillit le premier visiteur officiel de l'Iran nouveau, Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine. Bientôt l'Islam libérerait Jérusalem comme il avait libéré l'Iran. Arafat, oubliant pour la circonstance son rêve à l'O.N.U. de « Palestine laïque et démocratique », rivalisait avec Yazdi en surenchères panislamiques.

Les deux hommes firent en Iran une tournée triomphale qui devait s'achever en apothéose à Ahwaz, la capitale pétrolière. Je m'y trouvais alors avec deux journalistes anglo-saxons et à

l'issue du meeting d'Ahwaz, Ebrahim Yazdi nous invita à rentrer à Téhéran dans l'avion officiel. Au cours de l'entretien qu'il nous accorda pendant le vol il annonça que les milices des Komiteh allaient être réunies dans un corps nouveau qui s'appellerait les « Gardiens de la révolution islamique ». Il évoqua ensuite tous les problèmes gouvernementaux de l'heure avec l'autorité de celui qui les maîtrisait parfaitement. *Nous savons, nous voulons, nous estimons que, nous réfléchissons à...* C'était un homme fort et sûr de lui qui parlait : sûr de la confiance que lui manifestait l'imam, fort du soutien populaire qui ne cessait de croître à chaque étape de ses voyages dans les provinces. Le nouveau pouvoir en était à son dixième jour et nous lui avons demandé pourquoi les groupes et les personnalités de gauche n'étaient pas représentés au sein du gouvernement provisoire.

« Notre révolution est islamique, répondit Yazdi, et seuls les musulmans lui sont dévoués. Mais si après les élections, des gens de gauche sont élus, ils pourront jouer un rôle. »

Je ne devais plus rencontrer le Dr Yazdi par la suite. Je le revis toutefois vers la fin du mois de novembre. Il passait en voiture à proximité de l'ambassade américaine occupée. Des manifestants comme il y en avait à peu près chaque jour devant le « nid d'espions » le reconnurent et obligèrent la voiture à s'arrêter. Quelques cris hostiles s'élevèrent. Yazdi sortit de la voiture, silencieux, blême. J'eus l'impression qu'il voulait parler et ne trouvait pas ses mots. Des Gardiens de la révolution accoururent et écartèrent la foule. Yazdi remonta dans sa voiture et disparut.

La prise d'otages avait été sa perte. Le 1^{er} novembre, trois jours avant que les « étudiants » ne donnent l'assaut aux bâtiments de l'ambassade américaine à Téhéran, Ebrahim Yazdi et Mehdi Bazargan se trouvaient à Alger pour représenter l'Iran aux fêtes commémorant le vingt-cinquième anniversaire du déclenchement de la lutte de libération en Algérie. Un autre invité de marque était présent : Zbigniew Brzezinski, le conseiller du président Carter pour les questions de sécurité. Les trois hommes se rencontrèrent. Échange protocolaire de points de vue respectifs et inconciliables, selon les Iraniens, conversation fructueuse et positive selon l'Américain : la question n'était plus là.

Depuis déjà dix jours l'imam Khomeiny tempêtait contre l'Américain qui avait osé, malgré tous les avertissements, accueillir Mohammad Reza Pahlavi, le roi déchu, sur son terri-

toire. Dix jours pendant lesquels le gouvernement de Mehdi Bazargan avait temporisé. Dix jours pendant lesquels le ministre iranien des Affaires étrangères s'était satisfait d'une protestation diplomatique au lieu de mobiliser le peuple contre l'offense impardonnable commise par le Grand Satan. Et que faisaient au bout de ces dix jours MM. Bazargan et Yazdi ? Ils serraient la main à Zbigniew Brzezinski, le « faucon » de la Maison-Blanche. Pis que tout : l'imam n'avait pas été consulté avant la rencontre d'Alger. On connaît la suite.

Elle fit au moins l'affaire de deux hommes, les deux autres : Ghotbzadeh et Bani-Sadr. Du second en particulier. Abolhasan Bani-Sadr se retrouvait en effet, au lendemain de la démission sans gloire du gouvernement Bazargan, titulaire de plusieurs départements ministériels et *primus inter pares* au sein du Conseil de la révolution qui, vu l'urgence et sur ordre de l'imam, concentrait désormais entre ses mains la totalité des pouvoirs législatifs et exécutifs jusqu'aux élections.

En privé, mais aussi de manière que cela se sache, Bani-Sadr désapprouvait la « méthode » utilisée par les étudiants. Il n'en « comprenait » pas moins les motifs qui les avaient poussés à agir ainsi et il rendait en particulier Bazargan et Yazdi, désormais associés dans le même opprobre, responsables d'avoir, par leur inefficacité et leur mollesse, exaspéré la colère du peuple.

Bani-Sadr était moins clair en public. Après que Khomeiny eut approuvé sans réserve l'action des étudiants, Bani-Sadr salua dans l'occupation de l'ambassade la « deuxième révolution de l'Iran, plus importante que la première ». Sans légitimer la prise d'otages, il reconnaissait le « fait accompli » et voyait dans cette initiative exemplaire un formidable levier pour lancer en Iran la politique économique anti-impérialiste et anticolonialiste dont il s'était fait l'inlassable propagandiste dans les neuf derniers mois, au cours des multiples conférences qu'il avait faites dans les usines, les mosquées et sur les ondes. D'autre part, il cherchait une issue honorable et rapide à la question des otages.

Il fut l'un des artisans de la libération de treize d'entre eux — des femmes et des Noirs — relâchés pour témoigner à la fois du « respect » avec lequel l'Islam considérait les femmes et de la « solidarité de la révolution iranienne » vis-à-vis des Afro-

Américains « opprimés » aux États-Unis. Bani-Sadr avait également un « plan » pour le règlement global de l'affaire. Une commission internationale composée de personnalités incontestables devait se réunir pour juger impartialement des « crimes du chah et de l'administration américaine commis en Iran pendant le dernier quart de siècle ». Et dès lors que le président Carter aurait déclaré qu'il acceptait par avance le verdict de cette commission, les otages seraient libérés.

Stratégie intelligente à laquelle il manquait toutefois deux pièces : l'accord de Khomeiny et celui des « étudiants fidèles à la ligne de l'imam » qui détenaient les otages. La réponse du premier ne se fit pas attendre. C'était un « non » sans appel. Je demandai l'opinion des seconds à l'un de leurs représentants devant la grille du « nid d'espions ».

« Nous n'avons rien à faire avec M. Bani-Sadr. Nous ne connaissons que l'autorité de l'imam. »

L'affaire était entendue. Bani-Sadr concentra dès lors son énergie à la préparation de la réunion du Conseil de sécurité de l'O.N.U. qui devait examiner prochainement, à la demande des Américains, la plainte des U.S.A. contre l'Iran. Il envoya à New York son représentant personnel, Ahmad Salamatian, avec mission de négocier auprès des « non-alignés » majoritaires au Conseil une double convocation de celui-ci : accusé dans la première, l'Iran serait accusateur dans la seconde. L'action de Salamatian ayant positivement abouti, Bani-Sadr se prépara à se rendre à l'O.N.U.

Jour et nuit ses collaborateurs réunirent les pièces d'un « énorme dossier » — le mot est de Bani-Sadr — prouvant l'intervention constante de l'administration américaine dans les affaires intérieures de l'Iran et le pillage auquel elle s'était livrée au détriment du peuple et de la nation iranienne.

Je me rendis chez Bani-Sadr la veille de son départ pour New York. Le staff, les amis, la famille et plusieurs journalistes s'entassaient dans le salon. Bani-Sadr était épuisé physiquement et nerveusement. Son entourage était inquiet. Depuis plusieurs heures les collaborateurs du ministre des Affaires étrangères essayaient en vain d'obtenir Qom au téléphone. Le « bureau de l'imam » ne répondait pas. L'un des proches me confia : « Nous avons peur parce que nous savons que les agents américains au sein de la révolution veulent à tout prix faire échouer cette mission qui va démasquer aux yeux du monde la réalité de la politique impérialiste en Iran. »

Il n'était pas nécessaire de donner des noms, tout le monde

dans ce salon les connaissait : l'ayatollah Behecti, secrétaire du Conseil de la révolution, Mostafa Chamran, ministre de la Défense, mais surtout Sadegh Ghotbzadeh, patron de la Radio-télévision.

Depuis qu'était connue la convocation du Conseil de sécurité, les antennes islamiques n'avaient cessé de diffuser des communiqués et des discours un peu plus violents chaque jour contre l'O.N.U., assimilée à une assemblée de laquais soumise aux grandes puissances et en particulier au Grand Satan américain. Si tel n'était pas le cas, demandaient les porte-parole du peuple indignés, pourquoi l'O.N.U. siégeait-elle à New York ? Et de conclure : celui qui se rend au Conseil de sécurité est un lâche et un traître, un être aussi méprisable et aussi vil que les habitants de Koufa qui trahirent l'imam Hossein en l'an 61 de l'hégire.

La réponse de l'imam arriva enfin, tard dans la nuit. Ni Bani-Sadr, ni personne ne se rendrait au Conseil de sécurité. L'Iran n'y siégerait pas. Ouvertement désavoué Bani-Sadr abandonnait la responsabilité de la conduite des Affaires étrangères.

Sadegh Ghotbzadeh prit aussitôt sa place. Le hasard voulut qu'il m'accordât à la veille de sa nomination un entretien sollicité depuis une dizaine de jours et plusieurs fois reporté à sa demande. N'étant pas chargé de l'Iran à l'époque, je n'avais pas fréquenté Ghotbzadeh à Paris. Je l'avais tout juste rencontré dans les couloirs du journal quand il y venait parfois dans le cadre de sa tournée des rédactions parisiennes. Je l'avais revu brièvement dans les premiers jours de la révolution triomphante lorsque, placé par l'ayatollah Khomeiny à la tête de la radio-télévision, il vitupérait les journalistes et les intellectuels qui, au nom de la liberté d'expression, voulaient s'arroger le monopole de la Radio-télévision et confisquer ce qui appartenait aux mostazafin, ces « révolutionnaires aux pieds nus » qui avaient versé leur sang pour la liberté quand cette prétendue intelligentsia se prélassait dans les palaces étrangers ou les salons de Téhéran. Ghotbzadeh était intarissable sur le sujet. Il déclara un jour à l'un de mes confrères, journaliste de télévision : « Votre liberté d'expression et toutes vos mascarades d'Occidentaux, je n'en ai rien à foutre. »

Ce n'était pas un discours sans conséquence. En une

semaine le nouveau directeur de la Radio-télévision avait enturbanné le petit écran, instauré une censure impitoyable sur l'information, nettoyé les programmes de toutes les productions occidentales, chassé les présentatrices et banni la musique à l'exception de quelques chants révolutionnaires et de l'adagio d'Albinoni chargé d'accompagner la dizaine de photos diffusées à longueur d'antenne représentant l'armée du chah tirant sur des manifestants ou une marche de deuil.

J'évoquai ce sujet dans deux ou trois articles dont un où, citant un journaliste iranien licencié, je qualifiai Ghotbzadeh de « Jdanov islamique ». Il lut cet article ou du moins en entendit parler. Bien qu'affectant de mépriser ce qu'on pouvait écrire à son sujet, il me fit savoir par un autre journaliste qu'il n'accorderait pas d'entretien à *Libération* tant que je représenterais ce journal.

Quand je lui parlai pour la première fois au téléphone au cours de ce mois de novembre, il m'assura qu'on avait déformé ses propos et qu'il n'avait d'ailleurs jamais lu une ligne de moi le concernant.

Sadegh Ghotbzadeh me reçut vers dix heures du soir dans son immense bureau installé au sommet de la tour qui domine toute la ville de Téhéran, après m'avoir fait attendre une quarantaine de minutes. Ce soir-là, à l'appel de Khomeiny, toute la population de la capitale devait monter sur les toits à neuf heures comme au temps de l'état de siège et du couvre-feu et y proclamer, face au Grand Satan, que « Dieu est le plus grand », *Allah Akbar*.

A l'heure dite la télévision interrompit son émission et, sur l'image fixe d'une colombe s'envolant sur fond d'azur, diffusa pendant quinze minutes le cri sacré repris en écho depuis les terrasses et les toits de la ville. Du onzième étage de la tour où je me trouvais, je pouvais suivre la manifestation en stéréophonie. Elle était incontestablement massive et impressionnante. Mais les lumières qui clignotaient à perte de vue, les rumeurs de la circulation qui montaient jusqu'à nous rappelaient, s'il était nécessaire, que nous ne vivions plus dans la fièvre lyrique des nuits de janvier. Le charme était rompu.

La porte directoriale s'ouvrit enfin. Ghotbzadeh était assis dans un fauteuil de cuir noir, derrière un bureau d'acier mat. Il portait un costume vert foncé sur une chemise vert clair et des mocassins noirs avec une élégance nonchalante et compassée qui le faisait ressembler à un acteur égyptien s'obstinant à jouer les jeunes premiers à l'approche de la cinquantaine.

« Vous avez entendu tout à l'heure ? »

J'avais entendu.

« Voilà la preuve que nous faisons une télévision coupée du peuple, n'est-ce pas ? »

Le ton était ironique mais pas agressif.

« Je sais que vous n'avez pas aimé ce que j'ai écrit à propos de votre rôle à la tête de la Radio-télévision... »

Ghotbzadeh m'interrompit en souriant, d'un geste de la main qui signifiait : « oublions cela ». Il accordait le pardon au pécheur repent.

« Je suppose que vous avez des choses plus intéressantes à me demander. »

Notre conversation avait commencé en français. Je lui proposai, à son gré, de la poursuivre en anglais, langue qu'il maîtrisait probablement mieux. Il insista pour continuer dans la mienne qu'il pratiquait, disait-il, aussi bien. Au moment où je lui posai la première question, il mit en marche un magnétophone sur son bureau.

« On me fait dire tellement de choses que vous me permettez de garder une trace de cet entretien. »

J'appris par la suite que Ghotbzadeh avait été satisfait de la transcription de ses propos. Je n'avais guère de mérite. Notre conversation fut parfois rude mais il ne se déroba à aucune question et répondit avec clarté. Son français dérapait parfois et j'eus un moment quelque peine à saisir le sens d'une diatribe contre les « groupes à scrupules », qui n'étaient banalement que des groupuscules.

Tout en mettant sur le compte des « rumeurs de Téhéran » son « prétendu différend » avec Bani-Sadr, Ghotbzadeh défendait une position opposée à celle du ministre des Affaires étrangères. Il laissait entendre qu'il entretenait des liens permanents et confiants avec les « étudiants » de l'ambassade et se prononçait en faveur d'un procès des otages, thèse que défendaient alors l'ayatollah Behechti et les dirigeants religieux qui allaient bientôt fonder avec lui le Parti de la Révolution islamique.

Le directeur de la Radio-télévision aspirait sans mystère à des responsabilités plus hautes, même s'il avait estimé hors de propos ma question concernant l'élection présidentielle prévue pour le mois de janvier. Il évoquait néanmoins avec une telle candeur la popularité que lui avait acquise son action énergique à la télévision (« Vous l'ignorez parce que vous n'écoutez qu'une poignée d'intellectuels frustrés et que vous ne vous

déplacez pas quand un million de personnes manifestent en ma faveur ») qu'on ne pouvait douter un instant de la décision qu'il prendrait le moment venu et de la certitude qu'il avait de l'emporter. Sa promotion aux Affaires étrangères ne pouvait que le confirmer dans son ambitieux optimisme. Il ne vit pas le piège, pourtant grossier.

Bani-Sadr avait incontestablement perdu une bataille. L'imam avait condamné son initiative. Mais Bani-Sadr n'avait pas résisté et, en démissionnant sur-le-champ, il avait donné une preuve d'obéissance et de soumission. L'élève attentif et fidèle de Khomeiny connaissait bien son maître. Il savait qu'il ne tarderait pas à recevoir la marque renouvelée de sa confiance. D'autre part, le futur président de la République — qui préparait cette échéance de longue date — avait compris dans les trois dernières semaines que l'affaire des otages ne relevait pas de l'action politique ou diplomatique mais du « grand dessein » de l'imam et que son évolution obéissait à la seule logique de la relation fascinante et terrifiante à la fois entre Khomeiny et la masse du peuple.

Il n'y avait donc pas de « bon plan » pour la résoudre et malheur à celui qui en prenant sa succession allait devoir traduire dans les termes d'un discours rationnel, internationalement communicable, ce qui pouvait à peine se dire et encore moins se transmettre. Les étudiants et la masse avaient pris l'ambassade américaine pour exorciser le Mal américain en Iran. Khomeiny gardait les otages pour humilier Carter qui l'avait humilié en accueillant le chah. La foule et Khomeiny se nourrissaient l'un de l'autre. Khomeiny suivait le peuple qui l'avait choisi pour guide suprême. Mais en ratifiant le choix du peuple, Khomeiny lui conférait le sens d'un destin collectif. Ainsi la deuxième révolution pourrait-elle s'accomplir comme avait triomphé la première.

Malheur à Ghotbzadeh, cet ambitieux aux idées courtes qui allait bientôt découvrir que les raisons de son succès temporaire causeraient sa perte définitive comme elles avaient perdu Ebrahim Yazdi.

Dix-huit ans pour Yazdi, vingt pour Ghotbzadeh, l'exil n'avait pas seulement fait d'eux des déracinés, il les avait formés. Comme Bani-Sadr ils avaient choisi Khomeiny et l'Islam mais de cette adhésion ils avaient fait, chacun à sa manière, Yazdi

aux États-Unis, Ghotbzadeh un peu partout mais en particulier au Proche-Orient, une sorte de carrière. A la fois propagandistes, agents secrets, diplomates, conspirateurs, ou représentants en mission, souvent dans des conditions difficiles et parfois périlleuses, ils étaient devenus, passé la quarantaine, des personnalités internationales connues et reconnues, protégées ici, pourchassées là, dédaignées ailleurs mais célèbres partout.

Khomeiny qui ignorait pratiquement tout du système médiatique et le méprisait s'en servit admirablement. Journaux, radios, télévisions du monde entier devinrent son porte-voix, ses colleurs d'affiches, ses distributeurs de tracts et créèrent autour de lui à Neauphle-le-Château le plus puissant bureau d'agitation et de propagande dont on ait pu rêver. Ses lieutenants, Yazdi et Ghotbzadeh, qui connaissaient, eux, parfaitement le jeu, trop bien même au point de ne plus connaître que lui, se firent les artisans enivrés et orgueilleux de ce succès. Porte-parole de Khomeiny qui ne parlait qu'à l'Iran, ils s'adressèrent à la planète. Et ils lui parlaient le langage de la planète.

Qui hors d'Iran eût pu entendre les cassettes enregistrées à Nadjaf par l'ayatollah Khomeiny et diffusées tous les vendredis dans les mosquées ? Nous écoutions à Paris, Rome, Tokyo ou New York une opposition en exil qui disait : droits de l'homme, justice sociale, démocratie, élections libres et réformes agraires. Aurions-nous écouté : gouvernement islamique, retour à la loi coranique, constitution théocratique, exclusion des femmes, « protection » des « minorités religieuses », suppression des libertés contraires à l'enseignement de l'Islam ? Non.

D'où le malentendu définitif. Car le premier discours a rallié le monde à Khomeiny mais c'est le second qui lui a gagné l'Iran. Il est vrai que Khomeiny ne fut connu que sur le tard en Occident, que l'opposition iranienne que nous connaissons parlait notre langue et rêvait l'avenir de nos rêves. Et après ? A la différence des opposants laïques et démocrates du Front national, Ebrahim Yazdi et Sadegh Ghotbzadeh connaissaient mieux le vrai langage de l'ayatollah mais ce qu'ils devaient et pouvaient en répercuter ressemblait fort à ce que disaient les autres. Taxons-les de cynisme, quelle importance ? De retour en Iran ils n'avaient guère plus de poids ni de voix au chapitre. Il fallut bien se rendre à l'évidence. Le pouvoir de leur notoriété ne garantissait pas la notoriété de leur pouvoir. Pour le monde entier, les opposants d'hier devenus les dirigeants d'aujourd'hui jouissaient d'un immense prestige dont ils devaient

assumer toutes les responsabilités. Mais pour la masse des Iraniens les porte-parole en exil de Khomeiny n'étaient que des compagnons de l'imam, respectables à ce titre mais à ce titre seulement. Le compagnonnage ne conférait ni autorité, sinon déléguée, ni autonomie, sinon consentie. Et de cela, seul l'imam lui-même pouvait décider.

« Ministre des Affaires étrangères » dans une situation où la politique étrangère était tout juste le prête-nom d'un vaste règlement de comptes, en forme d'exorcisme, avec l'étranger était une fonction intenable, à moins de l'exercer avec la simplicité bornée d'un Mohammad Ali Radjaï qui, quelque temps après son élection, et peu de temps avant sa mort, avait envoyé à Mitterrand son message de félicitation accompagné d'un mot d'insulte. Mais Radjaï n'avait pas, comme Yazdi et Ghotbzadeh, à répondre de dix ou vingt ans de double langage. Il n'avait surtout pas à prouver qu'il exerçait un pouvoir qui ne lui appartenait pas. Il n'était qu'un témoin. Yazdi et Ghotbzadeh se croyaient des acteurs.

Bani-Sadr avait compris plus vite. Lui aussi avait connu un long exil mais, à la différence des deux autres, il n'était pas devenu une personnalité de l'exil. Les seize années de son séjour en France, il les consacra à l'étude et à la réflexion. Hormis des conférences aux étudiants iraniens de Paris, on ne lui connaissait guère d'activités publiques. Il n'avait ni les facultés d'adaptation intellectuelle et les possibilités de réussite d'un Yazdi, ni la rouerie tapageuse ou les capacités de séduction de Ghotbzadeh. Il n'était qu'un étudiant très moyen de l'université française, mais il était un bon, un très bon élève de ses maîtres islamiques. L'Islam n'était pas pour lui un moyen mais à la fois une fin et un milieu vital. Il vivait, il pensait, il agissait dans le système islamique chiite qu'on lui avait enseigné et dont il n'était jamais sorti et seize années de vie parisienne ne changèrent rien. Fils d'ayatollah, « fils spirituel » de l'imam (il rencontra pour la première fois Khomeiny – avec lequel il correspondait – à Nadjaf en 1972, lors des obsèques de son père), comment aurait-il pu en être autrement ?

Dans la courte biographie qu'il avait écrite à l'intention des journalistes lors de la première élection présidentielle iranienne on pouvait lire : « En croyant à la source instructive de l'Islam, et en pensant que pour lutter pour l'indépendance, il faut avoir l'esprit indépendant, Bani-Sadr a accompli un effort considérable pour préciser et clarifier les idées islamiques [...]

il a déduit du Coran, à la suite d'études philosophiques, une méthode de recherches basée sur l'unité, méthode qui aidait le combattant musulman à analyser des problèmes sociaux sans avoir besoin de l'idéologie des autres.» Si le style c'est l'homme, voilà Bani-Sadr, singulier mélange de morgue et de timidité, de suffisance et de naïveté, d'obstination et de lâcheté, de volonté de pouvoir et d'irresponsabilité dans son exercice, le tout enrobé d'un discours emphatique et confus – qui doit certainement beaucoup pâtir de la traduction.

Bani-Sadr s'estimait donc tout désigné pour occuper la deuxième fonction constitutionnelle de l'Iran. Un seul candidat était susceptible de lui barrer la route, l'ayatollah Behehti lui-même qui, à la différence de Bani-Sadr, disposait de l'appareil puissant des mosquées. Khomeiny ayant interdit aux religieux de concourir, l'élection de Bani-Sadr était pratiquement acquise. Le Parti de la République islamique n'avait pas de candidat laïc susceptible d'inquiéter le favori. De plus, le retrait forcé de Massoud Radjavi, le candidat des Modjahedin du peuple (sous la pression du Parti de la République islamique et de Khomeiny lui-même qui avaient fait valoir qu'on ne peut à la fois avoir combattu la constitution islamique et prétendre devenir le président qui jure de la respecter), ne pouvait que drainer vers Bani-Sadr nombre de voix d'opposition qui allaient se reporter sur le « moindre mal ». Bani-Sadr fut donc élu.

La deuxième révolution s'accomplissait. Le dernier carré des libéraux et des laïcs avait été balayé par les « révélations » des étudiants qui profitaient de l'occupation de l'ambassade pour publier par bribes des télégrammes adressés par le chargé d'affaires américain au département d'État où diverses personnalités iraniennes étaient citées et de ce fait compromises. La grande fusion du clergé et du peuple qu'appelait Khomeiny était enfin à l'ordre du jour. Mais qui la réaliserait ? Bani-Sadr ou Behehti ? Bani-Sadr avait gagné la première manche. Il était l'élu de onze millions d'Iraniens.

Le Parti de la République islamique allait prendre bientôt une première revanche en s'assurant l'écrasante majorité au Madjlès. L'encerclement avait commencé. Le P.R.I. imposa son gouvernement à Bani-Sadr avant de s'emparer des Pasdaran. Il tenait déjà la radio, la télévision, tous les journaux sauf deux, *Mizan*, de Mehdi Bazargan, et *Révolution islamique*, le quotidien du président.

Face à la stratégie implacable de son adversaire, Bani-Sadr

multipliait les erreurs, ignorant aussi bien les limites que la constitution imposait au président de la République que négligeant les droits qu'elle lui conférait. Le piège était imparable : en l'accusant de bloquer les institutions, les adversaires du président avaient beau jeu de démontrer que le président ne présidait pas et qu'il devait supporter seul la responsabilité de l'impuissance du gouvernement à régler les problèmes les plus urgents du pays.

Bani-Sadr se défendit de plus en plus mal, s'enfermant dans une solitude orgueilleuse ou se livrant à des polémiques stériles avec ses adversaires tout en tentant de les déborder par des surenchères islamiques qui l'isolaient davantage encore. Nouvelle guerre contre les Kurdes, persécution des baha'i, fusillades des « corrompus sur terre », lapidations, tribunaux de Khalkhali : Bani-Sadr laissa faire, encouragea parfois, ne s'opposa jamais. Quand, au début de l'année 1981, il s'aperçut de l'étendue du désastre, il était déjà trop tard. Dès le printemps les hezbollahi mobilisés par le P.R.I. montèrent à l'assaut de ses meetings. Ses collaborateurs étaient ouvertement accusés de trahison, lui-même était publiquement soupçonné de fomenter à son profit un coup d'État militaire. Les religieux demandèrent et obtinrent en mai de Khomeiny que Bani-Sadr soit relevé de ses fonctions de commandant en chef des forces armées. L'épreuve de force était inévitable. Elle était perdue d'avance.

A la fin du mois de janvier 1980, quand les résultats de la première élection présidentielle furent connus, on convoqua les journalistes à l'état-major de campagne du président élu. Nous attendîmes près de quatre heures son arrivée. Pendant ce temps le staff se livrait à un ballet difficile à saisir pour le profane dont l'argument tournait autour des portraits qu'il fallait ou non afficher dans la salle pour ce grand jour.

Le portrait de Khomeiny ne se discutait pas. Celui de Taleghani non plus. Chariatmadari, l'égal religieux de Khomeiny, mais aussi l'homme qui avait inspiré la dissidence de Tabriz, posait d'évidents problèmes. L'afficher, c'était prendre position dans la querelle des grands ayatollahs, ne pas l'afficher risquait de choquer les « modérés » et en particulier le bazar qui avait voté Bani-Sadr contre l'extrémisme des mollàs. On décida de le laisser par terre.

Montazeri, l'ayatollah populaire et populiste que Khomeiny avait nommé imam djomeh (chef de la prière du vendredi) à Qom et qui, de l'avis général, lui succéderait un jour, s'impo-

sait d'autant plus qu'il avait dans le passé manifesté sa sympathie pour Bani-Sadr.

Les afficheurs tranchèrent en faveur d'Ali Chariati qui avait contre lui d'être le maître à penser de la gauche islamique et pour lui d'être mort, donc de pouvoir être librement revendiqué.

Restait Mossadegh. Le patriote en pyjama. L'homme qui avait rendu le pétrole à l'Iran. Le Héros. Le légende. Son portrait fut d'abord affiché dans les premiers, au-dessous de Khomeiny mais à égalité avec Taleghani. Peut-être était-ce trop ? On le déplaça vers le coin du mur. Certains arguèrent que la référence à Mossadegh était pour les laïques et les libéraux un moyen sournois de combattre la République islamique. Il fallait donc le retirer. Mais comment effacer le Dr Mossadegh du mur sans prendre le parti de ceux qui l'avaient renversé ? objectèrent les autres. Difficile en effet dans la lutte présente contre le Grand Satan d'oublier qu'en 1953 c'est la C.I.A. qui avait provoqué la chute de Mossadegh et réinstallé le chah sur le trône. Il ne fallait pas oublier en contrepartie que l'imam n'aimait pas Mossadegh.

La discussion s'éternisait devant le parterre impatient et grondeur de deux cents journalistes qui pensaient que le premier président de la première République de toute l'histoire de l'Iran en prenait à son aise. Elle se conclut par un compromis.

Ne seraient affichés que les portraits de Khomeiny, par définition, de Montazeri, parce qu'il ne gênait personne, et de Taleghani, parce qu'il était mort. Ali Chariati n'était plus nécessaire et Mossadegh n'avait plus sa place aux cimaises.

Dix-huit mois plus tard, la déchéance du président Bani-Sadr aura été précédée du débaptême de l'avenue Mossadegh. Il y a probablement quelque chose à en tirer pour rajeunir la vieille métaphore des poubelles de l'histoire.



Institut kurde de Paris

V

« BISMILLAH ER-RAHMAN, ER-RAHIM, au nom de Dieu le Clément et le Miséricordieux, quand nous entendons parler de la France, nous n'oublions pas l'hospitalité accordée à l'imam au temps de la tyrannie... »

Je ne me souvenais pas d'avoir déjà rencontré l'ayatollah Mohammad Yazdi. Pourtant ces yeux rusés toujours mi-clos, cette barbiche poivre et sel taillée en pointe et cette voix sourde qui prononce une phrase de bienvenue, presque la même... Ah oui, c'était il y a deux ans et demi à Qom, mon tout premier voyage à Qom. Khomeiny était déjà en Iran mais il n'était pas revenu dans la ville sainte, dans sa ville qui l'attendait avec ferveur et impatience.

A l'époque, Mohammad Yazdi dirigeait le « comité » qui s'était substitué à l'autorité municipale en fuite. On me l'avait présenté comme le « professeur » Yazdi, oui, ça s'écrit comme l'autre, mais ils ne sont pas de la même famille. L'autre évidemment était Ebrahim Yazdi, le chef des « comités Khomeiny », futur ministre des Affaires étrangères, le prestigieux Dr Yazdi. Son homonyme n'a pas encore atteint une telle célébrité. L'ayatollah Yazdi n'est que député de Qom au Madjlès, mais il appartient au petit cercle de mollàs influents qui forment l'entourage de Khomeiny et, surtout, il a joué un rôle capital dans la préparation de l'estocade finale contre Bani-Sadr au printemps dernier.

Khomeiny l'avait nommé rapporteur d'une commission de trois membres – un représentant de Bani-Sadr, l'ayatollah Echraqi, gendre de Khomeiny, un représentant de l'imam, l'ayatollah Mahdavi-Kani, et lui-même, Yazdi, représentant le Madjlès – laquelle commission devait mettre fin au conflit

entre le président de la République, le gouvernement et le Parlement.

Mais, précise l'ayatollah Yazdi, il ne s'agissait pas d'un arbitrage ou d'une tentative de conciliation entre parties adverses. L'ordre de l'imam était clair : les commissaires devaient identifier l'origine du conflit, déterminer les responsabilités de chacun dans les troubles au sein de la population, du Parlement et du gouvernement, désigner la partie coupable et, si celle-ci ne s'amendait pas, préparer l'étape suivante, c'est-à-dire la condamnation.

Ce n'est donc pas exagérer le rôle de Mohammad Yazdi que de dire qu'il a été l'artisan du procès « constitutionnel » de Bani-Sadr, un procès qui a duré trois mois et dont le verdict, la déchéance du président, a été prononcé le 21 juin 1981 par les parlementaires et confirmé le 22 par le faghi (le « maître des théologiens »), c'est-à-dire l'imam.

En venant voir pour la deuxième fois l'ayatollah Yazdi, je veux comprendre non pas pourquoi Bani-Sadr a perdu la guerre mais comment s'est nouée l'implacable conspiration qui devait l'abattre. Sinon percer *le* mystère, au moins en dissiper un qui ne cesse de troubler les journalistes les mieux au fait de la question, celui que, faute d'un meilleur terme, j'appelle « de la bonne conscience ».

Rarement en effet, on vit régime ou pouvoir révolutionnaire faire à ce point étalage de ses intentions et de ses méthodes. De même que les procès et les exécutions sont minutieusement comptabilisés dans des communiqués quotidiens au point que les chiffres officiels ont peu de motifs d'être suspectés, de même la chute de Bani-Sadr ne peut être comparée à celle d'un dirigeant de pays communiste dont nous apprenons d'abord qu'il a brutalement demandé à être relevé de ses fonctions pour convenance personnelle et, le plus souvent, en raison d'une santé fragile, avant que peu à peu n'apparaissent les justes raisons de l'exclusion et que ne soit dévoilée aux masses l'ampleur des vilenies du traître excommunié.

Bani-Sadr a été condamné au grand jour et, jour après jour, les pièces du dossier ont été réunies en public. Le combat n'a peut-être pas été loyal mais il a eu l'Iran pour témoin. Nul ne cherche à nier qu'Abolhassan Bani-Sadr a bien été élu premier président de la République islamique le 25 janvier 1980 par près de onze millions d'électeurs et plus de soixante-dix pour cent des suffrages, au terme d'un scrutin démocratique et libre.

« Nous savions que deux lignes s'affrontaient au sein même de la révolution, expose l'ayatollah Yazdi, la "ligne de l'imam", celle du pur et véritable Islam, et une version "occidentalisée" de l'Islam que défendait Bani-Sadr. La confusion s'est établie du fait qu'à l'origine de la révolution les deux lignes se sont trouvées mêlées, et que, face à l'ennemi et compte tenu de l'urgence des tâches à accomplir, nous n'avons pas réagi avec la vigilance nécessaire contre le danger. Mais depuis longtemps l'imam en était conscient. Il avait multiplié les mises en garde à Bani-Sadr, malheureusement, celui-ci n'en a tenu aucun compte.

— Si je vous suis bien, Bani-Sadr, avant d'être un traître avéré, était plus qu'un traître en puissance puisque vous saviez qu'il défendait une interprétation de l'Islam qui n'était pas la bonne et qu'il refusait de tenir compte des injonctions de Khomeiny. C'est bien cela ?

— Oui, en effet, Bani-Sadr avait une conception de son rôle de président de la République contraire à la "ligne de l'imam" et à la constitution qu'il avait juré de servir et de respecter.

— Dans ces conditions, pourquoi réunir une commission puisque, avant même de poser la question, vous aviez la réponse ?

— Je ne comprends pas. »

Ebrahim, qui nous sert à nouveau d'interprète, ajoute que lui non plus. Pourrais-je m'expliquer davantage ?

« Vous dites que cette commission devait trouver l'origine des problèmes surgis entre Bani-Sadr et les autres, vous dites aussi que deux "lignes" antagonistes s'affrontaient au sein des instances dirigeantes, vous connaissiez la bonne, l'autre était donc la mauvaise. Que cherchiez-vous alors ? A convaincre Bani-Sadr qu'il avait fait fausse route ? »

L'ayatollah Yazdi me considère avec un mélange de commiseration et d'impatience. Suis-je là pour entendre ses explications ou pour discuter avec lui ? Ebrahim a l'air franchement désapprobateur. Je renonce.

« L'imam avait déclaré, reprend Mohammad Yazdi : "Si les gens au pouvoir n'arrivent pas à régler les problèmes entre eux, je demanderai au peuple de les régler à leur place." Voilà pourquoi il a ordonné à cette commission de se réunir après une longue conversation chez lui à laquelle participaient MM. Bani-Sadr et Bazargan, ainsi que plusieurs chefs religieux. L'imam avait également recommandé aux trois principaux responsables, M. Radjaï, le Premier ministre, M. Rafsand-

jani, le président du Madjlès, et M. Bani-Sadr, de s'abstenir de toute polémique. Les deux premiers ont observé le silence, mais M. Bani-Sadr est passé outre et a tenu des conférences de presse. Nous avons ignoré ses attaques et nous avons continué notre travail. Au bout de quelques séances nous avons découvert que deux journaux étaient à l'origine des rumeurs et des divisions au sein du peuple : *Mizan*, de M. Bazargan, et *Enghe-lab islami*, de M. Bani-Sadr. Nous avons également déterminé que M. Bani-Sadr était le principal facteur de trouble. Nous avons fait part de ces résultats à l'imam. Il a longuement réfléchi puis il a suggéré de ne pas rapporter cette conclusion au peuple dans l'immédiat. Il ne désespérait pas d'une ultime tentative auprès de Bani-Sadr.

« L'ayatollah Echraqi, son représentant au sein de la commission, a insisté pour que nous lui donnions une "dernière chance". Nous avons accepté. M. Echraqi a donc rencontré M. Bani-Sadr. Au cours de cette entrevue, Bani-Sadr a tenu des propos insultants contre les dirigeants éminents du pays, en particulier MM. Radjaï et Rafsandjani. Il est apparu qu'il était en désaccord avec tous les principes fondamentaux de la République et qu'il refusait de renoncer à ses conférences de presse. Quand l'ayatollah Echraqi nous a rapporté cette conversation il semblait soulagé qu'il n'y ait plus d'espoir pour Bani-Sadr. Bani-Sadr avait perdu, définitivement perdu. Et Bani-Sadr perdra toujours parce qu'il ne comprend pas le peuple, ni l'Islam, ni l'imam.

– Bani-Sadr a perdu, c'est incontestable. Mais avant de perdre, il avait gagné. Il a tout de même été élu président de la République. Onze millions d'Iraniens ont voté pour lui. Le peuple avait donc tort ?

– Ce n'est pas le peuple qui s'est trompé mais Bani-Sadr qui a trompé le peuple. Les onze millions d'Iraniens, comme vous dites, n'ont pas voté pour M. Bani-Sadr mais pour celui des candidats qui était le plus connu et qui se présentait comme un disciple fidèle de l'imam.

– Mais, si je vous crois, il ne l'était pas.

– Non, mais Bani-Sadr était très habile. Dans les premiers mois de la révolution, il a refusé tous les postes de responsabilité qui lui ont été proposés. Ou bien il estimait que le gouvernement n'était pas assez révolutionnaire, ou bien il voulait démontrer qu'il n'avait pas d'ambition personnelle, mais le résultat est qu'on l'a beaucoup entendu parler et que personne ne l'a vu à l'œuvre. M. Bani-Sadr posait au grand penseur de

l'Islam, au grand philosophe, il se faisait même passer parfois pour un véritable ayatollah.

– Des gens aussi avisés que vous l'êtes ne pouvaient en être dupes. Pourquoi vous a-t-il fallu aussi longtemps pour vous apercevoir que la "ligne" de Bani-Sadr était erronée ?

– Nous étions tous très occupés, à la différence de M. Bani-Sadr. De plus l'imam avait recommandé de ne pas semer la discorde au sein de la révolution. Pendant des mois nous avons subi les insultes de M. Bani-Sadr sans lui répondre, afin de respecter la volonté de l'imam.

– Soit, mais n'était-il pas du devoir de tout religieux conscient du danger de tirer la sonnette d'alarme ?

– Nous l'avons fait. Mais l'imam Khomeiny qui était lui-même très inquiet a voulu jusqu'au bout, comme je vous l'ai dit, permettre à Bani-Sadr de rectifier ses erreurs.

– Vous-même, quand avez-vous découvert que le président n'était pas dans la bonne voie ?

– Avant le retour de l'imam en Iran, je ne connaissais pas personnellement M. Bani-Sadr. Il était en exil et moi, souvent en prison. J'avais lu alors certains de ses livres et je me rendais bien compte que quelque chose n'allait pas chez lui. Mais je voulais en savoir plus avant de former un jugement. Nous nous sommes retrouvés ensemble au sein du Conseil de la révolution. Je me souviens que dans plusieurs réunions Bani-Sadr avait émis, sur le projet de constitution, des opinions contraires à la "ligne de l'imam", en particulier au sujet du *velayat-e-faghi* (le pouvoir suprême des doctes et des théologiens).

– Donc à propos de l'essence même du pouvoir dans la République islamique ?

– C'est cela. De plus j'avais noté au cours des discussions des points faibles de plus en plus évidents dans sa pensée qui laissaient supposer une connaissance superficielle, voire faussée de l'Islam.

– M. Bani-Sadr n'en est pas moins devenu candidat à la présidence de la République et l'imam ne s'y est pas opposé.

– Non, mais M. Bani-Sadr n'a pas obtenu le soutien du clergé qu'il avait pourtant recherché. Après avoir fait acte de candidature, il est venu nous voir à Qom. Tout le clergé des écoles théologiques était réuni. M. Bani-Sadr nous a fait un discours, puis la discussion a commencé. A son arrivée tout le monde ou presque était d'accord pour soutenir sa candidature. Après ses premières réponses le sentiment général avait

changé. Je lui ai alors personnellement posé des questions à partir de ses livres sur son interprétation de l'islam. Il a été incapable d'y répondre et à la fin le clergé de Qom a refusé de l'investir.

– Ce qui ne l'a pas empêché d'être élu.

– Je vous ai déjà dit que M. Bani-Sadr était habile. Alors que nous combattons pour un véritable gouvernement islamique et pour le respect des règles de l'islam dans la société, M. Bani-Sadr faisait une campagne électorale tapageuse en dépensant des sommes considérables, avec des affiches géantes, des meetings dans tout le pays. Ce sont des méthodes qui sont peut-être familières aux Américains ou aux Français mais qui n'ont rien à voir avec l'islam. Le peuple n'était pas habitué à ce genre de propagande, il a cru ce que M. Bani-Sadr lui disait. Le fils et le frère de l'imam avaient pris position pour lui et Bani-Sadr laissait entendre que l'imam lui-même soutenait sa candidature. Voilà pourquoi il a été élu.

– Pourquoi a-t-il fallu dix-huit mois de plus pour le démettre ?

– Beaucoup ont pensé qu'une fois président de la République, M. Bani-Sadr respecterait scrupuleusement la constitution et qu'il gouvernerait avec le peuple qui avait voté pour lui. Les premières discussions ont commencé après l'élection des députés qui avait montré à M. Bani-Sadr que le peuple se prononçait pour un véritable gouvernement islamique. Or, comme vous le savez, il a accumulé les obstacles à la nomination du Premier ministre. Après avoir présenté des noms inacceptables et s'être arrangé pour mettre à l'index des personnalités religieuses importantes, il nous a soumis une liste de candidats parmi ceux qu'une commission commune avait sélectionnés. C'est ainsi que M. Radjaï a été désigné d'un accord unanime. Mais il a recommencé le même manège pour d'autres membres du gouvernement. Tout cela a pris beaucoup de temps.

– Pour nous résumer, quelle est, selon vous, l'erreur fondamentale dans la "ligne de Bani-Sadr" ?

– Je vous le répète, Bani-Sadr n'a jamais rien compris à l'islam vrai, au peuple et à l'imam. Les pensées de M. Bani-Sadr sont une mauvaise mixture d'islam déformé et de doctrines étrangères. Il a voulu faire de l'Iran une démocratie à l'occidentale et profiter des voix qui s'étaient portées sur lui pour prendre le pouvoir.

– Mais il ne le "prenait" pas puisque justement il était élu.

– Vous non plus, vous ne comprenez pas l'islam. Dans la

République islamique il n'y a pas de place pour le pouvoir de M. Bani-Sadr ni pour aucun autre. Le seul pouvoir, c'est le pouvoir de l'Islam. C'est le pouvoir de l'Islam qui a chassé le chah. C'est le pouvoir de l'Islam qui a fait le président, le gouvernement et le Parlement. Il ne peut y avoir un autre pouvoir en Iran. Celui qui refuse cette loi doit être éliminé.

– Vous voulez dire : quiconque ne partage pas votre point de vue doit disparaître ? Une seule opinion possible, une seule pensée, une seule conception du pouvoir, cela s'appelle la dictature.

– La République islamique n'a rien à voir avec une dictature. L'Islam protège les autres religions, les autres cultures, les gens ou les groupes qui ne croient pas en l'Islam. En Iran, vous pouvez être chrétien ou juif, ou même communiste, sans être inquiété. Mais si un individu, un groupe, une nationalité ou qui que ce soit d'autre se lève contre le pouvoir de l'Islam alors oui, il s'expose au châtement. Celui qui combat la République par le crime ou par les bombes doit être tué.

– C'est le destin que vous annoncez à M. Bani-Sadr ?

– L'imam lui a donné encore une chance de se repentir. Si M. Bani-Sadr ne se repent pas, s'il est jugé et reconnu coupable, alors il devra subir son châtement. La loi s'impose à tous. L'imam Khomeiny l'a répété. "Même moi, a-t-il dit, si je fais un pas en dehors de l'Islam, je dois être jugé." »

L'ayatollah consulte sa montre. L'heure qu'il nous avait accordée est dépassée. Il accepte qu'Alain Bizos le photographie. Il prend la pose, l'œil tout juste un peu plus fixe et plus sévère, la tête droite, à la verticale du portrait de Khomeiny barré d'un œillet rouge.

« J'espère que vous avez eu toutes les réponses que vous attendiez, s'inquiète Ebrahim.

– Toutes – sauf une.

– Bien sûr, il aurait fallu plus de temps. Mais vous savez M. Yazdi est un homme très occupé. Il joue un rôle important et d'ailleurs j'ai eu beaucoup de mal à obtenir ce rendez-vous.

– Je t'en remercie, Ebrahim. Ce n'était pas un problème de temps. Ne t'inquiète donc pas, je n'ai pas posé la question à laquelle je n'ai pas eu de réponse.

– Ah, je vois, hasarde Ebrahim en hochant la tête comme s'il réfléchissait profondément. Mais quelle est cette question que tu n'as pas posée ?

– En quoi consiste le pouvoir de l'Islam ?

– Ah, je vois, répète Ebrahim. Mais il me semble que

M. Yazdi a répondu à cette question. Il a bien expliqué que la commission ne s'était pas arrêtée aux aspects superficiels du problème et que le principal reproche fait à Bani-Sadr a été d'avoir ignoré le pouvoir de l'Islam.

– Autrement dit, si je te suis bien, tout pouvoir qui n'est pas le pouvoir de l'Islam n'est donc pas le pouvoir de l'Islam, ou si l'on préfère, seul le pouvoir de l'Islam est le pouvoir de l'Islam. Je ne savais pas que Dieu s'exprimait par truismes.

– Je n'ai pas dit cela, boude Ebrahim. Cet entretien n'a donc servi à rien ?

– Ne te fais pas de soucis, Ebrahim. Nous n'en sommes qu'au début de l'enquête. Cet entretien était très utile. Je te remercie encore, ton aide nous est extrêmement précieuse.

– Ah bon, dit-il soulagé, tu me rassures. Je ne comprends pas toujours quand tu plaisantes. »

Je ne plaisantais pas. Cette longue heure de scolastique islamique m'avait mis de méchante humeur. Mais ce n'était pas une raison pour attrister Ebrahim.

La première fois que j'avais vu l'ayatollah Yazdi à Qom, il m'avait reçu sans rendez-vous. C'est un ingénieur qui m'avait conduit chez lui, un homme d'une quarantaine d'années qui s'occupait de barrages et passait son temps entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. Nous nous étions rencontrés dans la cour de la grande mosquée. J'étais en train de regarder la coupole dorée en feuilletant le *Guide bleu*. J'avais été vexé de m'être laissé surprendre en flagrant délit de flânerie touristique et je lui avais expliqué que, pas du tout, j'attendais l'heure d'un rendez-vous important, que j'étais journaliste, journaliste français...

« Ah, Français, quelle chance pour moi de rencontrer un Français. Soyez les bienvenus à Qom, vous êtes ici chez vous, tous les Iraniens vous sont reconnaissants d'avoir accueilli Agha Khomeiny à Neauphle-le-Château. »

Je n'osai pas lui demander ce que voulait dire « Agha ». Était-ce un diminutif familier pour Ruhollah, son prénom ? Une autre manière de dire ayatollah ? J'apprendrai un peu plus tard que ça voulait dire tout simplement monsieur. Quand il apprit que mon « rendez-vous important » était avec l'ayatollah Chariatmadari, il ne se tint plus de joie.

« Vous verrez, Agha Chariatmadari est un homme extraordinaire, tout le monde le vénère à l'égal de M. Khomeiny. »

Du coup, il proposa de m'y accompagner pour me servir d'interprète.

« Avez-vous rencontré le Pr Yazdi ?

– Le Dr Yazdi ? Oui assez souvent.

– A Qom ?

– Non, à Téhéran.

– Ah, vous voulez dire le Dr Yazdi ! Ce n'est pas le même.

Ils portent seulement le même nom. Je vais vous présenter le Pr Yazdi, c'est l'homme qui dirige le Conseil de la ville, un théologien remarquable. Tout le monde l'appelle professeur, mais il est ayatollah. C'est un ami intime de M. Khomeiny. Je vais vous conduire à son bureau. »

Chemin faisant l'ingénieur m'apprit qu'il était né à Ispahan mais que sa famille avait émigré à Qom quand il était enfant et qu'il considérait Qom comme sa ville natale. « Un jour, peut-être, m'expliqua-t-il avec un sourire ravi, l'Iran ressemblera à cette ville, enfin, pas tout à fait, parce que Qom est une ville sainte, et tout le monde ne peut vivre dans une ville sainte, mais ce sera un modèle pour tous les Iraniens. Qom c'est le berceau, la quintessence de l'Islam. Tout a commencé ici, vous savez ? »

Son enthousiasme semblait sincère. Il parlait avec de grands gestes sans avoir l'air gêné de se balader en costume bleu pétrole, chemise rose et cravate à rayures dans la foule des mollâs et des femmes en tchador qui se pressaient sur la chaussée boueuse. « Il n'y pas un cinéma à Qom, pas un seul ! Du temps du chah, il y en avait un de l'autre côté de la rivière, mais il est fermé depuis l'automne dernier et il n'ouvrira jamais plus. Et pas question de boire un verre de bière ! A Qom, on vit comme il y a cent ans. »

Il disait tout cela avec un ton de cadre supérieur fatigué mais réjoui qui rentre au village et, surtout, qu'on ne me parle pas de télévision à la campagne, ici, je revis, mon cher, je revis. Je n'eus pas le temps de lui demander si, les vacances passées, il resterait au siècle dernier ou retournerait dans le nôtre. Nous arrivions chez le Pr Yazdi. Un groupe de miliciens montait la garde sur le perron devant un empilement de chaussures. L'ingénieur m'invita à ôter les miennes et montra l'exemple.

« C'est une marque de respect. Nous nous déchaussons

quand nous visitons un homme du clergé. Vous allez voir, c'est un type formidable. »

Le « bureau » du professeur-ayatollah était une longue pièce bleue ornée de rideaux jaunes. A l'exception d'une lourde bibliothèque métallique chargée de livres et de paquets d'archives, il n'y avait pas un meuble. Quatre tapis de laine épaisse recouvraient le sol. Une quarantaine d'hommes, pour moitié des mollàs, étaient assis en tailleur le long des murs. Quelques regards saluèrent notre arrivée et on nous fit une place dans un coin.

« C'est lui », me chuchota l'ingénieur en me montrant un mollà à turban blanc appuyé sur un oreiller bleu ciel décoré de fleurs brodées. Il était enveloppé dans une large aba noire et lisait un morceau de papier à son voisin en agitant sa barbiche triangulaire. Près de lui un jeune homme habillé à l'euro-péenne tenait un téléphone entre ses genoux.

« C'est le seul employé de la nouvelle administration, m'expliqua l'ingénieur, vous vous rendez compte, le seul. Avant ils étaient, ah, je ne sais même pas combien ils pouvaient être ! Maintenant, plus de bureaucratie, plus de paperasses et ça va mille fois mieux. Excusez-moi. »

Je le vis se diriger vers le maître du lieu, le dos courbé comme s'il craignait de se cogner au plafond. Il s'accroupit près de l'ayatollah et lui murmura quelques mots à l'oreille. L'autre l'écoutait, les paupières baissées avec des hochements de tête. L'ingénieur revint vers moi.

« Il va vous dire quelques mots dans un instant. Vous avez un appareil photo ?

— Non.

— C'est dommage, il m'avait dit que vous pouviez prendre une photo. »

Quelques papiers changèrent encore de main. On nous apporta un verre de thé. Le jeune homme au téléphone nous fit un signe.

« Venez, c'est à vous. Gardez votre verre. »

Le Pr Yazdi me salua avec cérémonie. Il tint à remercier à travers moi le peuple français pour la chaleureuse hospitalité accordée au Guide de la révolution. Jamais le peuple iranien ne l'oublierait et je devais savoir que chacun ici, lui en premier, considérait qu'il avait contracté une dette à l'égard de la France. Je retournai le compliment du mieux que je pus en essayant de ne pas montrer que j'avais une crampe dans le

mollet qui m'empêchait de m'asseoir comme tout le monde et d'écrire avec un carnet posé sur mon genou.

L'ayatollah m'exposa d'une voix tremblante combien le peuple d'Iran avait souffert, les habitants de Qom en particulier, qui avaient toujours été à l'avant-garde de la lutte contre le despotisme. Lui-même avait fait deux séjours dans les prisons impériales et avait été exilé trois fois de la ville sainte.

Je lui demandai en quoi consistait son travail à la tête du Conseil.

« Comme tous les leaders religieux je dois montrer la bonne voie à la population et l'aider à résoudre ses problèmes. Dès le début de notre mouvement ils n'ont plus voulu avoir affaire aux institutions officielles. Il a donc fallu organiser la phase transitoire. Je dois veiller aussi à ce que les gens ne violent pas la loi islamique. »

Je lui demandai ce que cela signifiait. Il me cita le Coran.

« Les gens qui savent font des actions justes et écartent les actions mauvaises. »

Je n'avais plus jamais revu l'ingénieur après cette journée passée à Qom. Je pensai à lui en sortant du bureau, un vrai, cette fois, de l'ayatollah Yazdi au Madjlès. J'imaginai qu'il avait depuis longtemps renoncé à vivre « comme il y a cent ans ». Il était loin le temps des professions de foi lyriques. Soyons juste : à l'époque le cérémonial désuet des petits papiers échangés sur les tapis me semblait plus pittoresque que significatif. La référence à la loi islamique, une citation elliptique du Coran : j'y voyais davantage une convention de langage que les prémices d'un nouveau système.

J'aimais penser qu'après des décennies d'une administration hautaine et brutale, la simplicité ostentatoire et brouillonne du Conseil de Qom était peut-être le degré zéro de l'apprentissage de la démocratie. Ma méfiance native à l'égard des religions et plus encore des curés, qu'ils portassent soutanes, papillotes ou turbans, devait se tempérer au contact de cette réalité immédiate : L'Islam faisait bouger les gens, leur donnait la parole et ne les traitait pas selon leur rang.

Un étudiant anglophone également rencontré à Qom m'avait vanté l'avenir radieux de la société *touhidi*. « C'est le contraire de vos sociétés divisées en classes antagonistes et en groupes rivaux luttant pour le pouvoir », avait-il expliqué. *Touhid* était

une notion à la mode, utilisée hors de son contexte religieux où elle ne signifiait rien d'autre que l'unicité de Dieu. Appliquée à la société elle annonçait la communauté fraternelle des croyants, le dépassement des conflits et des contradictions, le règne de l'égalité dans la Cité de Dieu, mais aussi la méthode pour y parvenir qui préférait la consultation à la coercition et prônait la patience plutôt que la violence. J'avais trouvé la démonstration verbeuse et assez naïve mais après tout cette utopie en valait bien d'autres et j'appréciai que mon interlocuteur ne me servît pas, comme à l'accoutumée, une des multiples recettes d'importation destinées à faire le bonheur du peuple malgré lui.

Touhid, touhidi, touhidisme : le concept revenait sans cesse dans les discours de Bani-Sadr et de ses collaborateurs. Je commençai à m'en défier quand, au nom de l'« unité », ils commencèrent à justifier la répression contre les journaux ou des groupes de gauche ou la guerre contre les Kurdes. Le grand rêve d'harmonie universelle avait donc ses limites : « Pas d'unité avec les ennemis de l'unité », aurait-on pu paraphraser. De la grande réconciliation au futur on glissait insensiblement vers l'exclusion des gêneurs au présent. Le refus des « partis » qui divisent la société et prônent la lutte des classes avait une tendance fâcheuse à flirter avec la perspective d'un parti unique, fût-il le « Parti de Dieu » — *hezbollah*.

Mais les mêmes m'assuraient que je ferais mieux d'utiliser mes yeux pour voir et mes oreilles pour entendre, qu'ils n'avaient pas combattu une dictature pour la remplacer par une autre, que le dialogue restait en toute circonstance leur choix prioritaire — encore fallait-il être deux pour parler — et qu'enfin, les hezbollahi étaient des miséreux manipulés à des fins douteuses par des clerics réactionnaires avec lesquels ils n'avaient rien de commun. Il ne fallait pas les confondre avec le peuple musulman mobilisé pour le triomphe de l'Islam.

Bani-Sadr assurait que l'Islam et la liberté ne faisaient qu'un. Mieux : seul un véritable pouvoir islamique était susceptible de garantir la liberté car il faisait l'unanimité au sein du peuple. Telle était la voie tracée par Khomeiny, et Bani-Sadr était le « fils spirituel » de l'imam. La voie tracée par Khomeiny était-elle vraiment celle-là ? Pour le savoir il suffisait, me dit-on, de lire la traduction des conférences faites par l'imam à ses disciples de Nadjaf en 1969. Sous le titre français *Pour un gouvernement islamique*, ce petit livre avait en effet le mérite d'exposer en termes simples et communicables bien

plus qu'une philosophie, un programme pour la révolution iranienne.

Je m'y précipitai à la fin de l'été 1979. J'y lus : « Il est évident que l'application des lois, rendue indispensable par le gouvernement du Prophète, ne se limite pas à son époque. Toutes les lois islamiques sont valables pour tous les temps [...]. Le caractère provisoire et limité attribué à ses lois est contraire à l'esprit de l'Islam. Dans ces conditions, si l'application des lois islamiques est indispensable, même après Mohammad, l'établissement d'un pouvoir exécutif le devient également, sans quoi une situation d'anarchie s'installerait, accompagnée d'une corruption à tous les niveaux [...]. L'unique solution susceptible de barrer la route à cette situation est bien la mise en ordre de tous les rouages de la société par l'apparition d'un gouvernement islamique. »

Et encore : « Le gouvernement islamique n'est ni despotique, ni absolutiste, il est constitutionnel, bien entendu pas au sens habituel du terme, où les lois sont approuvées par des personnes et une majorité : constitutionnel au sens où les dirigeants sont tenus à un ensemble de "conditions" définies dans le Coran et dans la Sunna du Prophète, à la fois en ce qui concerne l'exécutif et l'administration. Ces conditions ne sont rien d'autre que les lois islamiques, celles-là mêmes qui doivent être observées et appliquées. De cette manière, le gouvernement islamique est le gouvernement de la Loi divine sur le peuple. »

Et enfin : « L'exercice du pouvoir du faghi (le velayat-e-faghi) tire sa crédibilité de la raison, et n'a d'autre réalité concrète que la loi qui le désigne comme tuteur du peuple. Il n'y a aucune différence entre la désignation d'un tuteur de mineur et celle d'un tuteur de tout un peuple, en ce qui concerne la fonction et le rang. C'est comme si l'imam désignait quelqu'un pour la garde des enfants, pour mener un gouvernement ou pour occuper n'importe quel poste. Il n'est pas raisonnable de faire une différence entre le Prophète, l'imam et le faghi. »

« *Bismillah er-Rahman, er-Rahim* », en ce mois de juillet 1981 l'ayatollah Yazdi ne m'avait rien dit d'autre. Le pouvoir de l'Islam est le pouvoir de l'Islam comme Dieu est Dieu, unique et indivisible. Je ne sais pas si, comme le prétend son accusateur, Bani-Sadr ne l'a pas compris et ne le comprendra jamais, mais à coup sûr, il s'est conduit comme si, assuré de son savoir et de ce qu'il croyait être son génie, il disposait désormais d'un statut égal à celui de l'imam. En invoquant la

légitimité conférée par ses onze millions d'électeurs, Bani-Sadr franchissait la frontière de l'hérésie dès lors qu'il faisait du suffrage populaire la base d'un pouvoir autonome et distinct de celui du faghi. Il pouvait d'autant moins l'ignorer qu'il avait mené, au sein de l'« assemblée des experts » chargée de rédiger la constitution, une bataille solitaire contre le velayat-e-faghi, c'est-à-dire la puissance absolue conférée au chef religieux, cet article 110 dans lequel il voyait les germes d'un despotisme futur.

« S'il s'agit de donner les pleins pouvoirs à l'imam Khomeiny, inutile de perdre notre temps, nous sommes tous d'accord sur ce point », avait-il déclaré à ses collègues. Il avait tenté ensuite avec aussi peu de succès de retarder le référendum constitutionnel ou tout au moins l'application de la nouvelle constitution, proposant la formation d'un gouvernement de salut public qui réglerait au préalable les problèmes urgents de l'Iran.

Ses adversaires ne partageaient évidemment pas la même opinion. Ils n'ignoraient pas que le fondement du velayat-e-faghi était moins dans les *ravayat*, les récits de la tradition du Prophète et des imams, que dans le consensus quasi unanime de l'Iran post-révolutionnaire. Khomeiny était l'imam, Khomeiny était le faghi. Personne ne le contestait. Une fois Khomeiny disparu, son éventuel successeur n'aurait jamais l'autorité de l'imam défunt pour imposer le pouvoir du faghi face aux institutions issues du suffrage universel.

Or, les pouvoirs dévolus au faghi par le « cent dixième principe » de la constitution étaient tels qu'ils assuraient de droit, dans un avenir dont Khomeiny ne serait plus, l'hégémonie du clergé chiite sur l'État. Selon le texte en effet, le faghi désigne le Conseil de surveillance (équivalent d'un Conseil constitutionnel) et la plus haute autorité judiciaire du pays ; il exerce le commandement des forces armées en nommant et révoquant le chef d'état-major et le commandant en chef des Gardiens de la révolution ; il déclare la guerre et la paix ; il peut éliminer un candidat à la présidence de la République comme il a droit, dans certaines conditions, de révoquer le président. Cet article 110 avait provoqué des débats passionnés lors de la publication du projet de constitution. Conforme dans son esprit au « programme » exposé par Khomeiny dans ses conférences de Nadjaf, « Pour un gouvernement islamique », il instituait de fait une « théocratie » qui n'avait de république que le nom.

L'ayatollah Behechti n'avait pas bataillé en vain pour son adoption.

Depuis qu'il occupait des fonctions officielles, Mohammad Behechti refusait généralement tous les entretiens privés. J'avais eu la chance exceptionnelle de pouvoir le rencontrer auparavant, à la fin du mois de janvier 1979. Son nom était alors pratiquement inconnu dans le petit monde de la presse internationale à Téhéran. Mon ami Dariouch le philosophe m'avait fortement conseillé de le voir. « C'est le deuxième homme fort de la révolution, m'affirmait-il. Il égale en influence et en capacité de contrôle du clergé le prestige qu'exerce de son côté Khomeiny sur les masses. S'il ne lui arrive pas malheur, il sera un jour le premier. »

Par Dariouch j'appris que Behechti avait réussi à convaincre Khomeiny d'accepter la notion de « République islamique » bien que le mot de République ne fût prononcé longtemps qu'avec réticence par l'imam et le plus souvent en mauvaise part. Dariouch m'annonça également que Behechti travaillait à la création d'un parti qui lui assurerait plus fermement encore la mainmise sur l'appareil religieux.

L'ayatollah nous reçut dans une villa coquette de Téhéran. Un de mes amis libanais, envoyé spécial en Iran du quotidien de Beyrouth *An-Nahar*, m'accompagnait. Behechti s'excusa par avance de ne pouvoir nous consacrer autant de temps qu'il l'aurait souhaité. Durant ces jours cruciaux de la fin de l'ancien régime, une négociation passablement baroque s'était engagée à Téhéran entre les représentants de Khomeiny, dirigés par Behechti, et ceux du Premier ministre Chapour Bakhtiar, négociations dont l'objet était d'aménager la transition entre les deux régimes.

Si, à Neauphle-le-Château, Khomeiny avait ôté à Bakhtiar toute légitimité, les positions étaient moins figées dans la capitale iranienne. Mehdi Bazargan, le chef du Mouvement de libération de l'Iran, à la fois « mossadeghiste » historique et pieux musulman, entretenait des liens étroits avec les deux camps. Khomeiny lui avait manifesté sa confiance en le chargeant, au début du mois de janvier, d'une mission doublement délicate dans le Khouzistan pétrolier en grève générale. Il devait à la fois négocier avec les comités de grève la reprise de la production domestique et préparer la reprise en main des raffineries et des puits où les religieux craignaient une contamination des communistes du parti Toudeh ou d'autres groupes marxistes. Medhi Bazargan était également un ami fidèle de Chapour

Bakhtiar. Il l'avait désapprouvé d'avoir accepté le poste de Premier ministre des mains du chah, fût-ce avec l'intention affichée d'en provoquer le départ, mais il avait déclaré par la suite que cette erreur commise par son ancien compagnon des années noires ne pouvait ternir sa réputation de patriote courageux.

Ils négociaient donc. A plusieurs reprises, on annonça, puis démentit, puis à nouveau confirma le départ imminent de Bakhtiar pour Paris. Il devait y rencontrer Khomeiny et mettre au point avec lui la procédure du retour. A la dernière minute le voyage fut annulé. A Paris, on expliquait que Khomeiny avait refusé d'accueillir Bakhtiar, sinon pour recevoir sa démission. Mais à Téhéran on faisait état d'une menace de l'armée toujours impériale qui considérait que, Bakhtiar parti, le pouvoir était vacant.

Finalement un ultime compromis fut, semble-t-il, conclu à la veille du retour de Khomeiny. Bakhtiar irait attendre, seul, le chef religieux au pied de l'échelle ; il lui remettrait sa démission sous pli cacheté et Khomeiny le lui rendrait sans l'ouvrir en le nommant Premier ministre d'un gouvernement provisoire. Selon certains protagonistes de la négociation, cette procédure avait reçu l'accord de toutes les parties téhéranaises — dont celui de l'ayatollah Behecti — et l'aval parisien de Sadegh Ghotbzadeh, au nom de l'imam. Rien de tout cela n'eut lieu. Bani-Sadr apprenant l'accord aurait conseillé à Khomeiny de le rejeter, ce dont l'imam était par avance convaincu. Il n'y avait plus aucune raison en effet de ménager une sortie honorable à Chapour Bakhtiar.

Quoi qu'il en soit, quelques jours plus tôt, Behecti prônait l'intransigeance. « Le mouvement qui remue l'Iran, soulignait-il, n'est celui d'aucun groupe ni d'aucun parti. Il ne dépend de personne, pas même de l'ayatollah Khomeiny, son leader. Une écrasante majorité d'Iraniens veulent une République islamique. Rien ne pourra les arrêter dans cette voie. »

Mohammad Behecti nous avait proposé de mener à notre choix cet entretien en anglais ou en allemand, deux langues qu'il maîtrisait parfaitement. Je lui demandai en anglais s'il ne voyait d'autre issue que violente. Non, répondit-il. Le refus de négocier n'était pas le signe d'un quelconque fanatisme religieux. C'est lui qui avait employé ces mots. J'y vis une sorte de réponse à Chapour Bakhtiar qui tous les jours dénonçait les mollâs « fanatiques », le clergé « fanatique », les masses « fanatisées ». Bakhtiar se présentait comme le promoteur mais

aussi l'ultime rempart de la démocratie et de la liberté en Iran. L'ayatollah Behechti ne partageait évidemment pas ce point de vue. Sa République islamique, jurait-il, respectait les libertés individuelles et collectives dans la seule limite du respect de l'ordre voulu par Dieu pour les hommes. Et il nous cita en exemple l'« âge d'or » du califat d'Ali.

Mon confrère lui posa alors en arabe une longue question sur l'Islam et les minorités. Chrétien maronite de la montagne libanaise, l'envoyé spécial d'*An-Nahar* avait beaucoup à dire sur ce sujet. Mais il s'en tint habilement à la question des minorités musulmanes persécutées par les majorités de la même foi. Il rappela au dignitaire religieux qu'à l'époque d'Ali de multiples sectes et écoles fleurissaient et que, progressivement, les plus forts avaient écrasé les plus faibles, chaque école n'acceptant plus qu'un seul point de vue et chaque pays ne reconnaissant plus qu'une seule école. L'Islam ne semblait pas avoir réussi l'épreuve du pouvoir mieux que les autres. L'ayatollah Behechti voyait-il une solution ?

Notre interlocuteur avait accueilli avec un sourire épanoui le passage de l'anglais à l'arabe qu'il parlait avec une élégance de lettré. Il réfléchit posément en répétant que la question était fondamentale et qu'il en savait d'autant plus gré à un journaliste de l'aider à penser dans cette voie. Puis il répondit pendant quarante bonnes minutes, tout juste interrompu de temps en temps par son interlocuteur qui lui demandait une précision ou un complément. Je ne suivais évidemment la conversation que de très loin (nous l'enregistrions et mon ami s'était excusé de ne plus traduire au fur et à mesure, pour ne rien perdre de la réponse ni risquer d'en briser le rythme), mais j'observai l'homme, fasciné.

Mohammad Behechti était d'une belle corpulence, un corps de bûcheron sous l'habit religieux. Je le voyais pour la première fois et j'étais loin d'imaginer l'avenir qui l'attendait, mais il était clair que nous avions affaire à un personnage hors du commun, d'une habileté redoutable doublée d'une bonne culture philosophique aussi bien que littéraire et historique. La dureté du regard dans ce visage aux traits épais mangés par une barbe grise ne laissait place à aucune illusion. Mohammad Behechti était un homme d'action et de pouvoir, un stratège froid que rien n'arrêterait sur le chemin conduisant au but qu'il s'était fixé.

Dans sa réponse le religieux concéda qu'il était difficile de garantir qu'un pouvoir nouveau ne commettrait pas d'excès, et

se conduirait en tout conformément aux intentions et aux principes proclamés au cours de la lutte. L'Islam chiite avait soulevé le peuple iranien et ce n'était pas à un Arabe, à un Libanais de surcroît, que l'on allait apprendre de quel potentiel de révolte et d'abnégation le chiisme était porteur. Mais cela encore n'était pas un gage absolu pour l'avenir, surtout si nous tenions compte des ravages causés par des siècles de despotisme dans la conscience collective.

On ne pouvait ignorer, à l'inverse, l'expérience accumulée par le clergé chiite qui avait supporté des années de répression tout en maintenant, dans les mosquées des grandes villes comme des villages les plus éloignés, un esprit d'indépendance et de libre discussion malgré la tyrannie. Mais les inconnues étaient considérables. L'ampleur du mouvement qui avait renversé le chah charriait des tendances et des espérances diverses pas toutes animées des meilleures intentions. Ceux qui avaient vécu de longues années d'exil en Occident allaient rentrer au pays imbus de cultures étrangères. Certains pensaient que le pouvoir était la récompense logique de leur longue absence et de l'avance intellectuelle qu'ils avaient prise sur leurs concitoyens.

Qu'allaient faire les Américains ? A l'heure où nous parlions, le général Huyser, l'envoyé spécial de Jimmy Carter, essayait de susciter un coup d'État militaire. Mais si, comme il était vraisemblable, du fait des désertions massives dans l'armée, du ralliement de nombreux officiers et officiers supérieurs à la cause islamique et de la démoralisation des autres, Huyser échouait, les Américains n'allaient pas pour autant s'avouer battus. Pendant longtemps, ils fomenteraient des complots et sèmeraient des germes de guerre civile.

Qui pouvait dire ce que préparaient les Russes ? Bien sûr, le parti Toudeh était discrédité, haï par le peuple, compromis à tel point avec le chah et la Savak qu'on ne le voyait pas réapparaître de sitôt, mais il avait encore des bases, dans les raffineries pétrolières notamment et les multiples groupes marxistes qui pullulaient pourraient bientôt servir de couverture à des provocations de l'U.R.S.S.

La question posée par notre ami libanais était passionnante mais elle ne devait pas nous faire oublier les échéances les plus immédiates et les plus inquiétantes. Peut-être que demain, lui-même, Behecti, serait en prison ou assassiné et Téhéran noyé dans un bain de sang. La révolution n'avait pour elle que l'Islam et l'appui de l'immense majorité du peuple. Seule l'alliance,

ou mieux encore, la fusion du clergé et des masses populaires pouvait assurer la victoire à la fois dans l'immédiat et face aux complots futurs. L'ancien chef de la communauté chiite de Hambourg voulut conclure sur une note plus philosophique.

« Il y a deux formes d'organisation sociale, observa-t-il. Ou bien les hommes se rassemblent autour d'une pensée commune, partagent ensemble une vision du monde, une philosophie de l'existence et du devenir, appelons cette forme : les sociétés idéologiques. Ou bien un autre type de principe les réunit, le territoire, le passé, la nation : ce sont les sociétés non idéologiques. La France, l'Allemagne appartiennent à la seconde catégorie. La société iranienne est de toute évidence une société idéologique et les sociétés de ce type éprouvent constamment le besoin de préserver l'unité de pensée qui les organise. Vous constaterez ce phénomène aussi bien dans les nations musulmanes tout au long de l'histoire de l'Islam que dans les pays marxistes contemporains. Cela peut parfois se payer de certains excès mais si vous comparez honnêtement ces sociétés, vous conviendrez que la nation musulmane, même à ses pires moments, a toujours mieux respecté la liberté de pensée que les régimes socialistes d'inspiration marxiste.

« Quant à l'Iran de demain, rassurez-vous, nous ferons tout pour qu'il soit la terre de l'Islam et de la liberté. Le Prophète a dit qu'on ne pouvait forcer personne à croire et cette marque de tolérance est pleine de sagesse. Dans toute la mesure du possible, nous allons nous ouvrir au monde et, sur la base de notre identité islamique, de notre humanisme islamique, nous prendrons partout ce qu'il y a de meilleur, aussi bien dans le capitalisme que dans le marxisme. Je crois que l'Iran nouveau vous étonnera. »

Je ne devais plus jamais obtenir d'entretien avec l'ayatollah Behehti. Je suivis en revanche nombre de ses conférences de presse. Celles qu'il tenait dans l'hémicycle du Madjlès en tant que secrétaire du Conseil de la révolution puis celles, hebdomadaires, le mercredi matin, au palais de justice, en tant que président de la Cour suprême.

Initiateur de la constitution islamique qu'il avait pour une part rédigée, fondateur et secrétaire général du Parti de la République islamique, majoritaire au Parlement, hégémonique au gouvernement, gardant un œil constant sur le quotidien *République islamique*, tout en dirigeant les activités conquérantes et tentaculaires du P.R.I. en direction de la télévision, de l'état-major des Gardiens de la révolution, de la Banque

centrale ou de la compagnie Iran Air, Behechti était l'homme-protégé de la révolution. Plus rien, ou presque, ne lui échappait dans les sphères du pouvoir. Sauf la présidence de la République. Question de temps.

Bani-Sadr était vulnérable. Son goût du pouvoir personnel et son égocentrisme démesuré le piègeraient plus sûrement que toutes les chausse-trapes qu'on pourrait lui tendre. En briguant la présidence de la République, Abolhassan Bani-Sadr avait choisi le prestige de la fonction contre la réalité du pouvoir. Il était désormais prisonnier d'une constitution qu'il avait bruyamment désapprouvée avant de s'y rallier, jugeant, sans doute à bon droit sur le moment, qu'elle ne survivrait pas à Khomeiny.

Mais en attendant, elle lui imposait des règles strictes et il n'en respectait aucune. Oubliant que l'article 127 lui permettait s'il le jugeait « nécessaire » de réunir le conseil des ministres sous sa présidence, il pourfendait l'inaction ou l'incompétence du gouvernement dans les colonnes de *Révolution islamique*. De même il accusera plus tard en public ses adversaires du P.R.I. d'avoir « bradé » les intérêts iraniens dans le règlement final de l'affaire des otages américains en feignant d'ignorer l'article 125 qui stipule que « la signature des traités, des conventions, des accords conclus par le gouvernement de l'Iran avec d'autres gouvernements [...] est, après leur approbation par la Chambre des députés, de la compétence du président de la République ».

La nomination du Premier ministre avait tourné à son désavantage. Après s'être vu refuser ses propres candidats par le Madjlès, il avait fini par désigner Mohammad Ali Radjaï, en faisant savoir *urbi et orbi* qu'il le tenait pour un ignorant et un imbécile. Le parti majoritaire avait beau jeu de souligner l'incohérence du comportement de Bani-Sadr qui, s'il n'avait pas les moyens d'imposer le Premier ministre de son choix, n'était pas contraint non plus d'accepter un candidat qu'il jugeait indigne de cette fonction.

De deux choses l'une, ou bien le président de la République agissait en irresponsable ou bien il jouait la politique du pire : le résultat était aussi désastreux dans un cas que dans l'autre. Ses adversaires religieux n'avaient pas de peine à démontrer à Khomeiny que le candidat à la présidence, qui s'était fait le champion de l'« union du clergé et du peuple » contre les partis « monopolistes » et « diviseurs », se conduisait lui-même, une fois élu, en chef de parti, méprisant ainsi aussi bien la

souveraineté populaire que les principes islamiques fondamentaux de la République.

L'ayatollah Behechti n'avait en effet qu'à attendre. Le piège se refermait tout seul. A l'heure de la bataille finale Bani-Sadr n'avait plus pour le soutenir que les Modjahedin du peuple qu'il avait autrefois combattus, et ces intellectuels laïques qu'il avait si vigoureusement dénoncés dans son journal. Par une sorte d'ironie amère, le 20 juin 1981, ses partisans se firent massacrer à Téhéran par les milices des hezbollahi, ces « Modjahedin de la révolution islamique » que Bani-Sadr avait portés sur les fonts baptismaux deux ans auparavant afin de montrer, expliquait-il au journaliste Gilles Anquetil, que « les guérilleros de gauche n'ont pas seuls le monopole des armes ».

L'été de la troisième révolution consacrait la victoire d'un stratège consommé sur un politicien médiocre. Le triomphe de Behechti était absolu. Non seulement Bani-Sadr était balayé, mais il entraînait dans sa chute tous ceux qui pouvaient encore se réclamer de l'Islam et de Khomeiny contre l'hégémonie cléricale. Le « pouvoir de l'Islam » se confondait désormais avec celui du Parti de la République islamique. Sur ce point au moins Bani-Sadr avait vu juste depuis le début mais sa clairvoyance n'avait malheureusement pas eu raison de sa présomption.

L'ayatollah Behechti n'eut guère le temps de savourer sa victoire. Le 28 juin 1981 il disparaissait avec plusieurs dizaines de personnalités éminentes de son parti dans l'attentat à la bombe qui détruisit le siège du P.R.I. On n'a jamais su le nombre exact des victimes. Non qu'il soit tenu secret mais parce que la propagande islamique a décidé de s'en tenir à « soixante-douze morts et plus ». Soixante-douze, comme les compagnons de l'imam Hossein tués à Kerbala le 10 moharram de la soixante et unième année de l'ère islamique. Ainsi la mort de Mohammad Behechti entrait-elle dans la légende funèbre du martyrologe chiite.

Je suis allé voir son tombeau au cimetière de Behechte Zahra. Le jour de ma visite un groupe de Turcs azaris étaient venus de l'Azerbaïdjan en pèlerinage. Vêtus de pantalon et de chemise noirs, ils se flagellaient inlassablement autour du mausolée de marbre en scandant des slogans à la gloire d'Ali et de Hossein. Autour d'eux des femmes se griffaient le visage et des hommes, descendus par camions entiers des faubourgs de la capitale, pleuraient des vraies larmes à gros sanglots bruyants.

Institut kurde de Paris

VI

« MAINTENANT NOUS POUVONS NOUS BATTRE A VISAGE DÉCOUVERT. » Adi Rafari n'a pas seulement un nom de chef de bande. Il est un chef de bande malgré qu'il en ait. Ebrahim a eu du mal à obtenir ce rendez-vous. Adi Rafari est inconnu hors d'Iran. Il ne joue aucun rôle officiel. Il n'appartient pas au cercle des hiérarques du Parti de la République islamique. Ce n'est pas un doctrinaire et il ne prétend pas l'être. Ce n'est pas lui qui apportera un élément neuf à mon enquête sur le pouvoir islamique, du moins le pense-t-il et Ebrahim avec lui. Alors pourquoi le rencontrer ?

On m'a dit qu'il était le « chef » des hezbollahi, on l'a identifié sur la photo floue parue dans *Paris-Match* après les émeutes du 20 juin comme l'homme monté sur un muret qui dirigeait la foule un pistolet à la main. J'ai expliqué à Ebrahim que j'avais besoin de rencontrer une personnalité qualifiée, celui-là par exemple, pour me parler du mouvement hezbollah, de ce « parti de Dieu » qui sème la terreur et qui s'en vante.

Adi Rafari est un jeune mollâ, tout juste la trentaine, à la silhouette ascétique et au regard inspiré. Il n'aime pas les journalistes étrangers et n'entend pas me le cacher. Il a accepté de me recevoir mais c'est un ennemi qu'il reçoit, avec une politesse glacée. Je veux savoir, soit, mais que puis-je comprendre ?

« Notre révolution n'est rien d'autre que l'accomplissement des lois et des commandements de notre religion. Notre but est de créer une société où nous pourrions vivre comme au temps d'Ali, gendre du Prophète et fondateur de la foi chiite. C'est pour atteindre ce but que notre peuple a donné cent mille martyrs. Nous avons cru que le retour de l'imam Khomeiny en Iran annonçait l'aube de la société islamique authentique.

Nous avons été trahis et l'imam avec nous. Le gouvernement provisoire de M. Bazargan nous a combattus et réprimés, alors même qu'il laissait s'exprimer les organisations contre-révolutionnaires et que l'Islam était insulté chaque jour à l'université. Quand l'affront est devenu insupportable nous sommes redescendus dans la rue, à l'appel de l'imam, comme au temps de la tyrannie, pour exiger que le gouvernement soit épuré et les serviteurs de l'Est et de l'Ouest châtiés. Si nous ne l'avions pas fait, notre pays aurait sombré dans le chaos et le despotisme. C'est pourquoi l'imam a lancé la deuxième révolution en s'appuyant sur le peuple musulman et les étudiants qui s'étaient emparés du nid d'espions [l'ambassade de Téhéran]. Grâce à cette action exemplaire notre pays a été doté d'une véritable constitution islamique mais, comme vous savez, M. Bani-Sadr a été élu à la présidence. Nous avons été trahis une seconde fois. M. Bani-Sadr s'était présenté comme un fidèle serviteur de l'imam et du peuple, sans quoi il n'aurait jamais été élu. Mais il n'était en fait qu'un apprenti tyran qui s'est servi de l'Islam pour tromper le peuple. Si nous ne nous étions pas soulevés à nouveau, l'espoir de réaliser une société islamique en Iran aurait été anéanti. Grâce à Dieu, le peuple a compris la trahison de Bani-Sadr et l'a chassé. Vous savez maintenant ce que sont et ce que veulent les hezbollahi.

– Mais pourquoi dites-vous : "Maintenant nous pouvons nous battre à visage découvert" ?

– Parce que sous le régime de M. Bazargan et plus encore sous la présidence de M. Bani-Sadr, les hezbollahi étaient traités comme des chiens. Nous étions constamment insultés, humiliés, battus. On nous faisait honte de nous-mêmes. Plus personne n'osait se dire hezbollahi.

– Je ne dois pas avoir les mêmes souvenirs que vous. Chaque fois que je suis venu à Téhéran, je n'ai pas eu l'impression que les hezbollahi avaient disparu, bien au contraire.

– Que voulez-vous dire ?

– A plusieurs reprises j'ai assisté à des accrochages violents à l'université, dans la rue, au nom du "parti de Dieu".

– Vous voyez, pour vous aussi : violences, agressions, égalent hezbollahi. C'est ainsi qu'on a voulu discréditer notre mouvement et à travers lui tout le peuple militant d'Iran qui luttait pour le triomphe de l'Islam vrai. M. Bani-Sadr était devenu un expert dans cette sale besogne qui consistait à payer des sbires pour agresser les gens et accuser ensuite les hezbollahi de ces mauvais coups.

– Vous voulez dire que jamais vous n’êtes allés à l’université pour y combattre les marxistes, les Fedayin ou les Modjahedin du peuple ?

– Jamais nous n’avons commis d’agression. C’est nous, au contraire, qui avons été constamment agressés, dans notre foi et dans nos personnes, par les gens dont vous parlez. Bien sûr que nous nous sommes défendus. Nous sommes prêts à mourir jusqu’au dernier pour la cause de l’Islam.

– Quand vous dites “Nous”, qu’est-ce que cela veut dire ?

– Nous les hezbollahi et le clergé militant qui lutte à leur côté et qui les aide.

– Pourquoi dit-on de vous que vous êtes le chef du “Parti de Dieu” ?

– Qui peut prononcer de telles sottises à part un journaliste étranger qui ne connaît rien et qui ne comprend rien à l’Islam ? Évidemment, vous n’êtes pas capable de concevoir un parti sans cartes et sans chefs. Mais le parti de Dieu n’a rien à voir avec vos organisations européennes. Tout le peuple est hezbollahi. »

Pendant qu’Adi Rafari parle, la musique et les paroles me reviennent, ti-ti-ti, ta-ta-ta, ti-ti ta, ti-ta, ti-ta, *Hezb faqat hezbollah, rahbar faqat Ruhollah*, les foules noires, les poings dressés à la hauteur de la tête, marquant le rythme comme s’ils frappaient et rebondissaient à l’infini sur la face d’un ennemi invincible. *Hezb faqat hezbollah, rahbar faqat Ruhollah*, la meute qui encercle, le long du mur de la faculté des lettres, dix, vingt, trente militants apeurés, désesparés, séparés de leurs assaillants par une mince frontière de livres, de brochures ou d’affiches répandus sur le sol.

Hezb faqat hezbollah, rahbar faqat Ruhollah, ils sont des milliers, ils ont envahi toutes les rues autour de l’université, le service d’ordre en treillis des Modjahedin du peuple cerne son propre meeting et a fermé toutes les issues. Massoud Radjavi a presque fini son discours. Il va falloir sortir, la peur se lit sur tous les visages. Je me suis glissé vers le portail du campus, ma carte verte autour du cou. Les deux camps s’observent haineusement de chaque côté de la grille cadénassée.

« Ce sont les ennemis de Dieu qui manifestent ici, m’avertit un mollâ depuis la rue. Le peuple ne se laissera pas déposséder

de sa révolution. Nous ne permettrons pas qu'on insulte l'Islam et l'imam Khomeiny. »

« *Allah Akbar ! Allah Akbar ! Allah Akbar ! Khomeiny Rahbar ! Marg bar Amrica ! Marg bar Chouravi ! Marg bar Monafiq !* » répond en écho la foule derrière le mollâ.

« Vous avez compris ce qu'ils disent ? Ils disent : "Dieu est le plus grand ! Khomeiny est le chef ! Mort à l'Amérique ! Mort aux communistes ! Mort aux hypocrites." »

Hezb faqat hezbollah, rahbar faqat Ruhollah. Les pierres ont commencé à voler près d'une sortie latérale. Le service d'ordre se précipite. De part et d'autre on a sorti les gourdins. Les participants du meeting courent vers la rue. On cogne, on crie, on saigne aux quatre coins du campus. J'essaie de me trouver un chemin le long des grilles. Un jeune type court vers moi et crie quelque chose que je ne comprends pas. Une fille le suit. Soudain le type s'arrête net. Il vient de prendre un pavé en plein visage. Il s'effondre, l'œil, le nez et la moitié du front comme gangrenés instantanément par une bouillie infecte. Le service d'ordre arrive au galop pour récupérer le blessé.

La fille hurle. « Regarde-les, regarde-les, ces salauds, ces chiens, regarde leur sale gueule, ce sont les mêmes qui nous matraquaient du temps de la Savak, je les reconnais, ce sont les mêmes. »

Hezb faqat hezbollah, rahbar faqat Ruhollah. « Un seul parti le parti de Dieu, un seul chef Ruhollah. » Ce cri des milliers de fois entendu, comment pourrais-je jamais l'oublier ? Il est inscrit dans ma mémoire iranienne. Il était des premiers cortèges que j'avais suivis, toujours plus fort, plus virulent, plus vigoureux que les autres et surtout quand les autres étaient lancés par des laïques ou des gauchistes.

« C'est un rappel à l'unité, m'expliquait-on, nous sommes pour la liberté de toutes les tendances et de tous les partis mais à condition qu'ils respectent en retour l'unité sacrée de notre peuple derrière l'imam Khomeiny qui la symbolise. » Quand plus tard j'aurai été initié aux vertus du « *touhidisme* », je comprendrai mieux que l'unité ne naît pas de la diversité mais la fonde. Hors du parti de Dieu, point de salut. A Dieu unique, peuple unique, société unitaire et parti...

« Un parti unique ? Mais vous ne comprenez décidément rien. Hezbollah veut dire en effet parti de Dieu, cela signifie

seulement "parti" de ceux qui suivent la voie tracée par Dieu, dans le sillage du Prophète et des douze Imams. Il n'y a pas, il n'y aura jamais de parti unique dans la République islamique d'Iran. Le parti unique c'est ce que veulent les marxistes. Nous n'avons rien à voir avec les marxistes, mais ils ont le droit de s'exprimer en Iran. Avons-nous interdit le parti Toudeh ? Les Fedayin "majoritaires" ? Non seulement nous ne les avons pas interdits mais nous leur avons donné, à eux comme à beaucoup d'autres, le droit de se présenter aux élections des députés.

— Vous semblez oublier, monsieur Rafari, tous ceux qui ont été condamnés à la clandestinité, ceux que l'on arrête, ceux que l'on fusille.

— Qui ? Dites-moi qui ? Les terroristes, les assassins, les tueurs au couteau ou à la bombe ? C'est à eux que nous devrions accorder la liberté ? Vous voudriez que le droit de tuer des innocents soit inscrit dans la constitution ? Je vous ai dit que l'Islam était respectueux de la liberté et vous ne pouvez pas me prouver le contraire. Chacun est libre d'exprimer ses opinions, pour la première fois en Iran. Mais personne n'a le droit d'utiliser cette liberté contre l'Islam. Personne n'aurait non plus le droit d'accorder une telle liberté. Ce serait un crime contre l'Islam et contre Dieu. Nous n'avons pas besoin d'un parti unique pour nous défendre. Cela est bon pour les régimes tyranniques de l'Est comme de l'Ouest. Ici le peuple se défend lui-même.

— Je n'en doute pas, mais les camions, les motos, l'organisation des défilés, la liste des mots d'ordre distribuée aux manifestants, ce n'est tout de même pas de la génération spontanée.

— Vous, les Occidentaux, n'imaginez pas que le peuple peut s'organiser sans une bureaucratie qui pense et prévoit à sa place. Quand on vous parle de bataille, vous cherchez l'état-major. Chez vous la politique est une affaire de parasites professionnels et le peuple en est exclu. Ici, le peuple est libre. Chacun sait ce qu'il doit faire là où il est. Sur un appel de l'imam diffusé par la radio, des centaines et des centaines de milliers de gens se mobilisent en un quart d'heure. Nous pouvons aussi bien et aussi vite organiser le contrôle des rues, la surveillance des lieux suspects ou la défense d'une place attaquée par les contre-révolutionnaires. Nous n'avons pas besoin de bureaucratie ni d'une hiérarchie compliquée pour cela. Nous n'avons même pas besoin des services de renseignement

comme les vôtres. A quoi cela nous servirait-il ? Le chah avait la Savak. En plus de la Savak, il avait la C.I.A. et le Mossad israélien. Et il se croyait invulnérable. Vous avez vu ce qui lui est arrivé. Nous, nous n'avons rien de tel mais nous avons la police secrète la plus extraordinaire du monde : un peuple entier espionne les contre-révolutionnaires. Voilà notre force. »

Dans l'Iran de l'été 1981, les « contre-révolutionnaires » n'étaient plus les partisans du chah ou autres *ci-devant*, mais des jeunes gens, garçons et filles, qui professaient un Islam militant qui n'avait rien à envier à l'orthodoxie coranique des dirigeants ou des inspireurs du Parti de Dieu. Ils avaient été (ou leurs aînés) parmi les principaux artisans de la lutte contre le chah. Leurs adversaires d'aujourd'hui les baptisaient « Hypocrites » (*Monafiqrun*) pour rappeler que le Prophète Mohammad lui-même, à ses débuts, s'était allié à des groupes qu'il avait par la suite anéantis quand, assuré de sa force, il n'avait plus eu besoin de ces « amis » trop critiques ou dont la fidélité était sujette à éclipses. « Hypocrites » à Médine, Modjahedin à Téhéran, l'histoire chiite n'est là encore qu'un éternel retour.

Mouvement islamique radical, né d'une scission au sein des Fedayin marxistes au début de la dernière décennie, les *Modjahedin-e-Khalq* (« du peuple ») avaient fait l'apprentissage de la clandestinité, du terrorisme et de la guérilla urbaine dans les dernières années du régime impérial. Plusieurs fois démantelée par la Savak, l'organisation avait survécu à ses dizaines de militants fusillés, morts sous la torture ou purement et simplement assassinés au coin d'une rue ou lors d'une classique « tentative d'évasion » ou de « résistance aux forces de l'ordre ». Très populaires dans les premiers mois de la révolution, ils bénéficiaient de l'appui paternel de plusieurs dignitaires religieux dont l'ayatollah de Téhéran, Mahmoud Taleghani, qui avait côtoyé durant ses onze années de détention plusieurs dirigeants du mouvement. Leurs relations avec Khomeiny étaient plus ambiguës. S'ils acceptaient sans barguigner le leadership spirituel de l'imam, ils étaient plus réservés sur le concept d'*imamat*, c'est-à-dire la toute-puissance conférée au chef religieux qui devait bientôt se concrétiser par l'article 110 de la constitution, dans l'institution du velayat-e-faghi. Les Modjahedin décidèrent donc de voter « non » au référendum constitutionnel de décembre 1979. La mort de Taleghani deux mois auparavant avait rompu le dernier lien entre eux et

l'état-major khomeiniste. Désormais la guerre avec le pouvoir était pratiquement inévitable.

Bani-Sadr fut l'un des premiers à la prêcher. Le futur candidat à la présidence de la République voyait dans les Modjahedin du peuple une concurrence dangereuse et il n'hésita pas à solliciter contre eux le fanatisme des hezbollahi. Ses pressions conjuguées avec celles du Parti de la République islamique obtinrent de Khomeiny, au mois de janvier 1980, l'interdiction de la candidature présidentielle de Massoud Radjavi, porte-parole des Modjahedin. La chose était d'autant plus aisée que l'organisation avait non seulement rejeté la constitution mais pris position en faveur des revendications kurdes et des autres minorités nationales en rébellion contre le pouvoir central. La mise en marge de leur mouvement et l'exclusion de Radjavi ne firent que servir la popularité des Modjahedin du peuple. Leurs meetings connaissaient un succès de foule croissant et peu à peu toutes les franges de l'opposition laïque se rallièrent à leur drapeau.

Les rencontres avec l'organisation étaient difficiles et presque toujours décevantes. Les journalistes n'avaient affaire qu'à des porte-parole interchangeables refusant tout dialogue direct et récitant en guise de réponse aux questions les tracts et les communiqués de la direction clandestine. Le « programme » des Modjahedin du peuple était celui d'un socialisme islamique aux contours assez flous. L'exaltation du prolétariat et des masses populaires y voisinait avec le rejet théorique du concept de lutte des classes et les proclamations « touhidistes » – l'unité du mouvement social sur le modèle de l'unicité divine, la priorité accordée à l'idée de consensus sur celle de contradiction – n'avaient pas l'air de contredire une conception de l'organisation politico-militaire passablement conforme au modèle bolchevique.

A bien des égards les Modjahedin du peuple donnaient d'eux-mêmes une image qui n'était pas sans évoquer, marxisme en moins, une version irano-islamique des Khmers rouges, ce qui n'était pas exactement rassurant, et leurs protestations démocratiques à usage externe ne dépassaient guère la rhétorique usuelle dans ce genre de situations. Devenus par la force des choses la principale organisation d'opposition au régime – en dehors de la résistance kurde – les Modjahedin ont acquis aujourd'hui une audience qui déborde de très loin le cercle de leurs affidés. Contestataires et exclus de la « mollarchie » se soucient peu d'une doctrine qu'ils connaissent mal.

Pour tous ceux qui veulent en finir avec le régime khomeiniste, les Modjahedin du peuple sont devenus les combattants de la liberté. Et ses martyrs.

Combien sont-ils ? Entre les quelques centaines de militants que leur accorde le pouvoir et les millions de supporters qu'ils revendiquent, on peut tout juste hasarder une estimation raisonnable, en n'oubliant pas que l'étiquette couvre en réalité trois ensembles distincts et rigoureusement cloisonnés : l'organisation clandestine proprement dite des combattants, un mouvement politique à caractère plus classique et une masse de sympathisants qui distribuent des tracts, collent des affiches et participent aux manifestations publiques.

Mille à deux mille combattants, une dizaine de milliers de militants et une centaine de milliers de sympathisants actifs semblent des chiffres vraisemblables. Mais la menace qu'ils représentent n'est pas seulement celle du nombre. Ils retournent contre le pouvoir islamique ses propres armes et rappellent à Khomeiny que le formidable mouvement qu'il a déclenché contre la tyrannie, au nom de la foi et des principes sacrés d'Ali et de Hossein, n'épargne aucun tyran.

C'est pourquoi, dans la guerre à mort que leur a déclarée l'Islam intégriste, le nom des Modjahedin n'est plus jamais prononcé. Les mollâs ont fait d'eux une figure mythique du Mal. Ce ne sont pas seulement des opposants, des contre-révolutionnaires, des adversaires actuels du régime et de son imam, mais les ennemis de l'Islam depuis toujours, déjà dénoncés et combattus par le Prophète à Médine. *Monafiq* n'est pas un mot persan mais un vocable strictement coranique (« Annonce aux hypocrites / qu'un châtement douloureux les attend. / Ils prennent pour amis des incrédules / de préférence aux croyants. / Recherchent-ils la puissance auprès d'eux ? / La puissance en totalité n'appartient qu'à Dieu », lit-on dans la quatrième sourate aux versets 138 et 139).

L'Histoire sainte justifie la répression sans pitié, les procès sommaires et les fusillades massives – plus de mille pendant l'été 1981 – et autorise les « partisans de Dieu » à achever les blessés au cours des manifestations. Confronté à *taghout*, l'esprit du Mal, le virus démoniaque qui menace de gangrener le corps et l'âme de la *Oummâ* – la communauté de Dieu –, le vrai croyant n'a plus d'autre ressource que de déclencher les forces de la colère divine qui l'inspire. La Terreur. Celle des armes et des tribunaux révolutionnaires. Mais aussi la terreur dans les esprits. Car le mal n'est pas seulement incarné par ces

combattants de l'ombre qui frappent à motocyclette (Modjahedin et hezbollahi utilisent le même véhicule). Il est dans les gestes, dans les mots, dans les mauvais livres et les mauvais journaux, dans les cheveux des filles... Voilà ce qu'il faut traquer et détruire. *Marg bar Monafiq*, « Mort aux Hypocrites », c'est le cri de guerre et la mission Sacrée du « Parti de Dieu ».

« Les hezbollahi sont partout », m'avait chuchoté le juif du Park Mellat. « Tu ne sauras jamais à qui tu as affaire », m'avait averti le journaliste italien quand j'étais arrivé à l'hôtel, « l'hezbollahi est peut-être celui qui t'apporte le thé le matin, mais peut-être aussi l'homme qui te reçoit avec le sourire dans le bureau du rez-de-chaussée, parle un anglais châtié et porte une cravate nouée sur une chemise impeccable. A moins que ce ne soit le marchand de journaux ou le type qui proposera de te changer tes francs au triple du cours. »

Ces téléphones qui sonnent dans le vide, ces conversations interrompues sans motif, ces regards perpétuellement inquiets et fuyants, cette ville qui se ferme sur notre passage, cette impression de vivre constamment sous la menace, unanime, anonyme, cette angoisse sans objet qui dérègle nos gestes les plus quotidiens, cette déraison qui peu à peu nous gagne... le pouvoir hezbollah...

« La plus extraordinaire police secrète du monde », dit Adi Rafari.

Quelques secondes après il le prouvait.

Deux hommes sont entrés dans le bureau pendant notre entretien. Ils ont remis un papier au jeune mollâ et ont échangé quelques mots avec lui à voix basse avant de repartir. Adi Rafari brandit le papier devant nous, un regard triomphant.

« Voilà le travail d'un Komiteh. Un vieil homme est venu hier dénoncer son fils après avoir découvert des cocktails Molotov dans un coin de sa maison. Je pourrais vous donner dix autres exemples de cet extraordinaire esprit révolutionnaire qui anime notre peuple. »

Depuis que l'ayatollah Khomeiny en personne a fait de la délation un « devoir religieux », les médias islamiques ne cessent de rapporter des histoires de mouchardage patriotique et de préférence familial. Un vendredi de juillet à l'université de Téhéran le président du Madjlès, Hashemi Rafsandjani qui

avait remplacé l'ayatollah Khamenei (blessé dans un attentat et qui n'était pas encore le futur président de la République), à la tête de la grande prière, exaltait la vertu des mères qui n'hésitaient pas à dénoncer leurs enfants. Quelques jours après mon arrivée en Iran la presse faisait grand cas de la punition d'un bazari fusillé pour avoir hébergé et donné de l'argent à des Modjahedin du peuple : l'homme avait été arrêté sur le témoignage de son père et de son frère.

Au début du mois d'août les Iraniens ont pu assister sur leur écran de télévision à l'ultime dialogue d'une mère et de son fils condamné à mort, quelques minutes avant son exécution. Le fils pleurait et demandait pardon, la mère l'injuriait. Peut-être n'était-ce qu'une sinistre mise en scène mais le but recherché était atteint. Chacun avait compris qu'il était non seulement licite mais impératif de livrer ses enfants aux tribunaux islamiques s'ils avaient trahi la « ligne de l'imam », mais surtout, chaque citoyen devait savoir qu'il vivait désormais sous surveillance. Pour terroriser une ville il n'est pas nécessaire de la mettre en état de siège.

Ainsi on a fait taire les taxis. L'information, vraisemblable mais invérifiable, s'est répandue, comme presque toujours à Téhéran, sous la forme de la rumeur : les Komiteh avaient acheté des licences de « taxis orange » pour les confier à des hezbollahi.

Les « taxis orange » sont le moyen de transport collectif préféré des Téhéranais. Seuls les plus pauvres d'entre eux utilisent les autobus et le projet de métro est resté dans les cartons de ses concepteurs français. Quelques pancartes au milieu de terrains vagues qui ont survécu à l'érosion révolutionnaire signalent, pour l'histoire, d'hypothétiques stations. Restent donc les taxis orange qui s'arrêtent à la demande sur des itinéraires fixes. A Téhéran, comme dans les autres métropoles du tiers monde, ce type de transport est aussi un moyen de communication. Plus encore peut-être à Téhéran où les grands cafés, que l'on trouve dans toutes les villes du Proche-Orient arabe, sont inexistantes. La Savak en avait peur, la frénésie moderniste des Pahlavi les condamnait, bref, la conjugaison de la répression et du progrès a liquidé les derniers foyers de vie collective dans une ville qui n'avait pas besoin de cela pour devenir l'une des plus tristes du monde.

L'influence de la mosquée n'a pu qu'en bénéficier. Ici on pouvait parler. Sans conséquence, pensait la Savak qui, comme le chah, méprisait le bavardage des mollàs. On ne saurait pen-

ser à tout. Ce n'est pas le nouveau régime qui allait favoriser les espaces de commerce profane. Mais puisque désormais le pouvoir était à la mosquée, la fronde devait se faire entendre ailleurs. Et la parole libre se mit à rouler à la vitesse des taxis.

Radio-trottoir, Radio-brocard. On y parlait de tout, de rien, des rumeurs de la ville ; on s'y racontait les dernières histoires salaces qui couraient sur les mollàs. Médire et se moquer du mollà, ai-je appris, est peut-être aussi ancré dans la tradition persane que l'Islam lui-même. Cela peut passer pour un étrange paradoxe : les spécialistes de la question assurent qu'il n'y a pas de contradiction et que l'Islam anticlérical n'a jamais rien perdu de sa vigueur populaire en Iran. La révolution islamique n'a pas réhabilité « la barbe et le turban » : les taxis le prouvaient.

Un chauffeur de taxi qui descendait du nord au sud l'avenue ex-Pahlavi faisait un jour la joie des cinq passagers qui se succédaient sur les sièges, en attribuant à chaque arbre bordant l'avenue le nom du mollà qui s'y balancerait bientôt, pendu par le cou. Il y avait plus d'arbres que de mollàs suffisamment connus pour être dignes de ce traitement mais comme les clients se renouvelaient, le chauffeur pouvait prendre plusieurs fois le même religieux au cours du trajet. Le public participait volontiers au jeu et je n'ai pas souvenir qu'il ait été moins prisé au sud de l'avenue, dans les quartiers populaires, que dans les faubourgs taghouti où il avait commencé. Quant au malheureux mollà qui avait essayé de trouver place dans le taxi, tant pis pour lui, le chauffeur l'ignora ostensiblement et s'empessa d'offrir le siège vacant au premier quidam en civil, bruyamment félicité par les passagers ravis.

Dans les derniers mois, les autorités avaient grondé à plusieurs reprises. Des chauffeurs avaient été arrêtés, certains même fusillés mais les menaces n'avaient pas suffi à éteindre le mauvais esprit. Depuis que l'on *sait* que l'homme derrière le volant *peut* être un hezbollahi, on se tait. Et d'ailleurs, ajoutez-on, pourquoi les Komiteh se seraient-ils contentés de la place du chauffeur ? Quoi de plus facile que de faire monter au hasard du parcours l'un de ces « policiers » sans uniforme ?

Suspect, le silence de votre voisin, mais plus suspecte encore la plaisanterie subversive hasardée par l'autre. *On* m'observe. *On* veut me faire parler. Il faut se taire, surtout se taire. Et ne pas tourner la tête au risque de lire dans le regard de l'autre la même suspicion ou la même peur. Radio-trottoir s'est donc tue.

Adi Rafari a de bonnes raisons de triompher. Je sens bien qu'il m'a assez vu, mais une question me chiffonne encore.

« Si vous n'êtes pas le chef du mouvement, si les hezbollahi s'organisent seuls, comme vous dites, pourquoi les "comités" viennent-ils vous faire des rapports ?

– Parce qu'ils me connaissent, qu'ils me font confiance et que je les aide, sur le plan politique ou militaire.

– Militaire ? Vous voulez dire que vous leur fournissez des armes ? »

Le jeune mollâ se raidit brutalement. Qu'ai-je osé insinuer ?

« Seules les organisations du gouvernement ont des armes.

– Soit. De quelle aide militaire parlez-vous ?

– Notre pays est dans une situation difficile. Les conspirateurs, les contre-révolutionnaires et les terroristes disposent de moyens puissants et nous devons utiliser tous les moyens pour nous défendre. Il faut aider le peuple à affronter ces circonstances exceptionnelles. Nous entraînons donc les gens pour des opérations spéciales.

– *Nous, c'est-à-dire ?*

– Les hezbollahi. »

Mais il n'est manifestement plus temps de reprendre la discussion au point de départ. Adi Rafari n'en dirait pas plus. Officiellement les Komiteh ou les hezbollahi ne procèdent pas à des arrestations. Il n'empêche que c'est d'abord au Komiteh le plus proche qu'on s'adresse quand quelqu'un a disparu et que les Komiteh n'hésitent pas à perquisitionner, parfois sauvagement, les demeures suspectes.

Officiellement, « seules les organisations gouvernementales ont des armes », mais le 20 juin les groupes d'hezbollahi qui ont massacré les partisans de Bani-Sadr ne portaient pas que des matraques et des couteaux, et les vigiles à moto qui parcourent les rues à la nuit tombée arborent fièrement revolvers, kalachnikov et G.3.

Officiellement les « Modjahedin de la révolution islamique » sont une organisation politique légale, qui n'a rien à voir avec les Komiteh ni les hezbollahi d'Adi Rafari, mais chacun *sait* à Téhéran que cette milice, plus ou moins patronnée à l'origine par Bani-Sadr pour faire pièce aux Modjahedin du peuple, est aujourd'hui une organisation paramilitaire puissante. On dit aussi que le véritable patron de cette milice est Behsad Nabavi, ministre des « Affaires exécutives » et ancien porte-parole du gouvernement dont il est donné comme l'« homme fort ».

Inutile de lui poser la question. M. Nabavi ne sait tout juste pas de quoi vous parlez. Adi Rafari non plus.

Officiellement il n'y a pas d'autre autorité à Téhéran et en Iran que celle des institutions prévues par la constitution de décembre 1979, mais au moindre incident les autorités légales disparaissent ou avouent leur impuissance. Quelques jours avant d'être assassiné, l'ayatollah Ghodussi, procureur général de la révolution, recevait les parents d'une personnalité iranienne arrêtée en juin. L'homme était un ancien ami de Bani-Sadr et il avait été appréhendé par les Pasdaran qui voulaient empêcher le président en fuite de trouver un refuge. La famille était sans nouvelles depuis. L'ayatollah Ghodussi compatit mais, dit-il : « Je ne peux rien pour vous. Ce n'est pas moi qui ai ordonné cette arrestation. »

Au mois de juillet le Komiteh n° 9 de Téhéran – la capitale en compte quatorze – fit irruption dans l'ambassade d'Italie. Les miliciens recherchaient, disaient-ils, un suspect qui, au dire de plusieurs témoins, y aurait trouvé refuge. Un diplomate leur barra la route dans l'antichambre de la chancellerie, tandis qu'un autre téléphonait au ministère iranien des Affaires étrangères. Au seul nom de Komiteh le fonctionnaire iranien qui avait eu la malchance de décrocher le téléphone décida que l'affaire n'était pas de son ressort. Il valait mieux négocier avec les responsables du Komiteh n° 9. Tout finit par s'arranger. Les miliciens fouillaient le jardin de l'ambassade quand les mêmes témoins qui les y avaient conduits vinrent leur signaler qu'ils croyaient bien avoir vu le suspect s'enfuir à l'autre bout de la rue.

Ainsi naviguons-nous sans cesse entre l'information officielle et la rumeur incontrôlable. Qu'en est-il vraiment du « pouvoir hezbollah » ? Nul ne peut le dire. Démesurément grossi par la peur qu'il inspire, il existe probablement autant dans la tête de ceux qui le craignent que dans la réalité des Komiteh et des milices. Mais le phantasme s'est imposé. Le spectre du sud hante le nord.

Ce ne sont pas seulement les hezbollahi de l'ombre qui font peur, ce sont les foules hirsutes et misérables, ces masses tristes et noires qui sont entrées dans l'histoire à l'appel de Khomeiny et que l'on imagine prêtes à submerger la ville. Ce n'est pas non plus une peur de nantis, de bourgeois qui tremblent pour leurs biens. C'est une peur déraisonnable, irrationnelle, devant un danger que l'on ne sait comment conjurer, venu d'un autre monde. Quand j'écoute ceux qui tentent de m'expli-

quer cet avenir terrifiant, j'imagine l'invasion prochaine de la planète par une horde de morts-vivants surgis des entrailles de la terre. « Un hezbollahi se reconnaît à la tête, me confiait un jour un universitaire solidement marxiste, à cette lueur de meurtre dans le regard hébété qui te fixe sans te voir. » L'analyse ensuite nuancait la description. Chômage, déracinement, analphabétisme : toutes les composantes du lumpenproletariat dont Marx disait déjà...

Et c'est vrai qu'ils ont une sale gueule, les hezbollahi, la gueule de la misère, de la sous-alimentation, de l'ignorance, la gueule des bidonvilles coincés entre les dépôts d'ordures où j'avais erré quand Abbas, mon étrange guide rencontré près de l'ambassade américaine, m'avait dit : « Va voir dans le sud, tu commenceras à comprendre. » La gueule des types qui à dix ans ont trompé la faim en fumant de l'héroïne et qui y ont laissé les dents, les os, la vue et un paquet de neurones.

Marxistes aussi, à leur manière, les Pahlavi croyaient que la modernité se mesure au gigantisme urbain et à la densité prolétarienne des banlieues. Téhéran est leur œuvre. Cette pieuvre monstrueuse dont le cadavre desséché, accroché aux pentes de l'Elbourz, plonge ses tentacules de bitume jusqu'à l'orée du désert rouge est la figure de leur blason.

Téhéran, cette mégalopole sans principe, sans âme, sans cœur, c'est la preuve, la trace ineffaçable du crime. Bien plus que dans les chambres de torture de la Savak, bien plus sauvagement qu'avec les mitrailleuses des hélicoptères, c'est avec Téhéran que le satrape a commis le forfait inexpiable, qu'il a corrompu son peuple et dévasté son pays ; c'est dans la capitale qu'il a appris aux Iraniens la honte et la haine d'eux-mêmes. Il suffit d'avoir parcouru une fois les interminables avenues qui découpent Téhéran d'est en ouest et du nord au sud pour dresser l'acte d'accusation.

Téhéran n'est pas une ville, tout juste des banlieues qui n'en finissent jamais, opulentes et résidentielles au nord, industrielles à l'ouest et à l'est, pouilleuses au sud. Une gangrène de béton dévorée par le cancer automobile. Quand l'agglomération comptait quatre millions d'habitants les véhicules en circulation étaient estimés à deux millions. Les chiffres ont lourdement varié en hausse mais la proportion n'a pas changé.

Vous imaginez la suite. Une capitale asphyxiée dix heures par jour, l'un des plus forts taux de pollution au monde et une mortalité routière galopante. Mais ce n'est pas tout. Ce qu'on ne peut imaginer sans l'avoir vécu c'est la folie paranoïaque de

la rue téhéranaise où circuler est un combat de chaque instant, où seuls comptent les rapports de force les plus évidents, passer ou casser, s'humilier ou tuer. A hauteur de volant, plus question de fraternité islamique ou de pitié pour les humbles : Téhéran se venge en roulant de sa laideur inhumaine. Cette ville où l'on ne peut ni marcher ni respirer a sécrété son antidote : l'instinct de mort pour guérir du malheur d'y vivre.

Du nord au sud le cadre change. Le cauchemar commence dans un Los Angeles de pacotille et s'achève dans un faubourg de Calcutta. Mais si au nord on pouvait rêver, au sud on ne peut que haïr. La misère qui s'étale en ordre croissant une fois traversée l'ex-avenue Shah-Reza, devenue celle de « la Révolution », n'est pas le produit de la fatalité d'un système social tyrannique et injuste, elle a été voulue et quasiment planifiée. C'est pour régner dans une véritable capitale du XX^e siècle que les Pahlavi ont condamné les campagnes iraniennes, laissé pourrir les villages et se désertifier les terres. Le grand mirage de l'industrialisation a attiré vers Téhéran des dizaines puis des centaines de milliers de candidats-prolétaires qui avaient quitté sans espoir de retour leur monde sans avenir. Ils ne trouvèrent à l'arrivée ni emplois, ni écoles pour les enfants, ni hôpitaux pour se soigner, ni maisons habitables. Chacun se débrouilla comme il put.

La misère elle-même a ses degrés et inventa sa subtile hiérarchie. Les derniers arrivés louèrent les baraquements du bidonville à la vague précédente qui les avait abandonnés pour les cellules de brique d'une cité puante. Les plus anciens avaient atteint le stade de la maisonnette ou de l'immeuble délabré. Les plus riches montaient des petits commerces, des ateliers de confection, d'emballage ou de métallurgie rudimentaire, d'autres fournissaient les cigarettes de contrebande aux petits marchands qui allaient les vendre dans les quartiers du centre.

Condamnés à vivre dans les marges infra-humaines de la ville, les sudistes de Téhéran en sont devenus la sous-humanité. Le vol, le crime, la prostitution, la drogue ont naturellement proliféré. A la veille de la révolution khomeiniste un quartier entier y était voué. Il s'appelait *Chahr-e-now*, la « Ville Nouvelle ». Pouvait-on inventer un nom mieux adapté pour désigner ce quadrilatère parcouru de sombres venelles gouvernées par les revendeurs d'héroïne et d'opium, qui ne comptait pas moins d'une centaine de bordels plus sordides les uns que les autres ? A la lisière du ghetto, une boîte fameuse, le Sho-

koufé-Now accueillait les beaux soirs, dans un décor de sous-baroque oriental aux teintes héraldiques, les bourgeois du nord qui venaient s'y encanailler en bande et trouvaient l'endroit très kitch. Le 26 janvier 1979 quelques milliers de manifestants ont incendié le Shokoufé et les bordels voisins en criant : « Allah est grand » et « Purification par le feu ». Une semaine plus tard, la vie avait repris et le commerce avec elle. La passe à cinq francs, la fumette d'héroïne au même prix. Il n'était pas besoin d'être particulièrement physionomiste pour reconnaître dans les clients du jour les incendiaires de la veille.

Depuis les bulldozers ont rasé la « Ville Nouvelle » et Khal-khali a décimé les marchands de poudre grise. Pour frapper les imaginations il a organisé par deux fois des exécutions à l'endroit même où Abbas m'avait un jour montré les fumeurs d'héro sous leur voile blanc. La première fois Khalkhali s'était contenté d'une fusillade le long du mur de l'impasse. La seconde fois il décida de pendre et fit aménager un portique qui s'effondra au moment où les Gardiens de la révolution retiraient les caisses de Canada-Dry qui soutenaient les condamnés. Il fallut les achever au fusil mitrailleur.

Images du sud, images de violence, de mort, de sang, images du désespoir et de l'exclusion sans appel : elle n'est pas ragoûtante la poubelle de Téhéran, mais elle est aussi la vérité de l'autre ville, l'envers de son décor et de ses ruines futuristes sur lesquelles veillent des centaines de grues à jamais immobiles comme autant de stèles décharnées. Cette mégalopole désarticulée devait exploser tôt ou tard. Il aura fallu deux ans et demi de révolution pour atteindre la masse critique.

La prise en charge du sud de Téhéran par les mollàs a commencé bien avant. La Savak avait chassé sur le même terrain et recrutait, pour les mêmes motifs fondamentaux, mouchards, tueurs et casseurs. Il suffisait de désigner la cible : ennemis de Dieu et du roi – longtemps la confusion fut possible –, communistes destructeurs de la foi, intellectuels. Mais les religieux avaient mieux à offrir. De ceux qui n'étaient que des mercenaires, ils firent des militants.

Pendant les longs mois de la grève générale qui paralysait les transports, donc l'approvisionnement de la capitale, ils organisèrent à partir des mosquées des réseaux de distribution et d'entraide. La nourriture complétait le message mais le message passait tout seul. L'Islam n'avait besoin ni de dictionnaires ni de pédagogues pour être compris, il était la langue que

chacun parlait, le code auquel même le plus fruste obéissait. Il suffisait de dire que le temps du réveil et de la rédemption était venu, que le Paradis n'était pas la consolation offerte aux humiliés et aux offensés mais l'avenir promis à ceux qui sauraient combattre et mourir pour la cause du Dieu unique. Ainsi parlait Khomeiny dans ses cassettes diffusées par les innombrables messagers en turban. Et c'est à eux, les mostazafin, les déshérités, et à eux seuls que Khomeiny parlait.

A ceux-là qui n'avaient rien à perdre, il ne promettait ni la richesse ni le confort mais le salut par le sacrifice et le martyre. Il leur disait que la vérité ne se trouvait ni dans les livres, qu'ils ne pouvaient pas lire, ni dans les discours des intellectuels, qu'ils haïssaient, mais dans la foi ; que toutes les ressources de la technique et de la civilisation modernes, dont ils étaient rejetés, ne pouvaient rien contre la détermination des vrais croyants. Ils affrontèrent à mains nues les chars et les mitrailleuses. Ainsi naquirent les hezbollahi.

Fantassins de la première révolution, contre le chah, piétaille de la seconde, contre l'Amérique, ils sont les héros de la troisième. « Maintenant nous pouvons nous battre à visage découvert », disait Adi Rafari. Autrement dit plus rien ni personne ne s'interposera désormais entre le peuple et son imam. Nous combattons pour l'Islam et l'Islam seulement, le pur, le véritable Islam. L'heure de la Grande Revanche a enfin sonné.

Les déferlements sanguinaires du 20 juin, cette rage démentielle qui s'est emparée de l'Iran depuis l'été, n'ont probablement pas d'autres secrets. Puisque les intellectuels, les libéraux, les « occidentalisés », tous ces imitateurs serviles « de l'Ouest et de l'Est » n'ont décidément pas compris qu'ils devaient accepter la loi de Dieu ou disparaître, plus d'attermoiement, plus de quartier. Frappez sans pitié ! Voilà le message que les hezbollahi attendaient.

Musulmans, ils ne pratiquent pas la lutte des classes. Ils ne montent pas vers le nord pour s'appropriier les richesses. Ils respectent la propriété et révèrent le commerce ; inversement, nombre de bazari, moyens ou gros commerçants traditionnels, participent pleinement de ce fanatisme intégriste. Mais les mostazafin n'échappent pas pour autant à la haine de classe.

Ils ont depuis longtemps identifié leur ennemi : l'Étudiant, l'Intellectuel, celui qui par son savoir, son langage, sa culture, représente le monde qui leur est refusé. On ne s'est pas privé de leur répéter que l'université était un foyer d'hérésie. Ils ont donné l'assaut. Que ceux qui faisaient profession d'écrire ou de

penser ne pouvaient que se détourner de la voie de Dieu. Ils les bastonnent à mort. Qu'ils devaient leur misérable condition au fait que l'Islam avait cessé de gouverner l'Iran. Ils tueront quiconque sera désigné comme un « laïque », un apostat ou un ennemi de Dieu. Les mollàs ont en un seul trait identifié la cause de leurs malheurs et rendu licite le droit d'y remédier par tous les moyens. La hargne du zonard sacralisée par la cause du Prophète : il y a de quoi en effet craindre le pire.

Après avoir vu Adi Rafari, je voulais rencontrer Fakkredine Hedjazi. De lui on m'avait dit qu'il était l'idéologue du mouvement, mais surtout, un orateur exceptionnel, le plus fanatique de tous peut-être, le plus populaire aussi. L'homme était insaisissable. On le signalait de mosquée en mosquée, d'un meeting à l'autre, et nous ne nous rendions jamais au bon. Un soir pourtant j'appris qu'il devait faire une conférence dans une mosquée située à l'est de Téhéran. Le taxi mit longtemps à trouver l'endroit, perdu au milieu des ruelles étroites d'un faubourg populeux.

La mosquée était cernée par un service d'ordre imposant de jeunes gens armés de mitraillettes. L'arrivée de deux journalistes français mit ce petit monde dans une sorte de panique. L'accueil était pour le moins hostile. On nous fit comprendre que n'étant pas musulmans nous ne pouvions entrer dans une mosquée. J'insistai et finalement, à force de patience, un milicien qui semblait vaguement responsable nous accorda l'autorisation. Alain Bizos dut ouvrir ses boîtiers, démonter les objectifs, sortir les piles de son flash, mais on ne lui retira pas ses appareils. Une fois fouillés et déchaussés, on nous invita à pénétrer à l'intérieur.

La mosquée était pleine. L'escorte nous installa près de la tribune, forçant le passage au milieu des regards plus surpris qu'agressifs. Des laïcs se succédaient au micro en lisant des versets du Coran pour faire patienter l'assistance avant la venue de l'orateur tant attendu. La foule était à peine attentive. Le public mêlait tous les âges et toutes les conditions sociales. Les femmes étaient reléguées au balcon de la salle et dissimulées au regard par un drap tendu d'un mur à l'autre. Plus d'une heure se passa ainsi.

Fakkredine Hedjazi arriva enfin. Le personnage ne ressemblait pas à l'idée que je m'en étais fait. J'attendais un prêcheur

de l'Inquisition aux yeux flamboyants et à la barbe sévère, agitant les plis de sa robe par des gestes frénétiques : Hedjazi était un petit homme d'une cinquantaine d'années, impeccablement sanglé dans une saharienne, avec une crinière blonde qui lui descendait dans le cou, plutôt le genre pédéraste maniéré faisant la joie des vieilles dames dans une station thermale.

La foule le salua de cris fervents. Il commença à parler d'une voix douce, posée. Nous n'avions pour interprète que notre chauffeur de taxi qui pratiquait un anglais rudimentaire. Il me résumait le discours de loin en loin. Nous n'en étions qu'à un commentaire coranique. Peu à peu le ton monta. Je commençais à comprendre pourquoi on m'avait vanté les qualités de l'orateur. Même sans saisir un mot, la musique était fascinante. Hedjazi jouait à la perfection d'un évident talent vocal, interrompant des périodes amples, lancées avec des inflexions graves et sonores, d'impromptus presque murmurés sur le ton d'une conversation intime. La salle suivait, frémissante, unanime : pas un regard qui ne fût à ce moment tourné vers l'orateur.

Il n'y avait pas que la voix. La main aussi faisait merveille, souple, mobile, dansante. Elle avait l'air de sculpter les mots que la bouche prononçait. Du grand spectacle. Au bout d'une demi-heure Fakkredine Hedjazi s'arrêta un instant pour se désaltérer. A ce moment l'un des gardes du corps au pied de la tribune lui passa un petit mot en nous montrant du doigt. Il le lut et nous regarda fixement avant de reprendre son discours.

Le débit s'accélérait. Je repérais la répétition fréquente du mot « khabar-negar », journaliste. « Il parle des journalistes qui écrivent des mensonges sur l'Iran », souffla le chauffeur. La voix changeait avec le rythme, plus martelé. *Allegro forte*. J'entendis : « Faransavi, Mitterrand, Irak, Israël », « Il parle de votre président », traduisit prudemment le chauffeur. *Fortissimo*. Nous en étions à l'exorde. La salle vibrait aux sons d'un orgue déchaîné. Hedjazi n'avait plus besoin de la regarder. Il nous dénonçait de l'œil et du geste, la foule le suivait, électrisée.

Je me traduisis tout seul : « Que font donc ces journalistes français en Iran ? Qu'ils nous expliquent leur besogne d'espions ! Comment peut-on dire la vérité en France sur notre révolution quand on sait que tous les journaux de ce pays sont au service de Mitterrand, ce soi-disant socialiste, agent de l'Amérique et du sionisme qui arme l'Irak pour nous écri-

ser ?... » Si ce n'étaient pas les paroles exactes, c'en était le sens. Et la musique.

L'orateur se retourna vers la foule pour conclure. Il tonnait, les bras jetés en avant, paumes ouvertes, comme pour accueillir l'écho de ses imprécations. La foule n'attendait que ce signe. On n'applaudit pas dans les mosquées. On scande.

Un immense et triple « *Allah Akbar* » salua la fin du discours et les slogans rituels suivirent. « Khomeiny est notre chef ! Mort à l'Amérique ! Mort aux communistes ! Mort aux hypocrites ! » avec une coda inédite : « Mort aux Français ! » Poings levés. Regards farouches. Deux cents paires d'yeux, brillants de haine, braqués sur nous.

Fakkredine Hedjazi dominait l'assistance, une main sur la hanche, l'autre posée sur la tribune, les dents serrées, l'œil fixe, le corps droit, hiératique, et son silence était plus imposant encore. Il irradiait. Un bloc d'énergie pure. Et brusquement, il sortit. Le spectacle était terminé.

Les cris cessèrent aussitôt. Les spectateurs se levèrent. Les visages se décrispaient. Orwell. Le quart d'heure de la haine. L'exorcisme était passé. On bavardait ici et là. Un garde se faufila vers nous pour nous inviter à rejoindre M. Hedjazi.

L'orateur nous attendait dans une petite pièce envahie par des gardes du corps et ce que je supposais être les notables du Komiteh local. Il était assis dans un fauteuil de bureau et nous accueillit en souriant. Il nous dit qu'il était trop fatigué pour nous accorder une interview mais qu'il tenait à nous remercier d'être venus de si loin pour l'entendre. Il nous offrit de boire un verre de thé avec lui. Il faisait vraiment chaud ce soir dans la mosquée et nous devons avoir soif.

Nous avons quitté la salle où l'on hurlait à notre mort et nous retrouvions l'acteur dans sa loge. Il s'excusa de devoir en sortir le premier et disparut au milieu de ses gardes. Dehors la foule tardait à se disperser. Un groupe nous entoura avec une curiosité joyeuse. Un jeune homme qui parlait l'anglais nous traduisit des propos aimables. On demanda à Alain s'il pouvait envoyer les photos prises ce soir. Le jeune homme tint à nous raccompagner jusqu'au taxi, les autres suivaient avec des sourires. On nous fit promettre de revenir bientôt.

VII

A PERTE DE VUE, UN DÉSERT ROUGE. Voilà déjà deux heures que nous roulons. Nous sommes six dans la Peykan modèle de luxe. Trois ingénieurs à l'avant et sur le siège arrière Alain Bizos et moi, avec, tassé entre nous et silencieux, Ebrahim, notre providence et notre interprète. Dès la sortie d'Ispahan le paysage se dégrade. La route de Yazd s'amorce au bout d'une banlieue zonarde. La couronne verte de la ville s'éclaircit rapidement pour laisser la place à une morne étendue de terre craquelée sur laquelle un vent brûlant soulève des tourbillons de poussière ocre.

Ebrahim n'est pas content. Il vient de subir trois heures d'interrogatoire à notre sujet. Qui étions-nous ? Que faisait-il avec nous ? Pourquoi avons-nous choisi de venir justement à Ispahan pour visiter un chantier de la « Croisade de la Reconstruction » ? *Quid* de la consigne de ne pas communiquer avec des journalistes étrangers ? Le genre de choses qu'Ebrahim, sûr d'être, à sa manière, un bon militant de la « ligne de l'Islam », a du mal à comprendre. Son gentil prosélytisme s'offusque d'autant plus que la « Croisade » est précisément ce dont le nouveau régime a toutes les raisons d'être fier.

C'est Khomeiny lui-même qui a lancé il y a deux ans l'appel à cette mobilisation des bâtisseurs, *djihad sazandegui* en arabo-persan. *Djihad* : le mot n'était pas choisi au hasard. Les journalistes le traduisent en général avec un délicieux frisson par « guerre sainte ». La tradition et les versets du Coran accréditent sans peine cette version belliqueuse. Mais le djihad, m'explique-t-on, c'est plus et autre chose que la guerre, un pilier de la foi, comme la prière, le jeûne et le pèlerinage, qui au lieu de s'adresser au croyant en tant qu'individu concerne la commu-

nauté musulmane dans son ensemble appelée à l'effort et au sacrifice volontaires sur le chemin d'Allah.

La Croisade de la Reconstruction devait être l'équivalent pacifique des Gardiens de la révolution, une création à cent pour cent de la révolution islamique. Objectif : construire dans les campagnes en ignorant les lourdeurs de l'appareil bureaucratique hérité de l'ancien régime et les technocrates imbus des méthodes occidentales. Avec la Croisade, plus de paperasses, de dossiers en cinq exemplaires, de démarches longues et coûteuses, de bureaux d'études surnuméraires et de commissions incompétentes : ici c'est le circuit court et la disponibilité permanente. Il suffit de commander pour être servi.

C'est du moins ce que m'explique avec une fierté souriante l'ayatollah Noury placé par l'imam à la tête de la Croisade de la Reconstruction. « Grâce à nos méthodes de travail conformes au véritable Islam, nous avons fait plus en quelques mois que le chah durant tout son règne. » Suivent des chiffres impressionnants d'écoles, de dispensaires, de kilomètres de routes, de villages électrifiés et de canaux d'irrigation réhabilités.

L'ayatollah Noury est un solide quinquagénaire au front large et à la barbe d'intellectuel. Des yeux intelligents pétillent derrière les lunettes d'écaille. L'homme est détendu, précis, net, fonceur. Rien à voir avec nos interlocuteurs habituels et leurs airs perpétuellement soupçonneux. Même son uniforme de religieux est d'une élégance absolue. La blancheur du turban est parfaite, la chemise sans col impeccablement repassée et l'aba de cotonnade légère qui l'enveloppe jusqu'aux pieds semble sortir du rayon islamique de Burberry's.

Tout le monde en Iran connaît évidemment la Croisade de la Reconstruction. Les journaux lui consacrent chaque jour des colonnes élogieuses. L'idée n'est pas vraiment originale. Des chantiers de jeunesse aux dimanches prolétariens, de Staline à Mussolini, toutes les « révolutions » ont lancé ce genre d'opérations et fait sonner les fanfares à la gloire des bâtisseurs de l'ordre nouveau, communiste là, fasciste ailleurs, islamique en Iran.

Le fait est là : ça marche. « Les journalistes ne s'y intéressent pas, avait regretté devant moi un diplomate occidental, et c'est dommage. La Croisade est probablement l'une des initiatives les plus intéressantes du régime. L'une des plus paradoxales aussi.

– Intéressante, je veux bien le croire, mais où est le paradoxe ?

– Dans le fait que ce régime, qui ne cesse de vitupérer les experts, les cadres, les spécialistes formés à l'étranger, a réussi à mobiliser plusieurs milliers, peut-être même plusieurs dizaines de milliers de jeunes diplômés, dont beaucoup ont étudié dans les universités étrangères. La plupart sont quasi bénévoles et en tout cas très mal payés.

– Et que font-ils ?

– Ils travaillent, pardi. Ils construisent, ils irriguent, ils aménagent. Même si vous divisez par deux les chiffres donnés par la propagande, le bilan est impressionnant. Les écoles et les dispensaires poussent dans les villages, on commence à récupérer des terres que la "Révolution blanche" du chah avait condamnées à retourner au désert. Pour la première fois depuis des siècles la paysannerie la plus pauvre de ce pays a le sentiment que quelqu'un s'occupe d'elle à Téhéran. »

L'ayatollah Noury ne dément évidemment pas ces propos optimistes. Selon lui cinquante mille volontaires sont engagés dans les quatre grands départements de la Croisade, la Reconstruction proprement dite, la Santé, l'Agriculture et la Culture.

« La Culture ?

– Notre objectif est de diffuser la véritable culture islamique dans les villages. Nous avons mis au point des programmes avec des photos et des films qui expliquent aux paysans les racines de l'histoire de la révolution. Après la projection nous parlons avec eux, nous leur apprenons à distinguer l'Islam vrai des versions falsifiées... »

Cela allait sans dire.

L'ayatollah Noury avait vivement appuyé notre idée d'aller voir sur le terrain. Il avait même rédigé de sa main un petit mot pour l'administration de la Croisade. Nous aurions trouvé sans peine quelque chose à visiter dans la région de Téhéran ; j'avais choisi Ispahan parce que la ville est belle et que je n'y étais pas retourné depuis les tout premiers jours de la révolution ; parce qu'aussi toutes les occasions sont bonnes de quitter Téhéran et que les multiples territoires interdits en Iran à la presse étrangère limitent les possibilités de choix.

Le quartier général de la Croisade de la Reconstruction était situé dans un faubourg de la ville : quatre bâtisses miteuses entourées de murs, où régnait dès l'aube une ambiance de ruche.

L'accueil avait été glacial. A peine avions-nous franchi le portail et présenté au corps de garde nos petites cartes vertes de journalistes « au nom d'Allah » et notre lettre accréditive rédigée à Téhéran que notre guide-interprète était proprement kidnappé, nous laissant sous bonne garde au milieu de la cour.

Les minutes puis les heures passèrent. Alain Bizos, qui, pour tuer le temps, photographiait dans la rue avec une sorte de scrupule maniaque affiches, dessins et inscriptions murales, était aux prises avec une foule de plus en plus dense qui venait le défier au ras de l'objectif. J'arrivai pour faire diversion. Alain était de plus en plus nerveux.

« Je ne comprends rien à ce qu'ils me disent mais eux ils ont bien compris que les journalistes étaient des espions et ils n'ont pas l'air d'aimer ça. » Ils n'avaient pas l'air en effet.

En nous entendant parler un vieillard s'approcha de nous :

« Français, vous Français ? Comment allez-vous ?

– Ça va bien, vous parlez français ? »

Le vieillard hocha longuement la tête. Il avait visiblement épuisé ses possibilités linguistiques. Mais l'embryon de dialogue fit son effet. « Faransavi, faransavi », le mot se mit à rebondir dans la foule et revint vers nous, enrichi : « Faransavi, nogoude. »

Izgoude, iznogoude, les deux mots clés du reporter ignorant la langue du pays dans le tiers monde en révolution. C'est bien, c'est pas bien. Une seule réponse possible. La mesure est grossière mais elle indique au moins où vous en êtes. Dans les premiers temps de la révolution iranienne nous appartenions à la bonne catégorie. « America nogoude, inglisi nogoude, faransavi izgoude, verigoude. » O rente du pommier de Neauphle-le-Château ! O temps bénis où les envoyés spéciaux des États-Unis ou de Grande-Bretagne s'efforçaient pour parler français dans la rue !

La France a désormais rejoint le lot peu ragoûtant des puissances maléfiques : « Faransavi iznogoude. » Définitivement.

« Mitterrand iznogoude, Mitterrand-Israël... » Le vieillard frotte ses deux index l'un contre l'autre avec un mauvais sourire. « Mitterrand-Irak... » Le geste signifie « copains », « inséparables », « cul et chemise » et dans le cas précis complices pour la même sinistre besogne. L'Iran a beau compter soixante-dix pour cent d'illettrés : la radio, la télé, les mollâs lors de la prière du vendredi répètent à satiété que la France-du-soi-disant-socialiste-Mitterrand-ami-d'Israël-arme-l'Irak-pour-écraser-la-grande-révolution-islamique-de-l'imam-Khomeiny.

« Khomeiny izgoude, verigoude. »

Nous battons en retraite.

Mohammad parlait, lui, un excellent français. Il s'était approché discrètement pendant que nous nous débattions avec les masses en colère.

« Il vaut mieux que vous restiez dans la cour. Dehors vous ne risquez rien, mais c'est quand même plus prudent de rentrer. Les gens sont très sensibles surtout quand ils voient des étrangers. Il faut les comprendre, avec tout ce qui se passe...

— Il se passe surtout qu'une propagande stupide leur apprend à détester les étrangers, à considérer les journalistes comme des espions...

— Il faut les comprendre », répétait Mohammad.

Pauvre Mohammad. Il avait le malheur de parler français et il allait payer pour nos trois heures d'attente dans la cour de la Croisade de la Reconstruction, pour l'espionnisme, pour les regards haineux, pour les portes qui se fermaient, pour les mines hébétées qui ne cessaient de nous poursuivre à chaque coin de rue.

Je vidai mon sac devant ce malheureux comme s'il eût été le grand maître de la révolution et de la propagande.

Oubliant toute réserve professionnelle et même la courtoisie la plus élémentaire, je lui dis que je ne comprenais pas, ou alors trop bien, le rapport entre la révolution et ce fatras de conneries déversées sur le pauvre peuple ; que la France livrait des armes à l'Irak mais que l'Iran entretenait les meilleures relations avec la Syrie, je l'avais lu dans le journal le matin même, sans se soucier de ce que leurs bien-aimés camarades syriens massacraient les Frères musulmans par centaines ; que si Mitterrand était un ami d'Israël, ce que grand bien lui fasse vu que je n'étais pas censé représenter François Mitterrand à Ispahan ni ailleurs, au moins n'allait-il pas régler ses comptes avec les Palestiniens à la mitraillette comme le faisaient les milices khomeinistes au Liban.

J'éruçtai ainsi pendant dix bonnes minutes. Et du coup je me sentis mieux.

« Tout ça, c'est de la politique et la politique, c'est la politique », observa sentencieusement Mohammad. Il n'avait pas envie de parler politique.

Je lui donnais tout juste trente ans. Il avait un bon visage rondouillard et bronzé et les cheveux frisés. Ses yeux sombres souriaient. Il portait une chemisette jaune, un pantalon militaire et des baskets. Il nous raconta qu'il était arrivé de France

dans les premières semaines de la révolution après plusieurs années d'études à la faculté de droit de Besançon.

« J'étais là-bas pendant la grève de Lip. En France aussi vous avez des révolutions, mais elles vont moins loin que la nôtre. »

Avocat, Mohammad avait finalement trouvé à s'employer comme « conseiller juridique » auprès de la Croisade de la Reconstruction. Il rédigeait des contrats types pour les fermages, essayait de trouver des solutions amiables aux litiges entre villageois. J'aurais voulu en savoir plus sur ce qu'un juriste formé à Besançon pensait de la justice islamique quand Ebrahim revint entouré de trois responsables de l'organisation. Mohammad nous entraîna aussitôt vers eux comme s'il ne voulait pas qu'on puisse croire qu'il était engagé dans une véritable conversation avec les journalistes étrangers.

« Tout est arrangé, dit Ebrahim d'un air un peu las. Excusez-moi d'avoir été si long mais nous n'arrivions pas à joindre le bureau de Téhéran au téléphone. »

Mohammad nous accompagna jusqu'à la voiture. Je voulus l'inviter à venir dîner le soir avec nous à l'hôtel.

« Malheureusement, je n'aurai pas le temps. Une autre fois si vous revenez à Ispahan. Et saluez pour moi les, comment vous dites les filles de Besançon, les Bézon...

– Les Bizontines.

– Oui, c'est ça, les Bizontines et aussi le peuple français. »

« Vous connaissiez Mohammad avant de venir ici ? » nous demanda le chauffeur en quittant le parking. Je bredouillai que nous venions de le rencontrer, qu'il avait fait ses études en France, dans une jolie petite ville du Jura. Rien d'autre que la vérité mais elle m'apparaissait soudain tordue et embarrassée, comme si j'étais déjà en train de me justifier d'un soupçon.

Nos trois compagnons qui avaient pris place à l'avant de la voiture se présentèrent comme des techniciens. L'un était architecte, un autre spécialiste de questions hydrauliques, je ne compris pas bien ce que faisait le troisième. Deux d'entre eux au moins parlaient parfaitement l'anglais.

« Nous allons dans un village à deux heures de route. Les travaux y sont terminés depuis quelque temps mais pour voir des choses plus intéressantes il vous faudrait deux jours et M. Ebrahim nous a dit que vous étiez pressés. Dommage. »

Je marmonnai une excuse puis, la chaleur aidant, la conversation s'arrêta là.

Deux heures plus tard nous entrions à Ye-Langhi sous un soleil à vous griller debout. Le village était désert. Seul signes

d'humanité, d'étranges panaches de fumée grise montaient au-delà de la dernière ligne des mesures en pisé.

« Ce sont les fours à briques, dit l'un de nos guides, la seule ressource du village. »

Ye-Langhi, deux cent soixante-dix habitants, à une centaine de kilomètres au sud-est d'Ispahan et à une dizaine au nord de la belle route Ispahan-Yazd, ne doit figurer sur aucune carte. La cinquantaine de maisons qui le composent, toutes de boue séchée, aux lignes rondes et douces, dessinent un paysage harmonieux et tranquille, comme un prolongement humain du désert. Un paysage de carte postale exotique, éternel et immuable, où la maison abandonnée retourne à la poussière rouge tandis que celle que l'on vient de construire s'est déjà coulée dans la forme séculaire.

Les bâtisseurs de la Croisade, messagers de la révolution islamique, ont apporté avec eux les parpaings et le ciment. Ils n'ont pas besoin de nous indiquer où sont leurs œuvres : elles sautent aux yeux. L'actif de la Croisade à Ye-Langhi n'est pas mince, un bain public avec côté hommes et côté femmes, deux salles de douches et deux pièces pour se déshabiller et se rhabiller, un bâtiment funéraire avec ses grands bacs recouverts de céramique bleue où, conformément à l'Islam, les villageois pourront procéder à la triple toilette des cadavres, une école enfin, à deux classes, une pour les filles, une pour les garçons.

« Le bâtiment que vous voyez à côté, commente l'architecte, était l'ancienne école. Évidemment elle n'était pas très confortable et ne comprenait qu'une seule classe. »

L'Islam, nous précise-t-on, prohibe la cohabitation dès le plus jeune âge des filles et des garçons. « C'est plus sain et meilleur pour les études », ajoute l'architecte qui me sent incrédule. Il conclut sèchement : « Et d'ailleurs, c'est la règle. » Il n'a visiblement pas envie de s'étendre sur le sujet.

« Nous avons travaillé quatre mois à Ye-Langhi », enchaîne-t-il. Je note quelques chiffres sur mon carnet. Un puits de deux cent vingt mètres pour alimenter les douches, un million cinq cent mille rials de travaux (près de vingt-cinq millions de centimes), une dizaine d'hectares rendus à l'agriculture grâce à la remise en marche des canaux d'irrigation...

Le *djihad* encourage les paysans à travailler de nouveau la terre, certains vivent d'un peu d'orge et de maïs mais le village, comme nous le savons déjà, vit de ses briques vendues à Ispahan. Ici comme dans les autres villages du même genre les travaux ont été précédés par une réunion à la mosquée.

« Vous voulez visiter la mosquée ? »

Rien ne distingue le bâtiment consacré, sinon un haut-parleur fiché sur le toit en haut d'un mât. Mais l'intérieur est impressionnant, admirable sous-sol en ogives à faire rêver un historien de l'architecture gothique. L'architecte ne cache pas son admiration.

Sous la houlette d'un représentant de la Croisade, les habitants de Ye-Langhi rassemblés à la mosquée ont donc élu un conseil de trois membres et décidé des constructions prioritaires. La Croisade a fourni les plans, l'argent, les matériaux et l'encadrement ; les villageois, la main-d'œuvre. « Ils n'imaginaient pas que nous venions pour les aider, expliquent nos guides. Ispahan, les gens de la ville, c'était un autre monde. Ils s'ignoraient mutuellement. Maintenant ils ont appris qu'ils font partie d'un seul et même peuple. D'ailleurs, vous pouvez le leur demander. »

Quelques paysans tirés de leur torpeur par notre visite nous ont rejoints dans la nouvelle école. Tous misérablement vêtus, ils nous regardent avec une curiosité distante et nous offrent un thé brûlant et fort. Privilège des étrangers : eux n'en boivent pas, ramadan oblige. La tentative de discussion par l'intermédiaire des interprètes tourne court. Nous enregistrons poliment quelques banalités convenues. Tout le monde est content de la révolution. Dieu est le plus grand. Khomeiny est le chef.

Avant de quitter Ye-Langhi, nous avons encore à visiter le « château », la maison de l'ancien propriétaire des terres environnantes, nous dit-on. A l'extrémité du village, en bordure du désert, le bâtiment construit lui aussi en boue séchée est entouré de véritables murailles. Un délire d'architecte. Rien ne manque : chemins de ronde, tours de guet, cours intérieures communiquant à différents niveaux par des escaliers modelés dans la terre, corridors à ciel ouvert dessinant un labyrinthe de ruelles qui s'ouvrent sur des habitations en terrasse. Notre spécialiste de la Croisade parcourt avec une joie de néophyte cette construction baroque.

« Jamais nous ne saurons en faire autant », regrette-t-il. Mais l'heure n'est plus à la nostalgie.

« J'espère que vous rapporterez fidèlement ce que vous avez vu, prononce l'ingénieur-chauffeur en tournant la clé de contact. Quand le peuple de France connaîtra le vrai visage de la révolution islamique, il comprendra que nous ne sommes pas ses ennemis. Nos ennemis ce sont les rois et les présidents

qui trompent et divisent les peuples. La révolution iranienne est l'amie de tous les opprimés. »

Sur ces mots nous reprenons la piste. La visite du village m'a remis de bonne humeur. En route j'essaie un dialogue plus personnel avec nos compagnons. Mais la conversation languit autour des vérités officielles. J'ai beau promettre chaque fois que je suis convaincu de l'excellence des réalisations de la Croisade de la Reconstruction, ils reviennent à la charge. Avant la révolution cinq cents villages seulement sur six mille cinq cents avaient des bains publics, on en compte aujourd'hui deux mille sept cents, et les routes, et les canaux, et les puits, et les écoles, et les dispensaires, et l'électricité fleurissent et se répandent comme pavots au soleil.

« Jamais on n'avait vu ça sous le chah, triomphent mes trois propagandistes, et si nous avions attendu le gouvernement provisoire ou M. Bani-Sadr, les villages en seraient toujours au même point. Comment voulez-vous qu'un paysan de Ye-Langhi discute avec les messieurs des ministères de Téhéran ? »

Je crois me souvenir que Bani-Sadr était un fervent partisan de la Croisade, parfaitement conforme du reste avec ses « solutions » économiques (« pour résoudre la question du chômage, avait-il déclaré un jour, il suffit de construire des routes et d'ouvrir des milliers de chantiers dans les campagnes »), mais il ne semble pas opportun de polémiquer sur le sujet.

La Croisade de la Reconstruction est efficace, nul n'en convient. Même si cette efficacité se paye cher. Les bâtisseurs du *djihad* disposent de tout le parc technique des ministères. Ils puisent largement dans le budget de l'État et les caisses du haut clergé alimentées par les « impôts » islamiques. Ils accaparent les matériaux de construction et les techniciens qui manquent cruellement aux grands chantiers urbains restés en souffrance depuis le début de la révolution.

L'enthousiasme révolutionnaire a son revers ; la fantastique mobilisation des énergies pour la Croisade cache le désordre et la dégradation du reste. On électrifie les campagnes mais les pannes de courant sont de plus en plus fréquentes dans les grandes villes ; on entraîne les jeunes techniciens à travailler dans les villages, mais le chômage ne cesse de croître du fait des entreprises qui ferment ou ne tournent plus qu'au tiers ou au quart de leur rendement, faute de maintenance, d'approvisionnement de pièces ou de personnels compétents.

La frénésie de construire à tout prix et au mépris revendiqué des études préalables et de toute programmation ne va pas

sans inconvénients : les villageois ont parfois découvert avec une triste surprise que le nouveau puits creusé si profond et si vite par les bâtisseurs de la Croisade avait drainé tous les autres puits du village, asséchant de ce fait les canaux d'irrigation. Le vent, le soleil ou le froid ont eu raison, en une seule saison, de routes hâtivement empierrées.

Mais la statistique islamique ignore l'algèbre et ne connaît pas l'effort inutile. S'il faut refaire, cela double le bilan positif. Nos interlocuteurs se vexeraient si nous leur disions que le rejet du « modèle occidental » les a rapidement conduits, sur ce point au moins, à l'imitation fidèle du système socialiste. Faire et refaire, c'est toujours travailler pour la cause. « Ni l'Est, ni l'Ouest », c'est la devise et le mot d'ordre de l'Islam triomphant. Je me tais donc.

Quand le Peykan de la Croisade nous dépose à la nuit tombée devant la porte monumentale de l'hôtel Chah-Abbas, rien ne nous permet de douter de la parfaite orthodoxie islamique de nos compagnons de route. Pas un instant, fût-ce d'un rire fugitif, ils n'ont dévié de la « ligne de l'imam ».

L'un d'eux est pourtant venu nous rendre une visite moins protocolaire quelques heures plus tard. Ebrahim, épuisé par son interminable journée, s'était excusé de devoir nous quitter pour aller dormir. Nous nous rafraîchissions d'un jus de melon dans le jardin de l'hôtel Chah-Abbas, palace somptueux au luxe condamné, quand Farhad est arrivé.

Il passait par là, disait-il, il avait envie de bavarder un moment et ça lui faisait plaisir de parler anglais. Bien que natif d'Ispahan, c'était la première fois qu'il entrait dans cet hôtel fameux entre tous.

« Avant la révolution, on venait ici du monde entier. Il fallait réserver sa chambre des mois à l'avance. Quand j'habitais les États-Unis, des Américains m'en ont parlé. Ils m'ont dit qu'ils n'avaient jamais rien vu de plus beau au monde. »

Il avait donc vécu aux U.S.A....

« Dix ans. J'ai fait mes études à Chicago. Je ne suis rentré en Iran que depuis un an et demi. »

Farhad était le fils d'un riche bazari de la ville. Il avait douze ans quand son père décida de l'expédier chez l'un de ses oncles à Chicago. Après le collège il y suivit des études d'agronomie ; Farhad ne nous dit pas ce qu'il avait pensé de la révolution, ni même s'il y avait pensé. Mais il lui était devenu difficile de l'ignorer. L'hospitalité américaine s'accommodait de plus en

plus mal de la détention des otages à Téhéran. Farhad rentra donc au pays.

Chômeur, vite fiancé, aussitôt marié et bientôt père : « L'erreur de ma vie », dit-il avec un peu de complaisance. C'était manière d'échapper à la famille tout en rentrant dans le rang. Sa femme appartenait à un milieu musulman traditionnel et pour ne rien arranger le jeune couple vivait chez les beaux-parents. Mais la révolution dans tout cela, l'Islam vrai, la Croisade de la Reconstruction ?

« Je pense que c'est une bonne chose pour l'Iran. Un pays ne peut pas vivre éternellement tiraillé avec la tête au XX^e siècle et le corps au Moyen Age. Je croyais comme tout le monde qu'avec Khomeiny un nouvel Iran allait naître. Mais ce sont les *akhound* qui sont arrivés, les *mollâs*...

– Tu n'aimes pas les *mollâs* ?

– Je ne suis pas contre les *mollâs* quand ils s'occupent de religion, mais je ne trouve pas normal qu'ils nous imposent leur manière de vivre. Est-ce que tu serais d'accord, toi, si un prêtre venait chez toi et t'interdisait de sortir, de danser, de te promener avec une fille ou de boire un whisky ? Leur révolution c'est un enterrement permanent. D'accord les gens ont souffert, il y a eu beaucoup de morts, des tas de choses horribles se sont passées dans ce pays, mais justement nous avons fait la révolution pour ne plus voir cela et, à cause des *mollâs*, la vie est plus triste qu'avant. C'est terrible, tu sais, surtout pour les jeunes. Pourtant je suis musulman, moi aussi. »

Musulman, Iranien, Américain, quelles sont les proportions du cocktail ? Farhad vivait entre deux mondes. Le voilà entre deux siècles. Lui qui a passé plus de dix ans à Chicago, comment a-t-il retrouvé son pays ? Comme un souvenir d'enfance ? J'aimerais penser un instant avec sa tête. J'ai le sentiment que l'anglais ne lui permet pas de parler, seulement de communiquer avec nous. Farhad : l'Amérique, l'Iran ?

« C'est différent, bien sûr. Des tas de choses que j'avais en Amérique me manquent. Mais j'étais content de rentrer en Iran.

– Parce qu'il y avait la révolution ?

– Non, parce que j'avais envie de vivre à Ispahan. Enfin, oui, aussi à cause de la révolution. Je n'aimais pas du tout le chah et son gouvernement. Je pensais que Khomeiny allait apporter de bonnes choses pour le pays.

– Tu ne le penses plus ?

– Je crois que Khomeiny ne sait pas bien ce qui se passe en

Iran et qu'il est trop influencé par les mollàs fanatiques qui ne cherchent que leur profit personnel.

– Tu préférerais Bani-Sadr ?

– Quelle est la différence entre Bani-Sadr et les mollàs ? Tu peux me dire ? Quand Bani-Sadr était président, qu'a-t-il fait de mieux ? Des discours, encore des discours. Et dans ses discours il passait son temps à se faire de la publicité, moi par-ci, moi par-là. Ne me parle pas de Bani-Sadr.

– Et les Modjahedin ?

– Tu sais, je ne suis pas un grand expert en politique. Je ne connais pas très bien le programme des Modjahedin. Je les admire parce qu'ils se battent contre les mollàs. Moi, je suis d'accord pour plus de liberté.

– Quand on nous dit, comme tout à l'heure au village, qu'il ne faut pas que les filles et les garçons soient ensemble dans une même classe, qu'est-ce que tu en penses ?

– J'ai bien vu que tu n'étais pas d'accord. Ce que je pense ? Si j'étais en Amérique je dirais que c'est idiot, en France aussi peut-être. Ici c'est différent. Les gens sont musulmans, ils ont une autre manière de voir que vous. Dis-moi, qu'est-ce que pensent les Français de l'Iran ? En Amérique c'était affreux. Ils prenaient les Iraniens pour des cannibales. Mais les Français ?

– Franchement, Farhad, je ne sais pas ce que pensent les Français. En ce moment ils sont en vacances et ils ont d'autres soucis. Ceux qui s'intéressent à la question ne comprennent pas bien ce qui se passe en Iran. »

Farhad est déçu par ma réponse. Qu'attendait-il au juste ? Il se tait un instant.

« Il est beau ce jardin. Tu vois, tous les gens autour de nous sont probablement comme moi, avant, ils n'auraient jamais osé entrer dans le Chah-Abbas. »

Il y avait foule en effet autour des tables de bois peintes en blanc disséminées parmi les jets d'eau et les massifs de fleurs. Quelques bourgeois de la ville, plus âgés que la moyenne, en costumes d'été, des familles aussi avec de nombreux enfants, beaucoup de jeunes surtout, entre dix-huit et vingt-cinq ans. Toutes les femmes avaient la tête couverte. On venait au Chah-Abbas pour dîner – hamburger, kebab, salade et pastèque ou melon – ou plus tard pour y prendre une glace ou se rafraîchir d'un Coca-Cola ou d'un jus de fruits. Une ambiance de petite-bourgeoisie provinciale, austère et guindée dans un cadre de rêve touristique.

– Tu es content de participer à la Croisade de la Reconstruction ?

– Je suis plutôt content. Je n'avais pas vraiment le choix, il n'y a pas de travail à Ispahan et je n'avais pas envie de faire du commerce. J'apprends beaucoup de choses. Nous nous rendons utiles et je découvre mon pays. Un village comme Ye-Langhi je n'imaginai pas que ça existait.

– Qu'est-ce que tu aurais envie de faire ?

– Tu veux dire avec la Croisade ?

– Non, en général, plus tard.

– Maintenant, j'aimerais retourner aux États-Unis, ou voyager. Mais ma femme ne veut pas en entendre parler. Bien sûr, il y a le bébé qui va naître mais la vraie raison est qu'elle a peur de partir, de ne plus voir sa famille et ses amis. Elle a particulièrement peur des étrangers. C'est à cause de l'éducation. Ceux qui n'ont jamais quitté l'Iran croient que l'enfer commence de l'autre côté de la frontière. Surtout les filles. Je n'aurais pas dû me marier, mais c'est trop tard. »

Autour de nous les tables se vident. Farhad doit partir. Il nous serre les mains avec effusion. C'est bien dommage que nous quittions Ispahan si vite mais il espère que nous reviendrons un jour, quand tout ira mieux.

« Tu n'as pas l'air en forme, remarque Alain.

– Dure journée. Que peut bien penser un type comme Farhad ?

– Il est pour et il est contre. Il ne doit pas le savoir lui-même. Il est comme l'Iran d'avant la révolution avec la tête en Amérique et le corps au pays. Qu'est-ce que tu crois ? »

Je n'ai pas de réponse, Alain. Je ne crois rien. J'aimerais trouver une idée simple ou au moins une idée juste. Ou bien je rêve d'une clé magique. Une belle explication ronde et dure. Définitive. Farhad est pour et contre, soit. Mais pour et contre quoi ? Nous sommes venus à Ispahan pour savoir ce qu'était vraiment la Croisade de la Reconstruction. Nous savons qu'elle existe. D'accord, c'est banal. Mais ça marche. Farhad et ses collègues n'ont rien d'arriérés fanatiques. L'ayatollah Noury non plus. Ils ne parlent pas le même langage mais ce qu'ils font malgré tout ensemble n'a rien à voir avec les délires moyenâgeux des Torquemada en turbans que nous avons rencontrés. Et tous n'ont que l'Islam vrai à la bouche. Au nom de l'Islam vrai on fusille les Modjahedin du peuple qui invoquent un Islam aussi pur et aussi dur. C'est en théoricien de l'Islam que Bani-Sadr est devenu président et au nom de l'Islam qu'il

a été chassé. Farhad était bon musulman cet après-midi. Il l'est encore ce soir. Était-il un bon musulman à Chicago ? Quand est-il sincère ? "N'oublie jamais le ketman", m'avait dit un jour ce malheureux Dariouch. Mystère dans le mystère, cette pratique de la restriction mentale qui remonte aux origines même de la foi chiite explique peut-être que les discours ont peu de prix. Mais après ? Si c'est la clé, elle n'ouvre qu'un vertigineux labyrinthe de miroirs.

« Je crois que c'est un désastre pour un reporter de ne pas parler la langue du pays.

— Alors, tu es vraiment mal parti. »

Institut kurde de Paris

VIII

L'HODJATOLESLAM NADI EST DÉJÀ UNE CÉLÉBRITÉ A NAJAFABAD. La considération que lui témoignait notre ami Ebrahim n'était pas dénuée de fondements. On pouvait lire son nom sur des inscriptions murales, des calicots et des affiches. Pour le rencontrer nous avons dû passer par les Gardiens de la révolution qui avaient longuement délibéré avant de nous adresser directement à cet éminent jeune clerc pour lui demander s'il acceptait de nous recevoir. Démarches d'autant plus passionnantes que je n'avais pour ma part qu'une envie très moyenne de rencontrer le célèbre hodjatoleslam Nadi, n'ayant jamais entendu parler de lui, ce qui ne vexait personne, ni de Najafabad, ce qui avait, en revanche, choqué Ebrahim.

« Comment, tu ne connais pas Najafabad ? Tu ne sais pas que c'est la ville de l'ayatollah Montazeri ! »

Je ne le savais pas. Je connaissais le nom et la réputation de l'ayatollah Montazeri. Avant même d'apprendre qu'il était, comme disent les journalistes, « tenu pour le successeur probable » de l'imam Khomeiny, je savais qu'on le considérait comme l'un des plus intégristes – les puristes disent « fondamentaliste », probablement pour éviter la connotation péjorative du terme plus couramment employé (le petit Robert consulté déclare : FONDAMENTALISTE, qui se consacre à la recherche fondamentale ; INTÉGRISTE, 1. *Hist.* Membre d'un parti espagnol qui cherchait à soumettre l'État à l'Église. 2. *Mod.* Partisan de l'intégrisme, i.e. [d'une] doctrine qui tend à maintenir la totalité d'un système, *spécialt.* d'une religion) –, l'un des plus intégristes donc parmi les dirigeants religieux.

Il était actuellement imam djomeh de Qom, chargé donc de diriger la grande prière publique du vendredi dans la véritable

capitale religieuse de l'Iran. Cette dignité conférée par Khomeiny disait assez l'estime et la confiance que portait ce dernier à Hossein Ali Montazeri. Mais plus que tout l'ayatollah Montazeri que certains fidèles appelaient déjà « imam », le reconnaissant ainsi pour le chef potentiel de la communauté, à l'ombre de l'autre, était immensément populaire.

Homme du peuple, il était l'idole du petit peuple, comme on le dirait d'un chanteur ou d'un coureur cycliste. Il passait enfin pour un personnage truculent et pittoresque, volontiers paillard et parlant dru. Il en avait le physique, plutôt courtaud et trapu, avec un visage carré aux traits lourds.

La première fois que je l'avais vu prêcher à l'université de Téhéran – Khomeiny l'avait nommé imam djomeh de la capitale après la mort de Mahmoud Taleghani en septembre 1979 – j'avais d'abord été surpris par sa taille. Je n'avais jamais vu auparavant de mollàs dirigeant la prière une arme à la main. On m'a dit depuis que c'était un usage courant qui remontait aux origines mêmes de l'Islam. Montazeri faisait donc son discours aux fidèles en tenant de la main gauche un fusil G.3. prolongé d'une baïonnette dont la pointe lui arrivait à hauteur de menton.

Manquant assurément de sens mystique je trouvais le spectacle de ce petit bonhomme à la silhouette massive qui parlait d'une voix véhémement à côté d'un fusil aussi grand que lui plutôt comique. Je n'aurais pas osé évoquer Guignol si je n'avais de mes yeux vu le stade entier de l'université – où pouvaient se rassembler une centaine de milliers de fidèles – éclater d'un rire franc et prolongé au milieu d'un prêche de Montazeri.

J'essayai de comprendre ce qui avait pu provoquer cette joyeuse explosion. Je n'avais malheureusement pas d'interprète. Dans ce cas j'avais souvent recours aux photographes iraniens des grandes agences qui ne manquaient jamais la prière du vendredi à Téhéran parce que toutes les personnalités en vue du régime s'y rendaient et s'installaient devant la tribune. Cela permettait de constituer une intéressante galerie de portraits de notables à la prière dont les magazines internationaux étaient friands. Evidemment des notables à la prière riant aux éclats étaient encore plus intéressants. Bani-Sadr qui était alors dans sa spirale ascendante était au premier rang avec son état-major et se gondolait sans retenue. Les photographes étaient donc très occupés.

Quand la foule fut calmée, j'en accrochai un qui prétextait en

rougissant que c'était impossible à traduire. Montazeri parlait un langage populaire, "paysan" disait-il, difficile à rendre dans une langue étrangère. Par bonheur Abbas était dans les parages. Abbas avait le double mérite d'avoir été le plus constant et probablement le meilleur photo-reporter de la révolution iranienne mais aussi de parler couramment le français. Il veillait toujours à se tenir le plus loin possible des journalistes afin de ne pas gâcher sa première qualité en se faisant exploiter pour la seconde. Mais il se marrait tellement lui aussi qu'il eut pitié de moi.

« Du cul, mon vieux, du cul. Il leur en a servi pendant une demi-heure. » Le photographe vedette de l'agence Gamma en avait encore les larmes aux yeux.

Par bribes et recoupements j'appris donc que l'ayatollah Montazeri avait entretenu les fidèles du délicat problème de la sexualité adolescente. A l'aide de métaphores puissantes et d'images puisées dans sa propre expérience de la rude vie des champs, il démontrait en substance que Dieu — qui est Clairvoyant et Sage — avait créé des besoins pour qu'ils soient satisfaits et que ses créatures ne pouvaient que lui plaire en obéissant à leur nature. Et de même que l'on conduit une chèvre au bouc il fallait marier les fillettes aussitôt que le bas du ventre commençait à les démanger.

En fait le propos se voulait moral et social. Il s'agissait de convaincre ces croyants de la ville qu'en retardant le mariage de leur fille pour des considérations de position ou de fortune, ils les exposaient au plus grave des péchés.

Ebrahim avait très envie de rencontrer l'ayatollah Montazeri. Il me l'avait suggéré la veille au soir à Ispahan et m'avait appris que le futur imam était né il y a un peu moins de soixante-dix ans à Najafabad, un gros bourg situé à trente kilomètres à l'ouest d'Ispahan. L'ayatollah s'était retiré pour quelques semaines dans son village natal après la disparition de son fils, Mohammad, qui avait trouvé la mort dans l'attentat du 28 juin 1981 contre le siège du Parti de la République islamique.

La rencontre avec l'ayatollah Montazeri dans de telles circonstances me semblait hautement improbable et je n'avais guère envie de perdre une journée dans une bourgade, malgré les deux lignes que lui consacrait le guide Bleu pour signaler qu'elle était construite « au milieu d'une belle oasis renommée pour ses amandiers et ses abricotiers qui alimentent un commerce assez considérable ». Mais Ebrahim était convaincant.

« Si tu as une possibilité d'interviewer Montazeri, comment peux-tu ne pas tenter ta chance ? »

Ma chance était plutôt la sienne. Je compris l'insistance de notre ami du Madjlès quand il me dit que son frère vivait à Najafabad et que c'était la ville de sa famille. Ebrahim était particulièrement impatient de nous la montrer. D'ailleurs, insistait-il, l'intérêt historique de la visite était évident. L'ayatollah Montazeri avait fait de Najafabad une ville islamique en tous points exemplaire. Il y avait ouvert en je ne sais quelle année la première école coranique, il avait restauré dans la ville, il y a longtemps également, la tradition de la prière publique du vendredi et sous son heureuse influence Najafabad s'était dotée, dans la période prérévolutionnaire, d'une administration entièrement islamique.

« Avant même celle d'Ispahan », observait fièrement Ebrahim avec un esprit de minaret que je ne lui connaissais pas encore.

Il avait commencé à négocier le rendez-vous par l'intermédiaire de son frère. Un long coup de téléphone à l'aube depuis l'hôtel d'Ispahan ne nous avait pratiquement laissé aucun espoir. Mais Ebrahim était si heureux que nous n'eûmes pas la cruauté de discuter. Alain Bizos se disait qu'après tout il y avait peut-être quelque chose à tirer d'une petite ville provinciale et Ebrahim, qui ne manquait décidément pas de ressources, nous assura avec des yeux brillants que, même si l'entretien espéré n'avait pas lieu, nous ne perdrons pas notre temps. Il était à peu près sûr de nous faire rencontrer l'hodjatoleslam Nadi et ferait tout son possible, avec de bonnes chances de réussite, pour nous emmener chez le père de l'ayatollah Montazeri.

« Son père ?

— Oui, il est toujours vivant. Il est centenaire, mais vous verrez, c'est un homme très intéressant. »

L'intérêt de la rencontre avec l'hodjatoleslam me semblait moins évident. Ebrahim n'était pas de cet avis. Nadi était un jeune mollâ de trente-deux ans, disciple de l'ayatollah Montazeri et ami de son fils Mohammad. Il était professeur dans l'école coranique fondée par l'ayatollah et avait été nommé juge islamique au printemps de 1981. Son autorité s'étendait à sept tribunaux de Najafabad et d'Ispahan.

Last but not least, l'hodjatoleslam Nadi était le candidat du Parti de la République islamique pour les élections législatives partielles qui devaient se tenir le 24 juillet prochain en même

temps que l'élection présidentielle consécutive à la déchéance de Bani-Sadr. Nadi remplacerait au Madjlès son ami Mohamad Montazeri, député de Najafabad et martyr de l'Islam.

La ville d'Ebrahim et des Montazeri était exactement ce qu'on pouvait en attendre, un gros bourg dont la vocation de marché rural se doublait des effets de l'attraction urbaine d'Ispahan. Moitié province, moitié banlieue.

Son frère nous attendait. Leur ressemblance était saisissante. Ils avaient le même type d'implantation de la chevelure avec une pointe qui s'avancait jusqu'à la moitié du front, le même nez long et mince posé comme une lame au milieu du visage, le même menton étroit et la même petite bouche aux lèvres fines et pincées. Tout était déjà arrangé pour le rendez-vous avec Montazeri grand-père.

Le vieillard habitait une maisonnette à l'orée du bourg. Un mollâ nous accueillit à la porte et nous conduisit directement dans un salon qui s'ouvrait par une porte-fenêtre sur la cour intérieure où, près d'un bassin desséché, traînaient des jouets d'enfant. Le salon ressemblait à ceux que j'avais connus en visitant des religieux chiites : pauvre, avec des murs nus de couleur indécise, seulement meublé au ras du sol de quelques coussins plusieurs fois rapiécés posés sur un tapis réduit à sa trame en de nombreux endroits. L'un des coins de la pièce se prolongeait par un petit corridor en forme de niche. C'est là que se tenait le père de l'ayatollah Montazeri.

Il n'avait pas bougé quand nous étions entrés. Il était assis sur des coussins derrière deux cartons d'emballage empilés qui lui servaient de tablette. On pouvait lire, en français, sur celui du dessous : « Fragile, ne pas laisser tomber. » L'homme avait une main posée sur un Coran ouvert ; l'autre tenait un chasse-mouches de plastique vert ajouré.

Il nous laissa approcher sans remuer la tête. J'avais cru un moment qu'il était sourd et aveugle. Nous l'avions seulement surpris dans un demi-sommeil. Il nous tendit une main aux doigts noueux dont la peau tannée et plissée était constellée de taches grises.

Les mains disaient son extrême vieillesse mais il avait le visage parcheminé d'un homme sans âge, dessiné dans un ovale presque parfait, avec une barbe grise et blanche clairsemée qui faisait penser à un vieux paysan mongol et deux rangées de dents étonnamment intactes et blanches. Ebrahim devait se pencher sur lui à le toucher pour nous traduire les quelques mots qu'il nous adressait d'une voix presque inaudi-

ble. Il avait commencé par s'excuser de ne pouvoir nous parler autant qu'il le voudrait mais il avait passé une mauvaise nuit. Il ne dit pas qu'il était malade, il dit : « L'usine de mon corps a cessé de fonctionner. Je suis décidément trop vieux. »

Ebrahim me pressait de lui poser des questions, je n'en trouvais aucune. Une idée absurde me trottait dans la tête. J'aurais vraiment voulu savoir ce qu'il voyait en nous regardant. Que pouvions-nous donc évoquer pour lui ? Quel monde ? Je lui fis demander de nous parler de son fils.

La famille Montazeri cultivait la terre aussi loin qu'on pouvait remonter dans le temps. Il y avait deux ans encore, le grand-père s'occupait de ses arbres fruitiers. Maintenant il ne pouvait plus rien faire. Hossein Ali l'avait longtemps aidé. Quand déjà il étudiait à Qom il passait tous ses loisirs à la ferme.

Nous n'entendions plus le son de la voix du vieil homme, à peine un souffle. Le mollâ nous proposa de prendre le relais. Il se présenta comme l'oncle du vieux. Il nous raconta que Mohammad, le fils de l'ayatollah, avait pris la place de son père dans le travail des champs ; qu'il était très intelligent mais qu'il ne voulait pas aller à l'école et préférait aider son grand-père. Par la suite, Mohammad fit de fréquents séjours en prison en raison de ses activités politiques et dut abandonner l'agriculture. L'oncle enchaîna sur un long panégyrique de son petit-neveu, l'ayatollah. Ebrahim nous avait déjà tout dit sur le sujet.

Au moment où nous prenions congé une femme entra dans la pièce, tenant un jeune enfant dans ses bras. L'oncle-mollâ nous dit qu'elle était la seconde femme du grand-père. Il avait épousé cette veuve de quarante ans il y a cinq ans et elle lui avait donné deux enfants. Celui-ci était le dernier-né. Grand-père Montazeri avait eu cinq autres enfants d'un premier mariage. Le plus jeune frère du futur imam n'avait donc pas deux ans. L'oncle semblait très admiratif. Les Montazeri formaient vraiment une famille exceptionnelle.

Il nous reparla de Mohammad, ce jeune homme si doué, si courageux, toujours prêt à affronter les pires dangers, qui avait trouvé son destin de martyr sur le chemin de la révolution. Le vieillard s'était assoupi. Il n'avait pas changé de position. La main sur le Coran, les yeux toujours mi-clos, il ne nous vit pas sortir.

Mohammad Montazeri était incontestablement une figure dans la galerie des nouveaux dignitaires islamiques. Ses manières

res de cow-boy pour western-spaghetti – il ne sortait jamais sans un revolver ou une kalachnikov – lui avaient valu le surnom d'« ayatollah Ringo ». Tout le monde savait que Ringo était le fils de Hossein Ali Montazeri mais je ne l'avais jamais entendu appeler autrement que par son surnom. Ses frasques et ses foucades égayaient la chronique téhéranaise. Ringo se déplaçait accompagné d'une escorte à sa ressemblance qui ne faisait que compléter le tableau. Aux turbans près, les sorties de la « bande à Ringo » évoquaient la descente au saloon après le marquage du bétail.

L'une des obsessions de l'« ayatollah Ringo » était de « libérer la Palestine ». Il avait la ligne juste pour lui : c'était un mot d'ordre de la révolution. La réception triomphante en Iran de Yasser Arafat, le président de l'O.L.P., au mois de février 1979, avait été placée sous le signe d'une fraternité d'armes irano-palestino-islamique qui n'acceptait ni les nuances ni les demi-mesures. Ringo décida donc de joindre les actes à la parole et de faire du slogan une réalité.

Son « plan » était des plus simples : attaquer Israël par la seule frontière accessible, celle du Sud-Liban, région peuplée de surcroît de nombreux paysans chiites. Il suffisait de mobiliser en Iran une armée de volontaires qui gagnerait le Sud-Liban et de là envahirait Israël jusqu'à l'anéantissement de l'ennemi sioniste. Ringo fit comme il avait dit. Il ne réunit pas la totalité de l'armée prévue mais tout de même plusieurs centaines de combattants et il annonça à sons de trompe qu'il quittait aussitôt Téhéran avec sa troupe pour se rendre à Damas, simple escale avant de rejoindre le front. La Syrie ne voulait pas en entendre parler. Les Palestiniens étaient plus qu'embarrassés, quant aux Libanais, ils voyaient avec une certaine inquiétude une nouvelle armée s'installer sur leur pays grand comme la Dordogne et qui en comptait déjà un nombre impressionnant.

Iran Air refusa de mettre un appareil à la disposition de Ringo et de son armée de libération. Lequel Ringo menaçait d'en prendre un de force et décida d'occuper l'aéroport avec ses hommes. C'est ainsi que pendant plusieurs semaines la moitié du hall de départ de l'aéroport international de Merhabad fut interdite au public. Une centaine de « soldats » y campaient nuit et jour, diffusant autour d'eux la crasse et l'odeur viriles des chambrées. Ringo négocia à Damas et à Beyrouth. Finalement les Syriens firent un geste.

Ils envoyèrent à Téhéran un avion de la Syrian Air Lines

quérir ce petit monde qui fut illico parqué dans un camp éloigné de Damas sous très bonne garde afin d'y subir l'entraînement militaire adéquat à l'accomplissement de la mission prévue. La formation des combattants se prolongea au point que Ringo décida de ramener ses hommes à la maison, non sans concevoir quelque aigreur à l'endroit des frères arabes et de leur sincérité vis-à-vis de la cause sacrée.

Exalté et imprévisible, Mohammad n'en tenait pas moins son père pour un vieux fou. Hossein Ali en avait tout autant à l'usage de son fils. Les deux hommes passaient pour s'entendre comme larrons en foire. Avec tous les caractères propres à la jeunesse, le fils tenait bien du père. Des mollàs de choc l'un et l'autre.

Par quel mécanisme mystérieux l'ayatollah Hossein Ali Montazeri se trouve-t-il être le successeur quasi désigné de Khomeiny ? Personne n'a su m'expliquer. Les théories sur le sujet divergent. La promotion du haut clergé chiite se fait selon un processus qui mêle l'autodésignation, la cooptation et le consensus. Le titre d'imam – qu'il ne faut pas confondre avec les onze Imams de la tradition chiite, le douzième étant caché – ne confère pas de prééminence religieuse mais sanctionne le leadership politique d'un dignitaire religieux.

Si le pronostic se vérifie, Montazeri sera donc un jour le nouveau Faghi, le Guide, l'homme que la constitution de la République islamique place au sommet de tout l'édifice institutionnel.

Dans les premiers mois de la révolution iranienne la *vox populi* désignait unanimement l'ayatollah Mahmoud Taleghani, imam djomeh de Téhéran, sinon pour accéder à ce poste, qui n'existait pas encore, du moins pour succéder à Khomeiny. Taleghani foudroyé par une crise cardiaque c'est Montazeri qui lui a succédé à Téhéran, avant-dernière marche vers la consécration suprême.

Il était difficile de trouver deux hommes plus dissemblables que Taleghani et Montazeri. Le premier était l'idole de la jeunesse intellectuelle. Son long séjour en prison lui avait permis de nouer de solides amitiés dans tous les milieux de l'opposition et l'éclectisme de ses relations était familialement marqué puisque des enfants Taleghani, fils et filles, se trouvaient aussi bien chez les Fedayin du peuple marxistes que chez les Modjahedin du peuple ou le Parti de la République islamique.

C'est avec les Modjahedin que Taleghani entretenait jusqu'à sa mort les liens les plus étroits. Il prit à plusieurs reprises posi-

tion en leur faveur, notamment après l'arrestation en juillet 1979 de Mohammad Reza Saadati, l'un des dirigeants de l'organisation islamique radicale, qui avait été accusé par le P.R.I. et les Pasdaran de se livrer à des activités d'espionnage au profit de l'U.R.S.S.

Les Modjahedin vénéraient Taleghani. Les laïques gauchisants de la capitale le respectaient. Tout le monde voyait en lui le « contre-pouvoir » de Khomeiny, l'homme qui finalement empêcherait la révolution de basculer dans une mollarchie sectaire et fanatique. Dans les dernières semaines de sa vie, l'ayatollah Taleghani n'avait pourtant cessé de décevoir ses partisans. Il semblait céder chaque jour du terrain aux intégristes.

Des amis qui le rencontrèrent pour la dernière fois à la fin du mois d'août 1979 m'assurèrent qu'il était un homme brisé. Ils tenaient de bonne source qu'il aurait même confié à l'un de ses proches l'étrange mission de faire savoir à quelques personnes de confiance qu'il n'adhérait plus aux points de vue qu'il exposait en public. D'étranges rumeurs coururent aussitôt après sa mort. On parla même d'empoisonnement. Mahmoud Taleghani ne s'était jamais remis des souffrances et des tortures subies en prison. Les pressions considérables auxquelles il avait été soumis des mois durant avaient probablement fait le reste.

Le 10 septembre 1979, je venais de rentrer à Téhéran après quinze jours passés au Kurdistan. J'avais travaillé toute la nuit à un article que je devais expédier d'urgence à Paris. J'avais vu se lever le jour. De la rue montait une rumeur inhabituelle. J'allais à la fenêtre et je vis une manifestation interminable et silencieuse.

J'y étais encore quand le garçon d'étage qui me montait le petit déjeuner entra dans ma chambre. Je ne me suis pas retourné tout de suite. Je sentais là aussi quelque chose d'inhabituel. Le garçon avait posé le plateau et n'était pas sorti. Quand je revins vers ma table il était toujours là, debout près de la porte, les bras ballants, les yeux gonflés. Il pleurait. Je lui ai demandé ce qui n'allait pas. Il me répondit entre deux sanglots :

« Agha Taleghani est mort. »

Hossein Ali Montazeri n'a rien de ce charisme ambigu. S'il sait parler et même, on l'a vu, faire rire, ce n'est pas un homme du verbe. Il hait et méprise les intellectuels et par association tout ce qui est de gauche, laïque ou occidentalisé. Il joue sans la moindre retenue de ses origines populaires et paysannes

pour fustiger les spéculations de l'esprit et les théories fumeuses. Il parle simple et il pense de même. Le journaliste égyptien Mohamed Heikal raconte qu'il était un jour en train de discuter en anglais avec Ebrahim Yazdi, alors ministre des Affaires étrangères, quand l'ayatollah Montazeri pénétra dans la pièce. Il se mit en colère : « Pourquoi parlez-vous dans la langue des infidèles ? Avez-vous oublié que l'arabe est la langue du Coran ? Avez-vous oublié que les anges du Paradis ne parlent que l'arabe ? »

Les excès de langage du grand prier de Téhéran lui valurent aussi des déboires. Quelques jours après que Khomeiny eut appelé, au prix d'une autocritique pathétique, les « frères kurdes » à la réconciliation, l'ayatollah Montazeri improvisait une violente diatribe contre le cheikh Ezzedine Hosseini et Abderhamane Ghassemlou, les deux chefs de la résistance kurde, traités tout à trac de valets des puissances infernales, d'agents de la Savak et de traîtres à l'Iran et à l'Islam. A cette époque les prêches du vendredi à Téhéran étaient retransmis en direct par la radio iranienne. Le discours de Montazeri parvint au Kurdistan à l'heure même où la mission de bonne volonté dépêchée par Khomeiny rencontrait à Mahabad, pour la première fois, les leaders kurdes. L'effet fut, comme on l'imagine, désastreux. Pour éviter de semblables incidents, les autorités décidèrent de ne plus diffuser en direct que la partie strictement religieuse de la prière.

L'hodjatoleslam Nadi, professeur à l'école coranique, juge islamique auprès de sept tribunaux de Najafabad et d'Ispahan, futur député de Najafabad au Madjlès, n'est vraiment pas un Montazeri. S'il doit devenir le chef religieux de la ville, les gens de Najafabad perdront au change. Au contraire de l'énergie brouillonne et du verbe impétueux de l'illustre famille, le jeune juge est une copie conforme du modèle clérical le plus courant dans l'Iran d'aujourd'hui. Il appartient à cette catégorie de mollàs fermés et sombres qui débitent avec une morgue sans éclat les articles du catéchisme chiite.

Comme ses confrères, Nadi pratique de manière presque automatique un balancement constant entre l'extrême humilité et les sommets de la vanité. Lui parle-t-on de sa brillante carrière ? Il n'a fait que son devoir, il est aux ordres de l'imam et de ses maîtres, il ne se présente pas aux élections pour devenir député mais pour célébrer en permanence le souvenir du martyr Mohammad Montazeri. Quand je lui demande : comment devient-on juge islamique ? Il répond cependant de

la même voix égale et monotone, les yeux baissés sur son tapis râpé : « Les juges sont choisis parmi les hommes les plus purs et les plus savants de la communauté. »

Pour devenir cet élève obéissant et cet être d'exception, Nadi a d'abord étudié à Qom, puis il a passé la frontière irakienne afin de suivre les cours que dispensait Khomeiny depuis son exil de Nadjaf. Je n'ose pas demander ce qu'y a appris l'homme le plus savant de la communauté. Je constate ce qu'il en a gardé : cette frustration agressive qui se marque chez Nadi comme chez beaucoup d'autres de son genre par l'exacerbation de la peur de l'autre et l'identification du moi à la force impérative de la Loi. Sans se livrer à des hypothèses tortueuses sur la personnalité de base du mollâ irano-chiïte, on peut au moins observer que l'individu en est la principale victime.

Les contraintes de l'esprit sont devenues celles du corps, les gestes mécaniques comme la pensée ou répétitifs comme la parole. Soyons juste : rien dans l'attitude du juge Nadi ne choquerait ou ne dérangerait un bon militant marxiste formé dans une école du Parti. La gestuelle du dogme est du domaine du rite et non de la révélation. Il nous a accueillis avec méfiance dans la petite cellule aux murs gris et sales de son école. Il a d'abord voulu voir Ebrahim seul. Puis il nous a reçus. Pendant que Nadi parle, je remarque qu'il est constamment agité de tics faciaux, parfois il rejette brutalement la tête en arrière ou bien fronce les sourcils et le nez, comme sous l'effet de chocs électriques. Je ne sais pas comment lui poser la question. Il nous raconte qu'en revenant de Nadjaf il a été deux fois arrêté par la Savak et que les geôliers l'ont frappé sur la tête. « J'en porte encore la marque », ajoute-t-il en désignant son tic. Il m'a donc répondu par avance. Aurais-je osé lui demander si ces signes de désordre nerveux étaient compatibles avec l'exercice de la terrible justice islamique ? Je n'en suis pas sûr. Je me console de cette petite lâcheté en pensant que cette remarque n'eût probablement pas été comprise. Nadi répète ce que j'ai déjà entendu des centaines de fois. La justice islamique est parfaite dans son essence car elle émane de la loi de Dieu telle qu'elle a été révélée dans le saint Coran et pratiquée par le Prophète et les Imams. C'est une loi intemporelle et de valeur absolue à laquelle tous les musulmans doivent obéir et qu'il appartient au *mojtahed*, au docteur de la foi, d'interpréter dans toute sa rigueur selon la jurisprudence établie une fois pour toutes à l'âge d'or du premier siècle islamique.

« Mais nous ne vivons plus à l'époque de Mohammad et d'Ali, la société a changé et les hommes avec elle.

– C'est une vision d'Occidentaux qui croient que les lois doivent obéir aux humeurs de l'époque. La justice de l'Islam est infiniment supérieure à toutes les vôtres parce que justement elle ne se plie pas aux fantaisies de l'histoire. La révélation de Dieu n'appartient pas à une époque ou à une région géographique déterminée. Elle est universelle et éternelle. Nul ne peut la changer et elle s'applique à tous, y compris au Prophète et aux Imams.

– N'empêche que juger est un acte solitaire. Que le juge est un homme et que l'homme n'est pas infailible.

– Le juge n'est pas un homme comme les autres. C'est un savant choisi selon des critères très exigeants qui ne se prononce pas selon des opinions personnelles, mais après un examen approfondi des faits, en appliquant la loi d'essence divine.

– Pourtant, l'erreur est humaine et l'accusé condamné selon votre jurisprudence n'a aucun recours. Ni avocat pour le défendre, ni moyen de faire appel de la sentence. Comment pouvez-vous justifier cela ?

– En vous redisant la même chose. Une justice parfaite se passe de la procédure interminable et bureaucratique de vos tribunaux qui jugent selon des lois compliquées et changeantes. L'accusé n'a pas besoin d'un avocat pour lui expliquer la Loi. Il la connaît car il est musulman.

– Mais s'il ne sait pas se défendre ?

– Il n'a pas à se défendre. Ou bien il est coupable de ce dont on l'accuse ou bien il est innocent. S'il est coupable c'est qu'il a avoué ou que des témoins dignes de foi l'ont dénoncé. A quoi servirait un avocat dans ce cas ? Le mensonge est un crime selon la Loi. Si un avocat plaide l'innocence d'un coupable, il ment et commet donc un crime.

– Supposez que les témoins se trompent ou qu'ils trompent le tribunal.

– Cela est impossible. Selon l'Islam un témoin doit avoir assisté précisément et en personne aux faits qu'il rapporte et seules peuvent témoigner des personnes d'une moralité irréprochable. Mais si, chose inconcevable, cela se produisait la Loi a prévu pour le faux témoin un châtement au moins égal à celui qui a frappé l'accusé.

– En attendant, il a été condamné sans appel.

– Tous les juges islamiques sont égaux et appliquent rigoureusement la même loi, il est donc absurde de juger deux fois

le même crime. Un coupable ne peut contester son châtement. S'il avait été injustement condamné au terme d'un faux témoignage, il pourra lui-même appliquer la sentence à son accusateur.

– Et s'il a été condamné à mort ?

– Les conditions dans lesquelles nous prononçons un verdict de mort sont telles qu'une erreur est exclue. Dans le crime d'adultère par exemple, le Coran est formel : il ne faut pas moins de quatre témoins pour confondre un coupable ; quatre témoins qui ont assisté aux faits. Il ne suffit pas qu'ils aient surpris le couple dans un lit, il faut qu'ils aient vu l'homme pénétrer la femme.

– Vous ne me ferez pas croire que, dans les dizaines ou les centaines de condamnations à mort exécutées en Iran depuis plus de deux ans pour des délits sexuels, les tribunaux disposaient de témoignages de ce type.

– L'adultère est un crime tellement grave, l'un des plus graves de tous, que dans la plupart des cas les accusés avouent d'eux-mêmes pour soulager leur conscience. »

Le juge Nadi vient de prononcer, nous dit-il, deux condamnations à mort, dont une la veille. La première contre un père coupable du viol de sa fille. L'homme avait avoué et avait été exécuté. Le second condamné était un jeune homme d'Ispahan accusé de « crime contre la République islamique ». La sentence devait être appliquée aujourd'hui même.

« Comment une loi vieille de quatorze siècles peut-elle s'appliquer à des délits politiques ?

– Il n'y a pas de délits politiques. La justice islamique ne condamne pas des opinions mais des actes commis contre l'Islam.

– De quoi était coupable l'accusé ?

– Il a été trouvé porteur d'un couteau et de tracts séditions. Il se préparait à assassiner un Gardien de la révolution. Tous les jours les meilleurs enfants de la République tombent sous les coups des terroristes. Nous devons nous défendre. Quel châtement serait assez dur pour punir les assassins ignobles qui ont tué plus de soixante-douze dirigeants éminents de la révolution, dont notre frère Mohammad Montazeri ? »

Il était temps de partir. « Alors, était-ce une journée intéressante ? » s'enquit Ebrahim sur le chemin du retour. Je n'avais pas envie de l'attrister en lui répondant non. Le petit juge m'avait mis de mauvaise humeur. Même s'il était une victime de la Savak, et je ne demandais qu'à le croire, c'était à l'évi-

dence un malade. Un malade qui avait droit de mort sur ses contemporains. Je commençais à connaître par cœur les discours islamiques sur la Justice et la Loi. La prochaine fois je pourrais faire les demandes et les réponses.

Une mauvaise nouvelle nous attendait à l'hôtel. Il n'y avait aucune place dans l'avion de Téhéran. Ebrahim était ravi, il préférait l'autobus. Il y en avait justement un à dix heures du soir qui arrivait à Téhéran vers six heures du matin. Ebrahim s'offrit à aller réserver nos places. Il était décidément trop gentil. Nous avons un peu honte d'aller boire dans le jardin du Chah-Abbas. La veille, nous avons dit à Farhad, l'ingénieur de la Croisade de la Reconstruction, que nous partions le lendemain pour Téhéran. L'envie du jus de melon et du bruit des fontaines dans la verdure était plus forte. Farhad ne vint pas. Mais pendant que nous sirotions notre jus de fruits en silence, un jeune homme s'approcha de notre table. Alain lui tournait le dos, il s'adressa à moi.

« Vous êtes français, n'est-ce pas ?

— Oui, vous parlez le français ?

— Un petit peu. »

C'était un très jeune homme. Dix-sept ans. Dix-huit au plus. Il tenait un petit paquet rectangulaire à la main enveloppé dans du papier genre emballage de Noël.

« Je vous ai vus hier soir, mais il y avait des gens et je n'ai pas osé venir vous parler. »

Je lui proposai de s'asseoir avec nous.

« Non, je vous remercie. Je voulais seulement vous apporter ce souvenir. » Et il me remit son paquet.

Je bredouillai une sorte de merci. Je ne comprenais pas bien. Le jeune homme me tendit la main et serra la mienne avec force puis reparti aussitôt.

Le paquet était fermé. Nous n'osions pas l'ouvrir en public. Nous commençâmes à échafauder des hypothèses romanesques. Du colis piégé à une brochure des Modjahedin ou d'un groupe quelconque contre le régime. Je glissai le paquet sous mon blouson pour aller le déballer aux toilettes.

Ce n'était qu'un livre. Il n'était pas piégé. Un livre français. L'édition Garnier-Flammarion de *l'Itinéraire de Paris à Jérusalem* de Chateaubriand. J'étais de plus en plus perplexe. Je l'ouvris à la page de garde. Elle portait un petit mot manuscrit :

*Mes amis
je vous present ce livre
comme un souvenir
pour pas oublier
l'oiseau qui a une cassé
aile*

Suivait la signature du jeune homme.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

IX

QISSASS SERA LE NOM DU CODE. Il y avait la Loi, il y aura désormais *une* loi. Celle du talion. Le Madjlès devait en discuter à la fin de l'automne 1981. Seul un esprit occidental pouvait se formaliser de l'absence de textes censés régir l'exercice de la justice islamique. C'est une question que je ne me serais jamais avisé de poser. Comme quoi l'esprit occidental fonctionne à la manière de l'œil. Dans la pénombre il accoutume.

Pour le coup la réponse était par trop évidente. Pas de textes ? « Mais nous avons des volumes de jurisprudence islamique. Et le saint Coran qui la fonde. Et le *Nahjul Balagha* de l'imam Ali, cousin et gendre du Prophète. Pas de textes ? Mais Dieu a tout dit et les Imams ont tout compris. »

Il faut croire que la tradition ne suffisait pas. Rien pourtant n'est venu encore déranger l'ordre de la justice islamique (si ordre et justice ici peuvent s'écrire). Tribunaux révolutionnaires et de droit commun siègent sans désespérer avec les résultats que l'on sait, et, la justice islamique n'admettant ni appel ni cassation, on voit mal où est l'embarras du magistrat.

Peut-être faut-il voir seulement dans ce projet de code pénal une façon plus explicite encore de montrer que la Loi éternelle peut se transcrire positivement aujourd'hui, outre la volonté d'abolir par un texte de droit l'ancien appareil législatif officiellement toujours en vigueur. Les responsables religieux refusent énergiquement qu'on assimile leur justice expéditive à une procédure d'exception. Le code une fois adopté ne fera donc que formaliser une pratique déjà instituée. Mais nul ne sera censé désormais l'ignorer.

Le projet qui comprend plus de cent cinquante articles devait être en fait soumis aux députés dès le mois de mai 1981

mais le conflit entre le Parlement et le président Bani-Sadr en avait retardé l'examen. Il procède, dans le domaine judiciaire, du mouvement d'islamisation totale de la société dont Khomeiny a fait le principe de la troisième révolution. Le code pénal de la République islamique sera donc à la mesure de l'idéal poursuivi : promouvoir une organisation sociale semblable à celle qu'ont connue les musulmans au temps de Mohammad et d'Ali en restaurant le principe du talion.

La Loi a été baptisée du terme coranique de « qissass » dont le livre saint n'est pourtant pas prodigue (le mot « qissass » n'est prononcé que dans les sourates II, 178, 179 et V, 45 et l'idée ne revient que cinq fois de plus). Les exégètes notent en général que le Prophète n'a fait qu'esquisser un droit pénal destiné à sanctionner les manquements aux règles de la communauté qu'il gouvernait sans la soumettre à un texte détaillé. Maurice Gaudefroy-Demombynes remarque en particulier, dans son *Mahomet*, que le talion était hérité de la jurisprudence pré-islamique et que si Mohammad ne l'a pas supprimé c'est soit qu'il n'en ait pas eu l'idée, soit que la chose lui eût paru impossible pour des raisons politiques. Le Coran innove sur les traditions tribales antérieures en coupant les doigts du voleur et non la main. Le même auteur, s'interrogeant sur l'origine de la sanction, se demande si le Prophète ne l'a pas empruntée à Byzance ou aux... Iraniens.

Dans la République khomeiniste ces débats n'ont pas lieu d'être : le qissass est l'expression achevée de la justice selon l'Islam. Le texte qui va régir l'application prévoit avec un luxe de détails quasi talmudique la hiérarchie des crimes et des délits comme la nature et le mode d'application de leur châtiement. Une version anglaise circulait à Téhéran au cours du mois de juillet. C'est d'après elle (et avec les réserves d'usage) que je notai ce qui suit.

L'administration du bien et du mal ne souffre pas le flou. Ainsi apprend-on à l'article 116 que, pour exécuter la lapidation, la peine du *ralm* qui sanctionne le crime d'adultère, « les pierres ne devront pas être trop grosses afin que le condamné ne succombe après n'en avoir reçu qu'une ou deux. Elles ne devront pas non plus être trop petites, comme par exemple le gravier ». On enterrera l'homme jusqu'à la taille et la femme jusqu'à la poitrine ; l'exécution se déroulera en présence « d'au moins trois personnes, après avoir fait l'objet de publicité ».

Dans ce cas très particulier de mise à mort la Loi a également prévu la question délicate de la toilette funéraire sans

laquelle un défunt ne peut être inhumé religieusement. Les condamnés seront donc exceptionnellement purifiés de leur vivant et baignés trois fois – à l'eau camphrée, à l'eau parfumée de lotus et à l'eau pure – puis enveloppés dans leur linceul avant de subir le supplice. Ainsi sera-t-il licite de dire les prières rituelles à leur enterrement.

L'adultère, c'est-à-dire toute relation sexuelle en dehors du mariage, est automatiquement puni de mort dans quatre cas : entre consanguins, avec sa belle-mère, entre un non-musulman et une musulmane, en cas de viol. Mais la lapidation n'est en principe décrétée que lorsque le crime a été commis par un homme qui avait à la maison de quoi satisfaire ses besoins sexuels ou par une femme dont il est prouvé qu'elle a partagé au moins une fois la couche de son mari dans les quatre mois précédents.

La mort châtie l'homosexualité masculine mais l'homosexualité féminine n'est punie que de cent coups de fouet. La quatrième récidive d'une lesbienne lui vaudra toutefois la peine capitale. Le faux témoignage, la médisance, la calomnie et l'insulte ne sont pas des péchés véniels. Malheur à celui qui aura suspecté la vertu de l'épouse d'autrui sans motif, qui aura traité son voisin de pédé ou sa voisine de gouine : la flagellation, le *djald*, sera sa juste rétribution. Peut-être se consolera-t-il en sachant qu'il peut rendre à son bourreau chaque coup de fouet excédant le nombre fixé par le tribunal. Les juges islamiques doivent également savoir compter.

L'homicide volontaire, avoué ou attesté par le témoignage de « deux hommes justes », coûte évidemment la vie du coupable, sans préjudice de la *diyya*, le « prix du sang » que la famille du meurtrier devra verser à celle de la victime. Le représentant le plus qualifié de cette dernière pourra, à son gré, procéder lui-même à l'exécution de la sentence ou bien recourir aux services d'un juge, étant entendu que le coupable doit être « décapité avec une lame aiguisée ». Car, précise l'article 51 du code pénal, il n'est pas permis d'infliger le qissass « avec un instrument contondant ou non tranchant susceptible d'infliger des blessures corporelles » au condamné. La Loi islamique n'ignore pas cependant le progrès technologique et autorise l'usage des armes à feu « ou de tout instrument susceptible de tuer aussi aisément qu'une lame ».

Vie pour vie mais aussi œil pour œil, dent pour dent, bras pour bras, la loi du qissass ordonne les mutilations punitives en retour, tout en veillant à ce que le châtiment ne puisse pas

excéder le dommage causé. Si la victime, emportée par la vengeance, faisait endurer à son agresseur des souffrances plus graves que celles qu'elle a subies, voire provoquait intentionnellement sa mort, elle serait alors elle-même soumise au talion.

Cette symétrie rigoureuse admet des nuances et des exceptions. La mort accidentelle du coupable condamné à la mutilation d'un membre ne sera pas expiée par la mort de sa victime, mais puisqu'une faute a été commise, son auteur devra acquitter le prix du sang. Si un homme déjà amputé de la main droite prive un autre de l'usage de la même main ? L'article 62 répond : « On lui coupera la main gauche. S'il n'a plus de main gauche, on lui coupera le pied droit et s'il n'a pas de pied droit, le pied gauche. »

Le législateur islamique s'est longuement penché sur la question des yeux. Œil pour œil, cela ne souffre pas de discussion. Mais comment punir un borgne qui a crevé l'œil d'autrui ? Oter l'œil qui lui reste contredit le principe fondamental de l'équivalence entre le tort et le châtement. Ne pas lui crever l'œil revient à l'exempter de la punition. Après avoir discuté dans le détail ces inconvénients contradictoires, le législateur conclut à la nécessité d'aveugler finalement le coupable.

Chaque faute, délit ou crime entraîne une sanction appropriée, le code islamique ne peut évidemment accepter la confusion des peines. Cela allait sans dire mais va beaucoup mieux en l'écrivant. L'article 110 rappelle donc que, dans l'hypothèse de condamnations multiples, « les châtements doivent être exécutés de telle manière qu'aucun ne puisse empêcher l'application du suivant (exemple : d'abord le fouet puis la lapidation) ».

Dieu, par le Livre qu'il a dicté à son Prophète, a fixé sans ambiguïté la hiérarchie des sexes : « Les femmes ont des droits / équivalents à leurs obligations, / et conformément à l'usage. / Les hommes ont cependant une prééminence sur elles », dit le verset 228 de la seconde sourate. Le code pénal chiite ne peut donc que s'y conformer. De même qu'une femme ne peut être juge, la validité de son témoignage devant un tribunal islamique doit être assortie de réserves, étant entendu qu'il est irrecevable en matière d'homicide volontaire et qu'il ne peut être retenu comme preuve contre un accusé poursuivi pour avoir consommé de l'alcool.

Dans la plupart des autres cas le témoignage féminin est admis mais ne vaut que la moitié de celui des hommes. Ainsi

l'homicide involontaire ou par imprudence peut-il être établi indifféremment par le témoignage de « deux hommes justes » ou d'« un homme juste et de deux femmes justes ». « Quatre femmes justes » valent les deux hommes requis par la Loi pour prouver le crime d'adultère. Ici le futur code pénal modifie le texte divin. Le Coran prévoit explicitement quatre témoins.

Hommes et femmes sont égaux devant les châtiments et la femme, bien qu'elle ne puisse attester de l'ivrognerie de son prochain, sera, si elle est surprise à boire du vin, punie comme un homme de quatre-vingts coups de fouet ou de la peine capitale prévue à la troisième récidive. Un seul crime de sang exempte toutefois son auteur du châtiment : « Le mari, énonce l'article 23, qui surprend à son domicile sa femme légitime dans les bras d'un amant et les tue n'est pas justiciable du talion. »

« Notre loi est juste et douce, vous en seriez vous-même convaincu si, pendant des siècles, l'Occident ne s'était pas acharné à déformer l'Islam pour en faire une effrayante caricature », m'exposa le député Hodjatti Kermani.

Ebrahim m'avait téléphoné deux jours après notre retour d'Ispahan, triomphant.

« J'ai pu obtenir le rendez-vous avec M. Kermani. Cela a été très, très, difficile. Finalement il accepte de vous recevoir.

— Je te remercie, Ebrahim. Mais tu as oublié que nous avons déjà rencontré M. Kermani. »

Je le sentis exploser littéralement de joie au téléphone.

« Mais non ! Ce n'était pas le bon ! Je veux dire que ce n'était pas celui que tu m'avais demandé. Le député de Kerman. Celui des châtiments islamiques. Le bon c'est celui avec lequel nous avons rendez-vous tout à l'heure. Il s'appelle Hodjatti Kermani. C'est formidable, non ? »

Dans la première liste que j'avais remise à Ebrahim en effet, j'avais écrit ce nom de Kermani, sans préciser de prénom. Nous avons donc rencontré un brave mollâ qui avait courageusement défendu Bani-Sadr lors des débats du Parlement. Il était sympathique mais je cherchais l'autre. Un ami diplomate m'avait affirmé que ce Kermani, Hodjatti donc, avait dirigé en personne le tribunal de Kerman qui avait, bien avant qu'on ne discutât du nouveau code pénal, ordonné des châtiments islamiques. Deux femmes et un homme avaient été lapidés publi-

quement en juillet 1980 et le juge avait amputé à la scie les doigts d'un voleur au mois d'avril 1981.

Je voulais rencontrer l'homme qui avait ordonné ça.

Malheureusement Hodjatti Kermani n'était pas non plus cet homme. Il me l'avoua à la première seconde de notre entretien, avec même, avais-je cru sentir, comme une nuance de regret. Car pour ce parlementaire en turban, la décision du tribunal de Kerman n'avait pas seulement été licite. Elle était juste. Ou mieux encore : elle était la seule possible.

A Kerman, m'expliqua-t-il, l'Islam a été publiquement outragé. Les juges devaient réagir et ils ont réagi conformément à la Loi. Les deux femmes lapidées étaient d'« abominables prostituées » et l'homme avait violé un enfant de huit ans avant de l'assassiner. « L'horreur de tels crimes ne peut être expiée par la seule exécution des coupables à l'intérieur d'une prison. Il faut que la communauté offensée soit partie prenante du châtement. Telle est la signification de la mort par lapidation. »

Hodjatti Kermani pratiquait avec autant de bonheur que ses semblables en aba et turban cette logique qui me semblait devoir infiniment plus à Aristote qu'à l'Islam. Les prémisses entraînaient la conclusion qui s'y trouvait incluse. Une société n'était véritablement islamique que si elle était régie par la Loi islamique. Mais la Loi ne se justifiait qu'en raison de la société à laquelle elle s'appliquait. C'est parce que le peuple était musulman qu'il comprenait que celui qui contrevient à la Loi ne pouvait être qu'un ennemi de l'Islam. La Loi étant parfaite dans son essence, les châtements qu'elle ordonnait ne pouvaient donc être contestés et ils prouvaient la perfection de la société qui les appliquait. Ainsi, dans une véritable société islamique, les pauvres étant secourus, les affamés nourris et les chômeurs employés, le vol n'avait plus de raison d'être et le voleur qui persistait devenait un être maléfique qui posait une main perverse sur ce qui appartenait à autrui du fait de la volonté de Dieu. Il fallait donc couper la main.

De même, la société islamique, parce qu'elle était juste, favorisait le mariage en levant les obstacles financiers ou familiaux, et parce qu'elle était morale, bannissait les images licencieuses et les sollicitations pornographiques tout en incitant les femmes à se conformer, dans leur tenue comme dans leur vêtement, à la « modestie » islamique. Dans ces conditions le sexe et la Loi s'accordaient, les femmes n'excitaient plus les hommes, et les hommes pouvaient à domicile « aller à leur

champ de labour », comme dit élégamment le Coran. Seuls des monstres étaient dès lors susceptibles de commettre le péché d'adultère. Il fallait les extirper du corps social en faisant de leur châtement un rite purificateur.

Je savais bien que je ne pouvais rien comprendre, que l'Occident m'avait pourri jusqu'à la moelle et que l'Islam m'échapperait toujours, mais je ne pouvais m'empêcher de considérer mon interlocuteur comme un fou délirant en plein vertige paralogique. Dieu, l'Islam, l'excellence de la Loi, soit, mais les pierres calibrées par la Loi avec lesquelles on massacrait les condamnés n'étaient pas des mots. Elles n'étaient pas seulement faites pour tuer, elles écrasaient, elles blessaient, elles mutilaient, elles assommaient. Des hommes les lançaient qui n'étaient pas des anges, ni des saints. *Purs, justes*, disait la Loi. Quel pur, quel juste assassinerait son semblable à coups de cailloux ?

L'histoire ne se passait pas dans la Bible ou dans un campement du Prophète au VI^e siècle de l'ère chrétienne, mais dans cet Iran de 1981 auquel je ne comprenais peut-être rien mais que je commençais à connaître. Un pays envahi par l'automobile et la télévision, qui vivait de son pétrole, où les mollàs, qui proclamaient le retour à l'âge d'or, roulaient en Mercedes blindées.

De quoi était fait ce juge qui avait découpé à la scie les doigts du voleur de Kerman – le condamné en serait mort, m'a-t-on appris par la suite ? D'où tenait-il cette détermination sadique ? Du Livre ? De l'Islam ? Ou de l'ivresse que procure à quelques individus le pouvoir sans limites d'humilier et de meurtrir ?

Voilà deux heures que j'écoutais Hodjatti Kermani. Que me disait-il ? Que l'organisation du monde se déduit de la Loi, que la réalité a tort si elle n'est pas celle annoncée et décrite par le Livre, que tout ce qui vit, bouge, palpète, respire doit se soumettre au code ou être exterminé.

Khalkhali m'avait dit la même chose, le juge de Nadjafabad aussi, et le chef des hezbollahi et tous les autres, juges ou non, qui, de la constitution à la loi du qissass m'avaient vanté un univers où les mots prétendaient être plus vrais que les choses. Pouce, je ne joue plus, avais-je envie de leur dire. Cartes sur table. Dites-moi plutôt avec quels désirs inavouables vous fabriquez la réalité d'un pouvoir effrayant.

J'avais appris peu à peu, au fil de mes premiers reportages en Iran, que l'Islam chiite tirait sa force du message messiani-

que qu'il portait. Il était la religion des justes parce que, précisément, il refusait à tout pouvoir temporel la capacité de faire régner la justice. L'ordre juste dans une société parfaite ne pourrait naître qu'avec la réapparition à la fin du douzième Imam. Mon ignorance théologique n'avait probablement d'égale que mon incrédulité, mais je pouvais comprendre la vertu du message, la révolte permanente qu'il portait, cette ferveur communicative qui avait soulevé un peuple presque unanime contre un régime tyrannique.

Il n'était plus question cette fois d'un message au futur. On m'expliquait posément qu'après treize siècles d'errance et de dissimulation, le temps était venu de rétablir l'ordre immuable voulu par Dieu. Il ne manquait plus que la conclusion. Je la devançais. Nous étions à la fin des temps et Khomeiny n'était pas seulement l'imam, le chef de la communauté, mais le douzième Imam enfin de retour parmi les siens pour les conduire au triomphe. Hodjatti Kermani se garda de franchir la frontière de l'hérésie suprême.

Il se contenta pour en finir de me recommander avec hauteur de rendre compte fidèlement de ses propos.

A la sortie, Ebrahim était inquiet. Il avait bien vu que j'avais cessé de prendre des notes dès que j'avais su que ce Kermani n'était pas non plus le bon. Il s'excusa. Je le rassurai.

« Non, je vois bien que tu n'es pas content de cet entretien, insista-t-il. Est-ce que ce que t'a dit M. Kermani t'a déplu ? Peut-être ai-je mal traduit, tu sais, ce n'est pas mon métier.

– Non, je t'assure, ça n'a rien à voir avec Kermani, ni avec toi. Je n'ai pas pris de notes aujourd'hui parce que j'ai pris dix fois déjà les mêmes.

– Peut-être n'as-tu pas posé la question que tu voulais, comme l'autre fois ?

– Non. C'est bien pire. Je ne sais plus quelles questions poser.

– Ah, je vois », dit Ebrahim.

Je ne lui avais menti qu'à moitié. Comment aurais-je pu demander à Kermani ce qu'il pensait d'Aristote, du délire paranoïaque et de l'éventualité d'un retour prématuré du douzième Imam ? Ebrahim avait l'air vraiment triste.

« Ne t'inquiète pas, Ebrahim, tout s'est bien passé. Mais je ne crois pas que je puisse faire un bon *maktabi*. »

Le concept de « *maktabi* » avait fait son apparition avec l'été de la troisième révolution, celle qui allait construire la cité islamique idéale dont rêvait Hodjatti Kermani. Il désignait une

sorte de version islamique de l'homme nouveau, antithèse de ces personnalités ambiguës dont l'islamisme était contaminé par les idées et les manières héritées de l'Occident et qui, de Bazargan à Bani-Sadr, avaient perverti le message révolutionnaire authentique. L'homme nouveau n'avait pas fréquenté les universités étrangères. Il était l'élève du *maktab*, l'école religieuse qui jouxte la mosquée. Il y avait appris à devenir un musulman obéissant, fidèle et pieux qui admettait en tout la prééminence du clergé, un homme de la foule que rien ne devait distinguer de ses semblables, et qui n'avait d'autre identité que son appartenance à la communauté des croyants, un homme conforme dans ses actes, ses paroles, sa conduite, aux enseignements de la *Chari'at*, la loi et la tradition coraniques.

Le maktabi ne manquait à aucun des devoirs prescrits aux musulmans, prières, aumônes, pèlerinage. Il ne pensait qu'avec l'Islam et rejetait sans même les examiner les idéologies importées, qu'elles vissent de l'Est ou de l'Ouest. Son seul parti était le parti de Dieu et il ne connaissait d'autre chef que l'imam. Il était prêt pour le djihad, l'effort et le sacrifice sur le chemin d'Allah, et ne craignait pas la mort car il savait que le Paradis récompensait les martyrs de la cause.

Un vrai maktabi s'habillait modestement. Il ne portait pas de cravate, laissait sa chemise flotter sur son pantalon en veillant bien à cacher son corps. Faute de babouches, il écrasait le contrefort de ses chaussures. Il n'utilisait jamais de rasoir et il ignorait les parfums ou les eaux de toilette. Il se gardait des divertissements impies et n'écoutait pas de musique car la musique était corruptrice de l'âme. Il appliquait à la lettre ce qu'il avait lu dans les livres de son maître, l'*ayatollah-al-ozma*, docte parmi les doctes, qu'il avait choisi comme guide et *marja-e-taqlid*, « source d'imitation ».

Le modèle du maktabi proposé aux foules islamiques en ce début d'été était le Premier ministre en exercice, Mohammad Ali Radjaï, qui venait d'être investi par le P.R.I. comme candidat à la présidence de la République. Cet ancien instituteur coranique de quarante-huit ans répondait trait pour trait à la description de l'homme nouveau. Je ne l'avais rencontré qu'une fois, dans les premières semaines de la guerre irako-irannienne. Nous étions quelques journalistes étrangers qui attendions sur l'aéroport militaire de Dezful, la principale base aérienne du Khouzistan, un moyen de nous rendre sur le front, quand Radjaï était arrivé.

Le Premier ministre inspectait les troupes avec l'*ayatollah*

Montazeri. Ce dernier improvisa pour nous une « conférence de presse » à sa manière, expéditive et tonitruante. Nous voulions interroger Mohammad Ali Radjaï qui se trouvait à ses côtés, mais le Premier ministre, nous expliqua-t-on, ne souhaitait pas répondre aux questions des journalistes. Il nous ferait ultérieurement une déclaration.

Radjaï ne faisait ainsi qu'anticiper ce qui sera la règle dix mois plus tard en Iran : les vrais serviteurs de l'Islam n'ont rien à dire aux étrangers, d'autant plus si ce sont des journalistes dont chacun sait qu'ils n'ont ni les moyens de comprendre, ni le courage de dire.

L'homme était petit et malingre, serré dans un costume chocolat poché aux coudes et aux genoux et les pans de sa chemise canari sortaient de dessous sa veste. Il arborait, comme sur les photos, une barbe de plusieurs jours qui lui mangeait le menton et lui montait sous les yeux. La moustache triste comme le regard, Mohammad Ali Radjaï nous fixait sans avoir l'air de nous voir et il était bien difficile de faire la part, dans son attitude, de la haine militante qu'il manifestait vis-à-vis de la presse-aux-ordres-de-l'impérialisme-du-sionisme-et-de-leur-agent-irakien-Saddam-Husseïn, et du refus viscéral de parler avec des étrangers. Du mépris, certes, mais cette agressivité ostensible et muette masquait à peine l'homme mal dans sa peau, introverti et incertain de lui-même : un stéréotype du petit-bourgeois iranien de milieu traditionnel, enfanté par la tyrannie matriarcale et l'enseignement dogmatique du maktab.

L'élection présidentielle était prévue pour le 24 juillet. Quatre candidats avaient été finalement retenus par la commission *ad hoc*, tous membres du Parti de la République islamique. En fait, il s'agissait d'un candidat et de trois comparses qui annoncèrent leur intention l'un après l'autre de voter pour Mohammad Ali Radjaï parce qu'il était un « vrai maktabi » et le plus apte à remplir la fonction présidentielle.

Le Parti de la République islamique assurait que cette homogénéité de candidature était la meilleure garantie d'une élection démocratique, qu'elle épargnait à l'Iran des divisions artificielles et offrait au peuple le moyen de choisir sans tromperie entre de vrais musulmans, sans courir le risque, comme la fois précédente, de faire triompher un candidat « monopoliste » à la Bani-Sadr.

La campagne électorale passa pratiquement inaperçue. Cela aussi était une règle de l'Islam. Et une bonne précaution. Le pays — et la capitale en particulier — vivait dans la psychose

des attentats terroristes et on ne pouvait exposer imprudemment la vie du futur président. Les rares meetings publics de Radjaï qui avaient été annoncés furent tous annulés au dernier moment et le candidat se contenta d'une apparition à la télévision, le temps d'un discours sans surprise, débité d'une voix morne, où il confiait à ses futurs électeurs qu'il acceptait sa lourde charge par obéissance à l'imam. Il n'était pas besoin de lire les panégyriques publiés dans la presse à son sujet pour être définitivement convaincu de son désintéressement absolu. Il serait un président rigoureusement fidèle à la « ligne de l'imam », respecterait la lettre de la constitution et exercerait ses fonctions représentatives vis-à-vis des pays et diplomates étrangers sans jamais se laisser aller à l'échange ou au dialogue.

Son élection n'était pas un enjeu, mais l'enjeu de l'élection n'en était pas moins de taille. A travers la participation électorale, les dirigeants religieux allaient mesurer leur degré réel de contrôle du pays.

Le même jour les électeurs étaient appelés à compléter le Madjlès et à remplacer notamment les vingt-sept députés disparus lors de l'attentat du 28 juin contre le P.R.I. Dans un premier temps les groupes politiques légaux non islamiques – en particulier le parti communiste orthodoxe Toudeh et la branche majoritaire des Fedayin du peuple, marxistes qui avaient choisi le camp de Khomeiny – s'étaient vus autorisés à présenter des candidats. A la veille du scrutin, les religieux se ravisèrent. Les élections du 24 juillet devaient consacrer l'Islam seul.

Rien ne fut épargné pour entraîner les électeurs aux urnes. L'âge minimum avait été abaissé de seize à quinze ans et Khomeiny était intervenu dans un message radiodiffusé pour déclarer que voter était « un devoir religieux ». Le 25 janvier 1980, Bani-Sadr avait obtenu près de onze millions de voix. Sur quatorze millions de suffrages. Radjaï en recueillit officiellement plus de treize millions. Le chiffre était invérifiable. Le 24 juillet nous avons parcouru les bureaux de vote de Téhéran. Le scrutin avait commencé à cinq heures du matin pour permettre aux électeurs de voter tout de suite après la première prière, au lever du soleil, traditionnelle pendant le mois de ramadan. Les opérations devaient s'arrêter à dix-sept heures. Elles furent prolongées à Téhéran jusqu'à dix-neuf et parfois vingt et une heures. Selon la radio l'affluence des électeurs

justifiait ces reports. Ce n'était pas tout à fait ce que nous avons constaté.

Dans la matinée, nous avons pu voir quelques files d'attente dans les bureaux du centre et du sud de la ville, beaucoup moins au nord et, dans l'ensemble, l'ambiance électorale était à peu près aussi animée que pour une élection cantonale en France. L'après-midi nous avons surtout visité les mosquées du sud de la ville. La plupart étaient désertes. Les scrutateurs nous expliquaient que la population avait massivement voté le matin.

La ville avait été mise en état de siège. La circulation des deux-roues était interdite par crainte des attentats et plusieurs avenues avaient été fermées aux automobiles. Il y eut tout de même sept morts dans la journée. Des partisans du boycott m'expliquèrent le soir que la participation serait probablement supérieure à ce qu'elle aurait dû être parce que les fonctionnaires craignaient pour leur emploi et que la population avait été avisée que les abstentionnistes ne pourraient plus bénéficier des attributions d'essence ou de sucre. Les autorités démentirent formellement ces rumeurs et assurèrent au contraire que la participation électorale serait peut-être moindre que prévue parce que les Modjahedin du peuple avaient terrorisé les gens en menaçant de piéger les urnes.

Les deux camps revendiquèrent par la suite un triomphe absolu. Bani-Sadr, exilé en France, tenait pour certain que moins de deux millions d'électeurs s'étaient rendus aux urnes et le P.R.I. affirma que l'élection du 24 juillet avait battu tous les records de participation. Dans une conférence de presse tenue peu après, Behsad Nabavi, l'« homme fort » du gouvernement, conclut, à la lumière des résultats, que le peuple iranien avait massivement et définitivement condamné les opposants et les terroristes.

Les augures prévoyaient généralement que Nabavi serait le prochain Premier ministre. C'est son rival au sein du P.R.I., l'hodjatoleslam Bahonar qui obtint le poste. Pour peu de temps. Un mois après son élection le président Radjaï et son Premier ministre mouraient dans un attentat à la bombe perpétré dans le bureau présidentiel. Le coup d'éclat des terroristes faisait deux autres victimes : le chef de la police nationale et le patron de la Savama. Une fois de plus les autorités accusèrent les Modjahedin du peuple.

Ici nous devons ouvrir une parenthèse.

J'ai quitté l'Iran dans les premiers jours d'août 1981. Ce livre

a été terminé deux mois plus tard. Dieu sait, car Allah est grand, quand il sera publié. L'actualité « événementielle » n'était pas le but de ce reportage devenu livre. Il arrive malgré tout que les deux chemins se croisent. Ici par exemple.

Le journaliste est d'abord un journaliste, surtout quand, dans mon cas, il n'aspire à rien d'autre. En Iran, comme je m'en explique ailleurs, je ne pensais pas à un livre proche ni lointain. Je glanais, par habitude et par goût, de l'information quotidienne sur des événements périssables. Que seront-ils devenus quand vous lirez ce livre ? Dieu, etc.

Nous sommes, à ce point du récit, confrontés à de l'actualité immédiate. Ce que j'en pense ?

Les Modjahedin du peuple sont-ils vraiment les responsables des attentats au sommet plus spectaculaires les uns que les autres ? Sinon eux, alors qui ?

Amis et ennemis s'accordent pour dire que les Modjahedin infiltrent les rouages du pouvoir, qu'ils ont des yeux et des oreilles dans les cercles les plus fermés de la hiérarchie islamique, aussi bien à l'état-major des Gardiens de la révolution qu'au sein de l'appareil dirigeant du P.R.I. Musulmans chiites comme leurs adversaires, ils connaissent tous les arcanes de la foi et pratiquent avec un égal bonheur le mensonge et la restriction mentale. Mais pour comprendre ce qui se joue réellement dans cette escalade sanguinaire, le journaliste n'a d'autre recours que la collecte de rumeurs plus invérifiables les unes que les autres et il ne peut malheureusement user de la liberté d'un auteur de roman policier pour en rendre compte.

Quatre – certains disent cinq – services secrets traquent le contre-révolutionnaire : la Savama, reconstitution islamique de l'ancienne Savak, le service de renseignements des Gardiens de la révolution, celui (ou ceux) du Parti de la République islamique, plus les agents des Komiteh, se disputent un terrain miné où chassent également les organisations aux pouvoirs plus mystérieux comme les Modjahedin de la révolution islamique ou les Fedayin de l'Islam du cheikh Khalkhali. Où est l'ami ? Où est l'ennemi ? Où passe la frontière entre le combat anti-terroriste et la lutte des clans pour le pouvoir ? Chaque service, chaque réseau se méfie de l'autre et nul ne semble savoir au nom de quoi et de qui il travaille. Vu de ses poubelles policières, le pouvoir iranien est une hydre dont les têtes s'entre-dévorent. Toutes ne sont pas connues mais une au moins mérite qu'on s'y arrête.

Hossein Fardoust n'est pas seulement la pièce la plus énig-

matique du puzzle, il en est la plus surprenante. L'homme était l'un des plus anciens serviteurs de l'ex-chah. Inspecteur de la cour, responsable de la sécurité du monarque qui le traitait comme un membre de la famille, Fardoust avait accès à tous les secrets de la Savak. Jusqu'au dernier jour du régime il participa aux réunions de l'état-major impérial en compagnie du général Huyser, représentant de Jimmy Carter et chargé par le président américain de tester la capacité des généraux iraniens à résister aux assauts de la révolution khomeiniste. Le jour de la débâcle on apprit qu'il était passé avec armes et bagages chez l'ennemi et qu'il renseignait depuis longtemps Khomeiny.

Aujourd'hui, les légendes les plus rocambolesques courent sur Hossein Fardoust. On lui attribue la haute main sur la Savama et la responsabilité de la plupart des attentats commis à l'étranger. Impossible de démêler le vrai du faux. Au moins peut-on constater qu'à l'heure de l'islamisation totale, de la loi du qissass et de l'idéal maktabi, la Perse des satrapes n'est pas oubliée, ou si l'on préfère, que le délire moyenâgeux sait composer avec les réalités plus sordides du siècle. C'est après tout un signe d'humanité, une sorte de retour vers la terre. Comme quoi il ne faut pas toujours désespérer.

De toute évidence on ne se bat aujourd'hui en Iran *que* pour le pouvoir. Personne ne gagnera seul. Personne non plus n'est irremplaçable sauf Lui. Les alliances se font et se défont, à l'intérieur comme à l'extérieur, sans rationalité définie. Les effets du maelström islamique sont loin d'être épuisés. Ils ont momentanément privé le *kriegspiel* planétaire de ses règles habituelles. Le slogan khomeiniste « Ni Est ni Ouest » se vérifie par la négative. Les grandes puissances ne peuvent en ce moment *rien* faire en Iran. Et les Iraniens non plus.

Un seul homme, et ce qu'il incarne, détient non pas toutes les clés mais la clé qui bloque tout changement possible. Khomeiny a réussi à la fois à interdire à toute opposition d'apparaître autrement que sous la forme du terrorisme ou du vœu pieu, mais aussi à empêcher la constitution de tout pouvoir en Iran, fût-ce celui de ses servants. Le résultat est, comme on voit, monstrueux. A la lettre de son utopie islamique, Khomeiny a remporté tous ses défis. Et il est, lui, irremplaçable. Il n'a qu'une faiblesse. Une seule. Il n'est pas immortel.

X

QOM. L'ÉNIGME.

Il y a ce que l'on voit. D'abord cette masse grise au loin surgie du désert sur laquelle étincelle le dôme d'or de la mosquée consacrée à « la chaste Fatima », sœur vénérée du huitième Imam chiite Reza, dit le « protecteur des gazelles », enterré, lui, à Machhad. La ville ensuite, des mosquées serrées entre des établissements religieux et des hôtels pour pèlerins, peuplée de turbans et de tchadors. Du gris, du noir, de la poussière.

Il y a ce que l'on sait. Qom ville sainte, capitale de la révolution islamique, la ville de Khomeiny. Il n'y est pas né (Seyyed Ruhollah Moussavi a vu le jour en 1899, 1900 ou 1902 à Khomein, d'où son nom religieux, Khomeiny de Khomein, comme Khalkhali de Khalkhal, etc.), mais il y a vécu, étudié et enseigné durant une quarantaine d'années et il y est revenu en 1979 après quinze ans d'exil. C'est à Qom, le 4 juin 1963, que les soldats du chah sont venus le chercher pour l'arrêter. C'est à Qom que les croyants déclenchèrent la première grande révolte contre le chah qui avait fait emprisonner puis exiler leur leader. De dix à quinze mille morts selon les estimations. Ce n'était, comme on sait, qu'un début.

Il y a enfin ce que l'on devine à travers la ferveur séculaire des pèlerins qui se rassemblent pour prier autour du sanctuaire de Fatima. Dieu n'a pas désigné de lieu privilégié pour l'invoquer, mais prier à Qom c'est communier plus près de sa lumière ou, en tout cas, de celle que diffusent ses vicaires, les « signes miraculeux de Dieu », traduction littérale d'*ayatollah*. Presque tous les grands *ayatollahs* vivent à Qom.

La « ville sainte » n'a pourtant rien de mystique, ni de mysté-

rieux. Au terme des trois heures de route qui la séparent de Téhéran, on y entre par des faubourgs populeux qui ressemblent à toutes les banlieues du monde ou plutôt du tiers monde : petits immeubles vétustes, terrains vagues, ateliers de réparation, carcasses de voitures et tas de pneus usagés. Qom est aussi une étape sur la route du sud et porte tous les signes de l'irruption brutale et polluante de la civilisation automobile. Les huiles saintes y fleurent le naphte. Les pipe-lines en construction vous ont avertis, si vous ne le saviez déjà. La dépression au centre de laquelle est bâtie la ville, entre des reliefs déchiquetés à l'ouest et un lac salé, le Danâtchen Namak à l'est, est un bassin pétrolifère.

La cité de Qom proprement dite ne commence qu'au-delà du Qom-Roud, le fleuve bourbeux et à demi asséché qui traverse la ville. Sur les deux ponts qui en commandent l'accès, des marchands astucieux ont posé des décors de toile peinte devant lesquels touristes et pèlerins viennent se faire photographier. Juste pour le souvenir. Ces dessins naïfs aux couleurs violentes et crues, coupoles dorées émergant d'un jardin vert et fleuri dans une nuit bleue de prophète, figurent une ville qui n'existe pas.

La grande mosquée est plus impressionnante que belle. Les non-musulmans n'y sont en principe pas admis et des panneaux de bois signalent aux entrées qu'il est interdit de photographier. Mais personne ne semble s'offusquer de la présence de journalistes étrangers dans la cour principale que dominent les minarets bulbeux encadrant le portail gigantesque décoré de milliers de miroirs.

Les pèlerins ne viennent pas seulement se recueillir dans le sanctuaire. Les plus pauvres d'entre eux, qui ont parfois traversé tout l'Iran pour venir jusque-là, campent dans les alvéoles ménagés sous les arcades du mur d'enceinte.

Aux portes du temple, le bazar propose aux chalands les équivalents locaux de nos bondieuseries sulpiciennes, tapis et nattes pour la prière décorés de motifs pieux ou de portraits de Khomeiny grossièrement brodés, bols, verres, assiettes de porcelaine ou de plastique à l'effigie des ayatollahs célèbres, photos ou chromos des chefs religieux ou de l'imam Ali, éditions bon marché du Coran aux reliures rudimentaires recouvertes de plastique mou comme des cahiers d'écoliers. L'autre spécialité locale est le *ghaze*, une galette de miel pâteuse et grasse, frite dans l'huile et parsemée de pistaches qu'on ne trouve qu'ici.

Hormis ces quelques ruelles vaguement pittoresques, le reste de la ville est sans attrait. Des avenues larges et droites qui se croisent perpendiculairement découpent des quartiers de maisons basses, sillonnés de venelles au milieu desquelles ont été creusés des égouts à ciel ouvert.

Cette absence de charme ou, comme disent les touristes, de *caractère*, n'est pas nouvelle ni propre à Qom. A la différence des cités méditerranéennes la plupart des villes iraniennes ne procèdent pas d'une vocation citadine qui définit les frontières d'une collectivité autonome vivant selon des règles et des modes qui n'appartiennent qu'à elles. En Iran la ville n'est le plus souvent qu'un regroupement d'habitations gouverné par deux principes profondément solidaires : le commerce et la religion. Qom n'est pas seulement un symbole, c'est un concentré urbain de l'Islam chiite iranien.

On y chercherait en vain une femme tête nue ou même seulement couverte d'un foulard. Le tchador est la règle. Femmes sans corps et sans regard, hommes gris pauvrement vêtus d'habits défraîchis qui n'ont plus ni couleur ni forme, une multitude triste qu'éclaircit à peine de loin en loin les parures bariolées et traditionnelles des tribus venues en pèlerinage collectif depuis le Fars ou le Lorestan : c'est le peuple de Qom.

Et les mollâs. Des centaines de mollâs. Des milliers de mollâs. Drapés dans leur aba, une redingote de cotonnade qui tombe jusqu'aux pieds, toujours chaussés de babouches, portant uniformément la barbe et couverts d'un turban blanc, ou noir s'ils sont des *seyyed* – descendants de la famille du Prophète Mohammad –, ils circulent à pas pressés, affairés et distants, interrompus parfois dans leur course par quelques fidèles qui leur demandent conseil en pleine rue.

L'Iran compte à peu près cent quatre-vingt mille mollâs et la majorité d'entre eux est formée à Qom, centre d'études religieuses depuis plus de huit siècles et, depuis soixante-dix ans, capitale incontestée de l'enseignement chiite. Près de quinze mille étudiants résident ainsi à Qom.

J'avais décidé un jour de consacrer l'une de mes visites dans la ville sainte à l'université de théologie. C'était au moment où le conflit entre le président de la République et les chefs religieux du Parti de la République islamique prenait un tour aigu. Chaque jour la presse iranienne reproduisait les communiqués de plus en plus violents contre Bani-Sadr signés du « Cercle des enseignants de l'université Elmieh » de Qom, du moins était-ce la traduction anglaise courante. Je me mis donc en

quête de cette université et de ce cercle de professeurs dont l'influence politique semblait décisive.

J'étais venu de Téhéran sans interprète et je n'avais pour m'aider dans cette recherche que mon chauffeur de taxi au bilinguisme limité. Nous fîmes deux fois le tour de la ville suivant un itinéraire passablement brownien au gré des indications vagues et contradictoires que le chauffeur recueillait à chaque carrefour. Finalement, renvoyés une nouvelle fois à la grande mosquée, je décidai de continuer seul et à pied. C'est ainsi qu'en remontant la principale avenue de la ville, j'aperçus, à l'intérieur d'un immeuble de deux étages construit en rectangle autour d'une sorte de jardin intérieur, un groupe de jeunes mollàs qui discutaient ensemble avec des livres sous le bras. Des étudiants à n'en point douter. J'imaginai, vue la forme des bâtiments, qu'il devait s'agir d'une sorte de foyer et cette fois j'étais assuré de pouvoir obtenir le renseignement. Aucun de ces jeunes gens ne parlait anglais ni français mais j'avais bien retenu les quatre ou cinq mots persans nécessaires et j'avais fait écrire sur mon carnet par le chauffeur de taxi « Université Elmieh » en caractères arabes.

Mes interlocuteurs se repassaient le carnet avec une curiosité incrédule et ils en tournaient les pages comme s'ils allaient trouver dans mes notes une explication à la question que manifestement ils ne comprenaient pas. Je leur demandai de parler avec un responsable. Mobilisant tout mon savoir, j'essayai le « cercle des enseignants ». Quel responsable ? Quel cercle ? Les mollàs se lancèrent dans une discussion de plus en plus agitée. Visiblement je m'étais à nouveau trompé de porte. Je m'apprêtais à battre poliment en retraite quand un grand diable corpulent, dont la barbe en broussaille évoquait plus un joyeux soudard que le religieux dont il portait l'habit, déboula d'un petit escalier qui menait à l'étage supérieur et me barra le chemin.

Le nouvel arrivant me tendit la main pour un vigoureux *shake-hand* et me salua dans un anglais oxfordien. Les jeunes gens se précipitèrent à leur tour sur lui et, parlant tous en même temps, lui expliquèrent ce qu'ils avaient compris de ma demande. La confusion était totale. Je repris du mieux que je pus le problème par le commencement, l'université, les enseignants, les communiqués de leur « cercle », le rôle politique éminent que celui-ci semblait jouer, etc. Le grand gaillard réfléchit un instant, toussota, puis :

« Je crois avoir compris ce que vous voulez. Malheureusement je ne peux rien pour vous. Vous êtes un journaliste, vous

vous intéressez à la chose sociale et aux questions politiques. Je ne vous le reproche pas, c'est votre métier. Mais voyez-vous, moi je me consacre à la philosophie et ce domaine émotionnel qui est le vôtre ne me concerne pas. »

J'avais essuyé d'autres refus et à ce moment, je m'étais résigné à l'échec, mais cette réponse était l'une des plus surprenantes que j'aie entendues. L'homme me semblait bigrement intéressant outre sa maîtrise de l'anglais. Je tentai une ultime parade.

« Je me suis peut-être mal expliqué, en fait j'aimerais pouvoir m'entretenir avec un professeur de cette université — ce solide quadragénaire anglophone qui se vouait à la philosophie ne pouvait évidemment qu'être un professeur —, je n'ai pas envie de parler de questions politiques mais des principes de votre enseignement, de son rôle dans l'Iran d'aujourd'hui...

— *Sorry sir*. Je vous le répète, je ne peux rien vous dire ou plutôt si j'acceptais de vous parler, je vous dirais trop de choses que vous ne pourriez comprendre ou que vous risqueriez d'interpréter de manière incorrecte. »

Ce professeur m'excitait de plus en plus. Il ne fallait plus lâcher prise. Je l'assurai que je ne poserais aucune question susceptible de l'embarrasser et que je ne prendrais de notes que sous son contrôle.

« Vous m'avez mal compris, jeune homme. Je n'ai pas peur de vos questions. Ce sont mes réponses que je crains. Vous ne me connaissez pas mais je dois vous dire que je suis d'une grande famille, une très grande famille même, une famille aristocratique. Vous savez ce que le mot aristocrate signifie ? Ce n'est pas seulement la richesse matérielle mais la culture, les manières, la langue. J'ai beaucoup voyagé, j'ai fait de longues études à l'étranger, j'ai lu, j'ai écrit, je pourrais vous apprendre beaucoup de choses.

— C'est tout ce que je souhaite...

— Oui, mais ici je ne suis pas un aristocrate en voyage. Je ne suis qu'un simple étudiant. Je n'ai pas qualité pour discuter avec un journaliste. Tout ce que je peux faire pour vous aider est de vous adresser à un ayatollah compétent. »

Il chuchota quelques mots à l'oreille d'un des mollâs et sur un nouveau *shake-hand* d'haltérophile, l'homme remonta l'escalier.

Je repris le taxi flanqué cette fois d'un jeune théologien taciturne. Et la promenade dans Qom recommença. L'adresse n'était pas la bonne. On nous renvoya dans un autre quartier.

Je n'avais aucune idée des endroits où nous étions. Rien qui ressemblait en tout cas à l'université que je cherchais depuis le matin. Finalement nous trouvâmes la maison de l'« ayatollah compétent ». C'était une petite villa dissimulée derrière un haut mur à la lisière de la ville. Mon cicérone à turban sonna un long moment. La porte s'ouvrit enfin et il disparut à l'intérieur. Il ne ressortit qu'au bout d'une demi-heure, la mine préoccupée. Par le truchement du chauffeur, je compris que l'« ayatollah compétent » s'était retiré aux Indes et qu'il ne serait de retour que dans plusieurs mois. Il n'y avait plus qu'à revenir au point de départ.

Je ne connaissais donc jamais cette célèbre « université Elmieh » ni ce redoutable « cercle des enseignants » dont les proclamations incendiaient la capitale. J'avais de plus perdu une journée précieuse et la perspective de cent cinquante kilomètres de route sinistre et meurtrière pour rentrer à Téhéran me rendait l'humeur morose. Je grommelai un au revoir glacé au jeune mollâ au moment de le déposer à sa porte. Il quitta le taxi, revint sur ses pas et me fit signe de le suivre. Il me conduisit chez le philosophe aristocrate. Initiative miraculeuse.

Pour le coup je l'aurais embrassé. En fait il tenait simplement à s'assurer de mon témoignage en me faisant confirmer qu'il avait scrupuleusement respecté la consigne, cherché et trouvé la maison de l'« ayatollah compétent » malheureusement absent de Qom. Le barbu oxfordien écouta l'explication d'un ton pénétré sur le pas de sa porte. « Décidément, je ne pouvais rien pour vous, observa-t-il avec un sourire contrit, mais je peux quand même vous offrir une tasse de thé. » Et il m'invita à entrer.

L'homme habitait une cellule de deux mètres sur trois d'un dénuement total. Deux tapis râpés, un matelas roulé dans un coin, quelques coussins, un radiateur électrique et un camping-gaz en étaient le seul mobilier. Je comptai encore une dizaine de livres empilés à côté de quelques dossiers et trois verres dissimulés derrière le radiateur. L'aristocrate avait décidément poussé très loin l'humilité. Cette pensée muette ne lui avait pas échappé.

« C'est ainsi que vivent les étudiants de Qom. J'habite et travaille ici. J'y donne aussi quelques cours. Nous n'avons pas de goût pour le confort matériel et les plus grands ayatollahs vivent de la même manière. Prenez-vous du sucre avec votre thé ? Moi oui, mais je n'en ai pas. »

Il frappa du dos de la main sur la cloison. Le mollâ voisin apparut à la porte, repartit et revint aussitôt avec une boîte de sucre.

« Voyez-vous, ici nous vivons en communauté, nous nous entraisons pour les petites choses comme pour les grandes. Mais pardonnez-moi, je ne me suis pas présenté : Khalilli. » Et il me tendit la main.

« Dois-je vous appeler docteur Khalilli, professeur, ayatollah ?

– Les titres n'ont aucune importance. Khalilli, cela suffit.

– Vous fumez ? »

Khalilli considéra avec réprobation mon paquet de cigarettes américaines.

« Des Winston ? Non je ne fume que des cigarettes iraniennes. »

Les Winston étaient en fait les véritables cigarettes nationales, l'équivalent en Iran des Marlboro du Liban ou de la Syrie. Mais les autorités menaient une campagne systématique pour les interdire. Alors que les « étudiants-islamiques-fidèles-à-la-ligne-de-l'imam » détenaient les otages dans le « nid d'espions » pour mettre l'Amérique à genoux, les fumeurs de Winston et les buveurs de Coca-Cola se faisaient les complices au moins objectifs du Grand Satan. Je fis remarquer à mon hôte que j'avais malgré tout acheté mes cigarettes la veille à un petit marchand ostensiblement installé devant l'ambassade américaine de Téhéran.

« Si au moins vous aviez des Gauloises, regretta Khalilli, sans relever ma piètre excuse. Ah, les cigarettes françaises... En Iran nous ne savons pas faire des produits aussi sophistiqués. »

Tout en servant le thé, l'étudiant Khalilli m'expliqua qu'il était élève théologien depuis trente et un ans. Il en avait quarante-huit. Je crus comprendre qu'il était le fils d'un diplomate et qu'il avait passé une partie de son enfance et de son adolescence en Grande-Bretagne. Il avait trouvé sa vocation à l'âge de dix-sept ans mais il était retourné ensuite durant six ans dans une université anglaise. Il se passionnait pour la peinture.

« En ce moment, je m'intéresse surtout aux peintres espagnols. Goya ! Ah Goya ! Et Picasso, vous connaissez Picasso ? Je veux dire, le connaissez-vous vraiment ? Tout ce qu'il fait me semble inspiré par la magie. Mais vous savez au fond de mon cœur rien ne peut remplacer vos impressionnistes. Renoir, Seurat... Je les aime plus que tout. Et Cézanne, comment pour-

rais-je oublier Cézanne ? Aimez-vous Cézanne ? Ah, je vous en prie, ne me laissez pas parler de peinture, il me suffit d'y penser pour me retrouver en Europe, me voilà déjà transporté à Londres. Croyez-moi, si j'étais resté à Londres, j'aurais pu devenir un critique d'art très honorable. Bon, je suppose que vous n'êtes pas ici pour parler de peinture. En quoi puis-je vous être utile ?

– En m'expliquant ce qu'est l'université Elmieh dont je ne cesse d'entendre parler à Téhéran et que personne n'a l'air de connaître à Qom. »

Khalilli éclata de rire. « Vous avez donc vraiment demandé dans toute la ville l'adresse de l'université Elmieh ? »

Il riait de plus en plus.

Oui, j'ai vraiment demandé mais je ne savais pas m'expliquer et le chauffeur du taxi...

« Mais non, vous vous êtes très bien expliqué – il n'en pouvait plus de joie –, tellement bien même que les étudiants avec lesquels vous avez parlé tout à l'heure dans la cour m'ont dit exactement la même chose. L'université Elmieh ! Mais où avez-vous appris ça ? »

Devant la mine hilare de mon hôte, je me sentais à peu près dans la situation de la jeune recrue qui a passé sa journée à chercher la clé du champ de tir.

« Je vous assure, tous les jours, dans les journaux, enfin dans la traduction anglaise des quotidiens persans, je lis des communiqués signés "cercle des enseignants de l'université théologique Elmieh de Qom" ou quelque chose d'approchant.

– Où va-t-on chercher des choses pareilles ? Vous savez ce que veut dire "Elmieh" ? Non, vous ne le savez pas. *Elmieh*, c'est la connaissance, la science. *Hoze elmieh*, c'est le "centre des sciences". Voilà ce que vous traduisez par "université Elmieh". Il n'y a pas d'université, mon ami, pas d'amphithéâtre, pas de salle des professeurs. Si vous écrivez à l'"université d'Elmieh, Qom", votre lettre ne parviendra jamais à personne. Qom est un "hoze elmieh", ce n'est pas un lieu physique mais un ensemble spirituel. Vous êtes ici dans l'une des écoles de Qom, il y en a des dizaines semblables à celle-ci qui forment le "hoze elmieh" de Qom. Vous comprenez ?

– Oui, mais s'il n'y a pas d'université comme nous les connaissons en Europe, il y a tout de même à Qom des enseignants qui parlent au nom du "hoze elmieh", ce cercle qui signe des communiqués.

– L'ayatollah Khomeiny parle au nom du centre théologi-

que de Qom. Tout ayatollah qualifié peut signer les communiqués dont vous parlez. N'importe quel mojtahed peut écrire ou parler au nom de l'université. Au fait, savez-vous ce qu'est un mojtahed ? C'est un docteur de la loi, quelqu'un qui a qualité pour l'interpréter.

– Si je vous comprends bien, chacun de ces docteurs peut donc exprimer son point de vue au nom de toute la collectivité, c'est bien ça ?

– Je crains que vous ne sachiez à peu près rien de nos études et de nos principes. Peut-être que je pourrai malgré tout vous être utile à quelque chose. »

Mieux valait commencer par le commencement. Je savais déjà – enfin – ce qu'était un hoze elmieh et que des quatre principaux centres d'études théologiques situés traditionnellement à Machhad, Ispahan, Téhéran et Qom, ce dernier était devenu non seulement le plus important en nombre mais aussi celui dont le rayonnement s'étendait bien au-delà des frontières iraniennes. J'avais compris que ce n'était pas un équivalent islamique d'Oxford ou de Berkeley et qu'il était fait d'une myriade d'écoles, des *madâres*, semblables à celle où je me trouvais. Toutes étaient construites sur le même modèle, deux étages encadrant une cour avec un bassin pour les ablutions rituelles et quelques arbustes pour faire joli. Les *talabeh*, étudiants, et les *mudarri*, enseignants, vivaient et travaillaient dans des cellules plus ou moins semblables à celle de M. Khalili.

Celui qui a choisi le destin de talabeh s'engage à consacrer sa vie entière à l'éducation religieuse et à la foi. Nombre de ces étudiants sont eux-mêmes fils de religieux, certains ont fait preuve de capacités particulières au maktab, l'école coranique, d'autres encore, comme mon hôte, obéissent à l'appel de la vocation. Il appartient au talabeh de choisir son hoze puis ses maîtres. A partir de ce moment, il sera pris en charge par le clergé qui lui assure le vivre et le couvert et même un peu d'argent de poche – de deux mille à vingt mille rials par mois, cent quarante à mille quatre cents francs – selon le niveau atteint dans les études.

La géographie de cette université qui n'en est pas une correspond assez bien à la nature de l'enseignement qui y est dispensé. L'apprentissage de la théologie islamo-chiite ne connaît ni cursus, ni examens formels, ni diplômes. « La sagesse du

futur mojtahed, commente mon professeur, s'acquiert par osmose. Nos études ressemblent un peu à ce que faisaient vos jésuites. Nous n'avons ni vos divisions en années ni en matières. L'étude d'un livre ne s'arrête pas quand sa lecture est terminée. L'étudiant doit en assimiler chaque passage, les discuter avec le maître et y revenir aussi longtemps qu'il n'en a pas acquis la maîtrise parfaite avant de passer à un autre livre. »

La relation intime et singulière entre l'élève et le maître gouverne cette interminable scolarité. Le maître n'est pas seulement professeur, riche de savoir et d'expérience, mais aussi un guide spirituel pour le talabeh qui l'a choisi et qui lui obéit désormais comme à un père, en toutes circonstances, y compris celles de sa vie personnelle. Bien qu'aucun programme n'en fixe la durée, les études théologiques qui conduisent au « grade » de mojtahed s'étalent en moyenne sur une vingtaine d'années, divisées en deux grands cycles.

Le premier correspond plus ou moins à une longue propédeutique où l'étudiant apprend la langue du Coran, la grammaire arabe, la rhétorique et la logique aristotélicienne avant d'aborder l'étude proprement dite du *fegh*, la jurisprudence et le droit islamiques, et de s'initier aux « quatre sources de la sagesse » : le Coran, les hadiths – recueil des propos du Prophète Mohammad et des exemples tirés de sa vie –, le *aghl*, la raison ou le sens commun, et l'*ejma*, c'est-à-dire l'accord établi entre les plus grands théologiens chiïtes à travers leurs livres et leurs opinions reconnues sur des interprétations de la loi divine – *Chari'at* – qui ne résultent pas d'une simple application du Coran ou des hadiths.

Au cours de ce second cycle, le talabeh devra soutenir des discussions avec divers maîtres sur tous les thèmes clés de l'enseignement théologique. Ainsi fera-t-il, ou non, la preuve qu'il peut être consacré mojtahed, et admis donc à formuler à son tour des jugements indépendants aussi bien sur les questions qui relèvent du dogme que sur des problèmes politiques, sociaux ou moraux contemporains (exemples : Peut-on justifier la guerre ? La monarchie est-elle une forme acceptable de gouvernement ? Y a-t-il des meurtres légitimes ?) ou encore touchant à la vie quotidienne des fidèles (Fumer est-il *haram* – interdit – ou *halal* – autorisé ?). Je comprends que c'est ici que passe la véritable frontière entre la masse des mollâs et l'élite des docteurs de la foi et de la loi islamiques. Mais qui

décide en définitive qu'un talabeh est digne d'entrer dans ce cercle éminent ?

« Qui d'autre pourrait décider que vous pouvez interpréter la Loi sinon vous-même ? répond l'étudiant-professeur Khalilli.

– Voulez-vous dire que les docteurs de la loi s'autoproclament tels ?

– C'est une affaire qui touche à votre conscience. Si vous adorez Dieu, vous ne pouvez indûment vous arroger le droit d'interpréter sa Parole. Si, malgré tout, vous le faites, c'est l'essence même de votre vie qui est en jeu. On ne peut pas se mentir à soi-même. »

J'en suis visiblement moins sûr que lui.

« Cela prouve seulement que vous ne comprenez pas ce que signifie la Loi. »

Quelque chose m'échappait. Pourtant, chemin faisant, je me faisais une idée plus précise de la formidable cohésion du clergé chiite formé dans un système à la fois rigoureusement clos et d'une étonnante souplesse de fonctionnement. Au fond, chacun y était libre, infiniment plus en tout cas que dans nos utopies pédagogiques les plus avancées – choix du maître, absence de programme, apprentissage sans contrainte de temps ni de matières, pas de concurrence entre les étudiants puisque pas d'examens ni de concours – mais en même temps cette liberté n'avait d'autre fin que l'enfermement dans le texte immuable et sacré. Après vingt années passées à déchiffrer le code, vous accédiez enfin aux vertiges de la glose.

Admirable système qui permet à chacun de trouver sa juste place sans recourir à une sélection académique, donc arbitraire, et toujours humiliante pour ceux qu'elle écarte. Le talabeh qui ne peut manifestement soutenir les discussions avec les maîtres et se retrouve de ce fait *pishnamaz* (« celui qui dirige la prière »), simple mollâ de village, n'en révère que davantage la science de son maître. Il n'a pas été exclu. Il a découvert ses propres limites. Cette Loi qu'il ne peut interpréter mais dont il connaît l'essence divine, il va la servir aveuglément dans la voie indiquée par le Guide qu'il s'est choisi et il sait que s'il s'en écarte, c'est de Dieu lui-même qu'il se détourne.

L'armée des mollâs n'est donc pas un vain mot, un cliché de journalistes occidentaux. Elle se fabrique dans ces cellules de deux mètres sur trois, du fantassin au généralissime en passant par tous les degrés du commandement. Un mojtahed accompli, c'est-à-dire ayant prouvé à ses maîtres des capacités

élevées de raisonnement et de déduction, est nommé hodjatoleslam, « preuve de l'Islam ». Ce titre, sans valeur intrinsèque, sinon pour la position sociale de l'intéressé, accompagne son entrée dans le cycle supérieur des débats théologiques où il doit cette fois, à l'égal de ses maîtres, apporter une contribution originale à l'interprétation de la Loi. C'est seulement s'il se montre capable d'écrire un *resaleh*, un traité portant sur des questions de jurisprudence, qu'il pourra accéder à la dignité d'ayatollah, titre conféré comme le précédent par le consensus des maîtres.

L'Iran compte aujourd'hui environ un millier d'ayatollahs. Certains poursuivent leurs études tout en enseignant dans le hoze. D'autres, au contraire, ont choisi d'arrêter là leur vie académique pour se consacrer aux questions politiques et sociales de la communauté, tels l'ayatollah Hossein Ali Montazeri, donné comme le successeur probable de Khomeiny, ou nombre de ces dignitaires qui occupent aujourd'hui les postes clés de la République islamique, Ali Khamenei, le nouveau président, Rafsandjani à la tête du Madjlès, Noury qui dirige la Croisade de la Reconstruction, Ghilani, le juge de la prison d'Evin, etc.

Le dernier cercle, le plus restreint, qui ne compte que six membres, est celui du marja-e-taqlid, la « source d'imitation ». Ses titulaires ont rédigé un volumineux manuel de vie pratique, véritable catéchisme de la vie quotidienne où tous les faits et gestes des croyants sont minutieusement codifiés. C'est l'apothéose de la glose, le degré ultime de l'explication de la Loi, la réponse sans appel à toute question que peut se poser le musulman chiite qui doit se conformer scrupuleusement aux prescriptions de l'ayatollah suprême qu'il s'est donné pour guide.

Dans *l'Explication des problèmes* proposée par l'ayatollah Khomeiny, les fidèles apprennent ainsi que « onze choses sont impures : l'urine, l'excrément, le sperme, les ossements, le sang, le chien, le porc, l'homme et la femme non musulmans, le vin, la bière, la sueur du chameau mangeur d'ordures », que « l'homme qui a éjaculé par suite d'un coït avec une femme autre que la sienne, et qui éjacule à nouveau en faisant le coït avec sa femme légitime, n'a pas le droit de faire ses prières s'il est en sueur ; mais s'il fait d'abord le coït avec sa femme légitime et ensuite avec une femme illégitime, il peut faire ses prières, même s'il est en sueur » ou encore que « si deux personnes chassent ensemble un même gibier et que seulement

l'une d'elles soit de religion musulmane, ou si étant musulmanes toutes les deux une seule invoque le nom de Dieu, et que l'autre s'en abstienne volontairement, la chair devient impure ».

Au chapitre social le croyant doit savoir qu'« il n'est pas strictement défendu à un musulman de travailler dans une entreprise dirigée par un musulman qui emploie aussi des juifs, si le travail ne sert pas Israël d'une façon ou d'une autre. Cependant, c'est une honte d'être sous les ordres d'un chef de service juif ». « Battre des mains ou sauter en l'air pendant une prière la rend nulle » mais « l'action de tousser, de roter bruyamment, de soupirer, ne rend pas nulle la prière. Par contre la prière est nulle et non avenue si on prononce des interjections d'au moins deux lettres ».

Ainsi sait-on quoi faire à tout instant et dans toutes les circonstances. Le juge Khalkhali me l'avait dit, le véritable pouvoir de l'Islam se réalise par la grâce de ses mojtahed, représentants vivants de l'Imam caché et qui, en son absence, faute de pouvoir soulager la douleur essentielle d'un peuple orphelin, peuvent au moins lui épargner les souffrances ordinaires de l'incertitude et du doute.

« Avez-vous compris maintenant ce qu'est un mojtahed ? insista Khalilli. Si vous avez compris, vous pouvez entrevoir la nature de la République islamique et pourquoi elle est le meilleur régime politique possible puisqu'elle est fondée sur la Loi, que la Loi ne procède pas des hommes mais de Dieu et que notre constitution subordonne tous les pouvoirs à l'autorité du faghi, le plus sage et le plus docte des théologiens. Est-ce clair ? »

Ce l'était. Mais pouvait-on concilier Goya, Picasso ou Cézanne avec la Loi, le Prophète et les douze Imams ?

« Qu'est-ce que la peinture sinon la recherche de la beauté ? Qu'est-ce que l'amour de Dieu, sinon l'amour de ce qui est plus beau que tout ? En aimant la beauté, je ne fais que me rapprocher de l'amour de Dieu. Cela vous semble incongru d'entendre un homme en turban vous parler de peinture, n'est-ce pas ?

– Non mais surprenant, je n'ai pas l'habitude.

– Et vous pensez que les mollâs sont ignorants et crasseux.

– Je n'ai pas dit ça.

– Tous les Occidentaux le pensent. Nous vivons pauvrement, donc nous sommes bêtes. Je suis assis sur un vieux tapis, je n'ai même pas de sucre à vous offrir, comment pour-

rais-je prétendre parler de peinture, de poésie, de littérature, de philosophie ? Savez-vous ce que j'ai fait récemment ?

– Vous allez me le dire.

– J'ai traduit un ouvrage de Kant en persan, avec des notes ; Emmanuel Kant, cela vous dit quelque chose ? Je le tiens pour l'un des plus grands philosophes de tous les temps. C'est un maître indispensable si on veut comprendre le monde en profondeur.

– Certainement mais on ne peut pas dire que ce soit d'une rigoureuse orthodoxie islamique.

– Parce que vous vous croyez capable de parler de l'orthodoxie islamique. Que connaissez-vous de l'Islam ? L'Islam est une religion de raison et de liberté. Pourquoi croyez-vous que le peuple d'Iran s'est soulevé contre la tyrannie ?

– Pour la liberté, pour la justice, parce que la tyrannie lui était devenue insupportable et aussi parce qu'elle était faible. Je suppose que vous avez une autre explication.

– La vôtre n'est pas fausse mais elle est superficielle. Vous ne voyez pas l'essence des phénomènes. Le peuple s'est soulevé quand il a compris que le chah avait le pouvoir de la force mais pas celui de la Loi. Notre révolution n'a pas commencé le 11 février 1979 quand les casernes de Téhéran sont tombées, ni le 1^{er} février quand l'imam est revenu, ni le 16 janvier quand le chah est parti, ni même l'année précédente avec les cortèges et le Vendredi noir. Elle a commencé en 1963, quand l'ayatollah Khomeiny a condamné le roi au nom du Droit. Quand il a dit que personne au monde, empereur, roi ou président, n'avait le pouvoir d'ordonner ce qui n'est pas conforme à la religion. C'est cela que vous devez comprendre. Khomeiny a déclaré que la monarchie était illégitime et c'est au nom de la légalité que la révolution s'est faite. Pas seulement au nom de la liberté, de la justice ou de la démocratie comme vous le dites, car il n'y a pas de liberté, de justice ou de démocratie possibles dans une société qui n'obéit pas à la Loi de Dieu. Les communistes parlent de liberté, de justice et de démocratie, les capitalistes aussi. A quelle Loi obéissent-ils ? Aucune. Ils ne connaissent que la force. C'est en cela que la République islamique représente une forme supérieure de la démocratie au sens étymologique. Je vous ai parlé de Kant, mais il faut ici se référer à Platon. Notre démocratie, comme il l'a enseigné, suppose que seuls ceux qui connaissent parfaitement la Loi sont à même de diriger la collectivité.

– Quel est le secret de Qom ?

– Pardonnez-moi, je ne comprends pas le sens de votre question.

– Quel est le secret de Qom ? Je ne vous demande pas de me dévoiler les secrets de la cité, ni des secrets d'État, mais le principe de cette ville. Pourquoi est-elle différente des autres, pourquoi les gens ont-ils l'air plus tristes et plus tendus qu'ailleurs ?

– Peut-être parce qu'ils ont plus souffert ici que partout ailleurs. Mais je ne partage pas votre opinion. Les gens ne sont ni particulièrement tristes, ni tendus, comme vous dites. C'est ce que vous voyez et votre manière de voir éclaire votre question. Vous êtes assez sensible pour observer la différence mais trop mal informé ou trop prisonnier de vos préjugés pour l'interpréter correctement. Il n'y a pas de "secret de Qom", cher ami. Vous prenez pour une énigme le résultat de votre ignorance. Qom est en effet une ville différente des autres. La révolution ne fait que commencer en Iran, elle a ici une longue histoire. Qom est une ville qui vit depuis longtemps selon la Loi. N'oubliez pas : 1963 ! »

Comment aurais-je pu l'oublier ? C'était l'une des premières choses que j'avais apprises le jour de ma première visite à Qom en février 1979. L'ayatollah était revenu en Iran l'avant-veille et, avec deux confrères français, nous voulions voir comment la ville sainte, sa ville, s'apprêtait à l'accueillir.

A peine notre taxi loué à Téhéran nous avait-il déposés près de la grande mosquée qu'une foule nous entourait. Français, nous étions des hôtes sacrés. La France était le pays de Neauphle-le-Château. Nous avions foulé la même terre que l'imam, respiré le même air, quelque chose de sa grâce flottait autour de nous. Venant de France, c'était comme si nous apportions avec nous une part de son message.

Des jeunes gens nous conduisirent en cortège à la maison de Khomeiny. Elle était située dans un faubourg de la ville et cachée au regard, comme les maisons du voisinage, par un mur élevé au revêtement décrépi. Khomeiny habitait dans une petite ruelle de terre battue. Au-dessus de la porte de bois étroite et basse d'un bleu délavé, on pouvait lire le numéro 61. Mais le nom de la ruelle était à demi effacé.

Un petit groupe stationnait devant la porte entrouverte. Un vieil homme, qui portait un fusil anglais de modèle ancien

accroché à l'épaule, s'en détacha. Quand on lui eut expliqué que nous étions des journalistes français, il se lança dans un grand discours en montrant la crête du mur avec des gestes nerveux. « Il dit que les soldats ont escaladé le mur », traduisit l'un des jeunes gens. De quels soldats était-il question ? L'interprète était surpris.

« Mais de ceux qui sont venus arrêter l'imam en 1341. »

Le mur n'avait pas bonne mine mais nous avions peine à croire qu'il avait six siècle d'âge.

« Pardon, je vous ai dit 1341, reprit l'interprète. C'est la date de notre calendrier, pour vous... il compte sur ses doigts... c'est 1964, ou 63. »

Le vieil homme parlait toujours.

« Il vous dit qu'après avoir escaladé le mur, ils ont saccagé le jardin, puis ils sont entrés dans la maison. »

L'homme au Lee-Enfield s'était tu pendant la traduction. Notre interprète lui fit signe de continuer.

« Ensuite, ils ont tout brisé. Ils ont jeté les livres et les papiers par les fenêtres. Puis... »

Le vieillard se mit à parler plus fort, sa voix devenait rauque, comme si un sanglot lui bloquait la gorge.

« Il dit qu'ils sont entrés dans la chambre de l'imam. Puis... »

Le jeune homme se tourna vers le vieux et lui posa une question qu'il dut répéter. L'autre répondait par mots entrecoupés de sanglots, une grosse larme roulait sur sa joue.

« Il dit qu'ils ont emmené agha Khomeiny. Ils l'ont maltraité. Ils lui criaient des mots grossiers au visage. J'ai du mal à traduire. Il est très ému. Vous voyez, c'est une histoire terrible. »

La petite foule des curieux s'était approchée du vieil homme et le réconfortait. Je n'osai pas demander pourquoi il pleurait. Je n'avais jamais vu un homme pleurer ainsi. Le groupe autour de lui se mit à entonner « *Allah Akbar* », Dieu est le plus grand, et ils répétèrent trois fois l'invocation, puis de la même voix : « *Khomeiny rahbar* », Khomeiny est notre chef. Le remède avait l'air efficace. L'homme ne pleurait plus. Il renifla longuement et nous proposa de le suivre pour visiter la maison.

J'ignorais alors presque tout de l'Iran. J'avais suivi les grands cortèges de la capitale. J'avais observé des moments de tension extrême et l'exaltation qui s'emparait des manifestants à la vue du sang des blessés ou des morts, mais j'y voyais avant tout des signes de l'extraordinaire intensité de cette phase finale de la lutte. Comme tout le monde, j'avais lu des récits

sur les manifestations du deuil chiite et je croyais banalement qu'elles participaient d'un rituel religieux rendu seulement plus actuel et plus spectaculaire par la nature du mouvement révolutionnaire iranien et la personnalité de son leader.

J'apprendrai peu à peu que le deuil et la douleur sont l'essence même de l'Islam iranien. Que les commémorations de la mort des Imams et, plus que toutes les autres, les cérémonies de l'Achoura qui célèbrent au dixième jour du mois de moharram le martyr de Hossein, le troisième Imam, ne sont pas de simples rites mais autant d'occasions pour la communauté de s'identifier et de prouver par le spectacle de sa douleur l'actualité du combat des Imams. C'est toujours au présent que meurt l'imam Hossein à Kerbala dans les *taziyés* ou les *row-zé-khâni*, représentations théâtrales ou monologues pathétiques qui participent au deuil de moharram et arrachent de vraies larmes aux acteurs et au public. Quinze ans, quinze siècles, où est la différence ? Le vieil homme au fusil anglais souffrait aujourd'hui du mal fait à l'imam ce 4 juin 1963. En parler, c'était le vivre. Hossein, Khomeiny étaient les héros permanents de l'éternelle tragédie du Juste persécuté par les Méchants.

En poussant la porte bleue, notre « guide » ne montrait plus la moindre trace de chagrin. La maison de l'ayatollah était une bâtisse parallélépipédique construite en équerre. Le mur mitoyen et celui de la rue enfermaient un jardinet carré, mal entretenu, avec quatre arbustes rabougris autour d'un bassin de ciment. On accédait au bâtiment par un escalier de quelques marches. Sur le perron, les visiteurs étaient priés d'ôter leurs chaussures. La pièce principale de la maison était une vaste salle dont les murs avaient autrefois été blancs. Elle donnait l'impression d'un endroit longtemps inhabité avec ses deux lampes nues qui pendaient du plafond au bout des fils électriques et ses tapis usés jusqu'à la corde qui recouvraient le sol.

Un gros poêle occupait l'un des coins. Une dizaine de cendriers étaient empilés dans un autre. Le guide nous conduisit auprès d'une fenêtre qui donnait sur le jardin. « C'est ici que agha Khomeiny se tenait pour saluer les gens. » Je voyais mal comment, après son retour, cette petite cour caillouteuse pourrait accueillir les foules d'adorateurs qui n'allaient pas manquer de se précipiter. La seconde pièce était semblable à la première à l'exception de deux samovars dont le ventre chromé jetait une lueur insolente sur le dénuement général.

Un rideau gris nous cachait le reste de la maison. Des mollàs



l'occupaient et ne cessaient d'aller et venir avec un air affairé. « Ce sont les chambres de l'imam et de sa famille, ainsi que la cuisine, dit le guide. Les étrangers ne peuvent pas y pénétrer. » Il s'empressa d'ajouter que nous n'y verrions rien de plus. Toutes les pièces étaient semblables à celles que nous avions visitées. « Agha Khomeiny est un homme très simple et très pauvre. » Le jeune homme qui traduisait compléta l'hommage en assurant que l'imam avait ordonné formellement que rien ne soit changé dans la maison pour son retour. « C'est un homme du peuple et il vit comme le peuple. Savez-vous qu'il n'a rien à lui ? »

Nous le savions. Depuis des mois la presse mondiale décrivait dans ses moindres détails la vie austère et ascétique de l'étrange patriarche installé sous le pommier de Neauphle-le-Château. Nous savions donc que l'ayatollah Khomeiny menait une existence rigoureusement réglée, qu'il recevait et parlait jusqu'à douze heures d'affilée avec ses collaborateurs, ses partisans et les visiteurs étrangers, s'interrompant seulement pour les prières ou les repas frugaux pris en commun et préparés par sa femme Khadidja.

L'imam se nourrissait le plus souvent d'un bol de soupe dans lequel il trempait une galette de pain iranien. Il mangeait aussi du riz agrémenté de quelques morceaux de viande, mais toujours avec une cuillère. Religion ou manie, il refusait l'usage de la fourchette et du couteau. Couché tard, il se réveillait tous les jours à cinq heures pour la prière de l'aube et se rendormait après. Il buvait un jus de fruits chaque matin et avait, paraît-il, confessé sa gourmandise pour le melon jaune, très répandu en Iran et au Proche-Orient.

Nous savions encore qu'il ne s'était jamais servi du téléphone sauf une fois à Neauphle-le-Château, pour parler avec son frère aîné, Basandidah, gravement malade à Qom et dont il craignait de ne plus jamais entendre la voix. Quelques vêtements et son *dochak*, le matelas mince sur lequel il dormait ou s'asseyait pour recevoir les visiteurs, étaient les seuls biens terrestres de l'ayatollah Khomeiny.

Le guide et les jeunes gens renchérisaient sur les qualités de l'imam. Plus qu'un héros et plus qu'un saint, à les entendre il était la lumière même. Leurs éloges ampoulés étaient à la mesure des affiches qui avaient surgi avec le retour de Khomeiny en Iran. L'une de ces allégories naïves vendues sur les trottoirs représentait le chef religieux en justicier impitoyable écrasant du pied un nid de serpents dont les têtes agonisantes

figuraient l'ex-chah, Jimmy Carter, Menahem Begin et Leonid Brejnev. Sur une autre, c'était un Khomeiny sévère mais rayonnant qui marchait sur un globe terrestre, escorté par des figures angéliques. Une autre encore le montrait tenant dans sa main gauche la balance de la Justice et dans la droite le glaive du Châtiment. Le culte de l'imam avait atteint en quelques jours des proportions délirantes. Les petits marchands des rues de Qom et de Téhéran lui avaient consacré l'exclusivité de leur quincaillerie habituelle, même les miroirs étaient à son effigie. Les horlogers du bazar avaient trouvé mieux encore : une montre fabriquée en Suisse où, grâce à un procédé astucieux, Khomeiny apparaissait et disparaissait toutes les quinze secondes.

Idolâtrie ? Les théologiens rejetaient avec mépris cette interprétation tout juste excusable par notre ignorance d'Occidentaux. « Ce que vous appelez le culte de Khomeiny, m'avait répondu un jour un célèbre ayatollah d'Ispahan, c'est l'amour du peuple pour son imam. Le peuple aime l'ayatollah Khomeiny parce qu'il a délivré l'Iran de la résignation et du désespoir. Ces affiches ou ces objets expriment la reconnaissance du peuple. Vous ne le comprenez pas parce que vous n'avez jamais compris cette communication directe entre l'imam et le peuple. »

A Qom, cela ne se discutait même pas. C'est une ville unanime qui attendait le retour du grand homme. Nul ne doutait qu'il allait venir d'un jour à l'autre. L'imam n'avait rien à faire à Téhéran. Il n'allait pas s'attarder dans cette capitale corrompue par les Pahlavi et dépravée par l'Occident. D'ailleurs il avait lui-même répété qu'une fois sa mission accomplie il n'entendait exercer aucun pouvoir et retournerait à son magistère spirituel. La mission était accomplie. L'usurpateur avait été renversé. La parenthèse de l'exil pouvait enfin être refermée. Le hoze elmieh de Qom allait retrouver le plus prestigieux de ses maîtres, celui qui, par la force de son enseignement et avec le verbe pour arme, avait défait la cinquième armée du monde appuyée par la plus grande puissance du monde. Voilà ce que nous répétaient à n'en plus finir nos interlocuteurs.

Ils n'étaient pas seulement fiers de leur concitoyen. Habitants de Qom, ils pensaient également qu'ils avaient désormais une sorte de droit sur le destin de l'Iran. Qom serait le modèle de la société nouvelle. Ici tout était islamique. Même les banques qui, conformément aux prescriptions coraniques qui interdisent l'usure, prêtaient de l'argent sans intérêt. D'ailleurs

n'était-ce pas à Qom que tout avait commencé en 1341, pardon, en 1963 ?

L'histoire et la légende pour une fois faisaient bon ménage. 1963, c'était l'année où Mohammad Reza chah avait annoncé à grand fracas les « six commandements de la révolution du roi et du peuple », ce que nous avons retenu sous le nom de « révolution blanche ». Un régime autoritaire et brutal, qui pourchassait l'intelligentsia libérale et progressiste, lançait un programme de réformes dont certaines – la redistribution des terres et le droit de vote accordé aux femmes, en particulier – touchaient de plein fouet les intérêts économiques du clergé et les principes de l'Islam. Il fit donc l'unanimité contre lui. Les émeutes éclatèrent simultanément à l'université et au bazar de Téhéran. A Qom les théologiens déclarèrent qu'un monarque qui promulguait des lois contradictoires avec la Loi islamique perdait toute légitimité. Le peuple n'était donc plus astreint à lui obéir. Mieux encore : libérer l'Iran de son tyran devenait un devoir envers Dieu.

La répression impitoyable des contestataires de droite ou de gauche, conservateurs ou modernistes, assura l'unité des victimes. Gauchistes et religieux se rencontrèrent en prison. Le chah, autant que Khomeiny, avait amorcé la bombe qui exploserait quinze ans plus tard. Mais pour l'heure le régime Pahlavi avait gagné. Khomeiny se retrouvait en exil près des tombeaux d'Ali et Hossein, de l'autre côté de la frontière irakienne, dans la ville sainte de Nadjaf. Ici se place un épisode que les thuriféraires évitent de commenter. Arrêté une seconde fois après avoir passé un an en résidence surveillée, Khomeiny était condamné à mort. Les grands mojtahed de Qom se réunirent alors et lui conférèrent la dignité suprême du marja-e-taqlid qui lui garantissait, selon la loi iranienne, l'immunité.

On dit aussi que le principal artisan de cette promotion salvatrice fut l'ayatollah Chariatmadari qui participa à la rédaction du « traité pratique », le livre de vie des fidèles, sans lequel un mojtahed ne peut prétendre au titre d'ayatollah-al-ozma. Les partisans de Chariatmadari ne se font pas faute de rappeler ce point d'histoire pour souligner la supériorité de la science religieuse de leur maître. Quand Khomeiny revint en Iran, accueilli par une foule en délire qui criait : « L'âme de Hossein descend sur nous », « les portes du paradis sont ouvertes » ou plus simplement : « Khomeiny est l'Imam », Chariatmadari se contenta de confier à son entourage : « Nous attendons depuis longtemps le retour de l'Imam caché mais je ne

pensais pas qu'il reviendrait sur terre en jumbo-jet. » Il paraît que cette remarque, répétée à Khomeiny, ne le fit pas rire.

Chariatmadari nous avait reçus à la fin de cette première journée passée à Qom. Une foule nombreuse se pressait à sa porte. Les journalistes venus du monde entier voulaient rencontrer l'autre chef spirituel de l'Iran islamique. L'intéressé refusait de commenter en public les prétendues divergences qui pouvaient le séparer de l'ayatollah Khomeiny. « Il ne faut pas confondre la tactique et les principes, nous avait-il répondu de sa voix presque inaudible. Il est plus facile d'être radical quand on vit hors d'atteinte de la dictature. Vous devez agir différemment sous la menace des fusils et des balles. Mais nous sommes totalement d'accord sur les objectifs de la lutte. »

La maison de l'ayatollah Chariatmadari était, comme celle de Khomeiny, noyée dans un quartier d'apparence modeste. Les deux hommes avaient à peu près le même âge mais c'était bien leur seul trait commun. Chariatmadari était un beau et doux vieillard au front immense. Ses yeux pétillaient derrière les petites lunettes rondes à monture noire et ses lèvres minces dessinaient constamment un sourire paisible au travers de sa longue barbe blanche. Rien qui rappelât le regard flamboyant et dur de son rival, ce visage sévère, aux orbites proéminentes, reproduit sur toutes les photos et qui n'exprimait que la colère. La sérénité et la foudre. Deux visages de l'Islam ou son visage à double face ? Je n'avais pas les moyens de décider.

Un étrange jeune homme nous avait introduits dans la maison du maître. Sa chevelure rousse et ses yeux bleus attiraient immédiatement l'attention. Religieux ou laïc ? Il portait une aba noire sur un costume de velours bleu nuit et une chemise Oxford, et il s'exprimait en anglais avec une parfaite aisance. Mais en même temps il semblait entretenir des relations de connivence respectueuse avec les mollàs qui peuplaient la maison.

Le jeune homme s'enquit auprès de nous des questions que nous souhaitions poser à agha Chariatmadari et que nous devions lui remettre par écrit. Nous finîmes par apprendre de lui qu'il était un sujet britannique venu en Iran il y a sept ans à l'occasion d'un voyage d'études. Il avait été présenté à l'ayatollah Chariatmadari et depuis lors ne l'avait plus quitté. Que faisait-il ? « Je m'initie auprès du maître. » Nous n'en sûmes pas plus. Le maître arrivait et son jeune disciple s'assit à sa

droite pour lui traduire nos questions et nous traduire ses réponses.

Deux autres mollàs étaient entrés dans le sillage de l'ayatollah. L'un portait un poste à transistors, l'autre une tablette de bois qu'il disposa devant le vieillard. Nous étions une vingtaine dans la pièce dont plusieurs journalistes. J'avais pris l'habitude durant la journée de ces audiences accordées par les dignitaires religieux, qui mêlent les solliciteurs les plus hétéroclites. Le mollà au transistor désignait d'un geste discret la personne admise à s'entretenir avec le maître. L'intéressé s'approchait, baisait la main qui lui était tendue et exposait sa demande à voix basse. Chariatmadari écoutait puis griffonnait quelques lignes sur un morceau de papier. Après quoi il sortait de sa manche un sceau minuscule qu'il apposait sur la feuille. Je remarquai que la plupart des solliciteurs, avant de se retirer, lui glissaient dans la main une liasse de billets de banque, d'autres les posaient sous le coussin où le maître était adossé. J'apprendrai par la suite que c'est une manière usuelle de payer l'impôt religieux qui assure au clergé chiite les moyens – considérables – d'exercer son pouvoir quand bien même ses meilleurs servants vivent dans le dépouillement absolu.

Notre tour était venu. Les questions écrites et le rituel de la traduction donnaient à l'entretien un tour cérémonieux peu compatible avec ce que nous avons espéré d'une telle rencontre. Chariatmadari se contenta de réponses générales sur les principes de justice et d'humanité qui inspiraient le mouvement islamique. Ils garantissaient pour l'avenir une société de liberté et de tolérance où personne ne serait obligé de renoncer à ses croyances ni contraint de croire en Dieu. Les femmes verraient tous leurs droits respectés, les minorités seraient protégées et chacun serait libre d'avoir une opinion et de l'exprimer à condition de ne pas « provoquer de troubles dans le corps social ».

Pas une seule fois Chariatmadari n'avait prononcé le nom de Khomeiny. Nous lui demandâmes pour conclure ce qu'il pensait du retour de ce dernier en Iran. Il nous répondit que c'était un bien pour tout le monde et pour l'ayatollah Khomeiny en particulier qui avait dû quitter l'Iran plus de quinze ans auparavant. L'exilé allait découvrir un pays qui avait changé en son absence et il avait beaucoup à apprendre. Comment ne pas s'en féliciter ?

L'ayatollah Chariatmadari nous quitta sur ce dernier sourire.

Je le revis une fois, la dernière, un an plus tard. C'était en pleine sédition de Tabriz. Nos journaux titraient : « La guerre des ayatollahs », « Bras de fer Khomeiny-Chariatmadari », « L'Iran au bord de la guerre civile ».

La « guerre » avait éclaté au début du mois de décembre 1979 à l'occasion du référendum constitutionnel. Les divergences entre les deux chefs religieux sur les principes fondamentaux qui devaient gouverner la République islamique n'étaient plus depuis longtemps un mystère.

L'ayatollah Chariatmadari n'avait pas caché son opposition au texte élaboré par les « experts » sous la direction de l'ayatollah Behechti. Il lui préférait la constitution de 1906 et avait suggéré qu'on l'amendât en supprimant tous les passages relatifs à la monarchie. Il en eût résulté une constitution républicaine qui, tout en respectant la prééminence religieuse et juridique de l'Église chiite, garantissait l'indépendance et la séparation des pouvoirs et fondait un régime démocratique assez proche des modèles occidentaux. A la veille du référendum, Chariatmadari avait publié une déclaration, prudente dans la forme, modérée dans le ton, où il soulignait que la plupart des articles soumis à la ratification des électeurs étaient « sans défaut » mais que celui qui définissait le pouvoir du faghi, le « guide religieux », contredisait, à l'évidence, les articles qui fondaient la République islamique sur la souveraineté populaire.

Cela pouvait s'entendre comme un « oui » à la République islamique, « non » au velayat-e-faghi ou plus clairement encore « Non à Khomeiny et à ses mollâs ». Ce que Chariatmadari critiquait dans le texte constitutionnel n'était rien moins que la doctrine de son principal inspirateur : la toute-puissance accordée au chef religieux dépositaire de l'autorité suprême. La déclaration n'était suivie d'aucune consigne de vote. Les fidèles ne s'y trompaient pas. Plus de cinquante pour cent des Azerbaïdjanais s'abstinrent de voter le jour du référendum.

L'autre patriarche de Qom n'était pas seulement un chef spirituel vénérable et vénéré. Il était l'ayatollah de l'Azerbaïdjan, le maître à penser et à vivre, la « source d'imitation » de quatorze millions d'Iraniens. Bien qu'établi à Qom depuis près d'un demi-siècle, Chariatmadari était l'homme de Tabriz ; mais aussi l'idole du bazar, l'espoir des « conservateurs » affolés par le radicalisme social de Khomeiny, le recours des « libéraux » contre la « mollarchie ». A l'ombre de Chariatmadari se profilait un mouvement complexe et composite.

« Les partisans de Chariatmadari sont des bourgeois nantis et des contre-révolutionnaires », tranchaient les organisations de gauche – interdites ou non – à Téhéran. Mais nombre de militants avaient été chercher refuge en Azerbaïdjan ou dans les régions kurdes voisines. Le Parti démocratique du Kurdistan iranien (P.D.K.I.) d'Abderhamane Ghassemlou envoyait des télégrammes de soutien aux contestataires de Tabriz mais ceux-ci, qui détenirent un moment la station de radio de la province, refusèrent de lire la phrase du message du P.D.K.I. où il était question d'autonomie, de peur d'être accusés de vouloir faire sécession. Le Parti républicain islamique du peuple musulman, créé à l'inspiration – sinon à l'initiative – de Chariatmadari lui-même pour faire pièce au P.R.I. de l'ayatollah Behechti, dirigeait les manifestations de Tabriz au nom de Chariatmadari, mais ce dernier jurait, à Qom, qu'il n'avait rien de commun avec ce parti ni avec ceux qui descendaient dans la rue en brandissant son portrait. La confusion était totale.

La presse mondiale y joua son rôle. La prise de l'ambassade américaine et la détention des otages avaient drainé à Téhéran plusieurs centaines de journalistes dans les premiers jours de novembre. D'un jour à l'autre le dénouement allait intervenir. Les « étudiants islamiques fidèles à la ligne de l'imam » n'allaient pas garder indéfiniment leurs prisonniers américains. Pas question donc de quitter l'Iran. N'empêche qu'au bout d'un mois à Téhéran, les journalistes s'ennuyaient ferme.

Tabriz était à moins d'une heure d'avion ou, au pis, à dix heures de route. L'ancienne capitale de l'Iran était aussi la troisième ville du pays. Elle était suffisamment connue à l'étranger pour que les rédactions des journaux prennent au sérieux le déplacement de leurs envoyés spéciaux. De plus, l'affaire mettait aux prises les deux plus importants chefs religieux iraniens et elle opposait deux peuples dont l'histoire commune avait toujours été turbulente, les Azerbaïdjanais d'origine turque et les Persans. Si on ajoutait pour pimenter le tout la proximité de l'U.R.S.S. et le souvenir, pas si lointain, de l'éphémère « République démocratique » d'Azerbaïdjan, il y avait à coup sûr matière à manchettes.

Ainsi le monde apprit-il, par la grâce des télex, téléphones et satellites, que la guerre civile avait commencé en Iran. Une sorte de folie s'empara de notre petite communauté massmédiasique. Les difficultés de communiquer avec l'étranger depuis Tabriz interdisaient aux envoyés spéciaux de séjourner plus de deux ou trois jours à la fois dans la capitale de l'Azer-

baïdjan. Les journalistes s'y relayaient donc dans un chassé-croisé digne des meilleurs vaudevilles sur fond de concurrence effrénée. Les nouvelles les plus contradictoires circulaient dans les deux sens.

A peine avions-nous appris que « la ville était aux mains des insurgés », qu'un confrère annonçait de source sûre la victoire définitive des Gardiens de la révolution arrivés de Téhéran par avion pour mater la sédition. Faux ! proclamait aussitôt un concurrent qui tenait de source plus sûre encore que la base aérienne de Tabriz s'était soulevée et avait interdit à l'avion des Gardiens de la révolution de se poser. Jusque tard dans la nuit, les couloirs de l'hôtel Intercontinental de Téhéran retentissaient de ces révélations et de leurs démentis. Parfois, n'y tenant plus, un petit groupe se formait à l'insu des autres pour organiser un départ en taxi dès l'aube.

Sur le terrain, la situation n'était guère plus claire. Et son traitement évoquait assez précisément les angoisses de l'envoyé spécial imaginé par Evelyn Waugh dans *Scoop* qui, tentant de repérer les Patriotes et les Traîtres en Ismaël, se fait expliquer qu'on ne peut les assimiler aux Rouges et aux Noirs, vu que primo ils sont tous Nègres, secundo les Fascistes rejettent l'étiquette « Noirs » parce que racistes, tertio les Rouges veulent être appelés « Noirs » parce qu'ils revendiquent leur négritude et qu'il vaut donc mieux appeler les Rouges, Noirs et les Noirs, Blancs comme les Russes blancs, ce qui n'avance en rien la question posée, vu qu'ils s'estiment tous Patriotes et considèrent les autres comme des Traîtres. Chariatmadaristes et khomeinistes à Tabriz appelaient des explications du même genre.

Au fil des semaines, les partisans des deux camps semblaient se raréfier. Le silence de Chariatmadari à Qom avait plongé la population dans un désarroi profond qui se tournait peu à peu en indifférence. Au moment même où le Parti du peuple musulman nous annonçait qu'il avait pris le contrôle de la ville et arrêté les représentants du pouvoir central, l'imam djomeh – le prieur du vendredi – de Tabriz, envoyé personnel de Khomeiny, dirigeait la grande prière sur l'esplanade de la gare devant une dizaine de milliers de fidèles et le gouverneur général de la province, dont les manifestants avaient exigé le départ, et que l'on disait en fuite après que les insurgés eurent occupé son bureau, s'offrait le luxe d'un meeting public devant l'entrée principale du bazar, l'âme, le cœur, le centre nerveux de la contestation anti-khomeiniste.

Quotidiennement interviewés, enregistrés ou filmés, les Tabriziens fournissaient aux envoyés spéciaux une matière brute de sensations et d'opinions qui, à des milliers de kilomètres de là, allaient donner au monde la mesure définitive du nouvel ouragan qui secouait l'Iran. Malheureusement, les difficultés linguistiques réduisaient ces dialogues au jeu classique du IZGOUDE-IZNOGOUDE, élevé à la dignité d'un sondage d'opinion. Au nombre de KHOMEINY-IZNOGOUDE ou de CHARIATMADARI-IZGOUDE, on jugeait la détermination de l'AZERBAÏDJAN à mettre à bas la dictature des MOLLÂS de Téhéran. En inversant les facteurs, on obtenait une mesure de la popularité de l'imam. L'affaire se compliquait quand, en passant au degré supérieur de la communication, les interviewés déclaraient : « Chariatmadari est notre chef religieux mais l'imam Khomeiny est le chef de la révolution. »

Elle devint encore plus obscure quand les étudiants politisés à gauche de l'université de Tabriz — providence de notre corporation, car beaucoup parlaient une langue étrangère — virèrent brutalement de bord. Après avoir soutenu la contestation contre le « fascisme des mollâs », ils dénoncèrent Chariatmadari « agent de l'impérialisme et de la réaction ».

A la mi-décembre, Abolhassan Bani-Sadr, dépêché par le Conseil de la révolution et l'imam lui-même, débarqua à Tabriz pour une mission de conciliation et d'apaisement. Comme Chariatmadari, il s'était opposé à l'article 110 de la constitution qui donnait l'autorité absolue au *faghi*, mais il n'en avait pas moins appelé à voter « oui » au référendum et ses pronostics en matière économique et sociale en faisaient l'ennemi déclaré des bourgeois libéraux et des bazari.

Venu négocier, Bani-Sadr ne trouva pas d'interlocuteur. Il organisa un « grand meeting » au stade de la ville. Quinze cents personnes s'y rendirent, pour la plupart des étudiants gauchistes de l'université qui acclamèrent le futur président de la République au nom de la « ligne anti-impérialiste de l'imam », oubliant apparemment que le même Bani-Sadr, à Téhéran, n'avait pas de mots assez durs contre les marxistes et autres fauteurs de troubles ou ennemis de l'Islam.

Le soir même Bani-Sadr convoquait les journalistes étrangers au palais du gouverneur. Il était particulièrement content de lui. Sa mission avait été un plein succès. L'ordre régnait à Tabriz et l'affrontement tant redouté n'avait pas eu lieu. « Le monde entier verra bientôt tous les problèmes de l'Iran résolus comme celui de Tabriz », se félicita le représentant du

Conseil de la révolution avant de nous donner congé. Un mois après, le feu couvait toujours.

Le 9 janvier 1980, date de l'Arba'in qui commémore le quarantième jour de la mort de l'imam Hossein, deux cortèges opposés défilèrent dans la capitale azerbaïdjanaise. Ils finirent par se rencontrer. Une fusillade éclata. Quelques heures plus tard, des accrochages armés se poursuivaient dans la ville. Le soir, on comptait une quinzaine de morts et plus de cent blessés. La nouvelle parvint dans la nuit à Téhéran. Les envoyés spéciaux repartirent d'urgence à Tabriz.

La ville était inquiète, triste, tendue. Cela se lisait sur les visages. Le long des rues bordées de magasins aux rideaux baissés, des groupes discutaient à voix basse. Une foule oisive et morne errait sur les trottoirs. J'avais quitté, en décembre, une ville paradoxale vivant en quatre ou cinq endroits tenus par des camps opposés une fièvre de guerre civile, que la majorité des citoyens semblait superbement ignorer. Je la retrouvais aujourd'hui, défaite par son deuil et comme frappée de stupeur. Il y avait bien eu dans le passé quelques affrontements meurtriers, mais cette fois le sang avait vraiment coulé et personne ne savait exactement pourquoi.

Les Gardiens de la révolution occupaient les édifices publics et le siège de la radio-télévision. Au local du Parti républicain islamique du peuple musulman, une vingtaine de militants montaient la garde derrière des sacs de sable, kalachnikov et fusil mitrailleur pointés vers un ennemi invisible. Les journalistes y étaient carrément mal vus. Là aussi l'ambiance avait changé. « Ce qui arrive est de votre faute, me reprocha un vieux bonhomme que je n'avais jamais vu auparavant et qui se présentait comme un responsable du parti. Vous avez monté les gens contre nous en disant que nous étions partisans du retour du chah en Iran. »

J'essayai en vain de le convaincre qu'il s'agissait d'un malentendu. Le vieux me raccompagna à la porte. Des groupes de jeunes stationnaient devant le bâtiment. Ils étaient venus aux nouvelles et entourèrent le « responsable ». Il s'adressa d'abord à moi en anglais : « Dites à l'opinion mondiale que nous ne sommes pas les partisans du chah. Nous avons lutté contre lui avec tous les Iraniens. Mais nous ne voulons pas d'un imam à la place du chah. Nous voulons la révolution et la démocratie. » Puis il traduisit son discours en persan. Quelques jeunes gens se mirent à scander : « *Marg bar Ruhollah* »,

mort à Ruhollah (Khomeiny). Certains semblaient hésiter devant le slogan sacrilège. Le soir tombait. Je rentrai à l'hôtel.

Sur le chemin du retour, le chauffeur de taxi ralentit devant les magasins éventrés, les banques incendiées et les carcasses de voitures calcinées, signes des violences de la veille. Il me les montra du doigt en grognant. Il semblait, lui aussi, accablé.

Je retrouvai mes confrères en proie à la plus vive agitation. Une escouade de Pasdaran leur avait rendu une brève visite pour avertir la presse internationale qu'elle devait quitter Tabriz dès l'aube. Deux Gardiens de la révolution avaient été laissés en faction pour veiller à l'exécution de l'ordre. L'aéroport venait d'être fermé. Il fallait rallier Téhéran en taxi.

Avant de sortir de la ville, je demandai au chauffeur de faire un détour par le siège du parti. Rien ne semblait avoir changé depuis le soir précédent. Les combattants n'avaient pas quitté leurs sacs de sable et les adolescents qui voulaient la mort de Khomeiny étaient toujours à la même place et piétinaient dans une neige boueuse. Certains étaient armés de bâtons. C'était une foule pauvre, presque misérable. Les mêmes à Téhéran auraient été grossir les rangs des hezbollahi.

Un jeune homme mieux habillé que les autres s'approcha du taxi et nous dit : « Partez, ils vont nous tirer dessus. » J'essayai de savoir qui *ils* étaient, mais le jeune homme ne comprit pas ma question. Il ajouta dans un mauvais anglais qu'il voulait rendre solennel : « Quand ils nous attaqueront, nous nous défendrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang. » J'avais noté la même phrase, mot pour mot, au même endroit, un mois plus tôt. Le genre de phrase pathétique et dérisoire qui semble faite sur mesure pour convaincre les journalistes et qui leur font hausser les épaules. Si tu savais mon vieux, comme on me l'a répétée celle-là, avant des batailles qui n'ont jamais eu lieu.

Pourtant, ce matin-là, peut-être à cause du vent glacial qui violait les visages et leur donnait une sorte de tension tragique, peut-être à cause des vieux pneus incendiés en guise de barricade et qui jetaient vers le ciel des nuées rouges et noires d'apocalypse, elle m'avait semblé vraie. Étrange pressentiment. Il est vrai que les journalistes ont besoin de croire à l'événement. Puisqu'ils sont là, il faut bien qu'il se passe quelque chose. Même si, de toute évidence, ce nouvel aller-retour se concluait par un fiasco professionnel. Il ne se passait rien à Tabriz.

Douze heures plus tard, arrivés à Téhéran, nous appren-

drons que les Gardiens de la révolution ont donné l'assaut au local du parti, quelques heures après notre départ. Ils l'avaient d'abord attaqué à l'arme lourde puis encerclé avec des blindés. Il restait onze militants à l'intérieur. Le communiqué diffusé par la radio nationale ajoutait que les onze « contre-révolutionnaires » avaient été jugés sur place, condamnés à mort et fusillés. Épilogue de la sédition de Tabriz ? Voire.

Nous apprenions le lendemain que des manifestants du Parti du peuple musulman avaient repris le local à moitié détruit à ses vainqueurs de la veille qui l'avaient abandonné sans combattre. Mais les envoyés spéciaux étaient désormais interdits de séjour en Azerbaïdjan. Deux jours plus tard, les journalistes américains étaient expulsés d'Iran. Les élections présidentielles approchaient. La guerre des ayatollahs avait fait long feu. Inutile de porter le deuil de Tabriz, le sujet, comme on dit dans le jargon confraternel, était devenu carrément invendable.

Au début du mois de décembre 1979, la maison de Chariatmadari à Qom avait été attaquée par des « éléments non identifiés » et l'un de ses gardes tué. Les Pasdaran, accusés d'avoir provoqué l'affrontement, se défendaient mollement. Le lendemain de l'agression, l'imam Khomeiny, accompagné de son fils, s'était rendu en personne chez Chariatmadari. Geste exceptionnel. Deux heures après la visite, la radio diffusait une déclaration de l'imam dans laquelle il disait tenir pour « un désastre » l'incident de la veille qu'il attribuait à « des gens mal informés, manipulés par des agents démoniaques ». Rentrant de Tabriz en décembre après la mission de conciliation de Bani-Sadr, je m'étais rendu à Qom pour avoir l'opinion du chef spirituel azerbaïdjanais sur les événements récents.

La foule était nettement moins dense que lors de ma première visite. Le jeune Anglais aux yeux bleus avait disparu. Si l'ayatollah Chariatmadari avait été durement éprouvé par les événements des jours précédents, il ne le laissait pas paraître. Rien ne semblait pouvoir ébranler sa sérénité souriante. Il avait accepté que les questions lui soient posées oralement. Le temps de la traduction lui permettait de réfléchir à sa réponse. Mais en avait-il seulement besoin ? Il était clairement résolu à ne rien dire.

Bien sûr, il avait entendu parler du conflit que l'on voulait instaurer entre lui et l'ayatollah Khomeiny – Chariatmadari ne disait jamais l'« imam » – mais il ne comprenait pas de

quoi il pouvait être question. La lutte pour le pouvoir entre les grands ayatollahs n'avait aucun sens.

« Khomeiny a la responsabilité de la mise en pratique de la politique. Je ne m'en mêle pas. Je donne parfois mon opinion si je le juge nécessaire. Je suis seulement responsable en matière religieuse et je ne dirige que la vie religieuse. »

L'incident qui avait malheureusement provoqué la mort d'un jeune homme à son service était clos et il espérait que les problèmes soulevés à Tabriz trouveraient une solution pacifique et juste. L'ayatollah n'ignorait pas que divers groupements religieux, de Qom, rédigeaient des pétitions pour lui demander de dissoudre le Parti républicain islamique du peuple musulman de Tabriz, mais il s'en étonnait. Ces gens, certainement sincères, étaient mal informés. Il n'avait jamais fondé de parti et a fortiori n'avait aucun pouvoir ni aucune légitimité pour le dissoudre.

Il regrettait bien sûr que la radio nationale, qui se voulait la voix de la révolution islamique, diffusât des mensonges sur la situation à Tabriz et semât la division au sein des musulmans, mais il appartenait aux autorités de résoudre ce problème. Il me répéta qu'il n'était qu'un responsable religieux qui ne s'occupait que de religion. L'insistance était suspecte, d'autant que la distinction du religieux et du politique ne me semblait guère avoir cours en Islam, mais je n'arrivai pas à formuler une question acceptable sur un tel sujet. Je me contentai de lui demander le secret de son sourire.

« Le bonheur doit se lire sur votre visage et la tristesse doit rester au fond de votre cœur. »

Deux jours après je vis dans les journaux de Téhéran que l'ayatollah Chariatmadari, afin de ne pas aggraver les difficultés de la situation présente, avait décidé, pour une durée indéterminée, de ne plus recevoir de journalistes étrangers.

Quand je revins dans la « ville sainte » le 9 janvier suivant pour la célébration de l'Arba'in, toutes les rues qui menaient au domicile de Chariatmadari étaient interdites par les Pasdaran. Les portraits du chef spirituel de l'Azerbaïdjan avaient disparu des murs et des boutiques. Un dispositif militaire considérable avait été mis en place en prévision d'incidents entre partisans opposés des deux ayatollahs. Depuis plusieurs jours les fidèles de Chariatmadari à Tabriz avaient annoncé qu'ils voulaient se rendre à Qom pour célébrer près de leur maître le quarantième jour de la mort de Hossein à Karbala. A

la demande de Chariatmadari lui-même, ils avaient finalement renoncé.

Sur la route de Téhéran à Qom des barrages impressionnants avaient été dressés. Voitures, camions et autobus étaient systématiquement fouillés. On craignait que le contrordre ne fût qu'une duperie. La journée s'annonçait critique.

Plusieurs centaines de milliers de personnes manifestaient à Qom ce jour-là. Les slogans associaient à l'infini Hossein et Khomeiny. Pour des raisons de sécurité l'imam avait dû quitter sa petite maison du faubourg et vivait désormais près du fleuve dans un quartier occupé par des militaires et des Pasdaran. C'est là que devaient converger les cortèges.

Pendant plus de trois heures, ils allaient défiler devant lui ou plutôt au-dessous de lui car il était assis, dans un fauteuil, sur une terrasse. Raide et sévère comme à l'accoutumée, enveloppé dans une aba noire, il répondait d'un geste vague de la main aux regards éperdus qui montaient vers lui. Dieu... Un seul... Parti... Ruhollah... Hossein... Khomeiny... Plus la foule approchait de lui, plus les cris s'amplifiaient. Les flagellants en vêtements noirs redoublaient d'ardeur. Les portraits de l'imam étaient brandis plus haut. Les femmes poussaient des hurlements suraigus sous leur tchador. L'hystérie collective était à son comble.

Cinquante mètres au-delà de la maison sacrée, les masques se détendaient. On balançait les portraits à bout de bras, plus personne ne criait. La foule s'abandonnait à la paresse d'un beau dimanche après-midi.

J'avais demandé à l'élégant mollâ Khalilli, amateur de Kant et de Cézanne, ce qui se passait quand deux mojtahed du rang le plus élevé, tous deux également qualifiés pour interpréter la Loi, se trouvaient en désaccord sur des problèmes fondamentaux.

« Nul ne peut imposer à l'autre son opinion. C'est le drame que nous vivons actuellement. L'immense majorité du peuple approuve l'imam Khomeiny mais rien, ni personne, sinon lui-même, ne peut contraindre Chariatmadari à modifier son point de vue. Cette liberté est l'essence même de l'Islam chiite.

— Les manifestations qui ont eu lieu ici ou à Tabriz prenaient néanmoins parti pour l'un ou l'autre des ayatollahs. Or, les manifestants n'étaient pas des mojtahed, comment expliquez-vous cela ? »

Le professeur Khalilli réfléchit un long moment en secouant la tête.

« Je suppose que vous voulez me faire parler de politique. Je ne le ferai pas. Posez-moi une autre question. »

Je n'en avais plus d'autre. Du moins à laquelle il puisse répondre. J'aurais aimé savoir comment Khomeiny avait réussi à imposer le silence à son rival. Je gardai la question pour moi. Elle n'a toujours pas trouvé de réponse. Peut-être Chariatmadari a-t-il reculé devant les risques de guerre civile qu'eût entraînée sa dissidence ouverte. Peut-être a-t-il pensé que la République islamique n'y survivrait pas. Mais survivra-t-elle aux outrances de la *mollarchie* ? à la tyrannie religieuse que permet l'article 110 de la constitution qu'il avait si lucidement combattu ?

Comment imaginer qu'un homme disposant d'une audience au moins égale à celle de l'imam renonce à s'exprimer face à un tel péril ? Certains de ceux auxquels j'ai posé la question font remarquer que Chariatmadari avait adopté du temps du chah la même réserve prudente et qu'il préfère plier face à la force que risquer de s'y briser. Le journaliste égyptien Mohamed Heikal, qui a longuement rencontré Khomeiny, apporte une autre réponse. « Il était de notoriété publique que les Américains avaient espéré se servir de Chariatmadari. Khomeiny lui rendit visite et lui montra des documents le concernant qui avaient été trouvés dans les archives impériales. En une demi-heure l'affaire fut réglée. Chariatmadari disparut de la scène. » Je ne trouve pas l'explication convaincante. Si Chariatmadari est traître ou corrompu, ce que suggère Heikal, pourquoi Khomeiny ne l'a-t-il pas démasqué ? Sinon, pourquoi Chariatmadari a-t-il accepté de se taire ? Et qu'en est-il des règles de l'Islam qui régissent les rapports entre les théologiens suprêmes ?

Mais est-ce bien encore l'Islam qui gouverne l'Iran à la dérive ? N'était-ce pas la réponse à cette question que je suis allé chercher en retournant à Qom cet été, un vendredi de juillet 1981 ? Les dignitaires religieux de la ville étaient absents ou invisibles. L'ayatollah Montazeri, dans sa retraite de Nadjafabad, pleurait son fils assassiné. La santé de Khomeiny ne lui permettait plus de quitter Téhéran et Chariatmadari était toujours aussi bien gardé. Khalilli avait quitté sa cellule de talabeh et vivait désormais à Téhéran. De jeunes mollâs discutaient dans la cour de son école comme le jour où je l'avais rencontré. Mais je n'avais cette fois rien à leur demander.

En suivant les mouvements de la foule nous avons trouvé le stade où se déroulait la grande prière. Elle se tenait sous un

soleil de plein midi. L'ayatollah Meschini, un homme dans la cinquantaine, au visage décharné et à la voix métallique, dirigeait la cérémonie à la place de Montazeri. Des milliers de fidèles lui faisaient face et l'on apercevait au fond, derrière les calicots qui devaient les dissimuler aux regards des hommes, les tchadors noirs des femmes. Le jeûne du ramadan interdisait aux croyants de se désaltérer. Beaucoup trichaient ; en faisant leurs ablutions rituelles, ils laissaient glisser l'eau vers leur bouche desséchée.

De voyage en voyage, la ville ne changeait pas. Elle semblait figée dans son immobilisme têtue. Des siècles durant elle avait vu naître des générations de mollâs qui annonçaient au peuple le règne futur de la justice avec le retour du douzième Imam. Et brusquement l'histoire s'était précipitée. L'Imam était là. Ce n'était pas le Messie promis mais peut-être était-ce mieux encore. Trop de signes miraculeux avaient été accumulés autour de Ruhollah Khomeiny pour que la tentation n'ait pas été forte de boucler la boucle, d'annoncer que le temps était venu d'instaurer un pouvoir légitime et de faire régner enfin la Loi de Dieu.

Le vieux fond de superstition et de magie de la Perse zoroastrienne trouvait son compte dans ce détournement de la mystique chiite. Triomphe des mollâs mais aussi défaite de l'Islam : que pouvait signifier d'autre l'exil intérieur d'un Chariatmadari ?

Cette armée, formée dans les hoze elmieh à la rhétorique et à la logique aristotélicienne, devait désormais gouverner un pays de trente-sept millions d'habitants. Le désastre n'était pas annoncé. Il était déjà là. En deux ans et demi, le peu d'économie iranienne s'était effondré, les exportations pétrolières étaient à diviser par cinq, l'Iran importait plus qu'avant pour se nourrir, l'inflation galopait, le chômage réel touchait plus de la moitié de la population active.

Les experts prédisent les catastrophes. Le journaliste ne peut que les constater. Mais il ajoute : ça marche encore. Un pays est toujours plus solide qu'on ne l'imagine et le clergé ne manque pas de ressources. Les fonds et les biens récupérés sur l'ancien régime par la Fondation des mostazafin, énorme consortium qui a pris la place de la Fondation Pahlavi, permettent de redistribuer des richesses qui épargnent aux plus pauvres les effets immédiats de la dégradation générale.

Les magasins islamiques gérés par les mosquées vendent à prix coûtant ou à perte des produits qui ont augmenté de cent,

deux cents, voire trois cents pour cent sur le marché libre. Preuve, disent les religieux, que l'Islam est capable de gérer une société du XX^e siècle. Preuve derechef qu'en supprimant la bureaucratie et tous les rouages inutiles, la société ne s'en porte que mieux.

Preuve surtout que l'argent du pétrole et les fonds du clergé permettent en effet de faire survivre un pays et tourner le commerce. Proclamer que le mythe est réalité et le siècle de Mohammad et Ali l'idéal historique et social de l'Iran ne résoudra pas longtemps les problèmes les plus criants. Les écoles théologiques de Qom ne proposent guère de réponses à ces questions.

Au moment où je m'apprêtais à quitter la ville sainte, deux jeunes gens m'ont abordé dans la rue en excellent français. Ils avaient tout juste vingt ans, portaient des jeans et des chemisettes et riaient à belles dents, montrant ainsi qu'ils n'étaient pas Iraniens.

« Nous sommes Tunisiens. »

Ils m'expliquèrent qu'ils faisaient partie d'un groupe d'une quinzaine de jeunes gens de leur âge.

« Nous avons compris grâce à l'imam Khomeiny et à la révolution iranienne que seul l'Islam pourrait nous libérer du colonialisme et de l'impérialisme. Nous sommes venus à Qom apprendre à réaliser ce but. Les Tunisiens sont des ignorants. Nos parents étaient musulmans et pourtant ils ont laissé notre pays aux mains des étrangers.

— Vos parents, ou du moins les gens de leur génération, ont tout de même arraché leur pays aux mains des Français.

— A quoi est-ce que ça a servi ? La Tunisie est encore plus pourrie qu'avant. Seule une véritable révolution pourra redonner au peuple sa dignité.

— Une révolution islamique ?

— Bien sûr. C'est pour ça que nous sommes ici. Avant nous étions marxistes, mais c'est une autre tromperie, la même ou pire encore que celle du capitalisme. Nous ne voulons plus d'idées qui viennent de l'étranger. »

Toute tentative de discussion était vouée à l'échec. Ainsi Qom n'avait-il pas fini de délivrer son message. Je me contentai d'observer qu'ils ne voulaient peut-être plus importer leurs idées de l'étranger mais qu'ils acceptaient les blue-jeans.

« Nous sommes ici pour apprendre à penser par nous-mêmes, en retrouvant le véritable Islam. Après nous nous

occuperons de trouver des vêtements qui soient vraiment les nôtres. »

Ils ne m'avaient pas encore demandé ce que je faisais là. Quand ils apprirent que j'étais journaliste, ils se rembrunirent.

« Les journalistes travaillent pour Israël. »

Je leur demandai s'ils avaient découvert ça à la lumière de l'Islam vrai.

« Non mais nous le savons très bien. La presse occidentale ne cesse de combattre l'Islam. »

J'appris qu'il y avait dans les écoles de Qom d'autres groupes de jeunes gens venus de tout le monde arabe. Des dizaines ? Des centaines ? Les deux jeunes Tunisiens n'en connaissaient pas le nombre.

« Un jour vous comprendrez. L'Islam va libérer tout le monde arabe. Seul l'Islam peut battre Israël. Et ça ne s'arrêtera pas là. Il y a sept cent millions de musulmans, nous serons bientôt un milliard. L'Occident sera bien obligé de changer d'avis.

— Vous parlez de liberté, pensez-vous que l'Iran est un pays libre ?

— Ça dépend pour qui. Pour nous, pour les musulmans, c'est le pays le plus libre de la terre. Pas pour les gens comme vous. D'ailleurs vous n'avez pas votre place ici. Vous ne pouvez rien comprendre à ce qui se passe. »

Ils n'avaient probablement pas tort. Ils n'étaient pas Iraniens mais, à Qom, ils étaient déjà de bons élèves.

Institut kurde de Paris

XI

A PEINE AVEZ-VOUS QUITTÉ L'EXPRESSWAY à la verticale de l'hôtel Hyatt, vestige futuriste sur un horizon de terrains vagues, pour la route étroite qui plonge brusquement avant de remonter aussitôt vers les petites maisons à flanc de coteau d'Evin, et le paysage a changé. Téhéran est derrière vous, perdu dans sa brume grise. Vous êtes aux portes de la montagne, roulant dans un chromo tout juste un peu moins vert et un peu moins ruisselant que les paysages suisses que vous proposent les marchands de l'ex-avenue Mossadegh et que vous trouvez dans les « maisons de thé », au bord des routes iraniennes affichés entre les portraits d'ayatollahs fameux. Rêvez vite car la route s'arrête bientôt. Evin fut un joli village mais ce nom aux résonances de clochettes n'évoque plus depuis longtemps la douceur agreste d'une promenade dominicale sur les pentes de l'Elbourz. Il n'est que celui d'une prison. *La prison.*

C'est là que siège le tribunal islamique révolutionnaire de la capitale. Tous les jours, depuis le 20 juin, l'ayatollah-juge Ghilani et le procureur Ladjavardi y expédient leur lot de condamnés à mort au peloton d'exécution. Près de trois cents à la fin du mois de juillet, plus du double durant le mois d'août. Une semaine durant, j'essayai d'obtenir un rendez-vous avec le procureur révolutionnaire et la permission d'assister à un procès théoriquement public. J'avais en vain frappé à toutes les portes. Ebrahim lui-même, qui avait pendant quinze jours bousculé tous les obstacles, avait dû s'avouer vaincu.

Aucune autorité ne semblait avoir prise sur celle de Ladjavardi. Après un après-midi de siège dans une antichambre de l'état-major de la Marine où l'ayatollah Ghodussi, procureur général de la révolution, avait installé son bureau (il allait

mourir ici même quelques semaines plus tard, victime d'un attentat à la bombe), nous avons seulement réussi à obtenir une lettre certifiant que nous étions des journalistes français, dûment accrédités en Iran et que rien ne s'opposait à ce que nous entrions dans la prison d'Evin, si toutefois le procureur Ladjavardi nous y autorisait.

Nous espérions qu'un ordre de Ghodussi, supérieur direct du procureur Ladjavardi, nous ouvrirait les portes. Même la voie hiérarchique débouchait sur une impasse. Avant cette ultime tentative nous avons essayé de bureaux en bureaux toutes les variétés de refus. Ici, on nous opposait le secret militaire, là des impératifs de sécurité, ailleurs, on rejetait simplement notre demande avec un mutisme hargneux ou une courte leçon de morale sur le métier de journaliste. Il n'y avait rien à voir à la prison d'Evin, le procureur Ladjavardi ne faisait que son devoir de bon musulman appliquant la « ligne de l'imam ». Alain Bizos objectait que nous n'en doutions pas mais qu'il était important de pouvoir le montrer en images. Nos interlocuteurs n'attendaient que cet argument pour pouvoir placer le leur.

Ils nous connaissaient bien, nous les journalistes occidentaux ; ils savaient que nous cherchions en Iran de quoi nourrir notre haine obsessionnelle de la révolution islamique et ils ne croyaient pas un mot de nos protestations hypocrites : comment des journalistes *français* auraient-ils pu avoir le souci de montrer une image vraie de l'Iran alors que les journaux de notre pays étaient aux ordres de M. Mitterrand, ce prétendu-socialiste-ami-du-sioniste-Begin-et-du-fasciste-Saddam-Husseïn ?

Que pouvions-nous répondre à cela ? Voilà longtemps que nous ne répondions plus. Ah, vous voyez bien que vous ne pouvez pas répondre. Croyez-moi, le peuple révolutionnaire et musulman d'Iran sait très bien qui vous êtes...

En désespoir de cause nous nous étions adressés à « notre » autorité de tutelle, l'*Islamic Guidance*. Nous connaissions d'avance la réponse. On nous avait déjà expliqué que dans les circonstances présentes le ministère de l'Orientation islamique ne pouvait prendre aucun rendez-vous pour les journalistes étrangers. Je tentai un biais.

« Nous ne vous demandons pas d'obtenir du procureur Ladjavardi qu'il nous accorde un entretien, seulement de nous aider à franchir la barrière de la langue et de pouvoir parler en

anglais ou en français avec un responsable de son entourage pour lui exposer notre problème.

— Non, non. C'est impossible. Nous ne pouvons pas téléphoner à la prison d'Evin. »

J'essayai le chantage patriotique.

« Vos journaux ne cessent de reprocher aux correspondants étrangers de transmettre une image mensongère de l'Iran. Or, vous-même, dont c'est le devoir, vous nous refusez les moyens d'une enquête objective. Avez-vous reçu l'ordre de défendre l'accès du tribunal d'Evin aux journalistes ? Non ? Donc, vous prenez sur vous de nous l'interdire.

— Nous ne vous interdisons rien. Vos cartes sont en règle. Vous pouvez aller où vous voulez et rencontrer qui bon vous semble.

— Nous voulons assister à un procès.

— Vous n'avez qu'à regarder la télévision, certains procès sont filmés.

— Sinon, que faire ?

— Adressez-vous à l'ayatollah Ghodussi ou à l'administration de la prison. »

Les procès télévisés n'inspiraient pas confiance. Nous en avions suivi un depuis notre chambre d'hôtel une dizaine de jours auparavant. La caméra ne filmait que les accusés : une jeune fille, presque invisible sous son tchador, et un jeune homme qui avait à peine vingt ans. Seule la fille, qui avait été présentée aux téléspectateurs sous le (faux) nom de « M^{lle} Zahra », parlait, interminablement et d'une voix égale. Elle avouait tout ce qu'on voulait et reconnaissait les « crimes » dont on l'accusait à commencer par son appartenance à l'organisation des Modjahedin du peuple. Oui, elle était coupable de « relations sexuelles illicites ». Oui, elle avait tenté de « séduire » un jeune hezbollahi. Oui, elle avait volé une bague à sa mère pour la remettre à l'un de ses chefs.

M^{lle} Zahra confessait encore qu'elle avait déjà été arrêtée trois fois. La première, c'était après un accident de moto — elle avait appris à conduire ces engins dans le cadre de son travail de militante — ; les Pasdaran l'avaient appréhendée ensuite au cours d'un *sit-in* de protestation ; sa troisième arrestation avait été le fait du « bureau de lutte contre la corruption » qui l'avait longuement interrogée sur sa conduite indécente avec les garçons.

Maintenant elle avait enfin compris. En s'accusant, elle démasquait la face satanique de l'organisation. Les Modjahe-

din du peuple, révélait « M^{lle} Zahra », voulaient séparer les enfants de leur famille. Ils interdisaient aux sympathisants du mouvement de se rendre à la prière du vendredi et exigeaient d'eux, comme preuve de leur engagement, le meurtre de leur frère ou de tout membre de leur famille engagé dans les Pasdaran. La jeune fille accusait derechef son jeune compagnon de l'avoir entraînée dans le vice et le crime. Celui-ci se contentait de hocher la tête, les yeux baissés et son silence l'accablait. Nous entendions les questions du tribunal en voix *off*, sans jamais le voir. La retransmission s'arrêta avant l'énoncé du verdict.

Était-ce un authentique procès ou une mise en scène destinée à la propagande ? Des observateurs mieux informés que je ne pouvais l'être penchaient pour la seconde hypothèse. Les rares informations, difficiles à contrôler de surcroît, qui filtraient depuis Evin, laissaient penser malgré tout que les procès ne ressemblaient guère à celui-ci et que peu d'accusés montraient autant de complaisance masochiste que « M^{lle} Zahra » à la télévision.

La diffusion quelques semaines plus tard, à l'heure des informations, de l'ultime dialogue entre le jeune condamné à mort et sa mère ne laissait guère de place au doute. Cette mascarade venait à point nommé fournir un exemple pour la grande campagne « Parents, dénoncez vos enfants ». Peut-être aussi que ne pas croire à la véracité de la scène était une manière de se rassurer. La vérité eût dépassé par trop les bornes de l'horreur. Il valait mieux penser que des acteurs avaient interprété un scénario inspiré par des cerveaux malades pour servir la plus cynique des propagandes. Mais cette mise en spectacle de la justice islamique n'en était pas moins l'image qu'elle entendait donner d'elle-même.

Les raisons du refus auquel nous nous heurtions n'étaient que trop évidentes, mais nous ne voulions pas quitter l'Iran sans avoir vraiment tout essayé. Il ne restait plus qu'à frapper à la dernière porte. Celle de la prison. Aujourd'hui nous y étions. Avec la quasi-certitude de ne pas entrer. Avec, également, la conviction, obstinée et inexplicable, qu'il fallait venir jusqu'ici. Qu'il fallait que l'on sache des deux côtés du mur que nous étions venus. Absurde présomption peut-être, mais nous n'arrivions pas, Alain Bizos et moi, à renoncer à l'idée baroque qu'un témoin reste un témoin quand bien même on ne lui accorde pas le moyen de témoigner. C'est pourquoi nous étions là, enracinés comme des souches, refusant d'entendre cet équi-

valent iranien du « Circulez, il n'y a rien à voir », qu'on nous avait répété de bureau en bureau pendant toute la semaine. Pourtant nous devons bien nous rendre à l'évidence. Il n'y avait en effet, d'où nous étions, rien à voir à la prison d'Evin.

Le seul bâtiment apparent derrière les hauts murs est une tour d'une dizaine d'étages, genre H.L.M. banlieusard, qui abrite la garnison. Du linge de soldat sèche aux fenêtres, treillis, slips et maillots de corps kaki. Je me souvenais qu'un grillage séparait ce bâtiment d'une seconde cour occupée par des baraquements administratifs dans lesquels le tribunal était installé, et qu'il fallait encore marcher une centaine de mètres pour atteindre l'enceinte de la prison proprement dite. C'est à cet endroit, devant un portail enchâssé dans la muraille, que s'était arrêtée la visite lorsque les journalistes avaient été invités à pénétrer pour la première fois à Evin, en décembre 1979, par le « bureau de la presse étrangère » du ministère de l'Orientation islamique.

Nos « guides » nous avaient promis une journée dans la prison et la possibilité de nous entretenir avec des détenus. Pour équilibrer le programme, ils voulaient nous montrer d'abord les anciennes salles de torture de la Savak. Ils nous conduisirent dans un bâtiment désaffecté situé à proximité de l'entrée de la prison. Hormis quelques anneaux fichés dans le mur d'une vaste cellule sombre ménagée dans un sous-sol, les pièces de la bâtisse étaient vides. Les fonctionnaires nous expliquèrent qu'elles avaient été le théâtre de pratiques abominables. Sur ce bat-flanc de pierre les tortionnaires chauffaient au rouge les lames d'un sommier métallique où les prisonniers étaient jetés nus. Des suspects avaient agonisé pendant des heures suspendus à ces anneaux sans que leurs pieds puissent toucher le sol. Tortures à l'électricité, viols avec des goulots de bouteilles brisés, arrachages d'ongles, énucléations, mutilations de membres à la hache ou à la baïonnette : tout cela s'était passé ici et si nous étions venus avant le nettoyage, nous aurions pu voir du sang sur tous les murs.

Son exposé terminé, le directeur du bureau de la presse étrangère nous demanda poliment mais avec fermeté de faire part à nos lecteurs de ces horreurs. L'un d'entre nous lui répondit que nous n'avions pas attendu son invitation ni le mois de décembre 1979 pour publier les témoignages de détenus torturés par la Savak ou les rapports d'Amnesty International et de la Croix-Rouge. Le directeur prit la remarque avec humeur.

La deuxième partie de la visite était consacrée à l'interrogatoire public d'une dizaine de membres de la Savak dans une salle du bâtiment administratif. Ce n'était pas ce qui avait été prévu : nous nous attendions à rencontrer les détenus dans leurs cellules. Le directeur nous assura que nous l'avions très mal compris. Pour des raisons de sécurité trop évidentes, on ne pouvait laisser des journalistes circuler dans les couloirs d'une prison occupée par des détenus dangereux et prêts à tout. « Supposez qu'ils vous prennent en otages ? » conclut notre guide, sans l'ombre d'un sourire. Un fort groupe de journalistes iraniens nous avait précédés.

Les « accusés », du moins ceux qu'on nous avait présentés comme tels, avaient été installés derrière une table, sur une estrade. Les journalistes iraniens monopolisaient les questions mais le directeur de la presse étrangère traduisait simultanément pour que nous ne perdions rien du dialogue. Les hommes qui répondaient étaient pour moitié des hauts fonctionnaires de l'ancienne police politique impériale, les autres occupant des fonctions subalternes. Les responsables expliquaient avec volubilité que la Savak n'était en fait qu'une antenne de la C.I.A. qui tirait les ficelles, donnait les ordres et manipulait les hommes.

« Et les agents israéliens, demanda un journaliste iranien, n'étaient-ils pas mêlés eux aussi à toutes ces activités ? »

— Oui, bien sûr, répondit un ex-général qui s'était présenté comme responsable de la « logistique ». Israéliens et Américains coopéraient étroitement. Ils nous fournissaient des renseignements sur les étudiants iraniens à l'étranger. »

Les « accusés » jouaient le jeu avec une bonne volonté déconcertante. Aucun d'entre eux, disaient-ils, n'avait été mêlé à des interrogatoires de prisonniers. Du reste, les plus gradés s'occupaient des activités du service en direction de l'étranger et les autres étaient de simples employés de bureau sans voix au chapitre. Voilà pourquoi, à leur grand regret, ils ne pouvaient nous donner que des indications très générales, sans faits précis, sans dates, mais avec suffisamment d'éléments pour que nous comprenions à quel point l'Iran de Mohammad Reza chah avait été soumis à la volonté américaine. Six semaines après l'occupation de l'ambassade des États-Unis et la prise d'otages cette démonstration n'était pas en effet inutile. C'était, du moins, le supposions-nous, la raison de notre présence ici.

L'ambiance était détendue, presque bonhomme et les dix

hommes derrière les tables ne semblaient guère dévorés par l'angoisse de leur mort prochaine. Au moment où les Gardiens de la révolution entraient dans la salle portant des caisses de sandwiches et de Pepsi-Cola pour un pique-nique offert par l'administration pénitentiaire, une journaliste danoise découvrit sans le vouloir le pot aux roses. Elle avait réussi à franchir le mur de la presse iranienne pour poser sa question toute simple. Elle voulait seulement savoir quelles étaient les charges retenues contre les accusés et, si certains d'entre eux avaient déjà été condamnés, à quelles peines. A son grand étonnement, les intéressés répondirent que, pour la plupart d'entre eux, ils n'avaient été arrêtés que quelques jours dans les premières semaines de la révolution. L'un d'eux purgeait une courte peine de prison et l'ex-général chargé de la logistique attendait avec optimisme son procès pour les prochains mois. Les autres étaient libres comme vous et moi.

Le directeur de la presse étrangère ne voyait pas ce que nous y trouvions à redire. Des confrères firent remarquer que ces hommes n'étaient pas les mieux placés pour témoigner de la condition des détenus à la prison d'Evin. Le directeur soulignait au contraire que nous avions sous les yeux la preuve de la magnanimité révolutionnaire du nouvel Iran. Et comment pourrions-nous rester insensibles au témoignage de ces agents de l'ancien régime venus, librement, dénoncer, preuves à l'appui, les crimes de l'Amérique en Iran ? J'avais fui dans le couloir ce dialogue de sourds et je m'intéressai, depuis la porte, à une réunion qui se tenait dans la pièce d'en face. Une centaine de personnes étaient assises face à trois autres, dont un jeune mollâ. Des Gardiens de la révolution étaient postés le long des murs. L'un d'eux vint me dire en mauvais anglais que je ne pouvais rester ici. Ce que j'avais pris pour une réunion était un procès révolutionnaire et les journalistes étrangers n'y avaient pas leur place.

Au même moment mes collègues sortaient de la causerie avec les ex-savaki. L'ayatollah Ghilani, dont on ne savait alors à peu près rien sinon qu'il exerçait son autorité sur la prison, venait de convoquer les journalistes étrangers à une conférence impromptue à l'étage au-dessous. Il se présenta comme juge du premier tribunal révolutionnaire islamique et nous fit un exposé liminaire sur les principes de la justice selon l'Islam. Cette juridiction, expliqua-t-il, reposait dans son essence sur le mouvement fondamental de l'homme vers Dieu avec lequel les lois islamiques ne peuvent que s'accorder. Le bien et

le mal, le juste et le punissable, dérivait naturellement de cette philosophie fondamentale et par suite les concepts d'innocence et de culpabilité se trouvaient si clairement établis que les tribunaux n'avaient qu'à prononcer les sentences sans cas de conscience et sans risques d'erreur. Le juge Ghilani se proposa ensuite de répondre à nos demandes d'éclaircissement.

Les quatre ou cinq Américains de notre petite bande se lancèrent aussitôt dans la brèche avec leur batterie de questions parfaitement rodées sur les otages. Il y avait à ce moment-là près de deux cents journalistes américains à Téhéran qui se livraient à une concurrence effrénée, occupant jour et nuit télex, téléphone et satellite de télécommunications. Ils devaient chaque jour, à tout prix, apporter à leurs rédactions du neuf sur le sort des otages quand bien même il ne se passait rigoureusement rien. Cela tournait à la folie furieuse, tant et si bien qu'il était devenu à peu près impossible à cette époque de travailler avec un journaliste américain à vos côtés, lequel ne pouvait rencontrer un Iranien doté d'un titre le plus minable fût-il sans le mettre aussitôt à la question pour obtenir une « quote » exclusive ou au moins inédite, à propos des otages. Le dialogue avec Ghilani n'échappait pas à la règle et le juge-ayatollah qui n'avait visiblement aucune compétence pour répondre sur ce dossier nous servait des propos insipides comme nous pouvions en lire dans tous les journaux.

Un correspondant de N.B.C. ou de C.B.S. demanda au conférencier s'il considérait, d'un point de vue humanitaire et islamique, que la détention d'otages était conforme aux droits imprescriptibles de la personne humaine reconnus par toutes les religions et par l'O.N.U. L'ayatollah Ghilani toisa un instant son interlocuteur et, brutalement, se lança dans une diatribe coléreuse. Il avait suffisamment répondu à nos questions, son tour était venu, nous dit-il, d'en poser. Qu'avait donc fait l'O.N.U., dont nous nous gargarisions, quand la Savak-aux-ordres-de-l'Amérique martyrisait le peuple iranien ? Pourquoi M. Waldheim était-il soudain si soucieux du respect des droits de l'Homme en Iran après les avoir tellement ignorés auparavant ? Pourquoi nos journaux accablaient-ils la justice révolutionnaire ? Était-ce pour se faire pardonner d'avoir montré tant de servilité à l'égard de l'arbitraire monarchique ? Etc.

Quand enfin il se tut, la salle resta silencieuse. Ghilani nous foudroyait du regard, l'air de dire : « Eh bien, vous voyez, messieurs, quand on vous pose les vraies questions vous ne

savez plus que répondre. » La vérité, une fois de plus, était qu'il n'y avait évidemment rien à répondre. L'accusation était stupide mais il n'était pas nécessaire d'aggraver notre cas. Les Américains, professionnels rompus à ce genre d'exercice, attendaient calmement la fin de l'orage pour quitter la pièce. Ils avaient raison. Je ne sais pas quelle mouche me piqua.

Je me levai et vidai mon sac à l'ayatollah avec d'autant moins de diplomatie que j'étais réellement en colère et que discourant en anglais je ne pouvais guère travailler la nuance. Je lui dis donc que personne ici ne pouvait répondre pour l'O.N.U. ni pour Kurt Waldheim ; que son ignorance de nos journaux n'excusait pas sa méconnaissance grossière de ce qui avait pu se dire ou s'écrire en Occident du temps du chah ; que les journalistes américains, dont certains étaient présents dans la salle, avaient été parmi les premiers à alerter l'opinion internationale sur ce qui se passait en Iran ; que nous étions ici pour comprendre l'actualité et non pour écrire le livre noir de la décennie précédente ; que nous étions prêts à publier les révélations des autorités révolutionnaires quand elles rendraient publiques les archives de la Savak, mais pas à rabâcher les slogans creux qu'elles nous proposaient à la place ; qu'enfin les leçons de morale et de déontologie qu'on nous ressassait matin et soir justifiaient a fortiori notre droit de poser toutes les questions, à moins de considérer que la révolution iranienne avait peur de la vérité. Je me rassis, soulagé.

L'ayatollah Ghilani m'avait écouté avec attention. Quand on eut fini de lui traduire ma réponse, il reprit la parole pour s'excuser auprès de tous les journalistes étrangers ici présents d'avoir pu laisser penser que ses propos, de caractère très général, nous fussent en quoi que ce soit destinés. Il savait que nous faisons un métier difficile et il n'ignorait pas ce que la révolution devait à la presse étrangère. Il espérait bien que cette fructueuse collaboration nouée dans les années noires se poursuivrait à l'avenir et il entendait faire tout ce qui serait en son pouvoir pour faciliter notre travail. Afin qu'on ne tienne pas cet engagement pour une parole en l'air, il nous invitait à revenir le lendemain ici même. Nous pourrions suivre l'audience d'un procès très important qui avait commencé aujourd'hui, celui d'officiers et de soldats accusés d'avoir été les acteurs principaux du Vendredi noir.

J'avais déjà subi en d'autres circonstances cette administration islamique du régime de la douche écossaise. Je ne savais pas encore que je finirais par la tenir pour un trait du compor-

tement iranien. Mais après deux ans et demi d'expérience il me surprend toujours.

Le procès auquel nous étions conviés était celui où je m'étais égaré la veille. L'ambiance n'y avait pas changé. J'avais toujours l'impression d'être assis dans une salle de classe un soir de réunion de l'association des parents d'élèves. Au premier coup d'œil on pouvait distinguer trois catégories de participants : le tribunal installé au fond de la salle derrière deux bureaux métalliques de hauteur inégale, un public d'une trentaine de personnes assises en rang sur des chaises tubulaires et les Pasdaran en treillis qui montaient la garde de chaque côté la main serrée sur le fusil.

On m'expliqua que la première rangée du « public » était celle des accusés. Derrière venaient les témoins. Les familles des victimes du Vendredi noir complétaient l'assistance.

Les hommes qu'on jugeait, huit officiers, sous-officiers et soldats du 242^e bataillon de chars, étaient accusés d'avoir, le vendredi 8 septembre 1978, ordonné d'ouvrir le feu, pour les uns, ou tiré, pour les autres, sur la foule désarmée qui manifestait place Jaleh – un carrefour populeux dans le sud-est de Téhéran – devenue depuis lors la « place des Martyrs ». Il y eut ce jour-là plusieurs dizaines, voire, selon les sources, plusieurs centaines de morts. Une véritable boucherie. Les huit accusés risquaient évidemment la peine capitale.

Un jeune homme d'une trentaine d'années en veston gris et col roulé, le visage envahi par une barbe broussailleuse qui dégagait tout juste la bouche, le nez et les yeux, présidait l'audience. Il était flanqué à sa gauche d'un jeune mollâ – je crus comprendre qu'il s'agissait du procureur – et à sa droite d'un adolescent boutonneux et raide qui, dans le rôle du greffier, veillait à renouveler les cassettes du petit poste de radio-magnétophone à piles qui servait à enregistrer les débats.

Ce procès n'était ni le premier, ni le dernier de militaires ayant participé au massacre de septembre 1978. La plupart de ceux qui avaient précédé les huit d'aujourd'hui sur les mêmes chaises avec tablette incorporée avaient été fusillés. Tel semblait être le sort promis sinon à tous, au moins à l'accusé principal de cette journée, le colonel Ali Akhbar Mehrie commandant le bataillon et qui était accusé en outre de « guerre contre Dieu et de corruption sur terre ». Pour son procès, l'ancien officier avait revêtu un costume civil de flanelle grise. Le cheveu court, le teint frais, rasé de près autour de sa moustache grise, l'ex-colonel – comme la plupart de ses compagnons

— témoignait d'une mémoire à éclipses sur le déroulement de la journée tragique. Il se pouvait, avouait-il, que des choses lui aient échappé, d'autant qu'il avait alors sous ses ordres cent vingt-cinq soldats jeunes et inexpérimentés. Mais il assurait que son bataillon n'avait fait que tirer en l'air. « Huit mille balles, précisa-t-il, je me souviens très bien du chiffre. »

Son adjoint, après avoir nié qu'il se trouvait sur les lieux, reconnut finalement y être passé dans l'après-midi. Le président et le procureur, plongés dans un énorme dossier, s'efforçaient de confondre les accusés les uns après les autres. Mais pour autant que je pouvais en juger par une traduction épisodique et sommaire, chacun des inculpés, bien que privé d'avocat, avait tout le temps d'exposer ses arguments. Tous avaient devant eux sur la tablette de leur chaise une liasse de papiers ou un cahier d'écolier et ils prenaient des notes abondantes qu'ils relisaient lentement quand leur tour de répondre était venu. Leurs dépositions n'étaient interrompues par le tribunal que par des questions brèves ou des demandes de précision, formulées avec calme.

Le ton de part et d'autre dénotait même une sorte de courtoisie et les débats se déroulaient *mezzo voce* comme s'il s'agissait d'une conversation anodine. Les accusés étaient si coopératifs qu'on ne pouvait mettre cette ambiance étrange sur le compte de la présence d'une poignée de correspondants étrangers. Durant son exposé, un inculpé dut s'interrompre, la voix brisée par un enrouement subit. Le président le pria de se reposer un instant, le temps de lui faire apporter un verre d'eau par un Gardien de la révolution et attendit en silence que l'homme lui fasse signe qu'il allait mieux pour reprendre l'interrogatoire.

Au deuxième rang, juste derrière le colonel, un homme sans âge, pauvrement vêtu de noir des pieds à la tête, tenait sur ses genoux le portrait sous verre de son fils barré d'un crêpe auquel il avait accroché un œillet rouge. Tout le temps que je l'observai le vieil homme ne cilla ni ne bougea la tête. Il se tenait immobile et droit au point qu'on eût pu croire qu'il ne respirait même pas, fixant la nuque du chef de bataillon d'un regard sombre et farouche. A la fin de l'audience le procureur réclama un « juste verdict ». Nous ne fûmes plus invités pour la suite du procès. Je n'appris que longtemps après le dénouement, sans surprise. Les huit accusés avaient été reconnus coupables, condamnés à mort et aussitôt passés par les armes.

Dix-huit mois plus tard, je me retrouvais presque à la même place, mais de l'autre côté des lourdes portes d'acier de l'accès principal, obstinément closes. Entre la route et le mur d'enceinte, une passerelle couverte avait été aménagée, comme une sorte de trottoir surélevé qui aboutissait à un guichet percé dans la muraille. Elle était occupée par une longue file d'attente où les femmes drapées dans des tchadors noirs étaient en majorité. De temps à autre le guichet s'ouvrait. Alors la foule s'animait. Les femmes se bouscuaient vers la minuscule fenêtre et tentaient de glisser un morceau de papier dans cette brèche obscure. J'essayai à mon tour la même manœuvre avec ma carte verte de « journaliste au nom d'Allah ». Une main surgie de la muraille s'en empara. Malheureusement la voix qui lui correspondait ne parlait que le persan et je ne comprenais rien à ce qu'elle me disait.

« Puis-je vous être utile ? »

Je n'aurais pas vraiment été plus surpris si on m'avait tiré par la manche pour me dire : « S'il vous plaît, dessine-moi un mouton. » L'homme était aussi élégant que son français. Son complet havane et ses mocassins impeccablement cirés ne passaient pas inaperçus. Je l'avais remarqué en arrivant. Il était seul, debout au milieu de la route, n'avait pas l'air de chercher quelque chose ou d'attendre quelqu'un. J'en avais donc conclu que ce devait être un policier. Déduction absurde et bien à la mesure de notre paranoïa. Un flic ne se serait évidemment pas balladé devant la prison d'Evin en costume de bonne coupe et chaussures vernies. L'homme plongea vers le guichet.

« Vous allez parler à quelqu'un. »

La main ressortit du mur tenant un combiné de téléphone. « *Inglisi, inglisi.* » Au bout du fil mon interlocuteur se présenta en bon anglais. Je n'eus même pas le temps de finir ma phrase. On lui avait déjà expliqué notre cas. « *Sorry, sir. M. Ladjavardi n'a pas le temps de vous recevoir et nous ne pouvons pas vous autoriser à entrer dans la prison. Je regrette. Au revoir.* » L'ultime refus était tombé avec la sécheresse d'une sentence islamique. Et, comme elle, il était sans appel.

« Je suis absolument désolé pour vous », compatit mon obligant interprète en m'entraînant par le bras hors de la file d'attente. Quand nous en fûmes éloignés de quelques mètres, il ajouta : « Je suis désolé pour vous et pour nous. J'aurais aimé que vous rencontriez M. Ladjavardi. Ce n'est pas un juge, c'est un tueur. *Ils* n'ont pas envie que l'on raconte ce qui se passe

là-dedans. Vous avez vu ces femmes debout le long du mur ? Savez-vous ce qu'elles font ?

– Je suppose qu'elles attendent l'heure des visites.

– Non, toutes les visites sont interdites depuis un mois. Elles sont, comment dites-vous, depuis le temps je commence à perdre mon français, vous savez ces femmes folles de l'Argentine ?

– Les folles de la place de Mai ?

– Oui, c'est ça. Elles viennent tous les jours demander des nouvelles d'un fils ou d'un frère disparu.

– Et elles espèrent le retrouver à Evin ?

– Elles n'espèrent plus rien, elles voudraient savoir si celui qu'elles cherchent est encore prisonnier ou déjà mort.

– Quand les gens sont arrêtés, les familles ne sont pas prévenues ?

– Pas toujours, de moins en moins. Des tas d'organisations arrêtent les gens. N'importe qui peut entrer chez vous et dire qu'il est "Pasdaran" ou "Komiteh". Qui est-il réellement ? Vous ne le saurez peut-être jamais.

– Quand les accusés passent devant un tribunal et a fortiori s'ils sont condamnés à mort, j'imagine que leurs parents sont avertis.

– En Iran, il n'y a plus de règles. Nous sommes retournés aux temps de la sauvagerie. Sans compter que de nombreux jeunes qui ont été arrêtés après les manifestations du mois de juin ont refusé de donner leurs noms aux Pasdaran pour éviter des représailles à leurs familles. Ladjavardi les a quand même fait fusiller. »

Nous marchions de long en large, légèrement à l'écart de l'agitation. L'homme au complet havane parlait sans colère, avec le ton égal de celui qui dresse un constat. Je n'avais pas encore osé lui demander ce qu'il faisait là.

« La même chose que les autres. Je recherche mon jeune frère, disparu depuis le 20 juin.

– Mais vous ne faites pas la queue comme les autres.

– A quoi ça sert ? Peut-être se disent-ils qu'en faisant la queue ils attendent vraiment quelque chose. Je viens aussi à Evin presque tous les jours. Je suis ici depuis deux heures. Il ne s'est rien passé. Il ne se passe jamais rien. Les pauvres gens croient qu'en jetant un papier à travers le guichet sur lequel ils ont écrit le nom de leur disparu quelqu'un prendra pitié d'eux. Je ne peux pas leur reprocher d'espérer un miracle.

– Vous pensez que votre frère se trouve à Evin ?

– S'il est encore vivant il est probablement à Evin. Le 20 juin ils ont arrêté tellement de monde qu'ils ne savaient plus où les mettre. Après, ils en ont relâché certains, fusillé d'autres, le reste attend derrière ces murs.

– Votre frère a été arrêté au cours de la manifestation ?

– Non, il ne manifestait jamais. Il a disparu dans la soirée. Je lui avais déconseillé de sortir. Il était jeune, il avait envie de voir ce qui se passait en ville ; je ne sais pas où il est allé. Je ne l'ai plus jamais revu.

– Mais pourquoi l'aurait-on arrêté ?

– Parce que le soir du 20 juin la ville se divisait en deux. Les hezbollahi et les autres. Il faut vivre à Téhéran pour comprendre ce que je vous dis. Chez vous quand on arrête des gens qui sont contre le gouvernement c'est au moins qu'ils ont fait quelque chose. Ici, vous portez votre opinion sur votre tête, sur vos habits, sur vos chaussures. Pour un hezbollahi, l'ennemi n'est pas nécessairement celui qui crie : "A bas Khomeiny" ; l'ennemi c'est vous et c'est moi. Tous les Iraniens le savent. Si vous viviez ici vous feriez attention à la manière de vous habiller, vous éviteriez de regarder les gens dans la rue, de sortir à certaines heures ou d'aller dans certains quartiers. C'est comme ça.

– Vous n'avez pas vraiment l'uniforme d'un hezbollahi.

– Je ne me serais pas non plus promené dans ce costume le 20 juin. Ici, ça n'a pas d'importance. Nous sommes à la prison d'Evin mais nous sommes aussi au nord de Téhéran. Si vous devez travailler en Iran, il faut que vous appreniez où passer la frontière. Elle bouge un peu mais... »

Je n'entendis pas la suite. Une annonce répétée deux fois par haut-parleur couvrait notre dialogue.

« Ils ont demandé aux gens de s'en aller immédiatement. Sinon ils les chasseront par la force. Ils ont dit aussi qu'aucun renseignement ne sera communiqué cette semaine. Ils répètent la même chose tous les jours depuis trois semaines. Demain les gens reviendront quand même. Il vaut mieux que nous partions d'ici. Je suis heureux d'avoir fait votre connaissance. Il est si rare de pouvoir parler avec des journalistes. »

A ce moment précis un camion arrivait devant la porte de la prison. Les lourdes portes d'acier s'ouvrirent enfin. Je m'y précipitai. Un cordon de Pasdaran barraît l'entrée. Les gens de la queue s'étaient spontanément agglutinés derrière le camion pour essayer de voir quelque chose. J'aperçus, au-delà de la deuxième grille, une dizaine de prisonniers qui marchaient en

file indienne, un bandeau blanc sur les yeux. Au sens de leur marche je devinai qu'ils sortaient du tribunal. Pour retourner dans leurs cellules ou bien... Alain Bizos profitait du désordre général pour essayer de prendre quelques clichés avec un appareil tenu à la hauteur des hanches. Les cris des Pasdaran étouffaient le déclic. Mon interlocuteur avait disparu. Je le revis quelques instants plus tard. Il arrêta sa voiture à notre hauteur. Je m'excusai de l'avoir laissé partir sans le saluer mais j'avais voulu voir si, par la porte ouverte...

« Ne traînez pas ici. On ne sait jamais ce qui peut arriver. »

Je lui dis que j'aimerais le revoir. J'étais à l'Intercontinental, chambre... Il pouvait me téléphoner quand il voudrait, nous parlerions plus longuement...

« Je ne peux pas vous promettre. Il faut être très prudent. Vous comme moi. Je n'ai pas le temps de vous expliquer. Avez-vous entendu parler de ce qui arrive aux baha'i ? »

Les baha'i. La communauté « schismatique » détestée par les maîtres de l'Islam chiite. Les exclus, les réprouvés de cette révolution. Si j'avais entendu parler...

« Oui, mais justement... »

— Au revoir, une autre fois peut-être. Bonne chance. »

Et il disparut pour de bon. En quelques minutes, dans un brouhaha de voitures et de camionnettes, la foule de la matinée se volatilisa. Nous nous retrouvâmes seuls, face à la prison et aux quelques Pasdaran qui montaient la garde à l'extérieur. Notre chauffeur de taxi vint nous chercher. « Il faut partir maintenant », nous dit-il avec nervosité. Il avait raison. Et d'ailleurs nous n'avions plus rien à faire ici.

« Drôle de type », murmura Alain. Nous pensions au même. « Et courageux. On ne peut pas dire qu'il a choisi une couleur de muraille pour faire le pied de grue à Evin. Qu'est-ce qu'il voulait t'expliquer à propos des baha'i ? »

— Je ne sais pas. Peut-être était-il baha'i lui-même. Il a un peu le genre et surtout il a fallu que j'insiste pour qu'il me parle de lui et de son frère. Les baha'i trouvent toujours qu'on parle trop de leurs malheurs et pas assez de ceux des autres. Peut-être au contraire n'était-il pas baha'i et qu'il voulait me dire de ne pas les oublier. »

Je n'en savais rien. Comment savoir ? Mais je me souvenais.

Cette nuit de l'hiver 1980, je venais de rentrer de Tabriz,

épuisé après douze heures de voiture sur la neige et le verglas. Pendant trois jours je n'avais pu communiquer avec mon journal. J'avais enfin réussi à obtenir Paris au téléphone et dicté un long papier. A peine les derniers mots transmis, je m'étais endormi tout habillé. Le téléphone sonna vers deux heures du matin.

« Allô, monsieur Kravetz... » La voix était haletante et sourde. Je mis quelques instants à l'identifier. « Allô ? Vous me reconnaissez, je suis le docteur K. Je vous réveille ? Oh, je suis désolé. »

Le docteur K. bien sûr. S'il téléphonait à deux heures du matin ce ne pouvait qu'être grave. « Je ne peux pas vous parler longtemps. Je ne vous appelle pas de chez moi. Ce que je craignais est arrivé. Ils viennent juste de partir. Ils sont restés sept heures à la maison. Ils ont cassé beaucoup de choses. Ils ont emporté trente-deux caisses de documents, mes bouquins, mes dossiers, des archives de la communauté et même des partitions musicales.

– Ils étaient nombreux ? Ils avaient un mandat de perquisition ?

– Je leur ai demandé. Ils m'ont montré un bout de papier qu'ils n'ont pas laissé lire. Ils m'ont dit qu'ils étaient le "comité", mais quel comité ? Je ne peux pas vous dire. En partant, ils m'ont laissé un numéro de téléphone que je dois appeler dans quelques jours pour récupérer éventuellement les objets saisis s'ils n'intéressent pas la justice. Ils étaient huit dans la maison mais d'autres attendaient dehors dans une jeep, tous armés, très jeunes et très excités. J'ai eu très peur ; j'ai cru qu'ils allaient me tuer et j'étais sûr qu'ils allaient m'arrêter.

– Vous n'êtes pas blessé ?

– Non, ils ne m'ont pas touché.

– Est-ce que je peux faire quelque chose pour vous ? Le temps de prendre un taxi...

– Surtout ne faites rien. Je vais aller chez des amis et vous ne pourrez pas me joindre pendant quelques jours. Je voulais seulement vous prévenir pour que vous ne vous inquiétiez pas. Dites-le à vos confrères. Qu'ils ne téléphonent ni chez moi ni à mon bureau. Je vous donnerai bientôt de mes nouvelles. Vous ne quittez pas l'Iran prochainement au moins ?

– Pas avant deux ou trois semaines, peut-être plus.

– Alors nous nous reverrons. Excusez-moi encore de vous avoir réveillé, bonne nuit.

— Au revoir. Bonne ch... » Il n'entendit pas « Bonne chance ». Il avait déjà raccroché. Je n'avais rien trouvé de mieux. J'aurais voulu lui dire : « Je pense à vous », « Nous n'allons pas vous oublier », n'importe quoi de réconfortant ou d'utile ; je ne lui avais même pas demandé s'il voulait qu'on fasse une démarche quelconque au cabinet de Bani-Sadr par exemple, le président de la République pouvait tout de même intervenir, empêcher au moins le pire ; le tuût — tuût du téléphone me martelait l'oreille, j'avais encore le combiné à la main comme si la communication allait se rétablir par miracle. Je n'aurais même pas dû demander. Sauter dans un taxi d'autorité, faire quelque chose, n'importe quoi plutôt que d'être là, impuissant, vide, avec ce silence à l'autre bout de la nuit.

Ma colère, ou plutôt ma tristesse, n'avait rien à faire avec les sentiments personnels ou la politique. J'aimais bien le docteur K., mais je n'avais à voir ni de près ni de loin avec les baha'i ou le baha'isme, hormis la sympathie qu'inspire toute minorité dans un pays qui n'en tolère aucune. Je ne supportais pas l'atroce pressentiment que cet homme allait disparaître, que je venais de l'entendre pour la dernière fois et que peut-être en faisant vite... Les journalistes ne sont pas des saint-bernard, on ne fait pas ce métier avec la foi et la charité chevillées à l'âme ; nous ne sommes que les comptables des massacres et des horreurs de ce monde, des témoins qui ne se font égorger qu'accidentellement mais ni des juges, ni des curés, ni des redresseurs de torts. Je savais tout cela, je l'acceptais, je le revendiquais, sans honte ni fierté. Mais cette voix qui venait de se taire...

J'avais connu le docteur K. au hasard d'une conversation dans une pharmacie. Le pharmacien était un vieil homme qui parlait un français maniéré. Après avoir trouvé de quoi soulager ma migraine, nous avons bavardé un moment. Le docteur K. était entré. Un peu plus jeune que l'homme derrière le comptoir, il avait aussi une corpulence plus athlétique, un visage plus énergique, plus typé et il parlait avec moins de circonlocutions mais je leur trouvais beaucoup de ressemblances, une espèce de douceur dans les gestes, le même sourire attentif pour m'écouter, comme si chacun de mes mots devait

être dégusté alors que je répondais par des phrases banales à leurs questions sur ce que je pensais de la situation en Iran.

Je ne sais plus comment j'appris qu'ils appartenaient à la communauté des baha'i d'Iran. Ce nom ne m'était pas tout à fait étranger, j'avais entendu ici et là quelques propos définitifs sur cette « secte » honnie par les mollàs chiites et tenue par diverses personnalités que j'avais pu rencontrer, aussi bien du côté islamique que marxiste, pour une sorte de franc-maçonnerie suspecte qui avait eu constamment partie liée avec l'administration impériale. Je me souvenais vaguement d'une lecture ancienne de *Religions et Philosophie dans l'Asie centrale* où Gobineau racontait l'épopée tumultueuse du bâb et du bâbisme, mais je n'avais pas fait le rapprochement avec l'histoire contemporaine. Bref, mon ignorance était à peu près totale.

Les deux hommes m'invitèrent à déjeuner. Ils me racontèrent l'histoire de leur communauté, à peine vieille d'un siècle et demi. Ils savaient ce que l'on disait d'eux et se reprochaient de n'avoir pas toujours été assez vigilants pour faire connaître la vérité. Ils ne me demandaient pas de les croire mais au moins d'écouter leur point de vue avant de me faire une opinion. La foi baha'i avait constamment été persécutée depuis l'origine et, contrairement à ce que ses détracteurs affirmaient, les Pahlavi n'avaient pas été plus tendres que les autres avec elle. En cent cinquante ans les baha'i n'avaient guère connu de trêve que pendant les deux années du gouvernement du Dr Mossadegh. Le mouvement khomeiniste leur avait déclaré une guerre sans merci et le triomphe de la révolution islamique annonçait une période noire entre toutes.

Dès les premiers mois du nouveau régime, tous les biens de la communauté, centres de réunions, lieux de prières, cliniques, cimetières, avaient été confisqués et remis aux organisations islamiques. Les fonctionnaires baha'i, à commencer par les femmes, étaient peu à peu chassés des administrations publiques et leurs enfants exclus des écoles et des collèges. Le prétexte était toujours le même. On accusait les baha'i d'être les agents du sionisme, d'avoir servi constamment l'ancien régime et même d'avoir exercé d'importantes responsabilités au sein de la Savak.

« Cela n'est tout simplement pas possible, expliquait le docteur K. Un baha'i peut professer l'opinion de son choix mais il lui est formellement interdit d'accepter une fonction politique en restant membre de la communauté. Bien sûr, il y avait des

fonctionnaires baha'i, comme il y avait des fonctionnaires juifs, chrétiens ou musulmans, mais ils n'ont jamais bénéficié d'un statut privilégié, bien au contraire. Mon ami et moi-même nous sommes des bons bourgeois de Téhéran mais vous ne devez pas oublier que la majorité des baha'i d'Iran sont des paysans. »

La situation des baha'i était critique dans les villes. A la campagne, elle tournait au drame. Dans de nombreux villages les mollâs ordonnaient le boycott des commerçants baha'i ; l'exclusion sociale des baha'i avait déjà, à plusieurs reprises, pris l'allure de véritables pogroms. Pour l'avenir immédiat les deux hommes s'attendaient au pire. Le pronostic n'était pas difficile à établir et ils ne se trompaient pas. Dans les deux années qui suivirent, les persécutions ne firent que croître. Après trente mois de révolution plus de quatre-vingts dirigeants ou notables de la communauté ont été fusillés. Plusieurs ont disparu. Quant aux innombrables sévices subis par les villageois baha'i, aucun chiffre ne permet d'en mesurer l'ampleur et il est rare que l'on sache avec précision ce qui est arrivé. De loin en loin des histoires atroces nous parviennent, comme celle de ce vieux couple d'une bourgade orientale de l'Iran brûlé vif dans sa maison par un groupe de miliciens islamiques.

Les tribunaux révolutionnaires retiennent contre les baha'i les chefs d'accusation usuels, ennemis de Dieu, corrupteurs sur la terre, auxquels ils ajoutent presque systématiquement celui d'« agents sionistes ». Pour le malheur de ses futurs adeptes, le prophète de la nouvelle foi est allé mourir en exil forcé à Saint-Jean-d'Acre et son mausolée sur le mont Carmel est devenu le lieu saint du baha'isme. En 1892, Saint-Jean-d'Acre était une ville de Palestine et son administration ottomane. Depuis 1948, le mont Carmel est en Israël. Les juges islamiques n'ont guère de considération pour ces subtilités de la géopolitique. Le sionisme, comme on sait, a plusieurs visages. On peut voir aussi dans cette accusation grotesque une sorte d'aveu, une façon de nous dire que les baha'i sont les juifs de l'Iran.

Des explications de K., j'avais retenu que la religion révélée par le prophète Baha'ullah procédait d'un curieux syncrétisme où le fonds commun aux grandes religions qui coexistaient en Iran se trouvait mêlé à la vision futuriste de l'humanité assez proche des utopies sociales et scientifiques du XIX^e siècle. Tenant compte de mon incrédulité avouée, le docteur K. m'exposa avec patience que Baha'ullah, s'il était un messie au

même titre que Moïse, Zoroastre, Jésus ou Mohammad, loin de les renier, les vénérât et les tenait pour dépositaires, comme lui, du message divin. Mais il ajoutait à la révélation une dimension historique. Dieu était unique mais ses manifestations ne pouvaient se limiter à une seule époque et moins encore à une seule région de la planète. A la différence de ses prédécesseurs, Baha'ullah ne se proclamait pas le dernier des envoyés de Dieu. D'autres viendraient après lui qui guideraient l'humanité vers encore plus de lumière et de vérité.

Née à Chiraz en 1844, la foi baha'i connut dès ses débuts en Iran un succès foudroyant, tant chez les musulmans que chez les zoroastriens, les juifs ou les chrétiens. En écoutant le docteur K., j'avais l'impression que la baha'isme avait brutalement secoué un peuple asservi par le dogmatisme religieux et le despotisme politique au moment même où les idées de liberté et de progrès gagnaient de nouveaux territoires. Sans mésestimer la forme intrinsèque de la Révélation Nouvelle, il me semblait que l'audience de son prophète tenait plus à l'audace de ses idées sur l'organisation de la société qu'à la mise à jour de la mystique monothéiste. Le docteur K. respectait avec le sourire mes interprétations hérétiques.

« Rassurez-vous, disait-il je n'ai pas l'intention de vous convertir. »

Il n'était pas difficile en revanche de tomber d'accord sur les motifs de persécution du baha'isme. A l'instar de l'Islam, il proposait non seulement une morale générale, mais une véritable idéologie sociale. A la différence de celui-ci, il proclamait l'égalité absolue des femmes et des hommes, et la nécessité d'une éducation complète et moderne pour tous ; il affirmait qu'il ne pouvait y avoir de divorce entre la religion et la science et que les découvertes de cette dernière devaient permettre de dépouiller les vérités révélées de leurs interprétations humaines ; il prônait enfin, face à la diversité des religions, des races et des États, l'universalité de la famille humaine.

Le baha'isme n'était donc pas seulement un redoutable concurrent pour l'Islam iranien, il jetait les graines de la subversion dans une société aux hiérarchies figées et aux règles sociales doublement verrouillées par le pouvoir central et le quasi-monopole religieux exercé par le clergé chiite. De même il libérait chez ses adeptes une énergie considérable qui prit bientôt la forme d'une sédition si vite menaçante que Nasir al-Din chah, en 1852, ordonna, pour en finir, un massacre général à travers tout le pays.

A Téhéran, le signal de l'hallali fut donné par l'exécution d'une femme, Qurat al-Ain, poétesse iranienne de grand renom, qui avait refusé devant le chah de renier sa foi. Selon la version de Gobineau, le monarque la condamna à être brûlée vive. Les bourreaux n'eurent pas la force d'exécuter la sentence. Ils étouffèrent la jeune femme, puis la couvrant d'un voile qu'elle avait refusé de porter de son vivant, brûlèrent le cadavre. Les historiens du bahaïsme disent que Qurat al-Ain a été étranglée et son corps jeté dans un puits. Après quoi ses affaires personnelles, ses écrits et ses livres furent brûlés. Ainsi commença cette journée terrible après laquelle, écrivit Gobineau, « la nuit tomba sur un amas de chairs informes ; les têtes étaient attachées en paquets au poteau de justice, et les chiens des faubourgs se dirigeaient par troupes de ce côté ».

En 1979 l'Iran comptait trois cent mille baha'i adultes – la communauté baha'i ne comptabilise que ceux qui s'y engagent par un acte volontaire, enfants et adolescents ne sont pas compris dans ce recensement. Depuis longtemps la foi baha'i s'était largement répandue au-delà de l'Iran et des communautés existaient dans plus de cent pays. La constitution islamique du nouveau régime n'en refusa pas moins de leur accorder la « protection » qu'elle garantissait aux autres minorités religieuses. J'avais demandé à l'époque à l'un des rédacteurs du texte la raison de cet ostracisme.

« Le bahaïsme n'est pas une religion mais une doctrine politique », m'avait répondu sèchement Hassan Habibi qui, outre ses compétences en droit constitutionnel, cumulait alors les fonctions de ministre de la Culture et de l'Enseignement supérieur avec celle de porte-parole du Conseil de la révolution. Hassan Habibi n'avait rien d'un mollâ fanatique et borné. Condisciple de Bani-Sadr à l'université de Téhéran, il avait comme lui vécu et étudié en France de 1963 à 1979 et n'hésitait pas à citer Sartre dans notre entretien pour démontrer que l'Islam était « une religion de la liberté ». Sur ce point au moins, la constitution khomeiniste choisissait la continuité plutôt que le changement. Elle refusait aux baha'i les droits civiques dont tous les régimes précédents les avaient exclus, y compris la constitution monarchique de 1906 issue pourtant de la première révolution « moderne » de l'Iran.

Je revis souvent le docteur K. Nous devînmes amis. Je lui rendais parfois visite dans sa confortable villa au nord de Téhéran où il vivait seul depuis la mort de sa femme. K. était un grand amateur de musique et de littérature. Je lui racontais

mon Iran de journaliste. Nous ne parlions plus guère de religion. J'avais été séduit d'abord par la chaleur et la gentillesse de son accueil. Sa politesse cérémonieuse, ce côté vieille France provinciale, si peu conforme à l'ambiance dans laquelle nous vivions alors à Téhéran, m'amusait plus qu'elle ne m'irritait. J'aimais la manière désuète avec laquelle il organisait ce qu'il appelait des « débats d'idées » en réunissant à sa table trois ou quatre journalistes étrangers et quelques-uns de ses amis. « Nous sortons si peu, nous disait-il, nous ne savons plus rien, vous êtes nos yeux et nos oreilles. »

Le docteur K. n'était pas qu'un aimable compagnon, heureux d'offrir son hospitalité à des journalistes venus de si loin, « un grand bourgeois » comme il aimait à le dire. J'appris peu à peu à le connaître. Jamais il ne parlait de lui. Il n'ignorait rien des menaces qui pesaient sur lui mais éludait constamment toute allusion à ce sujet. Nous étions ses hôtes, non ses obligés. L'honneur et le plaisir étaient de nous recevoir. Non seulement il ne me demanda jamais d'écrire une ligne à propos des baha'i, mais il parut gêné quand, ayant décidé de préparer un article sur leur situation, je m'adressai à lui pour compléter mes informations.

« Pourquoi nous consacrer un article ? Il y a tant de gens persécutés et malheureux en Iran. Nous ne sommes pas les plus à plaindre. Les baha'i sont une minorité parmi d'autres. Si vous souhaitez nous faire une place dans un panorama général, je vous en remercie, mais ce ne serait pas juste de ne parler que de nous.

— Vous n'êtes peut-être pas les plus à plaindre, mais vous n'êtes pas une minorité comme les autres. Ce n'est pas une opinion mais un fait. Vous n'y êtes pour rien. Ce sont les dirigeants islamiques qui ont pris la décision à votre place. Des gens de toutes sortes dans ce pays sont poursuivis pour des actes passés ou présents, parce qu'ils sont des opposants actifs ou des ennemis déclarés du nouveau régime. Seuls les baha'i sont persécutés pour le seul fait d'être des baha'i. Voilà ce que je veux raconter dans mon article.

— Je vous remercie à nouveau pour ce que vous me dites et croyez que je l'apprecie, mais, voyez-vous, j'ai peur qu'en écrivant, et sans que vous le vouliez, vous ne donniez à vos lecteurs une fausse image de l'Iran et de l'Islam. Si des salauds — pardonnez-moi ce mot — font ce qu'ils font, cela discrédite les salauds, pas le peuple ni sa religion. Quand bien même nous aurions à souffrir de la révolution de M. Khomeiny et quand

bien même le bourgeois conservateur que je suis, sans parler de la question religieuse, n'est guère à l'aise au milieu d'un tel bouleversement, je dois comprendre comme vous toutes les raisons, ô combien légitimes, de la révolte du peuple iranien. Tant de courage, d'abnégation, de sacrifices méritent plus de respect. Je ne veux pas que le cas particulier des baha'i soit la seule mesure de ce qui se passe en Iran et provoque chez vos lecteurs français un rejet global, donc injuste, de cette révolution. Si vous tenez malgré tout à écrire cet article, soyez extrêmement prudent. Je vous aiderai si vous le souhaitez mais n'oubliez pas ce que je vous ai dit. »

Quelques jours après cette conversation, je quittai l'Iran pour Beyrouth. Sur la recommandation du docteur K., je rencontrai quelques baha'i libanais qui me fournirent une ample documentation. J'avais plus que la matière d'un article, mais les réserves de K. me laissaient perplexe. Ses amis libanais les partageaient. Ils étaient visiblement plus inquiets du sort promis à leurs coreligionnaires d'Iran, mais ils ne pensaient pas que le moment était venu de pousser un cri d'alarme. « Nous n'avons pas suffisamment d'éléments, disaient-ils, non pour justifier nos craintes mais pour les exprimer dans la presse. »

Situation paradoxale et en tout cas inhabituelle pour le journaliste en général sollicité plutôt dix fois qu'une et qui doit, le plus souvent avec mauvaise conscience, refuser d'écrire des appels au secours faute d'informations vérifiables. Combien de fois ai-je reçu, comme mes confrères, des individus ou des groupes qui mettaient tous leurs espoirs – bien excessifs – dans un article qui les sauverait, croyaient-ils, de l'oubli ou de la répression ? Nous voulons des faits, des noms, des dates. Des preuves. La parole des victimes n'est pas une preuve suffisante.

Cette fois les victimes elles-mêmes brandissaient la déontologie contre le journaliste. Sur le moment je m'étais dit qu'il entraînait dans cette réserve une part de calcul. Que, peut-être, les responsables baha'i trouvaient inopportun que l'on parle d'eux à l'étranger, au risque de provoquer une réponse brutale des autorités islamiques. Je me trompais encore. Longtemps après, quand la répression contre les baha'i entra dans sa phase systématique et sanglante, je rencontrai chez les représentants de la communauté en France la même prudence et les mêmes scrupules. L'un d'eux me téléphonait souvent au journal pour me donner des informations qu'il venait d'apprendre par ses correspondants de Téhéran. Il ajoutait aussitôt :

« Je voulais que vous le sachiez mais ne publiez rien sans vérifier de votre côté. J'en fais autant du mien. »

Je n'ai jamais failli à cette règle, mais jamais non plus je n'ai constaté une erreur ou une variation dans l'information qui m'avait été donnée primitivement.

Je retournai à Téhéran une semaine plus tard. Des manifestations parcouraient à nouveau la ville pour conspuer Kurt Waldheim, le secrétaire général de l'O.N.U. débarqué la veille pour une médiation possible en faveur des otages américains. Je téléphonai au docteur K. pour lui souhaiter la bonne année. (C'était celle de l'ère chrétienne, mais je n'en avais pas d'autre.) Il m'invita à dîner pour le surlendemain. Mais l'invasion soviétique de l'Afghanistan faisait les manchettes de la presse mondiale et le journal me demanda de partir aussitôt pour la frontière. Le dîner fut remis à plus tard.

Je ne fis qu'un bref passage dans la capitale à mon retour. Des troubles avaient éclaté de nouveau à Tabriz. Je repris rendez-vous avec K. Sachant qu'il était pratiquement impossible de communiquer avec l'étranger depuis la capitale de l'Azerbaïdjan, je ne comptais pas m'absenter plus de deux jours de Téhéran qui n'était qu'à une heure d'avion. Le lendemain l'aéroport de Tabriz était fermé. Le téléphone marchait si mal que je ne pus m'excuser auprès du docteur K. de manquer notre rendez-vous.

Dans les milieux intellectuels iraniens réputés « progressistes » ou « de gauche », on n'abordait la question des baha'i qu'avec gêne. Si rares étaient ceux qui décrétaient, comme ce jeune professeur d'économie politique : « Je n'en ai rien à foutre, ils n'ont que ce qu'ils méritent » – il devait plus tard le regretter amèrement –, la plupart de mes interlocuteurs fuyaient un problème tenu pour secondaire. Les plus gentils me demandaient le secret de ma « conversion ». Les marxistes me rappelaient aux dures réalités de la lutte des classes.

« La majorité des baha'i de Téhéran sont des bourgeois. Tu n'en trouveras pas dans les quartiers sud » (de marxistes non plus, me disais-je en passant), « ils ne peuvent pas s'attendre à être ménagés par la révolution. »

D'autres m'expliquaient qu'il fallait choisir son camp. Ce n'était pas une affaire de liberté d'expression ou de religion. Le peuple et l'Islam ne faisaient qu'un ; refuser l'Islam c'était combattre le peuple. On me concédait que des injustices personnelles avaient pu être commises, que des gens estimables avaient pu souffrir de brimades inutiles, mais la révolution

n'était pas un dîner de gala et la gravité des tâches de l'heure ne laissait pas de place au sentimentalisme petit-bourgeois.

Un collaborateur de Bani-Sadr que j'avais connu à Paris me déclara qu'il réservait ses larmes aux victimes de la Savak, pas aux bourreaux ou à leurs agents. Et comme je lui rappelai que l'ancien régime avait persécuté les baha'i en leur reprochant d'être des « pro-communistes », il me répondit que ça n'avait aucun rapport. Le président lui-même, contacté par des journalistes à propos du docteur K., fit répondre qu'il ne pouvait rien faire, que ses ennemis n'attendaient qu'un faux pas pour l'abattre et quel pire faux pas eût-il pu commettre que d'intervenir en faveur d'un baha'i ?

K. m'avait dit que les baha'i n'étaient pas les plus à plaindre. D'autres minorités religieuses ou nationales, les Kurdes en particulier, étaient victimes de l'ostracisme des mollàs. Ceci explique peut-être cela : au Kurdistan on ne s'embarrassait pas de précautions oratoires. Jamais je n'avais entendu ailleurs une condamnation aussi nette des persécutions anti-baha'i. L'homme qui la prononçait était généreux et lucide mais il avait aussi la responsabilité de la direction politique et militaire du parti le plus important de la résistance kurde et devait, à ce titre, peser ses mots et considérer les impératifs de la real-politik.

Abderhamane Ghassem lou, le secrétaire général du P.D.K.I., n'en refusait pas moins toute nuance. Il trouvait insupportable et déshonorant que l'on puisse tourmenter une communauté ou des individus pour le seul fait qu'ils n'appartiennent pas au dogme ou à la religion majoritaires. Les Kurdes avaient suffisamment pâti de l'intolérance pour en être vaccinés. Ghassem lou revendiquait avec fierté la présence au Kurdistan de minorités religieuses qui étaient venues s'y installer pour fuir les persécutions persanes. La tolérance kurde n'était pas un vain mot. Je n'avais pas oublié ces repas de trente ou quarante convives, responsables et combattants du mouvement, où chacun selon sa conviction se désaltérait avec ou sans alcool sans que les autres s'en formalisent. Ghassem lou, en bon politique, y trouvait matière à illustrer le slogan de son parti. « Un Kurdistan autonome dans un Iran démocratique. » Mais son attitude reflétait une conviction en deçà ou au-delà de tout calcul politique. Il aurait pu dire au fond comme Saint-Ex : « Je n'aime pas qu'on m'abîme un homme. » C'est lui qui m'avait raconté l'histoire du marchand de Mahabad.

Elle se passait à la fin de la première guerre du Kurdistan, durant l'été de 1979. Quelques jours après la chute de la capitale kurde, Khalkhali, qui venait d'écumer les autres villes désormais occupées par l'armée iranienne et les Pasdaran, vint y poser les tréteaux de son tribunal islamique itinérant. Paveh, Saqqez, Marivan, les étapes précédentes, avaient été autant de débauches sanguinaires. A Mahabad l'administration de la justice s'annonçait moins aisée. En se retirant, les *Peshmergas* avaient emmené avec eux quatre cents prisonniers, soldats de l'armée régulière et Gardiens de la révolution, et menaçaient de répondre aux sentences de Khalkhali par autant d'exécutions. L'envoyé spécial de l'imam se le tint pour dit.

Il ne fit donc qu'un très court séjour à Mahabad avant de regagner Téhéran. Toutefois, avant de quitter la ville, il décida d'examiner quelques affaires de droit commun, dont une concernait un vol à l'étalage sans importance. Le plaignant, passablement terrorisé d'avoir à comparaître devant le trop fameux juge, était accompagné d'un commerçant voisin qui lui servait de témoin. Le cas ennuyait visiblement Khalkhali quand soudain il découvrit en interrogeant le témoin un détail qui pouvait tout changer.

« Ainsi, tu es baha'i.

— Oui, répondit le marchand.

— Dans ce cas, tu dois te convertir immédiatement à l'Islam vrai. Si tu refuses tu verseras au tribunal la somme de cinq cent mille tomans (trois cent cinquante mille francs environ).

— Non, répondit le marchand.

— Comment "Non" ?

— Je ne peux pas payer une telle somme. Même si je vendais ma boutique et ma maison, je ne réunirais pas cinq cent mille tomans.

— Dans ce cas, tu vas renier tes opinions impies et tu seras quitte.

— Non, répondis le marchand.

— Tu ne peux pas dire "Non" cette fois. Réfléchis bien, ta vie en dépend.

— Je n'ai pas l'argent que vous me demandez et si j'abjurais je mentirais devant Dieu. Vous ne pouvez pas m'obliger à cela.

— Il n'y a de Dieu que Dieu et Mohammad est son prophète. Décide-toi vite.

— Non, s'entêta le marchand. Je ne peux pas renier ma foi.

— Alors que Dieu te pardonne. Je te condamne à mort. »

On fusilla le témoin séance tenante.

Je ne devais plus revoir le docteur K. J'appris par des amis qu'il était vivant et en sécurité. Mes sombres pressentiments de la nuit ne s'étaient pas vérifiés. Ils n'avaient que quelques mois d'avance. J'étais à Paris, au mois d'août, quand mon informateur baha'i le plus constant m'apprit que neuf membres du Conseil de l'assemblée des baha'i de Téhéran avaient été « enlevés ». Ni arrêtés, ni inculpés : disparus. Enlevés. Où ? Mystère. Par qui ? Mystère.

Ainsi j'appris que le docteur K. était un dirigeant éminent de la communauté. Il ne l'avait jamais dit. Un détenu, libéré d'Evin après quelques mois de détention, qui connaissait personnellement K., m'assura avoir entendu parler de lui et de ses collègues dans la prison mais il ne les avait pas vus. Y sont-ils seulement jamais arrivés ? Les autorités ont toujours refusé de répondre. Un an après, la presse iranienne ne publie plus les noms des suppliciés. Seulement des communiqués avec des chiffres et les chefs d'accusation habituels. La mention « agent d'Israël » y revient souvent.

Nous allions bientôt quitter l'Iran. Ce reportage avait été le pire de tous. Pour la première fois, je n'avais guère sur mes carnets que des entretiens officiels, ceux qu'Ebrahim avait pu nous obtenir, des rumeurs cueillies ici ou là, au hasard d'une confidence de diplomate, quelques notes prises à l'occasion d'une promenade dans Téhéran, Oom ou Ispahan. L'essentiel n'était pas écrit, était-il seulement racontable ? Dariouch, Parviz, K.... Que sont mes amis devenus ? L'échec de notre visite à la prison d'Evin devenait une sorte de symbole. Comme s'il fallait conclure sur cette porte fermée.

Nous avions pourtant sans le savoir, et ce soir même, rendez-vous avec le procureur Ladjavardi. Il apparut à la télévision vers vingt et une heures. *Bismillah er-Rahman, er-Rahim*. Au nom de Dieu, le Clément et le Miséricordieux, l'homme que nous avions cherché en vain toute la semaine annonçait au peuple musulman d'Iran que le traître Saadati avait été condamné à mort et aussitôt fusillé.

Des condamnés à mort, le tribunal de Ladjavardi et de Ghilani en faisait exécuter à ce moment une moyenne de dix par jour. Dans les semaines suivantes, les chiffres se multiplieront par deux, trois, cinq, dix. Suppliciés anonymes, sauf rarissimes exceptions. Mais Ladjavardi avait voulu en personne annoncer

la mort de Reza Saadati. L'assassin revendiquait son crime. Cela aussi faisait partie du système. Nous tuons pour la gloire de l'imam et de Dieu. Nous en sommes fiers et nous le proclamons à la face du monde.

Reza Saadati était l'un des dirigeants les plus connus et les plus populaires du mouvement des Modjahedin du peuple. Il avait échappé par miracle à la mort sous le chah. Abominablement torturé, diminué par de longues grèves de la faim, Saadati avait été libéré des prisons impériales par Chapour Bakhtiar au mois de janvier 1979, après sept ans de détention. Versé désormais dans les activités publiques de l'organisation, il devint le responsable des relations extérieures des Modjahedin. Au mois de juillet de la même année, alors que les mouvements intégristes avaient lancé une vaste campagne contre ceux qui n'étaient pas encore les « Hypocrites », mais déjà les ennemis de Dieu, Saadati était de nouveau arrêté.

Il était accusé cette fois d'espionnage au profit de l'U.R.S.S. Les Pasdaran l'avaient surpris en flagrant délit de conversation avec un diplomate de l'ambassade soviétique. Les Modjahedin hurlèrent à la provocation. Le « frère Saadati », disaient-ils, était chargé de réunir les matériaux d'une enquête sur les agents de la C.I.A. opérant en Iran et c'est à ce titre, sur la demande expresse de l'organisation, qu'il avait contacté un fonctionnaire russe. Ils reçurent l'appui de l'ayatollah Taleghani. Mais celui-ci devait bientôt mourir.

Au fil des mois, alors que le procès de Saadati était sans cesse remis, les « preuves » de sa culpabilité s'amenuisaient. Le dossier restait désespérément vide. Il devenait de plus en plus évident que le détenu était, en fait, un otage et sa vie le prix à payer pour les Modjahedin s'ils ruaiet dans les brancards islamiques. L'affaire tournait au désavantage du régime. S'il était l'espion que l'on disait alors il fallait le juger vite et de manière exemplaire ; s'il ne l'était pas, son maintien en prison commençait à coûter plus cher que sa liberté.

Le procès eut finalement lieu. Les autorités avaient promis à l'avocat de Saadati, M^e Karim Lahidji, que toutes les garanties du droit seraient respectées. Elles furent toutes bafouées. Saadati, contre lequel le procureur révolutionnaire avait requis la peine de mort, fut finalement condamné à dix ans de prison en septembre 1980. Sentence absurde comme tout ce qui l'avait précédé.

Le condamné purgeait sa peine à Evin. C'est là, aujourd'hui, probablement à l'heure où nous y étions, que Saadati avait été

extrait de sa cellule pour être conduit une seconde fois, et la dernière, devant le tribunal islamique. Le responsable des Modjahedin avait été convaincu de deux « crimes ». Le tribunal l'avait reconnu premièrement coupable de complicité dans l'assassinat du directeur de la prison un mois auparavant.

L'histoire n'avait pas été ébruitée mais, selon des informations convergentes, il paraissait établi que le directeur d'Evin avait été tué dans son bureau par l'un des Pasdaran chargé de la garde du tribunal. Le jeune homme n'avait pas supporté la condamnation à mort d'une fillette. Il s'était évanoui et, en se réveillant, avait pris son fusil, puis froidement avait frappé chez le patron et l'avait abattu. Était-il, comme on l'a dit, membre ou sympathisant des Modjahedin du peuple ? C'est possible mais un détail au moins prouvait que même dans ce cas le meurtre n'avait pas été prémédité. Les combattants du mouvement qui participaient à des opérations à haut risque ne se déplaçaient jamais sans une capsule de cyanure afin de ne jamais risquer d'être pris vivants et de parler sous la torture. Ce n'était pas le cas de l'assassin du directeur de la prison d'Evin.

Le deuxième chef d'accusation retenu contre Reza Saadati était d'avoir, depuis sa cellule, « poursuivi ses activités d'espionnage ».

L'annonce faite, le procureur Ladjavardi, qui pas une seule fois n'avait levé les yeux vers la caméra, disparut de l'écran.

On a beau savoir, on n'imagine pas. Alain Bizos rompit le silence le premier.

« Il est vraiment temps que nous quittions ce pays. »

Institut kurde de Paris

XII

CE SOIR-LA LES RUES DE TÉHÉRAN étaient plus tristes qu'au temps du couvre-feu. La révolution n'avait pas un mois. Vous conduisiez nerveusement, la vitre baissée malgré le froid pour être sûre d'entendre les sommations, l'éclairage intérieur allumé pour que les miliciens puissent juger d'un coup d'œil que vous ne transportiez rien ni personne de suspect.

Vous aviez accepté ce rendez-vous avec réticence et vous le regrettiez déjà. Pourquoi sortir et où aller quand, dès la nuit tombée, la ville se repliait sur elle-même ? Par une sorte de défi vous vous étiez habillée et maquillée, vos cheveux flottaient sages mais libres sur vos épaules. Quand les jeunes gens en armes vous arrêtaient aux barrages dressés au hasard des grandes avenues, ils vous considéraient avec un mélange de respect et de peur et c'est tout juste s'ils osaient vous regarder.

Ils s'excusaient de vous demander vos clefs pour ouvrir le coffre de la voiture et s'ils inspectaient longuement sous les sièges, dans les vide-poches et la boîte à gants, c'était encore manière de s'excuser en accomplissant minutieusement ce qu'ils disaient être leur devoir. C'est vous qui deviez les rassurer. Vous leur donniez des conseils, comme de ne pas rester ensemble pour fouiller le coffre. Deux miliciens avaient été tués ainsi pas plus tard que la veille sans voir venir leur agresseur. Les jeunes gens vous remerciaient en rougissant, ils vous disaient qu'ils n'avaient pas encore l'habitude et s'excusaient de nouveau.

Vous vouliez dîner tôt pour être rentrée chez vous avant vingt-trois heures. Pourquoi vingt-trois heures ? Voilà plus de deux semaines que Téhéran ne vivait plus sous le régime de la loi martiale disparue avec le pouvoir moribond qui l'avait

décrétée. Ce n'était plus une loi ni la menace d'une arrestation qui dissuadait des promenades nocturnes. On disait les rues de Téhéran dangereuses et il est vrai que tout au long de la nuit d'incompréhensibles fusillades éclataient sporadiquement ici et là, mais ce n'était pas la raison.

La raison, la vraie raison était justement qu'il n'y avait pas de raison, sauf motif futile, de sortir de chez soi. Et la futilité, un mois après le retour de l'ayatollah Khomeiny en Iran, avait déjà de fâcheux relents contre-révolutionnaires.



Il existe encore en Iran des vieilles demeures traditionnelles dont les portes à deux battants s'adornent, sur chacun d'entre eux, de heurtoirs différents. Celui de la moitié gauche imite grossièrement un poing fermé, celui de droite est un anneau de bronze. Le premier est réservé aux hommes, le second aux femmes. Au son différent qu'il rendent à l'intérieur, les habitants connaissent le sexe du visiteur et l'accueillent en conséquence.

La maison elle-même se divise en deux parties, outre l'annexe éventuelle pour les domestiques. La première, où sont les salons de réception du maître de maison, est ouverte aux étrangers. La seconde, le *haram*, est celle des femmes. Seuls peuvent les visiter les hommes *mahram*, père, mari, frères, oncles. Les autres y sont interdits. Domaine des hommes, domaine des femmes, espace public, espace privé.

« Ainsi se trouve marquée dans l'architecture la division du masculin et du féminin telle que la conçoit l'Islam », m'expliqua Yasmine.

Yasmine était une jeune architecte de Téhéran. Elle avait fait ses études en Italie et aux États-Unis. Elle avait également vécu en France et parlait couramment les langues de ces trois pays. Elle travaillait dans un bureau d'études de la capitale où elle avait pour interlocuteurs des ministres et des technocrates iraniens aussi bien que des hauts fonctionnaires internationaux. Par son langage, sa culture, son mode de vie, elle appartenait à la frange « occidentalisée » de la population. Elle s'habillait « *faranghi* », à l'européenne, avec une élégance naturelle un peu austère, sans ostentation ni souci de la mode et vivait seule dans un duplex confortable à la frontière des quartiers nord.

Militante inclassable, elle considérait avec une sympathie

sceptique les professions de foi marxisantes de la plupart de ses amis. Elle se défiait des vertiges de la dialectique et des démonstrations théoriques par trop abstraites. Refusant les étiquettes et les appartenances, elle participait pleinement malgré tout de cette gauche iranienne, laïque et radicale, qui s'était identifiée au mouvement général de la « révolution khomeiniste ». Yasmine et ses amis disaient seulement « la révolution ». Le maelström qui avait drainé en un courant irréversible toutes les formes antérieures de révolte et toutes les organisations de résistance à la tyrannie ne pouvait avoir d'autre nom, il n'appartenait à personne.

Depuis plusieurs mois Yasmine était, comme tout le monde, au chômage. Des plans de quartiers, des projets de rénovation urbaine, des croquis de maisons dormaient dans ses dossiers. Pendant longtemps elle n'avait même pas eu le temps d'y penser. Quand je l'avais connue, elle vivait nuit et jour le grand vertige de la libération. Islamique ? Le mot ne lui faisait pas peur.

« Que serait l'Iran sans l'Islam, répondait-elle, sans la Medina, sans la mosquée du vendredi, sans le mausolée dans la montagne ? »

« J'ai toujours voulu être architecte. Ce n'était pas un rêve d'enfant mais, aussi loin qu'il m'en souviennne, l'idée précise, ancrée en moi, d'un métier qui serait ma vie, où travail et création seraient inséparables. On me disait que c'était un métier difficile, un métier d'hommes, mais c'est aussi de cela que j'avais envie.

« Adolescente, la féminité me pesait. Je voulais vivre comme un garçon. On m'a appris vers quatorze ans que je devais me conduire comme une femme. J'ai dû désormais m'habiller en robe ou en jupe. On ne me permettait plus de grimper aux arbres ou sur les murs, de jouer dans la rue ou de plaisanter avec les jeunes gens de mon âge. Quand j'étais invitée pour l'anniversaire d'une de mes amies, ma mère vérifiait au préalable qu'il n'y avait pas de garçons à la fête.

« Je n'eus en revanche aucune difficulté à poursuivre des études. Mon père, de culture moderne et d'opinion laïque et libérale, m'y encourageait. C'était aussi une tendance de l'époque. Non seulement la haute bourgeoisie mais les nouvelles classes moyennes dont nous faisons partie estimaient à la fois

convenable et souhaitable d'envoyer les jeunes filles à l'université.

« Quand j'ai commencé à travailler en 1973, je n'avais plus honte depuis longtemps d'être une femme. J'étais heureuse d'avoir atteint mon but. J'étais enfin architecte et, comble de bonheur, j'avais trouvé du travail à Ispahan, la ville que j'aime plus que tout. J'ai dit que j'étais fière d'être une femme ; je n'étais pas pour autant féministe. A l'étranger peut-être y aurais-je été plus sensible mais en Iran le féminisme était, avec bien d'autres choses, un gadget de la cour.

« Le chah, comme son père, voulait des femmes "modernes". Le régime nous sommait de nous libérer, disait-il, de "l'oppression séculaire de la religion". Des femmes ingénieurs, professeurs, médecins, architectes, cela faisait aussi partie de la vitrine du système Pahlavi. Moi, je voulais que mon métier d'architecte, ma façon de l'exercer, changent l'idée que les gens avaient de la femme iranienne. Je préférais la valeur de l'exemple aux dénonciations verbales.

« Quand j'étais petite, j'avais appris, au cours d'instruction civique, que la première constitution de l'histoire iranienne, celle de 1906, excluait "les femmes, les fous, les délinquants et les enfants" des droits essentiels qu'elle accordait aux citoyens.

« Femme, je n'avais ni le droit de voter ni celui d'être élue. Je ne pouvais être juge et mon témoignage devant un tribunal valait la moitié de celui d'un homme. Je ne pouvais ni travailler ni acheter un appartement sans le consentement de mon mari. Je ne serais jamais, si j'en avais un jour le goût, ministre ou ambassadrice.

« Le mariage était régi par la loi islamique qui accordait à l'homme le droit à la polygamie et à la répudiation. Le mari disposait des enfants en toutes circonstances. Si sa femme le trompait, il pouvait impunément tuer l'épouse infidèle et son amant. Il avait le droit de porter plainte contre sa femme s'il découvrait qu'elle n'était pas vierge au moment du mariage.

« La loi et l'idéologie commune faisaient bon ménage. Même Mossadegh n'a pas osé y toucher. L'histoire s'est brusquement accélérée avec la "révolution blanche" et le boom économique de la fin des années 60 et du début des années 70. L'un des premiers "commandements" de la "révolution du roi et du peuple" nous accordait le droit de vote et l'éligibilité. Bien sûr, ce n'était que le droit de participer à des élections truquées ou d'être élues à un Parlement manipulé par un régime qui interdisait toute expression politique, mais au moins nous pour-

rions désormais boycotter les élections comme nos camarades masculins.

« Le chah a donné la citoyenneté aux femmes iraniennes et les filles de ma génération ont grandi avec ce paradoxe : nous allions nous battre désormais contre le régime qui nous avait libérées de l'exclusion sociale. Rien n'est simple, petit Français. »



Nous voulions, pour cette soirée de fête et d'adieu, dîner « Chez Léon », le meilleur restaurant russe de la ville. L'établissement était fermé. Vous l'aviez constaté avec un mouvement de colère mais sans surprise. Bientôt, dites-vous, tout sera fermé, les endroits que vous aviez aimés disparaîtront du paysage comme de la mémoire. Pourquoi laisseraient-ils vivre ces espaces de plaisir dans un monde qui n'accepte pas le plaisir ? Et qui s'en plaindra ? Les militants ne vont pas au restaurant, privilège de classe ou signe trop évident de l'autre monde et de ses hiérarchies.

Les goûts de luxe, le plaisir immédiat, la beauté du geste, ont ceci de commun que révolutionnaires et bourgeois les méprisent également. Ordre ancien, ordre nouveau : la parenthèse se refermait. Et malheur aux aristocrates. La fête n'avait pas droit de cité dans une ville enfermée dans son deuil et qui ne savait exalter que le sang et les morts.

Nous avons erré un long moment avant de trouver le Xanadu, « restaurant français », l'un des derniers encore ouverts dans le centre de Téhéran et qui ne devait plus le rester longtemps. La salle était presque vide. Une famille dînait en silence à deux tables de la nôtre. Vous aviez décrété en entrant qu'au moins le temps de ce dîner vous alliez oublier tout ce qui nous entourait. Je ne vous poserais plus de questions. Mon enquête-sur-la-condition-de-la-femme-iranienne-avant-pendant-après-la-révolution était considérée comme terminée, demain, je serais à Paris et vous écririez seule le chapitre suivant sur la condition de Yasmine-architecte-malgré-la-révolution.

Vous aviez décidé d'être gaie, vous vous êtes mise à rire. La famille qui dînait près de la fenêtre s'est retournée de toutes ses têtes, d'un seul mouvement, avec une expression de stupeur. Le garçon s'est approché de nous, j'ai cru un moment qu'il allait vous demander si vous étiez malade mais il vous a

seulement tendu la carte. Vous lui avez dit bonjour et vous lui avez dit en persan : « Nous aimerions boire du vin blanc, avez-vous du vin blanc ? » Il a d'abord répondu non de la tête puis, en français, nous a raconté que depuis deux jours la maison n'avait plus une goutte d'alcool. Personne n'était encore venu vérifier mais le patron avait préféré prendre les devants et vider sa cave.

Vous n'aviez pas tellement envie de vin blanc mais vous ne supportiez pas qu'on ne vous laisse pas le choix d'en avoir envie ou non, c'est comme le droit de vote, c'est comme tout, aviez-vous ajouté avec un sourire qui n'était plus très gai. Mais nous étions convenus d'oublier. Alors vous m'avez raconté que lors d'un voyage en France vous vous étiez arrêtée à Sancerre, ce vieux village posé comme un coquillage sur la colline, où l'on boit un vin vert et dru.

Vous m'avez dit : j'aimerais voyager de nouveau. Vous vous êtes souvenue de vos promenades dans le quartier italien de New York. Vous m'avez dit : je n'ai rien à faire dans cette révolution, elle n'est pas la mienne, elle n'est plus la mienne, même si je l'ai rêvée je n'ai plus envie de penser que je l'ai rêvée, ce soir je voudrais être nulle part. Vous m'avez demandé s'il fallait faire des études pour devenir journaliste, voilà la vie dont vous rêviez, cette disponibilité permanente, ce droit à l'errance, aux passions absolues et sans lendemain. Je vous ai répondu que je ne vous croyais pas. Vous m'avez dit avec humeur que c'était trop facile, au nom de quoi pouvais-je décider de croire ou de ne pas croire, d'ailleurs je n'étais déjà plus là, j'avais cessé d'écrire, donc l'Iran avait cessé d'exister, mes lecteurs devaient se lasser et il était temps que j'aille les abreuver d'autre sang frais.

Je vous ai répondu que je n'avais pas fini d'écrire puisqu'il me restait justement cet article pour lequel vous m'aviez beaucoup aidé. Votre témoignage remplissait la moitié d'un carnet. Vous m'avez dit d'un ton coupant que vous aviez assez servi de cobaye et vous vous êtes aussitôt excusée, ce n'était pas juste mais je devais comprendre, cette ville morte, ce vide soudain autour de vous...

Je comprenais, comment aurais-je pu ne pas comprendre ? Mais nous avions promis, disiez-vous. Décidément vous n'aviez pas envie d'être journaliste. Vous beurriez consciencieusement de caviar la galette chaude et croustillante, dédaignant les oignons et le hachis d'œufs durs servis à la mode américaine. Le caviar sans la vodka, disiez-vous... et pour ne pas vous

assombrir de nouveau vous avez ajouté : au moins avons-nous encore le caviar. Je vous ai demandé ce qui vous manquait le plus de l'Iran quand vous étiez loin. Vos amis bien sûr. Et le pain nun-e-sangak, ferme, doré, incomparable. La montagne aussi. Surtout la montagne. Je ne peux jamais l'oublier, l'Elbourz.



Architecte, femme militante ? Oui militante, pour Yasmine c'était tout un. De la révolution, du mouvement, elle parlait comme d'elle-même. Elle n'adhérait pas, elle était cette exigence de liberté et de libération. Elle avait fait sienne la revendication de l'identité iranienne autant qu'islamique. Bien que de famille musulmane, l'Islam n'était pas sa religion. Elle était sa culture.

Comme elle m'avait dit : « La féminité me pesait », la religion lui était plus lourde encore. Yasmine était fille de cette génération de la rupture, déchirée entre l'héritage de la tradition et l'appétit soudain de la modernité qui s'était emparé des classe citadines. En quelques années, celles qui avaient suivi le coup de boutoir de la « révolution blanche » qui devait, selon le chah, porter l'Iran aux portes du XXI^e siècle, les familles de la moyenne bourgeoisie téhéranaise s'étaient vouées à la recherche éperdue des signes du progrès. Avec le quadruplement des prix du pétrole – en 1974 – la fièvre atteignit son paroxysme. L'Iran produisait peu, sinon l'or noir, mais pouvait tout acheter.

La boulimie consommatoire de la classe moyenne n'eut d'égale que sa frénésie d'imiter tout ce qui représentait l'Occident. Dans le lot il y avait l'éducation des filles, à l'étranger bien sûr pour les familles qui en avaient les moyens. Quelques milliers de jeunes Iraniennes ont ainsi découvert Paris, Londres, Francfort, Florence ou New York à un moment où l'Europe, et plus encore l'Amérique du Nord, vivaient les vertiges de la révolution culturelle et sexuelle qui marqua la charnière des deux décennies.

Expérience contradictoire et paradoxale de l'épanouissement et du déchirement : ce fut celle de Yasmine. Elle se découvrait femme en cessant d'être Iranienne, la libération avait l'exil pour revers. « Ce que j'ai d'abord aimé dans le marxisme, me confia-t-elle un jour, c'est sa proclamation internationaliste, une manière positive d'assumer qu'on puisse être de partout,

donc de nulle part. Le combat révolutionnaire était universel, le militant un individu souverain qui refusait le conditionnement de sa culture d'origine, l'appartenance à un pays mémoire. Nous étions des déracinés, fiers de l'être, notre patrie s'appelait Vietnam, Cuba, Palestine, simples étapes de la marche de l'humanité vers son avenir radieux. Peut-être même qu'un jour l'histoire ferait une escale en Iran. De cela la stratégie révolutionnaire déciderait en tenant compte du rapport des forces à l'échelle mondiale et du degré de conscience, hélas inégal, des opprimés. »

L'histoire de Yasmine va basculer à New York. Entre Florence et Paris, Yasmine n'était plus guère Iranienne que pour des parents de passage ou quelques condisciples de son pays. Pour tous les autres, elle n'était qu'une étrangère, une jeune fille étonnamment douée, réussissant tout ce qu'elle entreprenait, belle et libre, capable de chanter en italien ou de dissenter en français avec tout juste une pointe d'accent inidentifiable qui la rendait plus fascinante et plus lointaine. Comment peut-on être Persane...

L'Amérique devait n'être qu'un pas de plus vers le cosmopolitisme libérateur. Yasmine la découvre alors que le mouvement noir est à son apogée. Dans le sillage du Black Power, les minorités ethniques revendiquent l'identité de leurs racines. Débarquée d'Italie, elle passe des journées entières dans le quartier italien de Manhattan. C'est le grand choc. La révélation. Yasmine venait en voyage. Elle s'inscrit à l'université pour y suivre des cours d'art iranien et d'histoire islamique. Elle commence la rédaction d'une thèse : « La formation de la ville islamique iranienne. »

« Un retour aux sources ? Oui, on peut le dire comme ça, à condition de ne pas en gommer l'ambiguïté. A ce moment, je résistais encore au fait d'être Iranienne. J'étais une chercheuse américaine qui se penchait sur la culture iranienne. Je m'efforçais de penser en Américaine en profitant évidemment de l'avantage que procure la connaissance de la langue du terrain étudié. Au fond, je me servais de moi, de mes souvenirs, de mes origines, comme d'un don.

« Quand je suis revenue à Ispahan, pour la première fois, avec une équipe de chercheurs de mon université américaine, je parcours la ville avec leurs yeux. Je croyais découvrir un monde dont les codes et les signes m'étaient évidemment plus familiers qu'aux autres mais je n'ai pas compris tout de suite que cette fois je n'étais plus une étrangère et que je n'étais déjà

plus en train de déchiffrer une culture ou une ville mais de retrouver mon pays. Cela s'est fait peu à peu. Mon travail même se transformait, une connivence plus secrète s'est nouée avec la ville.

« Ispahan m'a réintroduite dans un cycle de ma vie que je croyais enfoui. Elle m'a renvoyée à mon enfance, aux vacances à Daran, dans le village de ma mère. J'étais Iranienne, ce n'était ni une revendication, ni un don, ni un retour aux sources, c'était moi. J'avais appris, j'avais voyagé, j'avais connu le monde, vécu des expériences passionnantes ou cruelles, décisives ou futiles, mais ce puzzle n'était pas ma vie. Si je n'avais pas travaillé à Ispahan, peut-être n'aurais-je jamais compris.

« Ispahan est une ville étrange et unique. Elle doit sa forme, son ordre presque parfait à la Renaissance safavide qui s'est assuré le concours de savants et d'artistes venus de toute l'Europe à la cour de chah Abbas le Grand. Elle procède d'une vision totale de la ville et du territoire organisée autour des ponts et des grands axes. Mais ce cartésianisme islamique a dû coexister puis se mêler à l'Islam moyenâgeux, à ce vieux fonds de spiritualité chiite qui a construit la vieille Medina autour de la mosquée du vendredi avec ses ruelles tortueuses et fortifiées.

« La mosquée du vendredi elle-même symbolise cette rencontre des époques et des conceptions diverses qui ont produit l'Ispahan d'aujourd'hui. On y trouve des structures du XI^e siècle combinées avec les apports successifs des bâtisseurs qui l'ont complétée jusqu'aux Safavides. Une véritable encyclopédie dans la pierre de l'histoire islamique.

« C'est en y travaillant chaque jour que j'ai appris à vivre l'histoire au présent et que m'est revenu, comme un parfum, une saveur oubliée, le sens magique, poétique de l'Islam de mon enfance. Dans l'unité contradictoire de la ville, je retrouvais mon unité propre.

« Je ne me souviens pas avoir jamais été croyante et pourtant j'éprouvais une sorte de nostalgie religieuse. J'avais bien sûr des idées politiques ; je savais, j'ai toujours su contre quoi me battre. A Ispahan, j'ai découvert ou redécouvert au nom de quoi. »



Yasmine, je vous ai dit que j'aimerais bien lire votre thèse. Quand vous m'aviez raconté votre travail à la mosquée du vendredi, je vous avais demandé si vous aviez continué à l'écrire. Vous m'aviez répondu que oui et ajouté que ce n'était plus la même, puis, après un silence, vous aviez dit : ce ne sont pas des choses qui se confient à un journaliste et d'ailleurs que pourrait-il en faire ? Sans attendre de réponse vous aviez chuchoté : j'ai écrit une thèse amoureuse, puis vous aviez éclaté de rire. L'architecture, la révolution, la petite Iranienne qui retourne au pays et tombe amoureuse de la mosquée d'Ispahan, vous allez croire que je suis complètement folle, en tout cas j'aimerais bien voir comment vous allez tirer un article de tout cela. J'ai dû vous répondre qu'en ce moment même je me fichais bien de l'article mais que par votre faute je ne pourrais plus voir la mosquée d'Ispahan sans entendre votre rire.

La famille avait quitté le restaurant. Nous étions seuls avec trois garçons, debout, immobiles près de la porte. Le temps était cette fois irrémédiablement compté. Je vous ai rappelé qu'un jour vous m'aviez téléphoné à Ispahan. Vous m'aviez conseillé de descendre à l'hôtel Chah-Abbas, cet ancien caravansérail devenu l'un des plus somptueux palaces du monde où la grâce du passé inscrite dans l'harmonie des espaces et l'ordonnance parfaite du jardin à la persane se mêlait aux outrances prétentieuses du « style Pahlavi » qui avait présidé à l'aménagement intérieur.

Vous vouliez savoir avec précision comment j'avais vu la ville, où j'étais allé, par quelle avenue. Vous craigniez que mes soucis professionnels ne me cachent l'essentiel, et je n'avais que trop justifié vos craintes. J'avais vu des « comités », des chefs religieux, des milices, une usine en grève. Je m'étais mal défendu. Je vous ai dit que, malheureusement, je n'écrivais pas un article amoureux. Après tout je n'étais qu'un journaliste. Vous m'aviez promis que vous me raconteriez l'histoire de la juive.

« Au cours de mes enquêtes dans les vieux quartiers d'Ispahan, je suis un jour entrée par la porte entrouverte d'une toute petite maison. Une vieille femme juive faisait sa vaisselle dans le bassin intérieur. Près d'elle, légèrement en arrière, un homme, son mari, était assis et il fumait, les yeux tournés vers le ciel. J'ai dit bonjour. L'homme ne m'a même pas entendue. La vieille femme m'a répondu bonjour sans lever la tête. J'avais mon carnet à la main. J'étais une chercheuse après tout. Il fallait que je pose une question. N'importe quoi, même

la plus banale, histoire d'engager la conversation. Je ne trouvais pas. J'ai demandé : "Depuis combien de temps habitez-vous ici ?" Seulement alors la femme a levé la tête. Elle avait de grands yeux bleus, lumineux, profonds. Un regard splendide. Après un silence, elle m'a répondu : "Depuis Nabuchodonosor." »



Yasmine vivait d'enthousiasme et de désespoir. Mais toujours à l'excès. Elle aimait le « mouvement », elle l'aimait avec une joie enfantine, elle l'aimait en femme amoureuse, elle l'aimait en esthète, en militante, en Iranienne. Elle ne craignait pas de le décrire avec des mots solennels. Elle choisissait dans son meilleur français des termes forts dont elle n'admettait pas qu'ils soient démonétisés par l'usage occidental.

Un jour, détaillant l'un des multiples posters de Khomeiny, elle s'est mise à décrire avec précision chaque pièce de son vêtement notant l'ordre des plis, l'harmonie des couleurs, soulignant la perfection étudiée de l'ensemble et y voyant la preuve par l'élégance de la dignité du mouvement incarné par son leader.

Elle racontait avec une exaltation sensuelle ces soirées de novembre et décembre 1978 où le peuple de Téhéran, interdit de rue par la loi martiale, se rassemblait sur les terrasses des maisons pour témoigner que « Dieu est le plus grand ». Quand du nord au sud une ville communiait dans un *Allah Akbar* infini et déchirant. Yasmine, l'incroyante, évoquait, les larmes aux yeux, le chant venu des profondeurs, le cri originel plus beau et plus vrai que tous les slogans. Cette nuit de janvier où je l'entendis pour la première fois, nous avons parlé du hurlement des loups, de l'appel sauvage et pur de la liberté et j'avais aimé que les mots ne soient pas toujours dérisoires.

Parfois Yasmine détestait le « mouvement », les appétits qu'il éveillait, les hommes médiocres qui étaient déjà prêts à gérer la victoire, les menaces qu'il représentait pour les libertés toutes neuves. A ce moment elle n'avait peur ni pour elle ni pour son travail. Elle était convaincue qu'on ne l'obligerait pas à porter le tchador et que le nouveau régime aurait besoin d'architectes, hommes ou femmes, quand bien même il voudrait asphyxier la radio et la télévision, mettre les journaux au pas, contraindre les intellectuels au silence et étouffer l'Iran sous l'ordre islamique. Soirs de désespoir. Yasmine tremblait.

Elle avait mal. Elle voulait disparaître, s'enfermer, ne plus entendre, ne plus voir. Elle avait peur et mal pour son pays, pour son rêve, pour ses amis, pour les Iraniennes, pour les mal-pensants. Elle disait : « Je ne veux pas être tolérée. » Elle savait, elle comprenait, elle ne voulait pas subir.

Elle refusait la ségrégation des femmes dans l'espace privé du haram. Elle disait aussi que cet espace avait créé une communauté de femmes. Qu'elles y avaient appris à vivre ensemble, à réinventer des liens dont les femmes occidentales n'ont pas idée, une intimité physique, sensuelle, ponctuée par des réunions et des fêtes spécifiques. « Les femmes iraniennes, m'avait dit Yasmine, étaient exclues du pouvoir mais moins aliénées dans leur vie sociale que les femmes de la classe moyenne occidentale. »

Yasmine ne voulait rien perdre. Ni les richesses accumulées dans le passé. Ni les conquêtes récentes, eussent-elles été octroyées par le régime honni. « Il va falloir maintenant réhabiliter tous les thèmes de la modernisation et de la laïcisation dont les Pahlavi ont démagogiquement usé et abusé. il va falloir réinventer le mot même d'émancipation des femmes en oubliant qu'il a servi d'étendard à la princesse Achraf. »

La jeune architecte voyait juste. Les fragiles droits des femmes étaient déjà contestés comme autant de signes de la corruption de l'Iran par les idées venues d'ailleurs. Le régime impérial, au temps du gouvernement de Amir Abbas Hoveyda, avait fait de la condition féminine l'un de ses joujoux. Puisque les Français lui avaient consacré un ministère, l'Iran ne pouvait pas être en reste. La titulaire du poste s'appelait Mahnaz Afkhrany, elle était jeune et belle, habillée Saint-Laurent, *very fashionable*, s'exprimait en parfait anglais – mieux qu'en persan, disaient les mauvaises langues – et faisait du *womens's lib* en diable. Tout cela nous a peut-être fait beaucoup plus de mal que de bien, concédait Yasmine, mais « nous devons aussi à cette politique clinquante la "loi de protection de la famille" qui interdisait le divorce à la discrétion du mari, la loi autorisant le travail à mi-temps pour les femmes, les congés de maternité, l'institution de crèches et de garderies sur les lieux de travail ».

Yasmine voulait retrouver sa culture et ne pas perdre sa liberté. Elle voulait choisir d'être avec les femmes. Elle ne voulait pas y être parquée. Elle voulait dire oui ou non à la politique. Elle n'acceptait pas d'en être exclue. Elle disait : « Je veux souverainement décider de ma vie. »

Parfois elle aimait et détestait tout à la fois. L'histoire et le présent de nouveau tourbillonnaient comme dans la mosquée d'Ispahan. Yasmine refusait ce que la loi islamique ordonnait aux femmes. Elle aimait la féminité de la culture islamique. Elle n'aimait pas que l'on voile les femmes. Elle aimait la femme voilée qui savait érotiser le monde du seul pouvoir de son regard.

Elle aimait que la révolution ait réveillé l'Iran dans ses profondeurs, que la révolution soit la renaissance d'une communauté entière. Elle ne voulait pas que l'individu y soit englouti et que la femme soit la première victime de ce retour aux sources.

Elle aimait que les femmes se soient engagées dans la lutte. Des centaines de milliers de femmes étaient descendues dans les rues avec leur tchador : c'était plus important que de pouvoir se promener tête nue sur les boulevards du nord de Téhéran. Mais elle n'acceptait pas l'hommage ambigu qui transformait les manifestantes en « sœur-modjahedin » pour ne pas les reconnaître comme jeunes filles ou comme femmes.

Elle aimait l'Islam de la révolte. Elle n'aimait pas le pouvoir de l'Islam.



Nous avons longtemps cherché le mot pour traduire « pou-chideghi » qui signifie l'action de se cacher mais aussi le principe de cette dissimulation du corps et du visage. La pierre angulaire de l'éducation d'une jeune fille iranienne. C'était bien plus qu'une tradition vestimentaire, un ensemble de règles de conduite et de comportement, une morale, une façon d'être. Cette introversion physique, m'expliquiez-vous, n'est pas propre aux femmes. Elle caractérise toute la vie sociale – y compris celle des hommes – jusqu'à la construction des maisons cachées aux regards derrière les murs.

La femme qui hante l'homme iranien, me disiez-vous, n'est pas une femme de chair mais un fantôme de femme, une femme de rêve, la « houri » paradisiaque promise par le Coran aux vrais croyants et son discours amoureux n'est pas un langage du désir mais le moyen d'une conquête. L'homo iranicus de modèle courant, aviez-vous remarqué, employait pour dire « faire l'amour » un mot argotique persan qui pouvait signifier aussi bien « baiser » ou « violer ». Acte de possession plutôt que de plaisir – et moins que tout, évidemment, de plaisir

partagé. De là expliquiez-vous le tabou de la virginité qui garantissait aux hommes la propriété absolue et exclusive de leur femme. Ainsi l'homme pouvait-il se masquer à lui-même son angoisse et sa frustration. Il était l'homme, non point choisi ou préféré, mais unique. Voilà pourquoi, disiez-vous encore, la femme « libre » ou « libérée » quand elle ne pouvait être méprisée et traitée en putain faisait peur. Choisir un homme, c'est lui ôter le principe même de sa virilité. Vieille dialectique du maître et de l'esclave. L'objet désiré devient vulnérable. Il n'est plus assuré de lui-même et de la supériorité que lui accorde la Loi de Dieu mais soumis à la contingence du regard d'autrui, donc menacé.

Vous m'aviez raconté qu'à votre retour de l'étranger vos amis militants vous avaient regardée avec une sorte de stupeur inquiète. Ils vous reprochaient d'avoir « perdu cette tension folle que tu avais en toi quand tu étais une vraie révolutionnaire ». Vous aviez fini par comprendre et faire avouer aux plus lucides d'entre eux qu'ils réprouvaient en réalité l'autonomie que vous revendiquiez, votre liberté sexuelle, mais pas seulement sexuelle.

Ce soir vous m'aviez dit, ce furent presque vos dernières paroles, que la liberté ne se divisait pas, que vous ne pourriez jamais plus séparer votre vie professionnelle de vos choix politiques ou de votre bonheur d'être une femme. Vous m'aviez dit : on ne vit pas à moitié, le pire est à venir, je ne regrette pas d'avoir pensé ce que j'ai pensé, ce que j'ai vécu était beau et si je ne crois plus, je n'ai pas honte d'avoir cru.

Vous aviez arrêté votre voiture à la porte de l'hôtel. Trois miliciens montaient la garde autour d'un brasero. Nous ne savions plus très bien quoi dire. Vous avez murmuré, en désignant les vigiles de la tête :

« J'aurais aimé vous embrasser, mais... »

Vous n'avez pas fini votre phrase puis vous avez ajouté :

« Cela n'a plus d'importance. Il est bien que vous partiez maintenant. La fête est finie. »

Vous m'avez demandé de vous envoyer l'article quand il serait publié. Je vous ai remerciée. Pour l'article. Pour tout. Nous ne nous sommes même pas serré la main. L'essentiel avait été dit. Le moindre mot, le moindre geste, serait désormais de trop. La nuit était humide et froide. Les Gardiens se sont levés pour ouvrir la porte. Quand elle s'est refermée, vous aviez disparu.



De retour à Paris, je me mis aussitôt à l'article que le journal m'avait commandé sur la situation des femmes iraniennes. Je commençai par transcrire les notes de mes entretiens avec Yasmine ou avec les amies qu'elle m'avait présentées. Les feuillets s'ajoutaient aux feuillets. L'article ne venait pas. Rarement j'avais disposé sur un sujet d'autant d'informations, de témoignages, d'éléments d'analyse. Mais plus j'avanciais dans le travail, plus j'avais le sentiment que les mots sonnaient creux. Yasmine avait tout dit, mais en l'écrivant, il y manquait Yasmine. En la citant je la réduisais à un personnage pour journaliste, une manière d'illustrer le propos, un *truc* de métier.

Sa vérité, ses mouvements, son rire, cette vitalité joyeuse ou douloureuse dont je me souvenais en relisant mes notes, s'évanouissaient dans des phrases mortes. J'étais journaliste. Je n'étais que journaliste. J'aurais eu besoin, pour écrire ce que je ressentais, de la liberté du romancier. Mais à quoi bon rêver ? Elle ne m'aurait pas donné la qualité de l'écrivain, le talent du poète, le sens du mot juste. Alors j'écrivis à la place de l'article ce « Portrait de l'Iran en jeune femme » comme on écrit une lettre. Ce n'était ni l'Iran, ni la femme iranienne, seulement Yasmine et un peu de son histoire, une façon de raconter le grand vertige de la révolution iranienne à travers un regard exceptionnel, même s'il n'était pas exemplaire. Jamais comme alors je n'ai été aussi heureux de travailler pour ce journal, *Libération*, le seul qui pouvait publier un tel « article ».

Sur mon carnet j'avais retrouvé une histoire que m'avait racontée Yasmine dans les premiers jours de notre rencontre. Souvent elle me racontait des histoires de ce genre, ou des rêves. Rien d'intime, mais c'était sa façon de parler, de penser à haute voix, d'aller au bout de ses contradictions, de ses doutes, de ses étonnements. Cette histoire complèterait son portrait sans l'achever.

Elle se passait le 26 janvier 1979, au soir d'une journée sanglante. L'armée tirait sur les étudiants à l'université...

Yasmine sortait de son bureau près du carrefour des avenues Pahlavi et Chah-Reza, les deux plus grandes artères de la ville, là où convergeaient les cortèges, le point sensible de la capitale. Elle n'avait pas suivi les événements de l'après-midi

et, apercevant des mouvements de foule près de l'université, décida d'aller voir ce qui s'y passait. Elle roulait doucement, regardant à droite et à gauche quand elle aperçut sur un mur une inscription en gros caractères qui disait : « Ceux qui croient que la religion est l'opium du peuple devraient savoir... » Elle n'eut pas le temps de lire la suite.

Sa voiture venait d'emboutir celle qui la précédait. Le chauffeur de cette dernière sortit en hurlant de colère. Il lui dit d'un ton menaçant que c'était son métier à lui de casser des voitures et il lui réclama une grosse somme d'argent pour son pare-chocs abîmé et son feu arrière brisé. Des jeunes gens qui manifestaient sur les trottoirs s'approchèrent alors. Ils prirent le chauffeur à partie.

« C'est peut-être ton métier de casser les voitures mais si tu ne fous pas le camp à l'instant nous allons te casser la tête. »

Yasmine les remercia mais elle était tout de même responsable de l'accident et il était juste qu'elle eût à en payer les frais.

« Tu ne lui dois rien, répondirent les jeunes gens, cet homme a tort car il se conduit mal avec toi. »

Puis ils la réconfortèrent, récitèrent un verset du Coran et lui offrirent un verre d'eau. L'homme était parti sans demander son reste.

« Voilà, ces jeunes militants islamiques m'ont sauvée, concluait Yasmine. Mais en attendant je ne sais toujours pas ce que devaient savoir ceux qui croient que la religion est l'opium du peuple. »

Quelques mois plus tard, Yasmine choisissait l'exil. Avec l'argent de sa famille, elle aurait pu vivre paisiblement à Téhéran mais... Certains de ses amis avaient été arrêtés et quelques-uns fusillés. D'autres, avant elle, avaient quitté l'Iran. La plupart survivaient, moroses et muets, dans la zone protégée du nord de la capitale, comme des espèces en voie de disparition. Yasmine n'avait ni le goût de la clandestinité ni celui de perpétuer les illusions groupusculaires et leurs discours ventriloques. Surtout elle ne supportait pas de ne plus pouvoir travailler.



Deux ans et demi se sont passés. Je vous ai revue à Paris. J'allais terminer ce qui allait devenir ce livre. Je vous ai

demandé de pouvoir y faire figurer ce portrait de vous. Vous n'avez pas répondu tout de suite. Nous avons longuement parlé de l'Iran, de Téhéran, de vos amis, de l'avenir possible de ce que vous n'osez même plus appeler la révolution.



Cette escalade sanguinaire de terrorisme et de fusillades par centaines était-elle le commencement de la fin ou bien l'accouchement dans l'horreur, la violence et le sang d'une dictature de fer dont les futurs maîtres réglaient, dans l'ombre, l'avènement ? Les deux hypothèses renvoyaient à la même inconnue, reposaient sur la même certitude.

L'inconnue c'est évidemment : qui ? Ceux qui travaillent ouvertement à la perte du régime, à l'exception des Modjahedin du peuple, n'ont guère d'écho populaire, mais ceux qui guettent l'héritage de Khomeiny en ont-ils plus ?

La certitude : un ouragan est passé sur l'Iran qui a tout détruit sur son passage. Le système Pahlavi a disparu sans même affronter son adversaire. Pas même balayé : désintégré. L'armée tirait à vue sur des manifestants. Ce n'était que la force de l'habitude. Au moment décisif, elle s'effondra d'elle-même. Ce n'était pas une émeute, sire. Mais bien plus qu'une révolution. La meilleure preuve c'est que vos services de renseignements pas plus que la C.I.A. ne l'ont vue venir. Michael Ledeen et William Lewis racontent dans *Débâcle* que la C.I.A., plus surprise que véritablement inquiète, ne commença à s'intéresser sérieusement à Khomeiny qu'à l'automne de 1978. Elle était si bien documentée qu'elle dut téléphoner au *Washington Post* pour avoir un exemplaire en anglais des écrits du chef religieux. Au même moment les manifestations du deuil chiite rassemblaient des centaines de milliers de participants à Téhéran et dans les grandes villes d'Iran. Dans ses rapports quotidiens soumis au roi, la Savak leur accordait quelques lignes suivies de plusieurs feuillets consacrés aux groupuscules subversifs que l'on avait pu repérer distinctement dans le cortège.

Peut-être l'histoire rendra-t-elle une justice posthume à Mohammad Reza. La férocité de sa police, qui valut une sympathie unanime ou presque à la révolution khomeiniste, n'est déjà plus son principal chef d'accusation. Au musée des horreurs, la Savak n'a fait que précéder la Savama, les Pasdaran, les Komiteh. Le chah a vendu son pays aux Américains. Cela est vrai. Mais la libération de la domination étrangère promise

par Khomeiny à Qom en 1963, à Nadjaf puis à Neauphle-le-Château, qu'en restera-t-il quand le temps impitoyable de faire les comptes sera venu ? L'indépendance ? Pour l'heure elle ne se matérialise guère que par le déferlement des slogans xénophobes.

La liberté ? L'article 1 du triptyque de l'imam contre la tyrannie dynastique n'est même plus une coquille vide. Au *Rastakhiz*, le parti du dernier des Pahlavi, s'est substitué le Parti hégémonique de la République islamique. Les journaux, la radio, la télévision sont exclusivement à son service. Le chah disait : c'est le prix du progrès. On ne peut plaquer une démocratie libérale sur un pays moyenâgeux. Quand nous aurons une économie moderne, nous pourrons nous doter des structures de l'État moderne. Khomeiny répond : le progrès est un leurre s'il n'a pas pour finalité l'ordre social voulu par Dieu. La liberté sera toujours la liberté pour les puissants d'écraser les faibles tant qu'elle ne sera pas subordonnée à une Loi transcendante. Seule une société islamique gouvernée par un pouvoir islamique appliquant à la lettre les principes de la Charî'at, la Loi révélée au Prophète et interprétée par les sages d'entre les sages, peut faire régner la justice et assurer un avenir à la collectivité.

A l'ordre blanc s'est substitué l'ordre noir. Terreur contre terreur.



Nous n'avons pas voulu cela, dites-vous, Yasmine.

C'était le début de votre réponse. Vous étiez tendue à l'extrême, comme si vous alliez pleurer. Alors vous avez répondu à ma question. Vous m'avez dit : il ne faut pas republier ce portrait de moi, j'avais aimé votre article, je l'avais aimé et je l'avais détesté comme j'aimais et je détestais cette image que vous me renvoyiez parce qu'elle était vraie mais c'était la vérité d'un moment, je ne vous avais pas menti et vous ne m'aviez pas trahie, c'est bien pire nous nous sommes mentis à nous-mêmes, je ne veux pas aujourd'hui être confrontée à ce mensonge.

Ce nous vous faisait honneur. Car vous n'avez jamais été dupe. Je regrettais à cet instant de ne pouvoir vous relire vos propres paroles, vos histoires, vos pensées à haute voix telles que je les avais notées alors. Aviez-vous oublié ce jour où, seule, à l'université vous étiez allée apostropher un jeune mollâ

qui faisait donner au maximum les haut-parleurs de la mosquée pour empêcher les conversations hétérodoxes qui se tenaient alentour ? Il avait d'abord refusé de vous parler puis, devant votre insistance, dut céder. Vous lui avez donc demandé de bien vouloir baisser la sono gênante.

« Elle ne gêne personne, répondit le mollâ. Personne n'a besoin de discuter. Ce sont les agents de la Savak qui provoquent des discussions.

– Tu n'es pas un agent de la Savak, moi non plus et pas plus ceux qui veulent parler dans cette université. Nous avons tous besoin de discuter.

– Le haut-parleur de cette mosquée porte la voix de Dieu, donc celle de la révolution. Il est normal qu'il parle plus fort que les autres. »

Sur cette évidence le jeune homme en turban vous tourna le dos. Des gens s'étaient rassemblés autour de vous. C'est à eux que vous avez destiné la réponse que le jeune mollâ ne voulait pas entendre.

« Si une voix prétend être la seule de la révolution, ce ne peut être que celle d'une nouvelle dictature. »

Cela se passait le 13 février 1979. Le deuxième jour de la révolution au pouvoir.

Mais vous dites nous, pour vos amis, vos camarades, pour les marxistes, les laïques, les démocrates, les libéraux, tous ceux qui par haine de la dictature agonisante se sont fondus dans le mouvement et sont montés sur les toits pour crier Allah Akbar à perdre haleine. Comme si vous étiez tous coupables d'avoir engendré la mollarchie qui allait suivre. Qu'auriez-vous pu faire d'autre ? Soutenir les timides tentatives d'ouverture de Mohammad Reza ? Rallier Chapour Bakhtiar ? L'auriez-vous fait, qu'est-ce que cela eût changé ? C'est un régime agonisant qui jouait sa dernière carte et Bakhtiar était irrémédiablement condamné le jour même où il acceptait d'être le Premier ministre d'un monarque qui déjà faisait ses valises.



Il n'appartient pas au journaliste d'anticiper sur le jugement de l'histoire, au moins a-t-il appris ceci à force de commettre presque toujours les mêmes erreurs : si l'histoire a un sens, ce sens n'a pas grand-chose à voir avec ce qu'en disent ceux qui ont profession de le déchiffrer. Et l'héroïsme en la matière est une vertu, non une preuve. Les innombrables victimes de la

Savak, frères et sœurs des fusillés d'aujourd'hui, rêvaient une révolution à la mesure de l'Iran dont rêvait le chah. Quand le régime disait industrialisation, urbanisation, modernisme, les révolutionnaires répondaient prolétariat, socialisme, anti-impérialisme. Ce n'était pas un duel à fleurets mouchetés mais une bataille sanglante. N'empêche : elle se déroulait en marge.

Mohammad Reza Pahlavi, *chahinchah*, *aryamerh*, « roi des rois », « lumière des Aryens », a fait de son pays une poubelle. Un building clinquant bâti comme Téhéran sur une fosse septique. L'industrialisation de l'Iran ? Des usines livrées « clés en main » dépendant des technologies étrangères et des chaînes de montage alimentées en machines et en pièces détachées par des multinationales qui exportaient en Iran de quoi étendre leur propre marché. L'urbanisation ? Des villes nouvelles avortées qui n'ont enrichi que les promoteurs tandis que les taudis proliféraient au rythme d'un exode rural suicidaire. Mensonges et trompe-l'œil comme ces façades dressées à la hâte sur la principale avenue de Machhad pour la visite officielle du roi.

Mohammad Reza voulait une ville moderne, on lui en a fabriqué une dans « sa » ville sainte et il a défilé entre ces faux immeubles où les agents de la Savak juchés sur des échafaudages agitaient depuis les fausses fenêtres des petits drapeaux à sa gloire.

De cet Iran de pacotille, les Iraniens étaient exclus. Presque tous. Pas vous, Yasmine, pas vos amis, pas l'intelligentsia contestataire ou militante. Ceux-là on les pourchassait, on les torturait, on les massacrait. Ils étaient la subversion, le terrorisme, la seule menace : le péril rouge.

Comment le chah, comment la Savak eussent-ils pu en imaginer un autre ? L'autre, ce n'était pas seulement Khomeiny et son armée de mollàs mais la multitude méprisée, analphabète, déracinée, les condamnés à la poubelle, l'envers du décor mais aussi la monstrueuse vérité du régime. Des milliers de zonards et d'exclus qui allaient prendre leur revanche.



Vous n'y pouvez rien, Yasmine. Ni personne. Vous ne pouviez leur parler et ils vous haïssaient. Les droits que vous réclamiez, la liberté que vous revendiquiez, appartenaient à un monde dont ils n'avaient pas même l'idée. Khomeiny et les mollàs parlaient le seul langage qu'ils pouvaient entendre. Celui de l'Islam bafoué par un monarque « illégitime ». Mais

l'offense n'était pas uniquement le fait du despotisme ou de la dépendance étrangère. Le vote des femmes, les atteintes au droit coranique, la musique ou les livres impies qui circulaient dans les universités étaient autant de crimes contre Dieu. Vous vouliez cette révolution. Vous la vouliez avec le peuple et pour lui. Vous la vouliez contre le chah et ce qu'il avait fait de l'Iran. Ce serait une révolution pour la justice, l'identité, la dignité. Elle serait donc islamique. Cela aussi vous l'acceptiez car l'Islam était la culture du peuple, comme vous acceptiez Khomeiny parce qu'il avait réveillé le potentiel de révolte et de fraternité de l'Islam originel. Cette révolution serait donc aussi la vôtre. Mais c'est aussi contre vous qu'elle allait s'accomplir.

Je n'ai pas oublié ce que vous m'avez dit de l'Islam et je ne crois pas que vous deviez aujourd'hui en rougir. Vous l'incroyante, vous aviez compris qu'une religion qui a imprégné à ce point le paysage, l'architecture, l'histoire d'un pays et de ceux qui l'habitent fait partie de la vie elle-même. Qui vous reprocherait d'avoir espéré ? D'avoir identifié dans un moment exceptionnel votre générosité, votre exigence de justice, votre goût de la liberté avec ce que l'Islam portait en lui de meilleur sans considérer que le pire était aussi à l'œuvre ? Vous le saviez pourtant, vous n'aviez rien abdiqué. Vous vouliez être femme, architecte, militante, Iranienne, vous ne consentiez pas comme tant de vos amis à sacrifier les moyens à la fin et à payer l'avenir radieux de votre silence. Vous aviez choisi la révolution mais vous n'avez pas cessé d'être lucide. Vous avez voulu vivre jusqu'au bout vos contradictions. Vous vous êtes refusé les facilités du double ou du triple langage.

Vous n'étiez pas architecte ou militante, femme ou Iranienne. Cette lente et patiente et douloureuse réconciliation avec vous-même scellée à Ispahan dans la mosquée du vendredi, vous ne vouliez la perdre à aucun prix. Elle était votre dépassement, non point votre conversion. Vous n'aviez rien oublié, rien renié. Vos errances n'étaient pas du temps perdu mais une formidable source d'énergie. A votre manière, en vous et par vous seule, vous aviez accompli ce mouvement des profondeurs qui allait secouer votre pays. Comment auriez-vous pu ne pas être à ce point disponible à l'événement ? Mais comment auriez-vous pu aussi ne pas le vivre avec autant de passion et de déchirement ? Voilà ce que vous payez aujourd'hui d'un nouvel exil.

Votre histoire, Yasmine, est trop unique pour être exemplaire. Mais je lui dois, je vous dois, l'essentiel du peu que

j'avais pu comprendre alors. J'aimerais qu'il en soit de même pour d'autres. Vous étiez singulière et partielle mais vous ne revendiquiez rien d'autre que la liberté de votre parole et de votre regard. Vous ne proclamiez pas la vérité : vous vous contentiez d'être vraie. Voilà pourquoi j'avais écrit ce « portrait » plutôt que l'article dont vous m'aviez fourni la matière. Voilà pourquoi c'est avec vous que j'aimerais terminer ce livre.



De voyage en voyage, j'ai vu l'Iran peu à peu se refermer, l'ordre noir s'imposer, chaque fois plus pesant, plus intolérant, plus triste. Les journalistes étrangers n'ont plus le droit de voyager dans la moitié du pays. Toutes les régions frontalières leur sont interdites, les quatre provinces kurdes en particulier. Les autorités ne veulent pas qu'on sache ce qui s'y passe. J' imagine qu'elles redoutent plus encore ce que l'on y apprend, ce que j'ai appris durant la guerre du Kurdistan. Il existe un peuple plus pauvre que les mostazafin et tout aussi musulman qu'eux, même si son Islam n'est pas de même obéissance, et ce peuple ne se contente pas de se battre pour sa liberté et sa dignité contre les armées de la République islamique. Il est digne et libre. Et chaleureux et tolérant. Rien à voir avec les hordes du « parti de Dieu » et l'idéal « maktabi ».

A Téhéran règnent le silence, la peur, le mépris. Quand nous n'y sommes pas considérés comme des espions, nous sommes au moins regardés comme des ennemis. Et quand, parfois, nous ne sommes ni l'un ni l'autre, on nous répète à satiété : « Vous ne pouvez pas comprendre. » Il m'est arrivé souvent, de plus en plus souvent, de le croire.

Cela n'avait rien à voir avec le journalisme. Cette grande révolution du siècle contre le siècle, pourquoi nous épargnerait-elle ? La revanche des pauvres d'entre les pauvres, pauvres d'une misère qui n'était pas la famine mais pire peut-être que la famine, comment pourrait-elle ne pas nous rejeter avec tout le reste ?

Oui, décidément, je ne pouvais rien comprendre. Mes rares amis en Iran, Dariouch, Parviz, Yasmine, quelques autres, qu'étaient-ils sinon des gens qui nous ressemblent, qui participent de la même culture cosmopolite, qui en connaissent le langage, qui le parlent et qui l'écrivent ? Alors je me disais que je racontais un Iran qui était le vôtre, vu d'un Occident de la fin du XX^e siècle, cela même contre quoi la révolution islami-

que avait eu lieu. Rien de commun avec l'Iran des mostazafin. Peu à peu la déraison de l'Iran me gagnait.

Parfois aussi je me révoltais. Je prenais brutalement conscience que j'étais en train de penser comme le voulaient mes censeurs. Trop facile de dénier par avance au regard de l'autre, de l'étranger, non pas le droit, mais le fait de voir. Qu'avait donc fait Khomeiny à Neauphle-le-Château sinon utiliser la presse mondiale pour délivrer le message de sa révolution ? Pourquoi serait-elle discréditée aujourd'hui par principe ?

La réponse était aisée : parce qu'un pouvoir de cette nature n'aime pas qu'on le voie à l'œuvre. Parce que personne ne veut répondre aux questions les plus évidentes. Où est-il cet Islam de justice, de fraternité, de tolérance, que vous aviez prêché au monde ? Où faut-il le chercher ? Au Kurdistan ? Dans les caves des Komiteh ? A la prison d'Evin ? Cette revanche des pauvres, qui la manipule ? A quelles fins ? Prouvez-nous que vos guerres saintes, contre l'Amérique, les communistes, la France, les baha'i, les femmes, les Kurdes ont quelque chose à voir avec l'Islam.



Non, Yasmine, vous ne vous étiez pas menti à vous-même. Ce que vous avez vu, vécu, souffert, ce témoignage irremplaçable, s'il ne dit pas tout, dit au moins que nous ne devons pas renoncer à voir et à comprendre.

Je ne sais pas si je vous ai convaincue. Vous m'avez finalement dit oui. Après tout, je faisais mon métier, c'était mon livre et si je croyais vraiment que...



Ainsi allait se terminer ce livre. Au journaliste, on demande de conclure, ou mieux encore de prévoir. S'il dit qu'il ne peut pas, on le tient pour un incapable ou on le soupçonne de cacher un secret. Il est bien le seul à savoir qu'il ne sait pas et que personne ne sait, mais comment l'écrire ? S'il faisait semblant, il dirait : rien n'est joué en Iran. Rien non plus ne s'y jouera du dehors. Le vertige sanguinaire de l'été 1981 ne peut qu'annoncer le pire. La banqueroute menace, le chômage a atteint plus de la moitié de la population active. Les factions au pouvoir s'entre-déchirent et les meurtres au sommet ne sont pas tous, loin de là, le fait des « terroristes ». D'ailleurs

que peuvent les terroristes ? Probablement pas plus qu'ils n'ont pu contre le chah. Mais les Modjahedin du peuple ne cessent pour autant de gagner du terrain et de l'audience. Seront-ils un autre visage de l'Islam triomphant ou l'étincelle qui précipitera la guerre civile ? A ce jour, nul ne peut le dire. Face au chah, il y avait un peuple musulman soulevé par la foi de Khomeiny. Face au pouvoir islamique, quoi ?



Vous aviez raison, Yasmine, je ne suis que journaliste. Je ne peux dire que ce que j'ai vu, répéter ce que j'ai entendu. A l'occasion, je peux essayer de réfléchir à haute voix mais cela ne nous avance guère. Comme vous, Yasmine, je ne sais toujours pas ce que devraient savoir ceux qui croient que la religion est l'opium du peuple.

Paris, septembre-octobre 1981.

REMERCIEMENTS

Les chapitres de ce livre ont été pour nombre d'entre eux inspirés par des reportages rédigés en Iran à diverses époques (janvier-mars 1979, août-septembre 1979, novembre-décembre 1979, janvier-février 1980, septembre-octobre 1980, juillet-août 1981) pour le quotidien *Libération*, sauf le dernier commandé par le magazine *Actuel*.

A l'exception du chapitre XII dont la première partie a été publiée dans *Libération* de mars 1979 sous une forme différente et de quelques passages des chapitres II, III, VI et IX publiés dans le numéro d'*Actuel* daté de septembre 1981, la rédaction finale est entièrement inédite.

Je tiens néanmoins à exprimer ma gratitude à l'équipe de *Libération* dont je fus deux années durant l'envoyé spécial en Iran, non seulement pour avoir rendu ces reportages possibles, ce qui va sans dire, mais surtout pour m'avoir permis une liberté d'écriture et de regard sur la réalité iranienne qu'aucun journal n'aurait probablement acceptée.

Merci, bien sûr, à tous mes amis iraniens que je ne peux nommer pour de trop évidentes raisons. Certains apparaissent dans ce livre sous des identités d'emprunt. Les faits rapportés et les opinions citées sont exacts mais il m'a fallu chemin faisant modifier les situations, masquer ou mêler des protagonistes et toute coïncidence avec des personnes réelles serait purement fortuite. La déontologie n'y trouve pas nécessairement son compte mais le journaliste ne peut non plus oublier que les tribunaux islamiques ont condamné à mort et fait exécuter des gens pour le seul fait d'avoir été cités dans des journaux étrangers en y tenant des propos hétérodoxes. Un jour, j'espère, il sera possible de rétablir toute la vérité.

Ce reportage de l'été 1981 qui a donné naissance au livre est un travail dont Alain Bizo a fait plus que sa part. Il n'est pas facile de remercier un photographe avec un texte sans image. J'ai voulu que son regard n'en soit jamais absent et j'espère ne pas l'avoir trahi.

Un grand merci encore pour leur aide directe et constante dans la réalisation de ce livre à : Denis Bourgeois, Joëlle Coulon, Annie Danaux, Jean-Claude Fasquelle, Pierre Joffroy, Jean-François Mela, Frédéric Nathan-Murat, Fouad Saberan, Mieres Sanchez.

Et à : Francis Bueb, Jean-François Fogel, J.-P. Génè, Martine Gilson,

Vivienne Jones, Nicole Piantanida, Jean-Claude Zagdoun, qui ne savent pas à quel point ils et elles m'ont permis d'en venir à bout.

Je tiens également à remercier les journalistes et ami(e)s du bureau de Téhéran de l'agence France-Presse.

Et le personnel de l'ambassade de France en Iran.

Il me faut également rendre l'hommage qui leur est dû aux journalistes, écrivains ou chercheurs dont les travaux m'ont si souvent été utiles, tant sur le terrain qu'au moment d'achever ce travail. Je ne peux les citer tous. Certains sont des amis personnels, je ne connais les autres que de réputation. Qu'on me permette de signaler en particulier : Gilles Anquetil (*La Terre a bougé en Iran* – Hachette) ; Paul Balta et Claudine Rulleau (*L'Iran insurgé* – Sindbad) ; Mohamed Heikal (*The Return of The Ayatolla* – Deutsch, Londres) ; David Hirst (*The Guardian*) ; Michael Ledeen et William Lewis (*Débâcle, l'Échec américain en Iran* – Albin Michel) ; V.S. Naipaul (*Among The Believers* – Deutsch, Londres ; en français : *Crépuscule sur l'Islam* – Albin Michel) ; Terry Powey (*Financial Times*) ; Jonathan Randal (*Washington Post*) ; Yann Richard (*le Shi'isme en Iran* – Maison-neuve) ; Édouard Sablier (*Iran : La Poudrière* – Robert Laffont) ; Édouard W. Saïd (*Covering Islam* – Pantheon Books, New York).

Et merci à F., pour tout.

N.B. Les citations de Khomeiny, au chapitre v, sont extraites de : *Pour un gouvernement islamique* (trad. de M. Kotobi et B. Simon avec le concours de Ozza Banisadre (éditions Fayolle). Celles du chapitre x ont été tirées des *Principes philosophiques, politiques, sociaux et religieux de l'ayatollah Khomeiny*, choisis et traduits par Jean-Marie Xavière (éditions libres Hallier).

J'ai utilisé, pour les citations et les références au Coran, l'édition de la Bibliothèque de la Pléiade (Gallimard) dans la traduction de D. Masson.

TABLE

Introduction	9
I. L'Iran de ma mémoire	23
II. En ce mois de juillet 1981, le journaliste étranger	43
III. Sadegh Khalkhali s'ennuie	63
IV. La troisième révolution a commencé avec l'été	77
V. « Bismillah er-Rahman, er-Rahim... »	95
VI. « Maintenant nous pouvons nous battre à visage découvert »	117
VII. A perte de vue, un désert rouge	137
VIII. L'hodjatoleslam Nadi est déjà une célébrité à Najafabad	151
IX. Qissass sera le nom du Code	167
X. Qom. L'énigme	181
XI. A peine avez-vous quitté l'expressway	217
XII. Ce soir-là les rues de Téhéran	247
Remerciements	271

Institut kurde de Paris

*Cet ouvrage a été réalisé sur
SYSTÈME CAMERON
par Firmin-Didot S.A.
le 4 janvier 1982*

Institut kurde de Paris

32
KRA

INSTITUT KURDE DE PARIS
ENTRÉE N° 440

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1982
N° d'édition : 5729
N° d'impression : 9135
ISBN 2-246-024851-5

IRANO NOX

"Ce n'est pas votre faute, mais vous ne pouvez pas comprendre." Cette phrase-là, l'observateur occidental l'entend sans cesse en Iran. Il n'est pas musulman, il n'a pas vingt-cinq siècles de Perse ni treize siècles d'Islam dans la tête. Ami ou ennemi, peu importe, il n'y a pas de place pour lui dans le retour au premier temps de l'Islam que l'ayatollah Khomeiny offre comme avenir à trente-sept millions d'Iraniens.

Pourtant, Marc Kravetz a voulu voir et savoir. Entre 1979 et 1981, il a fait six séjours en Iran. Il a rencontré la plupart des dignitaires civils et religieux. Il a assisté à de bouleversantes conversions de jeunes Iraniens qui, sous la bannière de Khomeiny, sont revenus aux sources par d'étranges détours. Partout, toujours, à ses questions, on lui a opposé l'Islam, la perfection de l'Islam, l'excellence de ses principes, les vertus divines de la société qu'il propose. Mais à l'ombre de ces discours pieux, il a vu un pays déchiré, livré à la violence et à la haine, officiellement régi par la loi du talion.

Irano Nox, écrit comme un roman-vérité, est un voyage dans le temps et dans l'espace de la Révolution islamique, une plongée dans la nuit iranienne. Et page à page, le lecteur comprend. Il comprend comment une nation sombre dans la folie.

Marc Kravetz, grand reporter, a couvert, principalement pour Libération, la plupart des conflits du Proche-Orient de 1975 à 1981. Il a obtenu, en 1980, le prix Albert Londres.



ISBN 2.246.24851.5
PHOTO ALAIN BIZ

37 0753 6
821
69 F.